DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - Nº 13456 – **4,50 F** Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine – MERCREDI 4 MAI 1988

L'Angola n'est pas l'Afghanistan

Pas d'optimisme excessif. Angolais, Sud-Africains, Cubains et Américains, qui se retrouvent aujourd'hui pour la première fois autour d'une table de négociations, en sont d'accord : ce n'est pas le 4 mai à Londres que ce conflit austral va trouver l'issue négociée que chacun espère. La meilleure et la plus encourageante nouvelle à propos de cette réunion sans précédent, c'est encore qu'elle ait lieu, et surtout qu'elle soit le fruit d'une coordination étroite entre les deux Super-Grands.

L'URSS, qui finance une partie de l'effort de guerre angolais, et notamment l'entretien d'un corps « internationaliste » cubain de plus de quarante mille hommes — coût annuel pour le trésor soviétique, selon la CIA : 2,5 milliards de francs, — l'URSS, donc, conformément à la doctrine gorbatchévienne de règlement négocié des conflits régionaux, a donné plus que son feu vert aux pourparlers. Elle les a encouragés. L'évolution des combats sur le terrain ayant démontré à tous les belligérants qu'ils n'avaient aucune chance de remporter une victoire décisive sur leurs adversaires, le vacarme des armes s'est assourdi, permettant à la diplomatie de se faire entendre. Heureux développement, quand on sait que les combats de ces seuls six derniers mois ont fait plus de cinq mille morts.

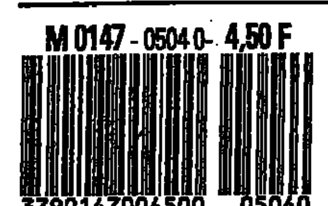
L'objectif numéro un de la rencontre de Londres est d'essayer de créer un climat de bonne foi propice non seulement à la poursuite des négociations, mais à leur éventuel élargissement. Deux acteurs importants de la tragédie australe manquent en effet à la table des discussions : l'UNITA, mouvement rebelle angolais, soutenu par Washington et Pretoria, et la SWAPO, organisation armée qui lutte pour l'indépendance de la Namibie et qui opère, avec l'aide cubaine et soviétique, à partir du Sud angolais.

On dira que l'affaire afghane, qui vient spontanément à l'esprit, s'est négociée à Genève sans la participation des résistants moudjahidin, et que leur absence n'a pas empêché l'accord. Le conflit austral est beaucoup plus complexe. D'abord, ce n'est pas l'armée rouge qui saigne directement dans la région, et il ne peut donc y avoir de retrait quasi unilatéral. Ensuite, parce que, s'il est vrai que Moscou et Washington détiennent chacun une clef de la paix régionale, la principale n'est pas entre leurs mains. Elle est à Pretoria.

Or la diplomatie sud-africaine, qui est parvenue ces huit dernières années à faire du départ cubain d'Angola une condition de son propre retrait de Namibie, est déjà en train de faire marche en arrière. Pretoria, qui a pris en charge les intérêts de l'UNITA, semble même sur le point d'exiger désormais l'accession de son allié au pouvoir à Luanda avant que puisse être envisagée l'indépendance de la Namibie voisine. C'est essentiellement sur cette nouvelle donnée du problème que se fonde à juste titre le scepticisme général autour des effets immédiats du quadrille de Londres.

(Lire nos informations page 4.)

M 0147 - 0504 0 - 4,50 F



3790147004500 05040

Un avertissement à la Syrie et aux Palestiniens

Vaste opération israélienne dans le sud du Liban

Près de mille cinq cents soldats israéliens continuaient, mardi 3 mai, de ratisser le flanc occidental du mont Hermon, au Liban Sud, à la recherche, selon un communiqué, de « feddayins et de leurs complices locaux ». Cette opération, qu'Israël présente comme « limitée dans ses effectifs, dans le temps et dans l'espace », a débordé de 10 kilomètres la « zone de sécurité » contrôlée par l'Etat hébreu.

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Donner un avertissement à la Syrie, à l'OLP et aux groupes palestiniens qui sont proches de Damas, mais sans aller trop loin ; réaffirmer avec éclat qu'Israël répliquera toujours aux tentatives d'infiltration à ses frontières ; enfin, appuyer et rassurer la milice libanaise alliée, l'Armée du Liban sud (ALS) : tels semblent être les objectifs politiques et militaires visés par le gouvernement de Jérusalem en ordonnant à son armée de franchir à nouveau, lundi 2 mai, la frontière du Liban pour mener un des raids apparemment les plus importants depuis le retrait des forces israéliennes de ce pays, en juin 1985.

Depuis la soirée de lundi, plusieurs centaines d'hommes — le chiffre de deux mille est avancé, de source étrangère — ratissent, au-delà de la frontière, le secteur situé au nord-est d'Israël. C'est la première fois depuis trois ans qu'une telle opération est entreprise dans cette région précise, aux environs du mont Dov, presque à l'intersection des frontières entre Israël, le Liban et la Syrie.

C'est là qu'ont eu lieu, la semaine passée, les deux dernières infiltrations de commandos palestiniens en territoire israélien. Elles s'étaient soldées par la mort de deux militaires israéliens, dont un lieutenant-colonel (*le Monde* daté 28-29 avril). Elles avaient confirmé avec éclat la stratégie suivie par les Palestiniens de l'extérieur depuis le début du soulèvement dans les territoires occupés, en décembre dernier : appuyer la révolte en multipliant les tentatives d'infiltration aux frontières d'Israël, et notamment à la frontière nord.

Le laconique communiqué militaire publié lundi soir à Jérusalem — six lignes — soulignait ainsi : *« Pour faire face au nombre croissant de tentatives d'infiltrations terroristes [...], l'armée a entrepris une opération de recherche dans la zone de sécurité au sud du Liban. »*

ALAIN FRACHON.

(Lire la suite page 4.)

La campagne pour le second tour de l'élection présidentielle

M. Mitterrand lance un appel au centre et M. Chirac s'adresse aux mécontents

M. Mitterrand continue de préparer l'ouverture politique de l'après-8 mai. Le lundi 2 mai, il a demandé aux socialistes d'accepter « tout concours qui s'offre honnêtement ». M. Chirac s'adresse aux 30 % de mécontents, tandis que le RPR tente d'étouffer le débat sur l'attitude à l'égard de l'extrême droite. « Je suis d'accord avec mes valeurs, et pas avec celles du Front national », a déclaré M. Pasqua, mardi, sur Europe 1.



Record de croissance et de création d'emplois

Y a-t-il un modèle britannique ?

Mme Margaret Thatcher entrera, le 5 mai, dans sa dixième année de pouvoir, à la tête du gouvernement britannique. Un record de longévité. Appuyée sur une bourgeoisie qui désormais s'enrichit, elle a fait de son pays la nation la plus dynamique d'Europe, depuis le début des années 80, en termes de croissance et de créations d'emplois. Une révolution dans ce pays longtemps déclinant, mais pas forcément un modèle.

LONDRES
de notre envoyé spécial

C'est un mardi, à la Chambre des communes, le temps des questions des députés au premier ministre. Les travaillistes harcèlent Margaret Thatcher à propos du cas d'une certaine Mrs Williams, veuve diabétique de soixante-treize ans qui ne touche que 50 livres par semaine et qui va perdre, du fait de la réforme de l'aide sociale, 12 % de ses revenus. *« Comment voulez-vous qu'elle mette de l'argent de côté »*, scandent les députés travaillistes, qui finiront par obtenir un débat extraordinaire sur cette réforme pour le lendemain.

Guère émue par ces attaques, la Dame de fer répond, elle aussi comme un leitmotiv, que le budget de l'aide sociale continuera d'augmenter de 2 milliards de livres (20 milliards de francs) l'an prochain, mais qu'il convient de concentrer cette aide sur ceux qui en ont réellement besoin. En ce qui concerne l'aide sociale au logement — où deux tiers des Britanniques payaient pour le troisième tiers, — la réforme (suppression de l'aide à tous ceux qui ont plus de 60 000 francs d'économies), qui touche surtout des gens âgés, a suscité quelques états d'âme jusque chez les *« Tories »*. Mais, comme souvent, le premier ministre est passé en force avant de faire quelques concessions, notamment sur le niveau des économies. Mais réduction des retraites et concentration de l'aide au logement sont entrées en vigueur à la mi-avril.

Un mois plus tôt, le chancelier de l'Echiquier Nigel Lawson avait, lors de la présentation du budget, annoncé une spectaculaire baisse de l'impôt sur le revenu : compliqué et élevé, avec six tranches dont la plus haute avait déjà été ramenée de 83 % à 60 %, cet impôt est désormais simplifié et réduit puisqu'il ne reste que deux tranches (de 15 200 à 24 000 livres le barème est de 25 %, au-dessus, de 40 %).

La révision — fortement contestée — de la taxe d'habitation, la réforme du système éducatif et de la formation, et nombre d'autres projets laissent à penser que le troisième mandat de Margaret Thatcher sera consacré aux réformes dites de société (même si elle avoue : *« La société n'existe pas, il y a seulement des hommes, des femmes et leur famille »*.

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 28.)

La Seine-Saint-Denis, du communisme au Front national

Les «taupes» lepénistes sous le béton

Le « tremblement de terre » dont a parlé Jean-Marie Le Pen a été particulièrement violent dans la Seine-Saint-Denis : le Front national a rassemblé, le 24 avril, 19,81 % des suffrages dans cet ancien bastion de la « banlieue rouge ».

Dans les « Izvestia », journal du gouvernement soviétique, un commentateur a expliqué le faible score du PCF par les « retards » de sa direction face à la « perestroïka » du capitalisme.

Sur le tableau des effectifs de l'école, les fiches orange représentent les enfants de parents marocains. Les bambins zaïrois sont en orange, les cap-verdiens en mauve et les cambodgiens ont droit au bleu. A chacune des dix-neuf nationalités présentes dans l'école primaire Jean-Baptiste-Clément de Montfermeil (Seine-Saint-Denis) est attribuée une couleur différente. Dans ce manteau d'Arlequin surnagent quelques rares fiches vertes : ce sont les enfants français. *« Et encore*, sourit le directeur de l'école, Gérard Hallakou, *beaucoup sont des Antillais »*.

Au beau milieu de la cité des Bosquets, où un ascenseur sur cinq fonctionne encore, l'école apparaît comme un îlot propret et pimpant. Gérard Hallakou s'enorgueillit de ses deux salles d'informatique et des fresques du préau, peintes depuis deux ans par les écoliers. Bien sûr, il faut un peu *« ajuster »* les programmes. A propos de la Révolution française, par exemple, on insistera moins sur la prise de la Bastille que sur les droits de l'homme, de portée plus internationale. Bien sûr, le fait que le directeur, pied-noir, parle arabe, n'est pas pour rien dans la fluidité de ses rapports avec les parents d'élèves. Bien sûr, les arrivées et les départs incessants en cours d'année donnent aux classes une vague allure de salles des pas perdus. *« Mais, au total, les enfants qui ont fait toute leur scolarité chez nous, même s'ils ne parlaient pas un mot de français en arrivant, entrent en sixième en sachant lire, écrire et compter correctement. »*

Ces succès relatifs n'impressionnent pas le maire de Montfermeil, M. Pierre Bernard (divers droite). Ancien capitaine de paras, M. Bernard a gardé de sa carrière africaine le goût des idées simples et la certitude de bien connaître « ces gens-là ». Il ne leur en veut pas, à eux, mais au président de l'Office départemental des HLM, qui, pour le « punir » d'avoir ravi la mairie au PCF en 1983, enverrait systématiquement à la cité des Bosquets des familles « lourdes ».

DANIEL SCHNEIDERMANN.

(Lire la suite page 12.)

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 $; USA (West Coast), 1,75 $.

Débats

La famille, assurance-vie de l'Europe

par MICHÈLE BARZACH (*)

TOUT concorde aujourd'hui pour l'affirmer : la dernière décennie de ce siècle sera celle de la famille. Fréquemment ignorée par conformisme, souvent négligée par facilité, parfois malmenée par idéologie, la famille semblait se déliter lentement sous l'œil gourmand des sociologues, toujours prodigues de doctes commentaires sur la fin de la cellule familiale, et sous celui, non moins intéressé, des propagandistes de l'Etat providence, tout heureux que son recul ouvre à leur zèle inlassable un nouveau champ d'action au cœur même de notre société.

Or, depuis deux ans, les valeurs familiales connaissent une vigueur nouvelle. Ce mouvement de fond pose au moins trois questions. Où a-t-il trouvé sa source ? Quelle doit être l'attitude de l'Etat ? Quelles perspectives nous ouvre-t-il ?

Il est aisé d'en dater l'apparition. En 1984, des centaines de milliers de familles ont manifesté pacifiquement pour dire à l'Etat que son rôle s'arrête où commence celui de la famille et qu'il n'était pas question de déplacer les bornes. Jamais encore les familles n'avaient ainsi fait massivement intrusion dans le jeu social et politique, pour y défendre calmement mais fermement les valeurs familiales.

L'effet couffin

Par un processus de cristallisation cher à Stendhal, les indices de ce renouveau se multiplièrent, et l'on vit au même moment un couffin et son contenu remplir les salles de cinéma tandis qu'un nouveau-né hilare proclamait fièrement sur les murs de nos villes qu'il n'avait pas une tête de mesure gouvernementale.

Les Français ont pris conscience qu'il était précieux de disposer de repères stables dans un monde instable, que le grand bouleversement de 1968 avait posé plus de questions qu'il n'en avait résolu, que la montée de l'individualisme menaçait de basculer bientôt dans l'avènement des égoïsmes.

Plus largement, nous avons pris conscience que la solidarité nationale, certes indispensable, ne peut suffire. Mieux, qu'elle ne doit pas suffire. A l'heure où le nombre de personnes âgées ne cesse d'augmenter, où 70 % des Français meurent à l'hôpital ou en institution et le plus souvent seuls, nous comprenons enfin que la solidarité, idée noble s'il en est, ne peut se résumer à la seule bonté froide, distante et désincarnée d'un Etat providence.

Quelle doit être alors l'attitude des pouvoirs publics ? De 1981 à 1986, le précédent gouvernement, empêtré dans une idéologie peu favorable à la famille et ébranlé par les événements de 1984, s'est comporté face à cette question comme un chien qui a trouvé un hérisson, ne sachant comment l'aborder, choisissant un angle d'attaque pour l'abandonner aussitôt et repartir dans une autre direction, conscient du problème mais incapable de le résoudre.

D'abord chichement honorée d'un strapontin ministériel, la famille disparut de l'organigramme gouvernemental en 1984, signe précurseur d'une dégradation du pouvoir d'achat des prestations familiales en 1984 et 1985. On annonça une fiscalisation de ces prestations qui ne vint jamais. On promit 300 000 places de crèche pour en créer 35 000.

Mal à l'aise face à des évidences démographiques qu'ils s'acharnaient à ignorer, prisonniers d'une logique qui s'obstinait à confondre politique familiale et redistribution des revenus, les gouvernements successifs de M. Mitterrand n'eurent pas de véritable politique familiale.

Depuis mars 1986, l'action du gouvernement de Jacques Chirac repose pour sa part sur cinq options clairement affichées et mises en œuvre. La première réside dans l'affirmation de l'enjeu démographique. La démographie n'est pas seulement une science aride, réservée à d'austères spécialistes des mouvements de population dans le haut Cambrésis au dix-septième siècle. Au même titre que la biologie, elle est aussi une science de la vie, qui étudie une matière en lente mais perpétuelle évolution.

Il faut être bien conscient des conséquences de notre situation démographique. Nous voyons poindre aujourd'hui ses effets sur notre régime de retraite. Nous risquons d'en voir demain les conséquences sur notre économie, dont le dynamisme est largement conditionné par le renouvellement et l'équilibre des générations. On n'a jamais vu un pays frileux, vieilli et étriqué conquérir des marchés extérieurs et imprimer son empreinte dans la marche du monde.

Le gouvernement a donc délibérément centré ses efforts sur le troisième enfant et les familles les plus nombreuses. Il ne s'agit pas là d'imaginer naïvement dicter des choix individuels, mais tout simplement de faire en sorte que ces choix individuels ne soient pas pénalisés.

Neutralité de l'Etat

La deuxième option passe en effet par une stricte neutralité qui offre à chaque situation une réponse adaptée. Pour les femmes qui travaillent, les crédits des contrats-crèche ont plus que doublé en deux ans (170 *millions de francs en 1988*), *une* allocation de garde à domicile a été créée (jusqu'à 2000 F par mois) et des contrats-enfance ont été passés avec les caisses et les collectivités locales pour développer les modes de garde (800 millions prévus sur cinq ans). Pour celles qui choisissent de s'arrêter de travailler momentanément, l'allocation parentale d'éducation a été portée de 33 000 F à 85 000 F sur trois ans pour 180 000 familles au lieu de 30 000 en 1986.

Enfin, pour celles qui n'ont jamais travaillé, un statut social de la mère de famille a été mis en place. Curieuse société, pourtant si avide de statuts et de reconnaissance sociale, où il aura fallu attendre 1986 pour que les mères de famille existent enfin, en matière de protection sociale, autrement qu'à travers leur conjoint !

La troisième option réside dans le respect des valeurs familiales. Diverses campagnes ont accompagné, voire amplifié, ce renouveau de la famille. Celle-ci doit retrouver sa place dans la lutte contre les fléaux sociaux, telle la toxicomanie. Elle doit aussi être protégée contre certaines agressions, scories inévitables de ce que fut la nécessaire libération des mœurs.

Elle doit enfin être reconnue et respectée, y compris à travers des mesures symboliques comme le remplacement sur les documents officiels de la mention « sans profession » par « mère de famille ».

La quatrième option réside dans l'exigence de justice sociale. Non à travers des mécanismes redistributifs, nécessaires mais étrangers à la politique familiale, mais par des aides ou des exonérations pour les familles les moins favorisées.

La France généreuse

Près de quatre millions de familles ont vu leur impôt supprimé ou allégé, si bien que 53 % des familles allocataires sont désormais exonérées. Grâce à une convention passée avec l'Union nationale des fédérations HLM, 100 000 familles très défavorisées pourront accéder aux logements sociaux et bénéficier ainsi des aides au logement qui, par un de ces mécanismes kafkaïens de nos sociétés, leur étaient jusqu'alors refusées faute de disposer d'un logement décent.

Enfin, et cette dernière option n'est pas la moindre, cette politique familiale n'a pas été octroyée par un Etat souverain, seul porteur de l'intérêt général. Elle a été concertée avec les représentants des familles et les partenaires sociaux, dans un climat de dialogue, de confiance et de partenariat que le monde de la famille n'avait plus connu depuis bien longtemps.

La France est généreuse à l'égard de ses familles. Seule dans le monde, elle consacre 4,1 % de son produit intérieur brut à la politique familiale. Il faudra poursuivre et amplifier cet effort dans plusieurs directions : achever la simplification des prestations, développer l'allocation parentale d'éducation pour en faire un véritable revenu familial, compléter et élargir le statut social de la mère de famille.

C'est là une politique ambitieuse, mais aussi un investissement pour la France. La famille est aujourd'hui l'assurance-vie de la France et de l'Europe. C'est d'ailleurs la France qui vient de faire adopter par la CEE un mémorandum pour relancer et harmoniser les politiques familiales.

L'enjeu est démographique et économique, bien sûr. Mais c'est aussi la nature et l'avenir même de notre société qui se jouent au sein de la famille.

(*) Ministre délégué chargé de la santé.

Le rapt de Jeanne d'Arc

par PIERRE BESNARD (*)

JEANNE d'Arc est un personnage emblématique, un symbole national, comme notre drapeau, en même temps qu'une personne vivante et actuelle. Elle est à tous et n'appartient à personne, comme la France elle-même, dont elle a *incarné la plus haute idée*, jusqu'au sacrifice. Elle transcende les coteries et les factions qui voudraient la ravir et la réduire à n'être que le porte-fanion de leurs ambitions médiocres ou le blason de leur idéologie.

∴

Le mois de mai est l'amant de la France, et Jeanne d'Arc notre amante éternelle. Nous l'aimons, nous en sommes jaloux au point de crier à ceux qui voudraient la détourner... *« Touche pas à Jeanne d'Arc !... »* Nous aimons sa fierté, nous aimons à travers elle *une certaine* idée de la France éprise de liberté et de fraternité, nous aimons son sens de l'honneur et sa générosité, sa personnalité pétrie de vertus chrétiennes d'amour et de respect, sa force tranquille et son ardeur, son esprit de résistance comme son esprit de sacrifice, sa séduction faite d'accueil et de tendresse, cette fascination qu'elle exerçait sur les plus pauvres du peuple de France, qu'elle a su entraîner dans la conquête de la liberté et la résistance aux envahisseurs, cette foi et cette loi de l'unité qu'elle portait.

Et l'on voudrait nous faire croire, à nous qui sommes aussi pétris de cette histoire de France, qui avons découvert dans nos livres d'enfants le visage merveilleux de cette femme d'avant-garde, de cette héroïne qui a bercé nos rêves et nos espoirs, on voudrait nous faire croire qu'elle est, qu'elle n'est, que l'expression de la haine et du rejet, le symbole d'une France frileuse et égoïste, pour qui la chasse aux étrangers, le racisme et la terreur tiennent lieu de foi et d'idéal !

Perverse inversion et ravissement sacrilège que de tenter ainsi de violer notre héroïne nationale et d'en faire l'étendard d'une cause qu'elle aurait exécrée de toute son âme.

∴

Lorsque Jeanne d'Arc entreprit *de bouter l'ennemi hors de* France, il ne s'agissait pas moins que de chasser du sol national des adversaires qui voulaient s'emparer de notre pays, et non point, comme des manœuvres d'amalgame rapide voudraient nous y conduire dans une parodie lamentable, expulser des hommes et des femmes qui, de tous temps, ont contribué, par leur labeur et leur peine, à développer la richesse de ce pays.

On ne saurait donc accepter *sans protester* que *celle* qui incarne si bien les vertus françaises de liberté et de résistance, les valeurs de solidarité et le refus d'asservissement, la lutte contre la domination et la volonté d'unité nationale soit réduite à n'être qu'un lambeau déchiré d'un drapeau taché de sang et de haine.

Pas plus qu'on ne saurait accepter que Jeanne serve d'alibi et de caution à une France coupée en deux et morcelée jusqu'à la désintégration. Jeanne d'Arc ne se divise pas, pas plus que notre pays, et elle ne saurait être l'expression et encore moins l'otage d'une fraction du pays.

∴

Que n'a-t-on dit ou écrit sur Jeanne d'Arc depuis sa mort physique ! Mais elle est toujours là, bien vive, pour nous faire encore entendre sa voix et poser des questions singulières. Sa mission : la défense et l'unité du royaume.

Mais il ne s'agit pas de s'exalter sur la défense archaïque et la conservation d'images pieuses pour enfants des écoles. Il s'agit bien d'être attentif à la subversion culturelle entreprise par la droite extrême pour pervertir nos symboles nationaux, s'approprier nos grands référents historiques, et peu à peu étendre sa domination et sa culture de haine et de violence jusqu'au cœur des esprits et des consciences.

∴

Il s'agit bien, par ce biais, de s'attaquer à la transformation des représentations et des mentalités, et d'organiser systématiquement une subversion idéologique et une perversion des consciences. Il s'agit d'un travail culturel qui consiste à faire germer, à travers la subordination des esprits et leur manipulation, une idéologie étroitement nationaliste et bornée, de rejet et de haine.

Qu'on y prenne garde, et la classe politique en premier, assoupie qu'elle est dans sa torpeur argentée et technocratique, il s'agit-là d'une conquête qui va peut-être beaucoup plus loin que les seuls pourcentages électoraux.

Jeanne doit frémir, innocente qu'elle est et profondément *étrangère* à ces idées perverses auxquelles on l'associe, à son visage serein que l'on brandit sur les bannières pour mieux cacher la bête immonde qui monte, qui monte...

Jeanne d'Arc, de gauche ? De droite ? Du centre ? D'ailleurs ! mais toujours du côté de la liberté, toujours du côté des opprimés, toujours avec ceux qui rejettent la domination, la haine et l'humiliation.

Ne laissons pas détruire nos symboles historiques et nationaux, ne laissons pas détourner notre héroïne nationale. Ne laissons pas à nouveau brûler dans le feu de la haine et de la violence celle qui chantait encore, au cœur des flammes, la liberté et l'espérance.

(*) Ecrivain, maître de conférences à Paris-V.

Majorité démocrate

par ROGER-GÉRARD SCHWARTZENBERG (*)

RAREMENT un choix politique aura été aussi clair que celui du 8 mai. Tant il confronte deux systèmes de valeurs. Deux conceptions du pouvoir. Deux manières d'être en politique.

Et d'abord la forme, souvent significative. A droite, pendant des mois, des panneaux commerciaux par milliers et des pleines pages de publicité. Pour exhiber les mérites supposés du candidat. Du côté du président, une *Lettre à tous les Français*, écrite de sa main. Avec attention, avec précision. Pour parler, en conscience, du fond des problèmes et des enjeux. Pour appeler les Français à se prononcer sur un projet. Non sur un portrait. Sur des idées. Non sur des images.

Ensuite, les soutiens. D'un côté, l'argent roi qui envahit la politique. Avec une tranquille arrogance. La prodigalité pour les frais de campagne et la perspective de récupérer sa mise contre tel ou tel avantage. De l'autre côté, une campagne surtout militante, s'appuyant sur les forces du travail. Très souvent aussi sur les forces de la jeunesse.

Et, bien sûr, deux desseins. Deux attitudes. Personne, c'est vrai, n'a le monopole du cœur. Ni en 1981 ni en 1988. Mais certains ont tout de même le secret des mesures qui blessent. Comme la suppression de l'autorisation de licenciement, l'augmentation des cotisations sociales ou le remboursement à taux réduit des médicaments dits *« de confort »*. Mais certains ont tout de même pour constant réflexe de demander beaucoup à ceux qui ont peu, et peu à ceux qui ont beaucoup. Qu'il s'agisse de supprimer l'IGF ou de décider d'autres allégements fiscaux, le gouvernement actuel sait réserver aux uns toutes les faveurs, aux autres toutes les rigueurs. Sans guère se soucier de la solidarité nationale.

Solidarité. François Mitterrand en fait, au contraire, le cœur de son projet. Pour sauvegarder la sécurité sociale, intégrer les exclus et garantir aux plus démunis un vrai revenu minimum. Bref, une France plus unie. Et non l'idéologie dite « libérale » du chacun pour soi.

Le choix du centre

Unir. Intégrer. Telle n'est pas l'ambition du pouvoir en place. Tant il paraît tributaire des voix du Front national. Et donc de ses idées. Déjà, au soir du 24 avril, M. Chirac parlait d' *« identité nationale »* et de *« lutte contre l'immigration »*. Anxieux de donner des gages. De complaire à l'extrême droite. Comme naguère. Avec le code de la nationalité. Avec l'expulsion par plein charter de cent un Maliens, sans doute coupables d'être pauvres et d'être noirs. Ou avec l'aveu, à Marseille, de sa *« compréhension »* des réactions xénophobes.

Désormais, l'électorat central est confronté à un choix capital. D'un côté, un rassemblement républicain, constitué autour des grandes valeurs qui ont nom liberté et tolérance, solidarité et égalité des chances. De l'autre, un bloc conservateur, crispé sur des contre-valeurs qui forment le contretype ou le négatif des valeurs démocratiques : inégalité et privilèges, exclusions et rejet d'autrui.

Le clivage gauche-droite a, certes, son importance. Mais s'y ajoute une autre ligne de partage, entre démocrates et non-démocrates. Et elle ne se situe pas au même endroit. Car il y a, au-delà de la gauche, beaucoup de Français qui partagent les mêmes convictions démocratiques et qui peuvent former avec elle une majorité démocrate, rassemblée autour des valeurs de la République.

De ces valeurs, le chef de l'Etat est plus que jamais le gardien. Et le maître d'œuvre.

Peu d'hommes d'Etat auront ainsi conjugué éthique et politique et considéré celle-ci comme un ensemble de valeurs à inscrire dans la matière des faits. Liberté, égalité, fraternité. Pour que ces mots ne soient pas lettre morte dans la pierre froide des monuments, pour qu'ils restent demain encore force vive malgré la pression la plus extrême, il faut le très large rassemblement des Français autour de celui qui porte le message de la France. Et qui s'appelle François Mitterrand.

(*) Président d'honneur du Mouvement des radicaux de gauche, député du Val-de-Marne.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant :
André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général : Bernard Wouts.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Corédacteur en chef : Claude Sales.

Le Monde PUBLICITE S.A.
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez *LEMONDE*

Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IX[e]
OJD 1986

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS
BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE TUNISIE	AUTRES PAYS voie normale
3 mois	354 F	399 F	504 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois	954 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 an	1 200 F	1 380 F	1 800 F	2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVOYER CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : ____________ Prénom : ____________
Adresse : ____________
____________ Code postal : ____________
Localité : ____________ Pays : ____________

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

BADMOSS

Dans le nord de l'Afghanistan

Mazar-I-Sharif, « vitrine » de l'amitié avec l'Union soviétique

MAZAR-I-SHARIF
de notre envoyé spécial

Pendant cinquante minutes, l'avion, un Yak-40 d'Ariana, la compagnie nationale afghane, survole des paysages somptueux et inhospitaliers : cirques et vallons ocres, sommets neigeux qui resplendissent au soleil et accrochent les nuages, steppes rases adossées à la barrière de l'Hindu-Kuch. Dès l'atterrissage sur la piste de Mazar-I-Sharif, le charme cesse. Une trentaine de chasseurs Mig-21 sont alignés comme à la parade, ainsi qu'une quinzaine d'avions d'entraînement. L'arrivée du vol d'Ariana, le « débarquement » d'une vingtaine de journalistes bardés d'appareils photos et qui mettent aussitôt « en joue » les installations militaires provoquent un flottement parmi les militaires afghans. Au retour, il ne sera pas possible d'en voir autant...

Située à 80 kilomètres à vol d'oiseau (140 kilomètres par la route) de la frontière soviétique, Mazar-I-Sharif est la capitale de la province de Balkh, la « province de la paix », comme le disent les représentants du gouvernement local. En apparence, cette ville de cent cinquante mille habitants, endormie, rurale, est trop loin de Kaboul pour être agitée par les luttes fratricides au sein du parti au pouvoir et constituer une cible pour les roquettes des moudjahidines, mais trop proche du « grand frère » du nord pour être abandonnée à elle-même.

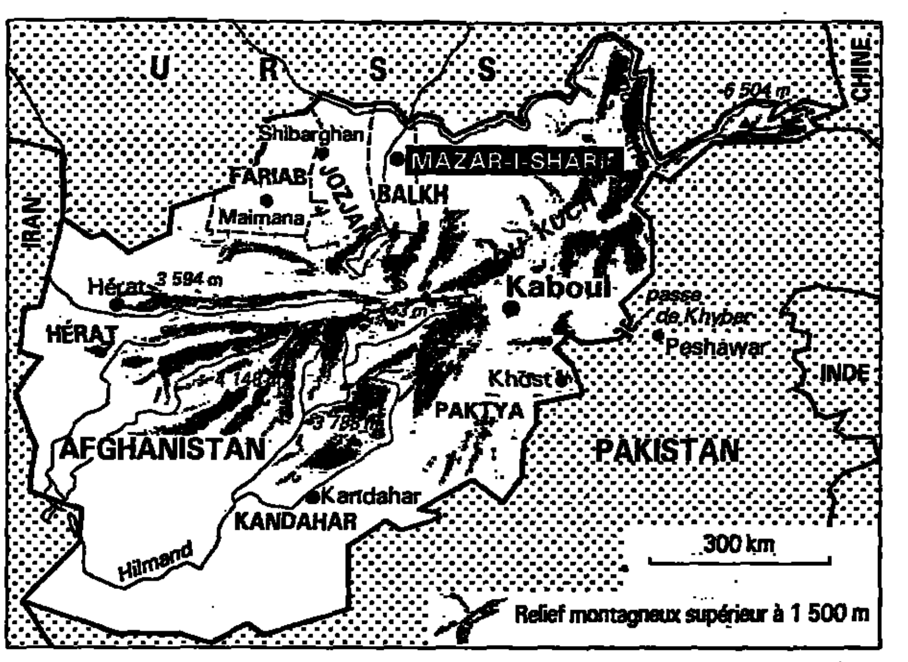
Dans cette partie de l'Afghanistan, les provinces de Balkh, Jozjan et Faryab, avec leurs capitales respectives Mazar, Shibarghan et Maimana, offrent un double intérêt militaire et économique. L'« ordre » soviétique y règne strictement. C'est la région d'exploitation des gisements de gaz, la richesse essentielle de l'Afghanistan, dont l'Union soviétique « pompe » chaque mètre cube grâce à un gazoduc relié à son propre territoire : un peu plus de 2,7 milliards de mètres cubes par an sont exportés en URSS, soit probablement 99 % de la production, pour une valeur d'environ 310 millions de dollars. Le « prix » de l'intervention soviétique. Curieusement, les avions de chasse stationnés à Mazar-I-Sharif sont frappés aux couleurs afghanes et, sur l'aéroport, comme en ville, aucun soldat soviétique n'est visible. En une journée, nous n'apercevrons qu'un seul transport de troupes blindé soviétique.

Le membre local du comité central du PDPA, le Parti communiste afghan, M. Faiz Mehracin, explique que, dans cette région, les Soviétiques ne font, en quelque sorte, que passer, leur tâche consistant à surveiller les axes routiers. Le Balkh est donc une province modèle de l'« amitié » soviéto-afghane : en 1987 et au début de 1988, deux protocoles de coopération ont été signés avec l'Ouzbékistan soviétique, chacun d'eux pour une valeur dépassant 1 million de roubles. M. Faiz Mehracin, avec réticence, indique que tous les aspects sociaux-économiques sont concernés, notamment le développement agricole et industriel, le commerce, l'éducation et les affaires.

Pour le reste, c'est-à-dire le nombre de soldats et de conseillers soviétiques présents dans la province, le volume et les conditions de ce commerce frontalier, le responsable du parti avoue son ignorance. L'armée rouge, ici, est venue pour défendre les « institutions économiques » et son retrait, dit-il, est rendu possible car les forces afghanes sont maintenant assez puissantes. Compte tenu de la proximité de la frontière, cette dernière affirmation est sans doute exacte. La province gazéifère du Faryab est restée quasihermétique en dix ans de guerre, les Soviétiques y ayant fait stationner suffisamment de troupes pour qu'il n'y ait pas d'actions significatives de la résistance.

Une partition « de facto » ?

A Kaboul, les diplomates qui défendent la thèse selon laquelle les Soviétiques vont abandonner le sud de l'Afghanistan et créer, dans les provinces du nord, une sorte de no man's land, voire, ultérieurement, une partition *de facto*, estiment que Mazar-I-Sharif deviendra la capitale de cet Afghanistan-*bis*. Deux décisions récentes des autorités afghanes montrent que les provinces du nord sont l'objet d'une attention soutenue de la part de Moscou : il y a deux mois, un nouveau ministère chargé spécialement des régions du nord a été créé, ainsi qu'un commandement militaire autonome pour cette zone. En outre, les provinces frontalières reçoivent une aide économique soutenue, le but étant de créer une sorte de « vitrine » de l'amitié afghano-soviétique.



Une part non négligeable des quelque 220 000 tonnes de blé livrées chaque année par l'URSS à l'Afghanistan est destinée aux populations du nord. Depuis quelques mois, plusieurs Républiques soviétiques accordent une aide directe à certaines provinces afghanes. Ces liens économiques régionaux ne représentent, cependant, qu'une petite partie de centaines d'accords et de traités.

Mazar-I-Sharif est sans doute la seule ville où une attaque de la résistance est difficile. N'étaient les hélicoptères lestés de paniers pleins de roquettes que l'on aperçoit de loin en loin dans le ciel et les décollages stridents de Mig-21, la région de Mazar-I-Sharif, sorte d'oasis de verdure au milieu d'un environnement aride, pourrait paraître bien paisible. Confirmant cette impression, le car transportant les journalistes s'arrêtera dans un marché : comme des touristes, mais entourés par un nombre à peu près égal d'agents des services secrets, les voyageurs feront une brève incursion dans un Afghanistan médiéval : porteurs d'eau, femmes enveloppées des pieds à la tête des plis de leur « tchadori » (1), palette de visages où dominent les traits mongoloïdes des populations tadjiks, majoritaires dans cette région, ouzbeks et turkmènes.

Pour compléter ce voyage organisé, une usine modèle de production d'engrais (120 000 tonnes par an) et d'électricité (48 000 kWh) et autres produits chimiques, fonctionnant au gaz, est visitée au pas de charge. Les deux mille trois cents ouvriers (plus une quarantaine de techniciens soviétiques) sont bien sûr « *tous syndiqués* » et ont atteint « *à plus de 100 %* » les objectifs du plan.

LAURENT ZECCHINI.

(1) A la différence du tchador qui ne couvre que la *tête*, le tchadori *enveloppe* le corps entier.

● **Roquettes sur Kaboul.** — Quatre ou cinq roquettes ont été tirées, dans la nuit du 1er au 2 mai, sur Kaboul. Un diplomate bulgare et son fils ont été légèrement blessés. D'autre part, la résistance a annoncé l'occupation de la ville d'Arghastan, à 40 kilomètres de la frontière pakistanaise, après son abandon, dimanche, par les troupes gouvernementales. Enfin, le secrétaire indien aux affaires étrangères était attendu mardi à Islamabad. — *(AFP, Reuter.)*

Amériques

ÉTATS-UNIS : malgré un gros effort de publicité

Demi-succès de l'amnistie pour les immigrés clandestins

WASHINGTON
correspondance

Il y a quelques jours, le chef des services d'immigration et de naturalisation (INS) de Californie, jadis redouté par les étrangers pour son zèle à dépister les immigrants illégaux, apparaissait tout souriant, coiffé d'un énorme sombrero, dans une petite fête donnée par les hispaniques d'un comté de Californie. Ce déguisement et cette apparition insolites, au milieu d'un groupe de danseurs de « bamba », s'inscrivaient dans le cadre d'un effort national d'information de l'INS pour encourager des immigrants illégaux à se réclamer de l'amnistie prévue par la nouvelle loi de 1986. Première étape indispensable vers la résidence légale.

L'INS a dépensé plus de 3 millions de dollars pour ce programme, employant des techniques publicitaires éprouvées : panneaux publicitaires collés sur des autobus et des avions annonçant « *N'oubliez pas... de demander votre légalisation d'ici le 4 mai* » ; fête folklorique où l'on distribue gratuitement des tortillas contenant des formulaires à remplir, etc. A Las Vegas, un orang-outan a été mobilisé pour la distribution de ces documents, et même un éléphant, dans la banlieue de Washington !

Certains immigrants ont jugé déplacé et même raciste l'effort officiel, d'autres, au contraire, l'approuvent, regrettant seulement qu'il intervienne trop tard.

Jusqu'à nouvel ordre, en effet, les services d'immigration n'ont reçu que un million cent mille demandes de « *régularisation* », alors qu'ils en escomptaient plus de deux millions. Certes, le nombre d'immigrants clandestins est difficile à évaluer, mais, d'après diverses estimations privées, il varierait entre un million huit cent mille et deux millions cinq cent mille. Selon la loi de 1986, les étrangers ayant vécu illégalement, mais continuellement, aux Etats-Unis depuis le 1er janvier 1982, peuvent bénéficier de la mesure d'amnistie. A moins que le rythme des demandes ne se soit accru sensiblement, juste avant la date limite du 4 mai, un nombre considérable d'immigrants — autour de un million — continueront à vivre dans l'illégalité. Créant ainsi de sérieux problèmes aux autorités, à la police en particulier.

Une mesure coûteuse

Cette crainte explique, notamment, le vote récent de la chambre recommandant l'extension des délais jusqu'au 30 novembre. Mais, au Sénat, la suggestion, après avoir soulevé beaucoup d'oppositions, a été bloquée. En fait, les auteurs de la loi redoutent la réouverture d'un débat difficile sur l'immigration, si d'aventure cette loi, sujette à des interprétations diverses, était remise en question. Ainsi, un juge fédéral a récemment déclaré que la nouvelle loi pouvait aussi s'appliquer à plus de cinquante mille étudiants et visiteurs dont les visas sont expirés et qui séjournent illégalement aux États-Unis. L'essentiel étant qu'ils puissent établir qu'ils ont séjourné aux Etats-Unis depuis le 1er janvier 1982.

Le nombre relativement faible des demandes d'amnistie s'explique par diverses raisons. D'abord, il faut du temps pour présenter les documents (certificats de travail d'un ancien employeur, quittances de loyer, reçus divers, etc. établissant une présence continue depuis 1982). Ensuite, pour les immigrants touchant de médiocres salaires, la demande implique des frais relativement importants : 185 dollars pour un adulte, 50 dollars pour un enfant, 420 dollars pour une famille. L'administration veut récupérer les quelque 7,5 millions de dollars par mois que coûte l'opération d'amnistie. A cela, il faut ajouter des frais médicaux et les honoraires souvent abusifs des avocats instruisant les dossiers. D'autre part, beaucoup d'immigrants redoutent la dislocation de leur famille dans le cas où un ou plusieurs membres ayant vu leur demande rejetée seront obligés de quitter le territoire américain.

Enfin et surtout, beaucoup d'illégaux, gardant une peur viscérale de l'INS, hésitent à sortir de la clandestinité. Ils craignent, en effet, de se signaler et d'être ainsi expulsés. Gagner la confiance des immigrants illégaux est une tâche difficile. Comme l'a souligné un député de New-York, « *il faut du temps pour les convaincre que l'INS n'est plus un chasseur mais un ami des immigrants* ».

HENRI PIERRE.

Michael Dukakis favori pour les primaires de l'Ohio et de l'Indiana

C'est en grand favori, et crédité d'après les derniers sondages de trois fois plus d'intentions de vote que son concurrent, le pasteur Jesse Jackson, que Michael Dukakis aborde les primaires de l'Ohio et de l'Indiana, organisées mardi 3 mai. En revanche, M. Jackson devrait faire un excellent score dans le district de Columbia (Washington), qui devait désigner également mardi ses futurs délégués à la convention démocrate d'Atlanta, en juillet prochain. M. Dukakis, dont la désignation comme candidat démocrate à l'élection présidentielle de novembre semble pratiquement acquise, s'est déjà assuré le soutien de 1276 *délégués* (sur les 2081 requis pour s'assurer l'investiture), M. Jackson n'en comptant, lui, que 872.

Par ailleurs, selon un sondage publié lundi 2 mai par *Time Magazine*, la popularité du vice-président Bush est en baisse, avec 47 % d'opinions favorables contre 58 % en mars dernier. Le gouverneur du Massachusetts, M. Dukakis, en a profité pour adresser les plus vives critiques à son futur adversaire, qu'il compare « *à un espace blanc dans un texte* », estimant que son rôle dans l'élaboration de la politique de l'administration Reagan était des plus flous. — *(AFP, Reuter.)*

BRÉSIL : l'enquête parlementaire sur la corruption

Le président Sarney éclaboussé par les scandales

BRASILIA
de notre correspondant

La commission d'enquête sur la corruption gouvernementale, qui fonctionne depuis trois mois au Sénat, risque de s'épuiser à la tâche. Chaque semaine, ou presque, elle reçoit de nouvelles dénonciations. Hier, c'étaient les liens entre le pouvoir et les grandes entreprises de travaux publics qui étaient en cause, aujourd'hui, c'est l'organisme d'Etat chargé des Indiens. Plusieurs anciens ministres ont déjà témoigné. L'un d'eux, M. Bresser Pereira, responsable des finances pendant huit mois, est allé jusqu'à affirmer la présence de « *personnes corrompues dans l'entourage du président* », mais sans fournir de preuves ni citer aucun nom. M. Sarney a fini par s'énerver. Dans un discours où il se présentait comme l'élu de Dieu, il s'est plaint du « *terrorisme moral* » exercé par les sénateurs de la commission et a multiplié à leur encontre les manœuvres d'intimidation.

Cette enquête sur la corruption est venue à point nommé. Elle a éclairé en effet l'utilisation qui était faite des fonds publics, à un moment où le déficit budgétaire grandissant contraint le gouvernement à geler les salaires d'un million et demi de fonctionnaires, ce qui revient, avec une inflation de 20 % par mois, à les amputer d'une bonne partie de leur pouvoir d'achat.

Le premier mis en cause a été l'ancien ministre du plan, M. Anibal Teixeira, qui a dû démissionner au début de l'année à la suite d'accusations de corruption contre son ministère, non sans recevoir au passage des compliments présidentiels pour les services rendus. Le maire d'une petite ville de l'Etat de Rio avait révélé, en effet, qu'une subvention lui avait été accordée l'an dernier, grâce à un cousin du ministre et contre-promesse de pots-de-vin.

On s'est aperçu à cette occasion que les services de M. Teixeira distribuaient de nombreuses subventions à fonds perdus, et que bien des gens se servaient en cours de route. Il est de pratique courante, apparemment, pour les municipalités sollicitant une aide de Brasilia de faire appel à des cabinets spécialisés de la capitale (la commission en a recensé soixante-trois) pour « faciliter » les démarches. Une partie de l'aide s'évapore en chemin, les cabinets prélevant de 15 % à 20 % de commission, en partie pour rémunérer ceux qui, dans les ministères, font preuve de « compréhension ».

Représailles

Mais ce n'est pas le plus grave. Les sénateurs ont découvert que, sur les quelque 30 milliards de crusados de subventions distribués en 1987, plus de la moitié était allée à seulement deux Etats de la fédération, qui en compte vingt-trois : le Maranhao, où M. Sarney est né et a fait sa carrière politique, et le Minas-Gerais, d'où M. Texeira est originaire.

Le Maranhao, qui compte moins de cinq millions d'habitants (sur cent quarante millions pour l'ensemble du pays), a reçu à lui seul l'an dernier 22 % de l'enveloppe totale, si l'on en croit la commission. Mais le cas le plus outrancier est celui de la ville natale de M. Sarney, Pinheiro, qui a bénéficié en 1987, pour ses quatre-vingt mille habitants, de près de 1 % de l'ensemble des subventions.

La position du président Sarney est devenue plus inconfortable encore quand M. Teixeira, passant à la contre-attaque, a révélé qu'un décret signé, en avril 1987, par le président avait causé un préjudice de 600 millions de dollars au Trésor public. Ce décret favorisant les fournisseurs de l'Etat avait été signé par le président sans consultation ni du ministre des finances ni d'aucun des services compétents. Tous les experts ont été unanimes pour considérer illégal un tel décret, qui a permis à ses bénéficiaires d'obtenir sur leurs prix une rallonge de 17 %.

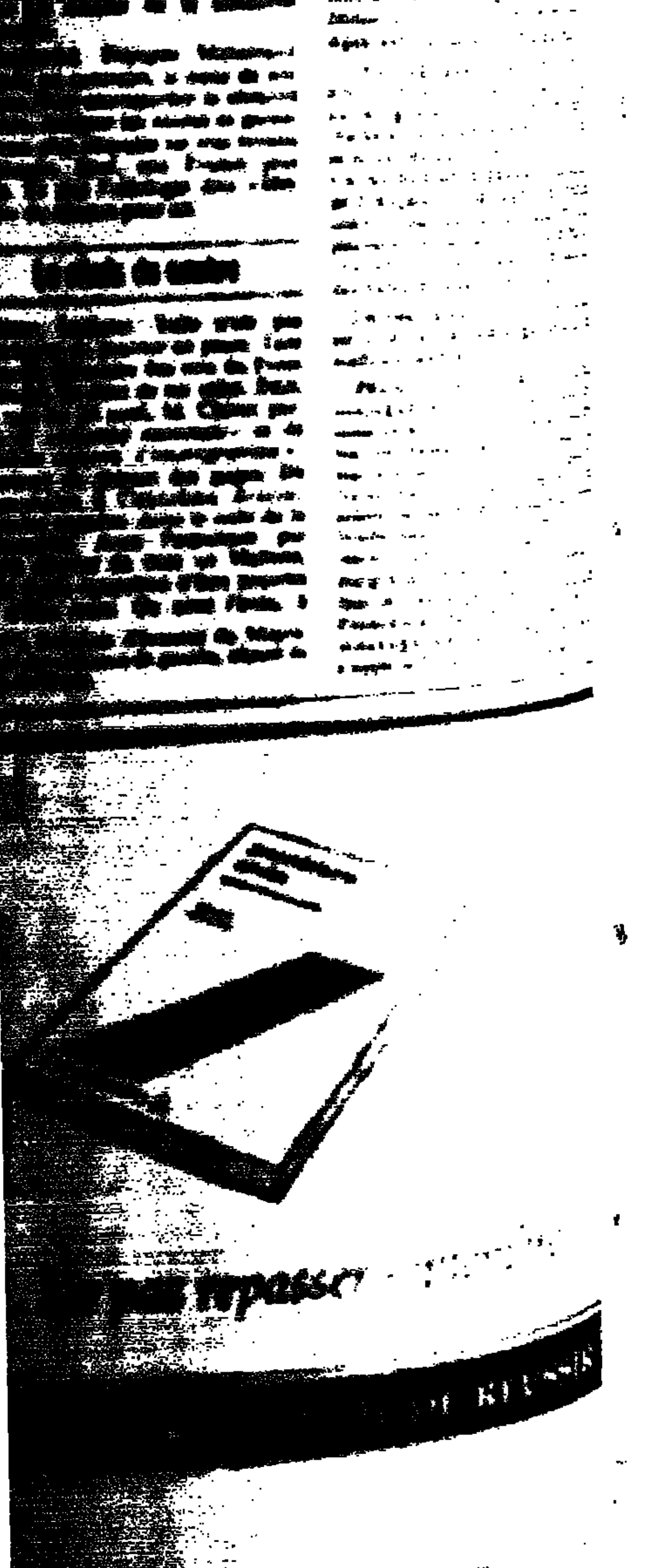
M. Sarney et son conseiller juridique, M. Saulo Ramos, sont désormais sur la sellette. Et ils le prennent très mal. M. Ramos a d'abord déclaré « *inconstitutionnels* » les travaux de la commission. Puis, des arguments juridiques, on en est venu aux coups bas. Un spécialiste du genre, M. Antonio Carlos Magalhaes, ministre des communications, a menacé de sortir des « *dossiers* » contre les enquêteurs, méthode fort en vogue sous le régime militaire quand les services secrets étaient mis à contribution pour diffamer les opposants.

Que le même procédé soit utilisé de nouveau n'a rien d'étonnant. M. Magalhaes est un revenant du régime antérieur. Gouverneur de Bahia à deux reprises, avec l'aide des généraux, il s'est signalé dans la région par son arrogance, ses méthodes répressives, ses combines de toutes sortes. Son influence sur M. Sarney n'a cessé de croître depuis un an, au point qu'il est considéré aujourd'hui comme son éminence grise, voire comme le véritable chef de l'exécutif.

Avec M. Magalhaes a été remise en honneur la politique des représailles contre les contestataires. Battu par l'un des dirigeants les plus remarquables du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), M. Waldir Pires (devenu il y a un an gouverneur de Bahia), il fait tout pour lui couper les vivres. M. Pires n'a reçu, depuis mars 1987, qu'une infime partie des crédits qui étaient accordés auparavant pour construire des logements ou procéder à des travaux d'assainissement. Aux yeux de la présidence, M. Pires a commis, en effet, le péché suprême, celui de dire que M. Sarney « *avait trahi la transition démocratique* ».

Les sénateurs de la commission d'enquête sont soumis aujourd'hui au même régime. « *Rien ne nous est épargné*, dit M. Chiarelli. *Ni les menaces ni les pressions. Ce qu'on nous reproche, ce n'est pas de mal faire, mais de trop en faire. Mais nous ne reculerons pas. D'ailleurs, nous ne le pourrions pas.* »

CHARLES VANHECKE.



Afrique

La recherche d'un règlement négocié en Afrique australe

Une première réunion quadripartite s'est ouverte à Londres

Alors que s'est ouverte, mardi 3 mai, à Londres, dans un endroit tenu secret, la première réunion quadripartite (Angola, Cuba, Etats-Unis et Afrique du Sud) pour négocier une solution au conflit d'Afrique australe, Cuba a révélé lundi que ses troupes sont désormais présentes dans l'extrême sud de l'Angola.

Selon le quotidien du Parti communiste cubain, *Granma*, des troupes cubaines ont franchi le quinzième parallèle le 11 mars pour se déployer à 200 kilomètres plus au sud, en compagnie de forces angolaises et d'éléments de la SWAPO, afin d'empêcher les troupes sud-africaines d'intervenir en Angola, au nord de la frontière namibienne.

C'est la première fois depuis 1975 que la SWAPO est officiellement associée aux combats menés par les forces gouvernementales et les Cubains. Une manière pour Luanda et La Havane de rappeler que rien ne peut être définitivement réglé dans la région sans la participation du principal mouvement armé pour l'indépendance de la Namibie.

Les Sud-Africains et les Cubains, qui se retrouvent pour la première fois cette semaine à Londres autour d'une table de négociation, sont impliqués dans la guerre civile angolaise depuis son déclenchement lors de l'indépendance de l'Angola, en novembre 1975. C'est même, historiquement, pour empêcher la prise de Luanda par une force d'invasion sud-africaine au début de la guerre que La Havane avait envoyé en Angola un premier corps expéditionnaire des « forces internationalistes ».

Depuis cette époque, le mouvement rebelle de l'UNITA de M. Jonas Savimbi, qui n'a jamais accepté la mainmise du MPLA marxiste angolais sur tous les pouvoirs à Luanda, s'est considérablement renforcé et, après avoir, dans le passé, accepté l'aide de la Chine maoïste (le MPLA a toujours été, lui, soutenu par Moscou), l'UNITA se situe aujourd'hui dans le camp occidental. Ses principaux alliés, outre l'Afrique du Sud et les Etats-Unis, se recrutent parmi les Etats africains dits modérés (Zaïre, Côte-d'Ivoire, etc.).

Le MPLA et les Cubains, d'une part, l'UNITA et l'Afrique du Sud, de l'autre, se sont livrés ces six derniers mois l'une des batailles les plus meurtrières de la guerre angolaise, sans qu'aucune des parties ne parvienne à un avantage concret et décisif sur le terrain. Les premiers ont lancé une grande offensive contre les positions rebelles de l'UNITA dans le sud-est du pays et se sont heurtés aux Sud-Africains avant de reculer. Ces derniers ont voulu pousser leur avantage et prendre la ville stratégique de Cuito-Cuanavale — base avancée des Cubains et du MPLA. Mais ils ont également échoué.

Aujourd'hui, alors que la saison des pluies empêche tout mouvement important de troupes et d'artillerie, les forces en présence sont les suivantes :

— *Forces armées angolaises* (gouvernementales-FAPLA) : environ 80 000 hommes ;

— *Forces cubaines* (de soutien aux FAPLA) : environ 40 000 hommes, renforcés, selon des sources américaines, de 6 000 soldats supplémentaires ces dernières semaines ;

— *Soviétiques :* en principe, les 3 500 conseillers civils et militaires d'URSS ne participent pas aux combats. Mais Moscou fournit les armes et finance l'intervention cubaine.

Selon l'UNITA, 2 400 conseillers est-allemands et 2 500 nord-coréens sont également aux côtés du MPLA.

— *L'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain ou SWAPO* est l'alliée du MPLA. Les maquisards namibiens, qui se battent pour l'indépendance de leur pays occupé illégalement par l'Afrique du Sud, n'avaient jamais, jusqu'ici, participé directement et officiellement aux combats aux côtés du MPLA et des Cubains. On ignore leur nombre.

— *L'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola)*, de l'autre côté, revendique une force régulière de 28 000 hommes, à laquelle s'ajoutent 37 000 maquisards. L'UNITA contrôle, selon son état-major, le tiers du territoire angolais. Soutenue par l'Afrique du Sud, l'UNITA bénéficie aussi d'une aide matérielle américaine, et notamment des redoutables missiles Stinger.

— *Les troupes sud-africaines (SADF)* sont estimées à 9 000 hommes, selon Luanda, et à moins de 3 000 en Angola, selon Pretoria. Les SADF appartiennent à la Force de défense d'Afrique du Sud (armée gouvernementale) et à la Force territoriale du Sud-Ouest africain (SWATF, armée levée par Pretoria en Namibie). C'est en novembre 1987 que l'Afrique du Sud a reconnu, pour la première fois officiellement, intervenir dans les combats auprès des rebelles de l'UNITA.

P. C.

Les délégations

La délégation sud-africaine à la rencontre de Londres est forte de douze personnes, dont plusieurs militaires. Elle est conduite par M. Niel Van Heerden, directeur au ministère des affaires étrangères. M. Afonso Van-Dunem, ministre des affaires étrangères, conduit la délégation angolaise, qui comprend aussi le chef d'état-major. Le chef de la délégation cubaine est M. Jorge Riquet, spécialiste de l'Afrique au sein du parti. M. Chester Crocker, secrétaire d'Etat adjoint chargé des questions africaines, devait diriger la délégation américaine. On s'attendait aussi à la présence d'un Soviétique à titre d'observateur.

SOUDAN

Voyage au bout du cauchemar pour des milliers de réfugiés

Khartoum *(Reuter)*. — Fuyant la guerre et la famine, huit mille réfugiés du Soudan du sud affluent chaque semaine à Khartoum, où les bidonvilles en bordure de la capitale abritent déjà 1,3 million de Soudanais, qui y vivent dans des conditions déplorables.

Pour gagner la capitale soudanaise, les réfugiés du sud entreprennent un voyage qui relève du cauchemar. Des dizaines d'entre eux sont morts de soif sur les toits des trains chauffés à blanc par un soleil brûlant et qui mettent en général plusieurs semaines pour atteindre la capitale soudanaise. La plupart des victimes sont des femmes et des enfants. Un grand nombre de ces derniers ont péri en tombant du train pendant leur sommeil.

Amou Maouein, une veuve qui vit maintenant dans le bidonville de Zagalona, près d'Omdourman, raconte que certaines de ses compagnes d'infortune avaient trop d'enfants avec elles pour pouvoir tous les agripper pendant leur sommeil. *« J'ai eu de la chance, parce que je n'avais à m'occuper que d'une nièce »*, ajoute-t-elle.

Quelque dix mille réfugiés de la province méridionale de Bahr-el-Ghazal s'étaient embarqués il y a près d'un mois à bord de ces trains, commençant ainsi une odyssée qui a duré près de trois semaines. Selon Amou Maouein, plusieurs milliers de passagers sont descendus dans la partie méridionale du Kordofan, dans le nord du pays, pour y chercher du travail. Environ trois mille de leurs compagnons ont poursuivi le voyage pour aller gonfler la population des bidonvilles de Khartoum et d'Omdourman.

Maouein appartient à la tribu dinkas. Selon le *Sudan Times*, plusieurs centaines d'enfants Dinka qui voyageaient dans les trains de réfugiés ont été enlevés le mois dernier par des milices tribales formées spécialement pour combattre les Dinkas. Ces milices, les Marahil, sévissent dans le Kordofan du Sud et dans le Darfour. Tacitement soutenus par le gouvernement, ils s'en prennent surtout aux membres de la tribu des Dinkas, d'où proviennent en grande partie les combattants de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), qui se battent depuis 1983 contre le régime de Khartoum.

Proche-Orient

La situation au Liban

L'Eglise maronite met implicitement en cause la milice des Forces libanaises

BEYROUTH
de notre envoyée spéciale

Au lendemain de la découverte au cœur du pays chrétien du corps criblé de balles de Mgr Albert Khoreiche, l'Eglise maronite a violemment réagi, le lundi 2 mai, en dénonçant en termes très vifs cet *« assassinat d'un homme d'Eglise, qui n'a d'autre explication que de porter atteinte à l'Eglise du Liban, à son message et à ses prises de position dans cette conjoncture difficile »*, c'est-à-dire à quelques mois d'une élection présidentielle qui s'annonce particulièrement épineuse. Les évêques maronites réunis autour du patriarche, Mgr Nasrallah Sfeir, ont, en deux heures, mis au point un communiqué dont la dureté de ton traduit le choc ressenti par le patriarcat.

Les évêques affirment d'abord que le crime est de nature politique et dénoncent *« les rumeurs distillées pour faire croire à l'opinion publique que ce meurtre pouvait être lié à des considérations privées »*. Ils soulignent ensuite *« les circonstances de ce crime, la tentative de brouiller les pistes en conduisant sa voiture dans la région de Broumana* [sous contrôle des fidèles du président Amine Gemayel], *alors que son corps a été jeté à Ghazir* [près de son domicile, dans une zone contrôlée par la milice des Forces libanaises], *l'incapacité des services de sécurité officiels et non officiels à le retrouver une semaine après son enlèvement prouvent le professionnalisme des exécutants et des commanditaires de ce crime »*.

En dénonçant cet *« épisode tragique »*, les évêques insistent aussi sur les *« nombreuses morts dont on parle et celles que l'on tait »* et affirment que ces actes *« renforcent la volonté des Libanais de voir apparaître une autorité saine* [légitime] *qui assumerait toutes les responsabilités, afin que les citoyens se sentent rassurés sur leur sort et celui de leurs enfants dans une patrie que la criminalité a transformée en enfer et qui rend impossible la vie des gens honnêtes »*.

Les évêques décident donc de *« demander au chef de l'Etat, le président Amine Gemayel, au commandant en chef de l'armée, le général Michel Aoun, au chef des forces de sécurité intérieure* [gendarmerie] *et au président du tribunal, de mettre tout en œuvre pour découvrir dans les plus brefs délais les auteurs de ce crime »*. Ils décident enfin que *« ceux-ci sont passibles de sanctions pouvant aller jusqu'à l'excommunication qui ne peut être prononcée que par les plus hautes autorités de l'Eglise »*, sous-entendant ainsi qu'ils sont chrétiens. Les évêques ont, en attendant, choisi de rester en session permanente pour suivre les développements de cette affaire.

Sans accuser nommément personne de ce crime, les évêques maronites mettent quand même plusieurs fois en cause le comportement général de la milice chrétienne des Forces libanaises.

En dénonçant l'état d'insécurité qui règne au Liban, *« notamment dans la région appelée chrétienne »*, en soulignant le désir des Libanais de voir redorer le blason de l'Etat, et donc de l'autorité légale, en stigmatisant implicitement les liquidations qui ont lieu, c'est l'autorité revendiquée par les Forces libanaises dans le pays chrétien qui est ainsi mise en cause. Le fait aussi que l'Église maronite soit critiquée *« dans ses prises de position actuelles »* alors qu'elle tente, poussée par le Vatican, de s'engager plus avant sur la scène politique dans le sens de la modération, prouve que sont visés les plus extrémistes dans les régions chrétiennes.

« C'est sa franchise qui l'a tué »

A Bkerké lundi, l'atmosphère était à l'affliction et, à l'arrivée de la dépouille mortelle de Mgr Khoreiche, les nombreux séminaristes de Ghazir, dont il était le directeur spirituel, ses élèves de l'université libanaise, ne cachaient pas leurs larmes. Entouré du nonce apostolique, Mgr Luciano Angeloni, visiblement très ému, de son prédécesseur le cardinal Antonios Boutros Khoreiche, oncle de la victime, le patriarche Sfeir a présidé une brève cérémonie religieuse sans prononcer un mot.

Pour certains des élèves de Mgr Khoreiche cependant, la cause est entendue : *« C'est sa franchise qui l'a tué »*, nous disait l'un d'eux, précisant que le prélat ne cachait pas, dans son cours de droit sur les libertés publiques, ses sentiments hostiles aux milices et à l'ordre qu'elles imposent à une population terrorisée et cela en contradiction avec l'autorité de l'Etat qu'il souhaitait voir régner.

Le père Khoreiche ne craignait pas non plus de dénoncer avec virulence ce qu'il appelait les méfaits du confessionnalisme.

Alors qu'affluent à Bkerké les témoignages de sympathie des autorités de toutes les communautés musulmanes et chrétiennes du Liban, les Forces libanaises ont publié un communiqué dans lequel elles *« dénoncent et regrettent cet assassinat comme elles condamnent ces méthodes qui visent les instances religieuses dans le but de créer un climat de doute et de confusion dans les esprits. »*

Ce crime, le premier du genre en pays chrétien, a en tout cas provoqué un très vif trouble dans la communauté chrétienne où les écoles catholiques devaient observer mardi, jour des obsèques de Mgr Khoreiche, une grève de vingt-quatre heures.

FRANÇOISE CHIPAUX.

Les combats de Chatila ne devraient pas compromettre la réconciliation entre l'OLP et Damas

Beyrouth *(AFP)*. — Les combats interpalestiniens qui avaient éclaté samedi 31 avril dans le camp de Chatila, au sud de Beyrouth, ont pris fin lundi 2 mai. D'autres affrontements ont eu lieu lundi soir dans le camp de Bourj-Barajneh, mais ils ont été rapidement circonscrits. Ces heurts ont fait au total 8 morts et 45 blessés.

Selon des sources palestiniennes concordantes à Beyrouth, ces combats ne devraient pas cependant compromettre la réconciliation entre l'OLP et Damas. Ils ont eu lieu en effet dans un contexte radicalement différent d'il y à cinq ans. En 1983, les affrontements marquaient la rupture entre l'OLP et Damas alors que cette fois, ils sont l'une des conséquences des retrouvailles entre les deux adversaires.

Les dissidents du Fath craignent en effet d'être sacrifiés sur l'autel de la réconciliation, car, des trois organisations qui forment encore la coalition anti-Arafat du Front du salut national palestinien (FSNP), les dissidents du Fath sont les plus menacés par ces retrouvailles. M. George Habache a affirmé, la semaine dernière à Damas, que des contacts étaient prévus entre le Fath, d'une part, et le PFLP-Commandement général (PPLP-CG d'Ahmed Jibril) et la Saïka d'obédience syrienne, d'autre part.

Ces deux dernières organisations ont appartenu à l'OLP jusqu'à la seizième session du Conseil national palestinien, qui s'est tenue en février 1983 à Alger, et les proches de M. Arafat ne cachent pas que la normalisation avec Damas passe par le retour de ces organisations dans le giron de la centrale palestinienne.

La situation des dissidents du colonel Abou Moussa est plus délicate. Ni le FPLP-CG ni la Saïka ne leur ont d'ailleurs prêté main-forte lors des derniers combats de Chatila. Il est, dans ces conditions, trop tôt pour savoir si les partisans d'Abou Moussa ont voulu se livrer à un baroud d'honneur pour s'imposer, avec ou sans l'appui de Damas, ou si au contraire les partisans de M. Arafat ont cherché à se débarrasser d'eux.

Vaste opération israélienne dans le sud

(Suite de la première page.)

En fait, la radio israélienne a indiqué que les forces engagées étaient allées au-delà, c'est-à-dire au nord de la *« zone de sécurité »*, ce secteur-tampon que contrôle l'ALS, milice libanaise équipée et financée par l'Etat hébreu.

Des informations en provenance du Liban signalaient la participation de chars et d'hélicoptères à l'opération. Celle-ci ne devrait pas durer plus de quarante-huit heures, soulignait-on à Jérusalem, où l'on mettait en garde contre des interprétations excessives ; il ne s'agit pas, comme en 1982, d'une nouvelle *« invasion »* du Liban, mais d'un raid comme l'armée en a déjà mené quelques-uns depuis son retrait de ce pays en 1985.

Un « message » pour Damas

Parce qu'elle se déroule à ses frontières, l'opération ressemble aussi à un avertissement adressé à la Syrie. La presse et certains milieux israéliens ont particulièrement insisté sur le fait que les récentes tentatives d'infiltration avaient été revendiquées par des groupes proches de Damas. Ces sources estimaient que le réchauffement du *« front nord »* était une conséquence directe du rapprochement syro-palestinien amorcé avec la visite de M. Yasser Arafat à Damas. Pour ces mêmes milieux, il ne fait pas de doute que la nouvelle alliance syro-palestinienne se traduira par une multiplicatiion des incidents à la frontière nord d'Israël.

Mais le gouvernement est prudent, comme toujours quand il s'agit de *« messages »* à l'intention du régime de Damas, le principal adversaire militaire d'Israël. La partie se joue en demi-teinte, en avertissements feutrés, chacun connaissant les risques d'escalade. Comme on lui demandait dimanche s'il imputait à la Syrie la responsabilité des dernières infiltrations, le ministre de la défense, M. Itzhak Rabin, répondit de manière nuancée.

« Les quatre dernières infiltrations dans le secteur oriental de notre frontière avec le Liban, expliquait-il, *ont été perpétrées par des groupes palestiniens terroristes pro-syriens. [...] Ils ont des quartiers généraux à Damas et des installations situées au Liban, dans les régions sous contrôle militaire syrien »*, avant de conclure très diplomatiquement : *« A un certain degré, la Syrie est donc impliquée dans leurs actes, mais elle n'en est pas directement responsable. »*

ALAIN FRACHON.

ISRAËL : nouvelle mesure contre la presse palestinienne

La revue bilingue « Al Awdah » est interdite

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Les autorités israéliennes ont porté un nouveau coup à la presse palestinienne en ordonnant, le lundi 2 mai, la fermeture de l'hebdomadaire *Al Awdah* (le Retour), une des dernières publications de Jérusalem-Est (secteur arabe) à disposer encore d'une édition en langue anglaise. Après la suspension, le 30 mars (*le Monde* du 31 mars), de l'agence Palestine Presse Service (PPS), qui, elle aussi, proposait des nouvelles en anglais, la mesure restreindra un peu plus le flot d'informations de source palestinienne immédiatement accessibles aux correspondants étrangers.

Al Awdah était publié en anglais et en arabe. Il appartient aux mêmes propriétaires que PPS, Mme Raymonda Tawil et M. Ibrahim Kareen. Tout en défendant une ligne nationaliste, l'édition anglaise proposait aussi des articles traduits des quotidiens israéliens, une revue de la presse internationale sur les événements dans les territoires occupés et tenait, depuis décembre, un *« journal du soulèvement »*.

Restrictions journalistiques

Apparemment prise pour une durée illimitée, la sanction a été signifiée dans la matinée aux responsables de la publication. Les autorités ont fait valoir qu'*Al Awdah « était financé par des organisations hostiles »* à l'Etat d'Israël. La formule n'explique pas pourquoi une telle sanction a été prise aujourd'hui. Faut-il y voir un geste d'exaspération devant l'aide apportée par les journalistes palestiniens à la presse étrangère ? Ou s'agit-il de donner satisfaction à la droite israélienne — et notamment à certains ministres du Likoud, — qui réclament depuis décembre que soient fermées les principales publications arabes de Jérusalem ?

La mesure s'inscrit dans un climat plus général, qui témoigne de l'irritation des autorités devant la *« couverture »* par la presse du soulèvement dans les territoires. Elle fait suite à d'autres restrictions : à deux reprises, pour une durée de trois jours, la Cisjordanie et Gaza ont été totalement fermés à la presse ; deux journalistes anglo-saxons, les correspondants du *Washington Post* et de la chaîne de télévision NBC se sont vu retirer leur accréditation ; les exemples d'entraves au travail des cameramen et des photographes ne sont pas rares. Dimanche, encore, à Naplouse, un cameraman de CBS a été frappé par un soldat ; un autre a brisé d'un coup de matraque le pare-brise de la voiture de l'équipe télévisée.

D'autre part, quatre responsables d'une publication israélienne d'extrême gauche, *Derech Hanitzotz*, ont été récemment arrêtés ; ils seraient soupçonnés d'avoir entretenu des relations avec le FDLP (une des branches de l'OLP) et l'un des journalistes est détenu au secret.

Al. Fr.

A TRAVERS LE MONDE

Maroc

Entretien Hassan II-Perez de Cuellar sur le Sahara occidental

Rabat. — Le roi Hassan II a reçu, le lundi 2 mai, à Rabat, M. Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, qui effectuait une brève *« visite de travail »* au Maroc dans le cadre de sa mission pour la recherche d'un règlement de la question du Sahara occidental. Aucune information officielle n'a filtré sur le résultat de cet entretien.

Interrogé par la presse avant cette rencontre sur la date d'un éventuel référendum d'autodétermination, M. Perez de Cuellar a répondu qu'il poursuivait toujours les négociations avec les parties concernées et qu'il était *« contre les décisions hâtives »*.

Pour nombre d'observateurs à Rabat, les perspectives d'organisation d'une telle consultation paraissant de plus en plus lointaines, les positions des belligérants demeurant diamétralement opposées, en dépit de multiples missions de bons offices, entreprises notamment auprès de Rabat et d'Alger par l'Arabie saoudite et la Tunisie.

A l'origine, le secrétaire général devait poursuivre sa mission en Algérie et en Mauritanie. Mais il a écourté son voyage, *« des affaires urgentes »* — dont la nature n'est pas précisée — exigeant sa présence à New-York dès jeudi. — *(AFP.)*

URSS

Autonomie accrue pour l'économie de l'Estonie

Moscou. — Le bureau politique du PC soviétique a approuvé une série de propositions du gouvernement d'Estonie qui auront pour effet d'accorder à l'économie de cette République balte une assez large autonomie par rapport à l'autorité centrale de Moscou.

Selon un compte rendu paru dans le numéro de samedi 30 avril de *Sovietskaïa Estonia*, organe officiel du PC estonien parvenu lundi à Moscou, le bureau politique a accepté de permettre à l'Estonie de gérer seule sept secteurs-clés de son économie.

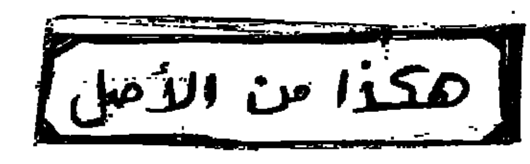
« Sept comités d'Etat seront créés — pour l'industrie, l'énergie et le carburant, les transports, les services publics, l'éducation, la culture, les forêts et l'environnement », indique le journal.

Toutefois, l'agence Tass observe que les autorités soviétiques n'ont pas accordé à l'Estonie le contrôle absolu de son économie. Une clause souligne la nécessité de *« préserver la structure territoriale existante de l'économie nationale »*.

Pour sa part, *Sovietskaïa Estonia* laisse clairement entendre que cette clause a trait aux frontières de la République et à ses régions administratives plus qu'au contrôle que Moscou exerçait jusqu'ici en Estonie, l'une des plus prospères des quinze Républiques soviétiques. — *(Reuter.)*

● **TCHAD : M. Goukouni Oueddeï forme un nouveau « gouvernement ».** — Principal opposant en exil au président Hissène Habré, M. Goukouni Oueddeï a formé un *« nouveau gouvernement d'union nationale de transition »*, a annoncé, dimanche 1er mai, l'agence libyenne de presse JANA. Le « vice-président » de ce « gouvernement » est le commandant Nadjita Beassoumal, ancien vice-président du néo-GUNT de M. Acheikh Ibn Oumar. Ce dernier reste à l'écart de la nouvelle formation. Il avait contesté, le 24 avril, le ralliement de certains de ses anciens amis à M. Goukouni Oueddeï. — *(AFP.)*





هكذا من الأصل

-Orient

Vaste opération israélienne dans le sud

La revue bilingue « Al Awdah » est interdite

À TRAVERS LE MONDE

Europe

POLOGNE : l'extension du mouvement de grève

Les chantiers navals de Gdansk sont entrés dans la bataille

Trois mille ouvriers des chantiers navals Lénine de Gdansk, où, en août 1980, une grève menée par un électricien nommé Lech Walesa devait donner naissance à Solidarité, se sont joints, le lundi 2 mai, à la série d'arrêts de travail lancée une semaine plus tôt par les conducteurs d'autobus de Bydgoszcz. Les grévistes des aciéries de Nowa-Huta, près de Cracovie, qui entamaient mardi leur huitième jour de grève, ont accueilli le ralliement de leurs collègues de Gdansk par des cris de joie.

Le mouvement de protestation ouvrière contre les hausses de prix, le plus sérieux auquel ait été confronté le général Wojciech Jaruzelski depuis la dissolution de Solidarité en 1982, prend donc maintenant un tour hautement symbolique. Dans la matinée de lundi, deux cents ouvriers ont défilé dans l'enceinte des chantiers navals de Gdansk, qui emploient douze mille personnes, en exhortant les travailleurs à une grève de solidarité avec ceux de Nowa-Huta. En fin de matinée, un millier d'hommes cessaient le travail. En fin de journée, ils étaient trois mille. Drapeaux, fleurs, images pieuses du pape Jean-Paul II, avaient entre-temps fait leur réapparition sur les grilles du chantier, ornées d'une grande banderole proclamant : « *Grève d'occupation* ». A l'extérieur des grilles, devant le monument aux victimes du soulèvement de 1970, des sympathisants ont déjà allumé des bougies. En début d'après-midi, Lech Walesa, qui avait pris une journée de « congé maladie », est venu apporter un soutien de rigueur aux grévistes : « *Je suis avec vous, mais je n'ai pas lancé la grève*, a-t-il déclaré, sans franchir les grilles. *Je ne suis ni pour ni contre la grève, mais, comme employé des chantiers navals, je suis avec vous.* » Selon son entourage, M. Walesa, qui ne fait pas partie du comité de grève aussitôt constitué aux chantiers Lénine, souhaite se réserver pour la coordination nationale du mouvement, un mouvement qui, dit-il, a désormais dépassé la dimension de « *simples conflits locaux* ».

Interpellations répétées

Etroitement surveillé, l'ancien président de Solidarité reste cependant libre de ses mouvements, alors que neuf des treize membres de la commission nationale exécutive du syndicat (KKW) sont maintenant détenus. Parmi eux se trouvent Bogdan Lis et Zbigniew Bujak, responsables régionaux de Solidarité respectivement pour Gdansk et Varsovie. En interpellant et en les réinterpellant pour des gardes à vue de quarante-huit heures, les autorités souhaitent ainsi empêcher les dirigeants de Solidarité de s'introduire dans les usines pour y présider des meetings et « chauffer » les ouvriers.

C'est précisément ce qu'a fait lundi à Wroclaw, en Silésie, Wladyslaw Frasyniuk, l'un des leaders légendaires de Solidarité : après avoir pénétré dans l'usine d'équipement Dolmel (3 700 employés), il y a présidé un meeting de six cents ouvriers, qui s'est terminé par un arrêt de travail, la constitution d'un « *comité de représentants du personnel* » et l'exposé des revendications : augmentation salariale, immunité pour les grévistes et Wladyslaw Frasyniuk. En fin de journée, les revendications étaient « *largement satisfaites* » et l'usine Dolmel se remettait au travail.

A Gdansk, la direction refuse pour l'instant de négocier avec le comité de grève, qui réclame un salaire minimum de 60 000 zlotys (salaire moyen : 40 000 zlotys), la légalisation de Solidarité et la libération des prisonniers politiques. A Nowa Huta en revanche, où les grévistes avaient invité dimanche soir le vice-premier ministre, M. Zdzislaw Sadowski, à venir parlementer avec eux, la direction a fait un geste en proposant d'engager des négociations avec le comité de grève, qu'elle boycottait jusque-là. Mais l'ouverture de pourparlers achoppait lundi soir sur la présence au sein de ce comité de trois anciens de Solidarité licenciés des aciéries, que la direction refuse de considérer comme interlocuteurs.

Les événements de Pologne commencent par ailleurs à susciter des réactions dans le monde occidental, en particulier à Washington, où le gouvernement américain a appelé les autorités polonaises à négocier avec l'opposition. En France, le Quai d'Orsay a déclaré suivre « *avec une grande attention* » la situation en Pologne, tandis que le pape a évoqué discrètement le sort des ouvriers polonais à l'issue d'une messe dite dimanche pour les pèlerins de Pologne dans sa chapelle privée au Vatican. – (*AFP, UPI, Reuter, AP.*)

IRLANDE DU NORD : en vingt années d'affrontements

La violence et le sectarisme n'ont fait qu'empirer à Belfast

Les représentants des gouvernements de Londres et de Dublin se rencontreront le mercredi 4 mai, vraisemblablement dans la capitale irlandaise, pour des consultations prévues par l'accord anglo-irlandais de 1985. La recrudescence de la violence qui a marqué le début du printemps en Irlande du Nord et le récent assassinat par l'IRA de trois militaires britanniques aux Pays-Bas (*le Monde* du 3 mai) incitent les deux gouvernements à relancer leur concertation dans la lutte antiterroriste.

BELFAST
de notre envoyé spécial

« *Cela fait vingt ans que cela dure. On a tout tenté. Personne n'a de solution. [...] Les partis politiques ne font que suivre la meute.* » On aurait aimé croire que, après les sommets atteints par la violence au début du printemps, sous l'œil des caméras de télévision, les esprits auraient comme un sursaut de raison. Mais on ne rencontre qu'un sentiment d'impuissance, comme chez ce pasteur protestant de Shankill Road qui a passé une bonne partie de sa vie à tenter (contre vents et marée) de construire des passerelles entre les deux ghettos qui se font face. Même chose pour cette mère de famille catholique de Belfast-Ouest, ancienne militante du mouvement pour les droits civiques dans les années 60, qui ne rêve que d'une chose : que son dernier fils, parti faire des études au Canada, y reste.

« *Brits go home.* » Pour les extrémistes de l'IRA, rien n'est exagéré pour frapper l'imagination britannique, déjà convaincue à 50 % qu'il serait préférable de retirer l'armée de la province. Que la cause irlandaise puisse paraître quelque peu anachronique dans l'Europe d'aujourd'hui ne leur vient pas même à l'esprit. Pourtant, même chez les catholiques, nombreux sont ceux qui se rendent bien compte qu'un tel départ ne pourrait que conduire à plus de drames encore s'il n'était pas accompagné d'un règlement politique. Certains sont, en outre, conscients que le rêve d'un rattachement à l'Irlande du Sud, pauvre et dominée par une Eglise catholique particulièrement conservatrice, n'irait pas sans problèmes.

Avec 10 % des voix aux dernières élections de 1987, le Sinn Fein, expression légale de l'IRA, est loin de pouvoir prétendre parler au nom de toute la communauté. La hiérarchie de l'Eglise catholique a toujours dénoncé avec véhémence le terrorisme, sans grande conséquence dans ce conflit qui se pare pourtant des couleurs de la religion. Le Parti social démocrate et travailliste (SDLP) de M. John Hume, qui milite pour un compromis avec les protestants, a obtenu plus du double, soit près des deux tiers des suffrages catholiques. Son représentant à Belfast-Ouest, le docteur Hendron, y a obtenu 14 500 voix contre 16 500 à M. Gerry Adams, le leader du Sinn Fein. Un beau succès, estime-t-il, dans ce ghetto où les républicains sont chez eux.

Mad Max

Même à la mesure de Belfast, les HLM de Divis Flats ont quelque chose d'hallucinant. La description des quartiers voisins de Falls Road (catholique) et de Shankill Road (protestant), séparés l'un de l'autre par un mur de la honte – pour éviter que l'on en vienne aux mains dans les arrière jardins, – n'est plus à faire. Le chômage y frappe des deux côtés plus de 50 % de la population. A deux pas de façades peintes, les unes aux couleurs de l'IRA, les autres à celles de l'Ulster Volunteers Force, de véritables forteresses, tout droit sorties du Moyen Age, dressent leurs hautes palissades surmontées de tours en guise de miradors. On en voit surgir les patrouilles de l'armée et de la police locale, l'Ulster Royal Constabulary, chargées de montrer la présence de la force publique. Pas un magasin, pas un bâtiment public qui ne soit protégé par des grillages, des barbelés. Les jours de vent, des tonnes de détritus divers, journaux, plastiques, lingerie , viennent s'y incruster comme autant de guirlande hideuses. On est au pays de Mad Max.

Non loin du centre ville, Divis Flats a un côté Minguettes, avec son dédale de buildings décrépis, bariolés d'inscription aux couleurs de l'IRA. C'est là, à deux pas, que le docteur Hendron, médecin du quartier, à la fois exerce son métier et tient permanence politique. On pénètre dans le centre de soins à travers une double rangée de rouleaux de barbelés. « *Il y a beaucoup de vandalisme*, s'excuse brièvement le représentant du SDLP. *La zone est très pauvre. Tous les jours il y a des affrontements avec les forces de sécurité. Les gens sont traités comme des chiens. C'est la raison pour laquelle ils rejoignent l'IRA ou le Sinn Fein.* »

Pauvreté et vandalisme font bon ménage avec républicanisme ou loyalisme, aggravant sérieusement une situation déjà complexe. « *Depuis vingt ans, il y a des gens qui ne connaissent que le ghetto. La violence et le sectarisme sont pires qu'à notre génération* », reconnaît l'un des chefs de l'UDA, principale organisation paramilitaire protestante, la quarantaine à peine dépassée. Il n'est pas toujours facile, surtout chez les protestants, moins encadrés idéologiquement, de maintenir une séparation nette entre activisme politique et banditisme. Le racket, principale source de revenus de part et d'autre, serait ainsi à l'origine de l'assassinat l'année dernière du numéro deux de l'UDA (Ulster Defence Assocation), qui aurait cherché à remettre un peu d'ordre dans l'organisation. Il est notoire, à Belfast, que les organisations paramilitaires des deux bords s'entendent quand cela les arrange, ne serait-ce que pour délimiter leurs zones respectives de racket.

On comprend, dans ces conditions, l'importance qu'attache Joe Hendron à un programme spécial pour sortir les jeunes du ghetto. C'est une des propositions qui a été discutée lors de la reprise des discussions sur l'Irlande du Nord entre Londres et Dublin le 25 mars dernier.

Reprise des discussions

Après plusieurs mois de mauvais rapports, les deux capitales ont voulu tenter de réactiver le traité anglo-irlandais de 1985, sur le plan tant de la sécurité que de la recherche d'une solution politique en Irlande du Nord. La soudaine flambée de violence de la mi-mars a fait prendre conscience, de part et d'autre, du danger qu'il y aurait à laisser mourir à petit feu la seule tentative un peu sérieuse pour s'attaquer au fond du problème. Dublin n'avait cessé de se plaindre de l'apparent désintérêt de Londres pour de réelles réformes en Ulster, mais surtout accusait le gouvernement britannique d'en prendre un peu trop à son aise dans la lutte antiterroriste. Les circonstances peu claires dans lesquelles trois militants de l'IRA ont été tués par une unité d'élite à Gibraltar début mars avait suscité une violente réprobation en Irlande du Sud. De son côté, le gouvernement britannique, déjà soupçonneux à l'égard du nationalisme du nouveau premier ministre irlandais, M. Haughey, reprochait à Dublin de ne pas en faire assez dans la lutte anti-terroriste. La crainte d'un nouveau dérapage semble avoir amené les uns et les autres à une vue plus froide des choses.

Le secrétaire britannique à l'Irlande du Nord, M. Tom King, a repris ses discussions avec les deux partis protestants et le SDLP pour tenter de dégager les bases d'une négociation sur l'avenir constitutionnel de la province. Bien qu'ils n'aient pas réussi à torpiller l'accord anglo-irlandais, dans lequel ils voient le premier pas vers l'abandon de l'Ulster par la Grande-Bretagne, les unionistes continuent à s'opposer énergiquement à tout ce qui reviendrait à mettre catholiques et protestants sur un pied d'égalité.

Certains responsables protestants paraissent prêts aujourd'hui à admettre un partage du pouvoir à la proportionnelle avec la minorité catholique. Mais il restera toujours, comme le souligne l'un des dirigeants du parti unioniste officiel, M. Trimbel, la question de savoir si, au bout du compte, l'Ulster est une entité séparée ou non de l'Irlande du Sud. Vu l'incapacité des Irlandais du Nord à sortir eux-mêmes de leurs schémas de pensée, il est à espérer que Londres et Dublin auront de l'imagination pour quatre.

HENRI DE BRESSON.

RDA : en désaccord avec la ligne officielle

Le rabbin de Berlin-Est renonce à ses fonctions

BONN
de notre correspondant

Le rabbin Isaac Neumann, soixante-cinq. ans, originaire de Champaign, dans l'Illinois, n'aura pas supporté plus de huit mois l'exercice de son ministère auprès de la petite communauté juive de Berlin-Est. Il a annoncé lundi 2 mai qu'il rentrait aux Etats-Unis dans le courant de ce mois. Isaac Neumann, qui est né en Pologne, et a survécu aux camps de concentration nazis ne mâche pas ses mots sur le comportement du gouvernement et de la presse de la RDA à l'égard des Juifs et d'Israël : « *De nombreux journaux utilisent aujourd'hui le même vocabulaire que le* Völkischer Beobachter (quotidien du Parti nazi NDLR) », a-t-il affirmé en dénonçant les tendances antisémites des articles de presse relatant les événements au Proche Orient.

La principale raison du départ de M. Isaac Neumann réside cependant dans le conflit qui l'oppose aux responsables de la communauté de Berlin-Est dirigée par M. Peter Kirchner. Le rabbin Neumann, qui se situe dans la tradition libérale du judaïsme américain, voulait ouvrir la communauté aux quelques jeunes Allemands de l'Est qui s'intéressent au judaïsme et était prêt à les accueillir même s'ils n'étaient pas tous juifs au sens de la Loi. La direction de la communauté, qui compte aujourd'hui moins de deux cents personnes, pour la plupart des gens très âgés, était au contraire beaucoup plus stricte dans ce domaine,et n'était pas prête à accepter dans ses rangs ces nouveaux membres. Les aspirants au retour ou à l'entrée dans le judaïsme de Berlin-Est s'étaient rassemblés dans une association des « Amis de la communauté juive », dont la vitalité est au moins aussi grande que celle de la communauté « officielle ».

Le coup de colère de M. Isaac Neumann tombe très mal pour le gouvernement de Berlin-Est. Sa nomination qui était intervenue vingt-deux ans après la mort du dernier rabbin de RDA, avait été considérée comme le premier pas d'un rapprochement entre les dirigeants de la RDA et le judaïsme mondial. D'autres efforts allant dans le même sens avaient pu être constatés : rénovation de l'ancien quartier juif de Berlin, le Scheunenviertel, discussions entre le ministre des cultes, M. Peter Gysi, et les dirigeants du Congrès juif mondial sur l'éventualité de réparations aux juifs allemands dépossédés par les nazis. Ces approches avaient comme objectif de préparer le terrain à une visite du numéro un est-allemand à Washington qui marquerait l'achèvement du processus de normalisation de la position internationale de la RDA. Un membre important du bureau politique du Parti communiste est-allemand, M.Hermann Axen – lui-même d'origine juive, – doit se rendre prochainement aux Etats-Unis pour une tournée de conférences. Les propos tenus par M. Neumann vont rendre plus difficile son opération de séduction des milieux juifs américains.

LUC ROSENZWEIG.

Violents incidents à Berlin-Ouest

Environ 350 jeunes gauchistes ont saccagé une partie du quartier de Kreuzberg à Berlin-Ouest, dans la nuit du dimanche 1er au lundi 2 mai, dressant des barricades et brisant des vitrines. Au moins 50 policiers ont été Blessés par des jets de pierres.

Les émeutes ont commencé dimanche soir après une manifestation qui a rassemblé 6 000 personnes dans les rues de Kreuzberg, un quartier populaire, à l'occasion du 1er mai.

Certaines boutiques ont été pillées et une centaine de manifestants ont été arrêtés. La police n'a pas communiqué le nombre de blessés parmi les contestataires. – (*AP.*)

URSS

« J'espère que Mikhaïl Gorbatchev va réussir là où mon père a échoué », *déclare le fils de Khrouchtchev*

Le fils de Nikita Khrouchtchev affirme dans un entretien publié par le quotidien yougoslave *Vjesnik*, que son père a préparé le terrain pour les réformes de M. Gorbatchev. « *J'espère que Mikhaïl Gorbatchev va réussir là où mon père a échoué, parce qu'il n'y a pas d'autre solution que le changement et la perestroïka* » en Union soviétique, déclare M. Sergueï Khrouchtchev.

« *Mon père a été le premier à secouer la société bureaucratique. Il a osé démasquer Staline, mettre en place des réformes économiques et entreprendre un dialogue avec les Etats-Unis dans le but de ralentir la course aux armements. S'il ne l'avait pas fait il y a trente-trois ans, ce serait beaucoup plus difficile pour Gorbatchev maintenant* », explique le fils de l'ancien premier secrétaire du PCUS.

M. Sergueï Khrouchtchev est ingénieur dans une usine d'armements et il aurait bénéficié d'une promotion depuis que M. Gorbatchev est secrétaire général, selon certaines informations.

Toujours selon *Vjesnik*, M. Sergueï Khrouchtchev s'attend à voir publier prochainement en Union soviétique le rapport secret prononcé en 1956 par son père, lors du 20e congrès du PCUS, contre Staline et le « *culte de la personnalité* » (ce texte n'a été publié jusqu'ici qu'à l'étranger). Il critique aussi Brejnev pour avoir traité son père de façon « *inhumaine* » : « *Mon père s'est toujours conduit correctement envers Brejnev*, dit-il. *C'est lui qui l'a fait entrer au Kremlin, mais Brejnev penchait du côté de ceux qui conspiraient contre Khrouchtchev.* »

C'est également à la destitution de Khrouchtchev par un plénum du comité central, en 1964,que fait allusion un Soviétique dans une lettre publiée samedi 30 avril par le journal *Sovietskaïa Koultoura*. « *Il y a actuellement une possibilité réelle qu'un plénum décide de destituer Mikhaïl Gorbatchev* », affirme cette lettre de lecteur, qui estime que la désignation ou la destitution du secrétaire général du parti ne doivent plus être le monopole des plénums du comité central et devraient être « *confirmées par des référendums* ». L'auteur ajoute que « *presque tous les Soviétiques sont pour Gorbatchev* » et que si une tentative était faite pour bloquer la « perestroïka », « *le peuple ne restera pas silencieux* ».

Cette lettre fait partie d'un montage de correspondances publié par *Sovietskaïa Koultora* au côté d'autres lettres d'un tout autre ton et qui, celles-là, « *n'ont pas le soutien de la rédaction* », précise le journal. Parmi ces lettres figure celle d'un habitant d'Orenbourg, qui affirme que les répressions des années 30 étaient justifiées. « *Staline n'avait pas le choix et, de toute façon, la démocratie n'existera jamais sous la dictature d'un parti unique* », écrit-il.

Un diplômé de philosophie de Moscou, G. Matveev. demande que le groupe nationaliste russe Pamiat puisse s'exprimer dans la presse et estime que la vraie faute de Staline a été de n'avoir pas « *liquidé tous les ennemis* » intérieurs, qui « *se vengent actuellement* » des répressions subies. Enfin, un ouvrier de Rostov-sur-le-Don appelle la direction soviétique à étudier « *le rôle qu'a joué la limitation légale de la participation des juifs dans la vie économique* » de l'Allemagne nazie « *dans la mobilisation de la majorité absolue du peuple allemand* » et évoque les mesures « *décisives* » prises alors contre « *les voleurs, drogués et prostituées* ».

De son côté, la *Pravda* a publié, le lundi 2 mai, en première page, une lettre d'un fonctionnaire mettant en cause le fait que, en URSS, on donne toujours raison au secrétaire général du parti. Son auteur, M. V. Selivanov, fonctionnaire au ministère de l'industrie aéronautique, ne fait pas expressément référence à M. Gorbatchev, mais il indique que jusqu'à l'ère Brejnev, « *l'opinion avait cours que le secrétaire général avait toujours raison et que ce qu'il disait était la vérité finale* ». – (*AFP, AP.*)

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

d'affrontements

sectarisme
à Belfast

URSS

« J'espère que Mikhaïl
va réussir là où mon père

déclare le fils de

EN 25 ANS
A FAIT DE
POUR SAU
DANS

هكذا من الأصل

Politique

La majorité et le second tour de l'élection présidentielle

Le PR colle à M. Chirac

A l'heure où l'UDF se trouve ballottée de gauche à droite, les dirigeants du Parti républicain semblent avoir définitivement opté pour une stratégie d'entente renforcée avec le RPR, résolument arrimée à droite. Conférences de presse quotidiennes, meetings à répétition, depuis le soir du premier tour du 24 avril : M. François Léotard et ses amis déploient, à l'égard du RPR, un zèle qui, par comparaison, peut sans doute laisser pas mal d'aigreurs aux barristes. Ils ne ratent pas la moindre occasion de jouer les vigiles de la maison majoritaire pour dénoncer toutes *« ces alouettes centristes »* qu'ils voient prêtes à se *« faire plumer »* par les socialistes.

Enfin et ce n'est pas le moins surprenant, ils n'ont pratiquement rien trouvé à redire sur les déclarations de M. Charles Pasqua à *Valeurs actuelles* concernant le phénomène Le Pen. Au « Club de la presse » d'Europe 1, le 1er mai, M. Léotard a certes exprimé son désaccord, mais il a pris la défense du ministre de l'intérieur en déclarant que celui-ci *« n'a de leçons à recevoir de personne »*.

Les valeurs de M. Madelin

Et le lendemain, tandis que le même M. Pasqua tentait laborieusement, à la télévision, de recadrer son propos, M. Alain Madelin croyait utile d'en rajouter en affirmant qu'il était *« vrai que les électeurs du Front national ont les mêmes valeurs que la majorité »*.

Propos de surcroît en parfaite contradiction avec l'avertissement lancé la veille encore par M. Claude Malhuret, pour qui *« il n'est pas possible »* de prétendre que la majorité partage avec le Front national *« des valeurs communes pour l'essentiel »*.

En fait, tout se passe comme si MM. Léotard, Madelin et Longuet, les trois têtes pensantes du PR, se proposaient de réaliser, à droite, une savante synthèse entre les deux options qui divisent aujourd'hui le RPR : celle de M. Balladur contre celle de M. Pasqua. Les dirigeants du PR en tiennent toujours pour la thèse de M. Balladur d'un axe RPR-PR. M. Léotard notamment, développe une argumentation qui s'inscrit parfaitement dans une stratégie de rupture droite-gauche, bloc contre bloc.

Il s'est prononcé au « Club de la presse » pour le scrutin à l'anglaise (majoritaire uninominal à un tour). Il s'est dit favorable, en cas de réélection de M. Mitterrand à une dissolution immédiate de l'Assemblée, – une idée de M. Barre qu'il avait pourtant réfutée – jugeant que *« s'il y avait malheur pour la France, il vaut mieux que ce malheur soit complet... »* Mais un projet fortement contesté par M. Jean-Claude Gaudin et les députés PR, qui n'ont évidemment pas les mêmes préoccupations matérielles que des ministres risquant, dans quelques jours, de se trouver fort dépourvus.

M. Giscard d'Estaing veille

Réorganisation RPR-PR : MM. Madelin et Longuet vont, eux, plus loin, en réfléchissant à l'idée de M. Pasqua d'élargir cette confédération remodelée au Front national. Tous deux ont gardé de leur passé d'extrême droite quelques contacts utiles avec M. Le Pen et son directeur de cabinet, M. Jean-Marie Le Chevalier. M. Longuet notamment pense qu'un tel réaménagement à droite permettrait de ramener rapidement le FN au-dessous de la barre de 10 %.

Toute la question maintenant est de savoir si M. Léotard, qui a toujours eu des propos sévères pour M. Le Pen et qui, lors de la dernière cantonale partielle de Marseille, en novembre dernier, se déclarait encore disposé à exclure tout membre du PR faisant alliance avec les lepénistes, se laissera convaincre d'engager son parti sur cette voie dangereuse.

Quoi qu'il en soit, ni les barristes ni les giscardiens séduits plutôt par un retour au centre n'assisteront passifs au déploiement de cette nouvelle stratégie. M. Léotard et ses amis peuvent être tentés par un passage en force qui s'appuierait sur les générations montantes et désabusées de la majorité battue, les ministres PR d'un côté, MM. Michel Noir, Alain Carignon, Mme Barzach de l'autre. Mais M. Giscard d'Estaing veille, quitte, comme on le dit dans son entourage, à *« prendre le large »* avec ceux qui veulent rester des *« républicains... indépendants. »*

DANIEL CARTON.

Au RPR, le couvercle est posé sur la marmite

Dire que la confiance gagne du terrain dans la majorité serait à coup sûr une contre-vérité. Dire que tout espoir a disparu serait exagéré.

L'entourage de M. Chirac peut en effet enregistrer avec satisfaction que la mobilisation des responsables des partis et des cadres locaux de l'UDF et du RPR s'est effectuée de façon tout à fait satisfaisante dès le lendemain du premier tour. Les subtilités restrictives qui ont accompagné le soutien de M. Barre n'ont volontairement pas été entendues, mais on a hautement apprécié, en revanche, sa présence aux côtés de M. Chirac au Sénat et à Bercy et l'on attache du prix à celle de ses lieutenants dans tous les meetings provinciaux.

Le comité commun de soutien au candidat désormais unique de la majorité multiplie les manifestations œcuméniques pour bien démontrer que le *« code de bonne conduite »* est effectivement respecté. Ainsi, les élus parisiens « barristes » et « chiraquiens » se sont même retrouvés accompagnés de M. Frédéric-Dupont, député du Front national de la capitale, qui les a assurés avoir *« œuvré pour la bonne cause »* auprès de ses collègues lepénistes.

De même, tous les groupements divers qui avaient soutenu M. Barre ou M. Chirac ont tenu à Paris le mardi 3 mai une réunion commune. Cette unanimité a cependant été troublée par l'évocation de *« valeurs communes »* entre le Front national et la majorité faite par M. Pasqua en fin de semaine dernière. Si l'on n'ose pas trop dire ouvertement dans l'entourage de M. Chirac qu'il s'agit là d'une *« maladresse »* du ministre de l'intérieur – qui n'avait pas soumis son texte au premier ministre, – on préfère utiliser deux autres arguments :

– M. Pasqua n'aurait rien dit là que de très banal ;

– L'émotion de certains membres de la majorité a été consécutive aux vives réactions des socialistes qui ont cru tenir – avant le meeting du Front national du 1er mai – la preuve d'une collusion entre l'extrême droite et le RPR.

M. Chirac n'avait en tout cas pas besoin de cette épine supplémentaire qui l'a quelque peu agacé.

Un repli en bon ordre

Le ministre, qui a accordé cet entretien à *Valeurs actuelles* le mercredi 27 avril, en avait relu le texte le lendemain sans le modifier. M. Balladur le découvrant lors de sa publication n'a pas caché son mécontentement. M. Chirac s'en est expliqué dimanche à l'Hôtel de Ville avec M. Pasqua, et il a souhaité une mise au point. Le ministre de l'intérieur multiplie donc depuis lors les exégèses pour expliquer que ses citations ont été *« isolés de leur contexte »*. Il effectue un repli en bon ordre.

M. Chirac a dû cependant, devant M. Méhaignerie, apaiser les inquiétudes du chef des centristes, en l'assurant qu'il n'était pas question pour la majorité d'*« abandonner ne serait-ce que l'ombre d'une de ses valeurs »*, et a lancé ensuite à chaque occasion un appel à tous ceux qui, *« à gauche comme à droite »*, ont émis un vote d'humeur pour qu'ils reviennent à un comportement *« raisonnable »*, refusant ainsi de privilégier une idéologie plutôt qu'une autre.

« L'opération Lazare »

Ce souci d'apaisement n'a pas pour autant imposé le silence dans les rangs puisque les dirigeants du Parti républicain, MM. Léotard et Madelin, ont apporté leur secours empressé et compréhensif à M. Pasqua..., ce qui était peut-être aussi pour eux une manière de se démarquer un peu plus des centristes, leurs alliés en barrisme... d'avant le premier tour. Cela n'a pas non plus retenu certains RPR comme MM. Carignon ou Séguin de prendre quelque distance avec M. Pasqua.

On n'est en revanche pas trop mécontent dans l'entourage de M. Chirac de la prise de position de M. Le Pen le 1er mai. Bien que l'on n'ait pas apprécié outre mesure le qualificatif de *« candidat résiduel »*, le « pire » a été évité ! On interprète plutôt le triple *« non »* de M. Le Pen à M. Mitterrand comme une incitation implicite à voter Chirac pour les électeurs qui veulent vraiment que le candidat socialiste soit battu. On note qu'il n'a pas privilégié l'abstention dans ses recommandations. Mais en n'allant pas plus loin et en ne donnant pas au premier ministre « le baiser qui tue », le président du Front national a permis à la majorité de dénoncer plus librement, comme le dit M. Toubon, *« le procès d'intention propagé par les socialistes qui, eux, ne se gênent pas pour lancer des appels aux voix de Le Pen »*. Le secrétaire général du RPR s'indigne donc et énumère quelques-unes des valeurs sur lesquelles se fondent le gaullisme *« depuis quarante ans »* et Jacques Chirac : l'égalité, l'Etat de droit, la liberté, la raison et la tolérance et enfin la nation, toutes valeurs qui sont plus larges – pour le moins – que celles énumérées par M. Pasqua.

Cette question, si elle a jeté un trouble relatif au sein de la majorité, a-t-elle également perturbé les relations entre les proches de M. Chirac ? Tant auprès de M. Balladur que de M. Pasqua, on affirme qu'il n'en est rien et que les deux ministres se voient même en ce moment plus fréquemment que naguère ! Ils seraient toujours d'accord sur la stratégie générale à suivre et ils se répartiraient la tâche en fonction de leurs compétences, de leur tempérament et même de leur façon de s'exprimer. Mais on jure qu'il n'y a entre eux aucune divergence.

De toute façon, le couvercle a été mis sur la marmite du RPR au moins jusqu'au 8 mai. Jusqu'à cette date il n'est pas question de perturber en quoi que ce soit la campagne que conduit M. Chirac avec une vaillance dans laquelle tout le monde voit la beauté d'un chant désespéré. Mais si toutes les énergies sont effectivement tendues dans le but de faire obtenir au candidat le meilleur score, les pensées, elles, vagabondent déjà.

Comme le dit un expert, *« l'opération Lazare »* est commencée, voulant exprimer ainsi la nécessité qui s'imposera au mouvement chiraquien de ressusciter.

Car l'échec politique, sinon électoral, de M. Chirac au premier tour que constitue son score de 19,9 % des voix rejaillit sur le parti qu'il a fondé le 5 décembre 1976 et qui était destiné à le conduire au sommet de l'Etat.

Un débat souterrain

La machine électorale du RPR a fonctionné de façon satisfaisante jusqu'aux élections législatives de 1986, assurant à ses candidats des succès prometteurs lors de toutes les consultations. Elle s'est grippée en devenant un parti de gouvernement au moment de passer la ligne d'arrivée. A qui incombe la responsabilité ? Trop absorbés par le pouvoir national, dispersés en de multiples activités, tiraillés au sein de la coalition gouvernementale et handicapés par la cohabitation, les dirigeants du RPR ne se sont pas rendus compte que les « godillots » ne marchaient plus au pas, que les rangs se débandaient, que les ordres n'étaient plus entendus et que les jeunes recrues récentes allaient voir si la soupe n'était pas plus appétissante ailleurs.

Mais ce n'est sûrement pas le même Lazare qui ressuscitera d'entre les moribonds au lendemain du 8 mai.

C'est ce qu'a voulu dire M. Pasqua en évoquant *« l'embourgeoisement »* des briscards du gaullisme. C'est aussi à un *aggiornamento* que pense M. Balladur. Ce n'est qu'au vu des résultats du 8 mai que les leçons seront tirées et, peut-être, les comptes réglés.

Le débat, pour le moment souterrain, a pris une nouvelle tournure. Tandis que M. Balladur est partisan d'une confédération libérale et centriste (*le Monde* du 18 mars), d'autres, tel M. Séguin, estiment qu'il faut, au contraire, affirmer davantage les thèmes gaullistes dont le RPR est l'héritier et qui couvrent un spectre plus large que celui de la droite conservatrice. M. Pasqua, qui incarne la continuité d'un gaullisme populaire, de la Résistance à aujourd'hui en passant par le RPF, était, pour ceux-là, la référence. Aussi bien l'avait-on vu, lorsque M. Michel Noir s'était prononcé contre toute alliance avec le Front national, en mai 1987, s'affirmer proche de ces jeunes ministres indignés par la résurgence des idées vichystes ou fascistes, tout en condamnant ce qui, dans le propos de M. Noir, pouvait passer pour du défaitisme.

Les déclarations du ministre de l'intérieur à *Valeurs actuelles* ont provoqué la consternation de ce côté-là. *« On se perd en conjectures »*, dit l'un. Pour M. Séguin, M. Le Pen est un adversaire de M. Chirac et du RPR, au même titre que M. Mitterrand, et, en aucun cas, n'est un allié possible. On doit toutefois relever qu'aucun ministre RPR, pas plus que le secrétaire général du mouvement, n'a ouvertement critiqué M. Pasqua, rendant même hommage à son action pour la victoire de M. Chirac.

A la différence de M. Séguin, M. Toubon est proche de l'orientation de M. Balladur, de même que M. Alain Jupé, qui avait déjà eu l'occasion, dans le passé, de se montrer en désaccord avec M. Pasqua sur la question de l'extrême droite. L'alternative, qui semble se dessiner, entre la ligne « libérale » du ministre d'Etat, et une stratégie qui consisteraient à se rapprocher du Front national dans l'espoir de le « phagocyter » – comme M. Mitterrand l'avait fait avec le PCF – tend à renforcer la première thèse. Beaucoup, en effet – au niveau de l'état-major parisien – préféreront la formule du « pacte républicain » avec la droite démocratique, fût-elle conservatrice, à toute alliance avec le Front national. Etant entendu que ces considération, *« n'empêchent pas les sentiments »*. La solidarité entre les gaullistes prime, pour le moment, et, ajoutée à l'allergie envers les centristes, peut l'emporter sur les divergences stratégiques au lendemain du 8 mai, face à une menace de dissolution de l'Assemblée nationale.

ANDRÉ PASSERON
et PATRICK JARREAU.

A Montpellier

Le premier ministre-candidat attribue au « laxisme » des socialistes la montée du Front national

MONTPELLIER
de notre envoyé spécial

Les spécialistes avertis n'ont pas manqué, le lundi 2 mai, sur le chemin de M. Jacques Chirac, d'apprécier et décrire avec des mots justes le marathon qui va jeter haletant le candidat de la majorité sur la ligne d'arrivée du 8 mai. M. Jacques Chaban-Delmas (rugby jadis, golf et tennis aujourd'hui) a dit à Bordeaux que peu d'athlètes pourraient accomplir ce que fait en ce moment le premier ministre. Mme Jeannie Longo, la championne cycliste, a risqué à Montpellier cette description : *« Je crois que M. Chirac a le caractère musclé. C'est un battant. C'est un sportif. Je crois que ça méritait d'être dit. »*

C'est dit. Quatre régions symboliquement avalées en une douzaine d'heures : le trait n'est pas forcé. A Bordeaux, en présence de M. René Monory, ce sont donc l'Aquitaine et le Poitou-Charentes qui sont d'un seul coup de mâchoires dévorés au cours d'un déjeuner républicain.

Puis M. Chirac, qui a *« bousculé ce pauvre Chaban »*, engloutit en hâte Midi-Pyrénées. Sept minutes d'entretien au Capitole de Toulouse avec le maître des lieux, M. Dominique Baudis, un court bain de foule, une apparition à la Foire internationale et c'est au tour de Languedoc-Roussillon, pour un meeting de début de soirée à Montpellier.

« Vous pourriez peut-être vous serrer la main », avait suggéré avant l'aparté un photographe aux maires de Paris et Toulouse, côte à côte face au mur des objectifs. Ils ont obéi, au nom, on le suppose, de cette union de la majorité dont M. Chirac, pourtant adversaire résolu de la méthode Coué, ne cesse de parler avec une prolixité symptomatique.

Ainsi à Bordeaux – il y reviendra le soir à Montpellier presque dans les mêmes termes – M. Chirac développe *« une observation valable pour l'avenir, bien entendu »* : *« Depuis quelques années, les deux grandes formations qui, ensemble, forment la majorité, le RPR et l'UDF, n'ont cessé de renforcer et d'approfondir leurs liens, leur loyauté, leur solidarité. »*

Tout aussi inlassablement, face aux 1 800 fourchettes de Bordeaux puis devant les 6 000 partisans enthousiastes de lui-même plus que de la majorité à Montpellier, M. Chirac ressasse l'arithmétique désolante du premier tour, dont *« les résultats n'ont pas été tout à fait ce que nous escomptions »* : 34 % pour le *« candidat du PS »*, 36 % qui *« ont approuvé l'action et le programme de la majorité »*. *« Cela veut dire que 30 % [...], plus de 8 millions d'hommes et de femmes, ne se sont pas reconnus dans ce qu'indiquaient, ce que proposaient »* les autres candidats. *« C'est beaucoup »*, et *« nous devons en tenir compte de la façon la plus ouverte »*.

Les brebis égarées

Assurément, M. Chirac y est disposé. *« Il y a »*, *« il y avait »*, le premier ministre n'en finit pas d'énumérer les catégories nombreuses de toutes les brebis égarées : *« Ceux qui exigent plus de justice sociale »*, *« ceux qui considèrent que certaines valeurs (...) qui sont au soubassement de notre civilisation n'ont pas été respectés comme elles l'auraient dû et doivent être mieux affirmées »* (famille, humanisme, droits de l'homme).

Il y a bien sûr ceux, si bien compris depuis longtemps et sans *« états d'âme »* par M. Jacques Blanc, président UDF de la région Languedoc-Roussillon, qui *« sont inquiets pour notre identité nationale et culturelle »*.

Cela fait du monde, qui doit savoir à qui s'en prendre, ces *« socialistes qui allaient jusqu'à expliquer que notre nation après tout pouvait très bien être une nation pluriculturelle, une espèce de fourre-tout général où personne ne s'y retrouverait »*.

En matière d'immigration, insiste M. Chirac, il y eut bien un *« laxisme »* qui *« a été pour beaucoup dans la création d'un courant de rejet qu'aujourd'hui avec une mauvaise foi pyramidale les socialistes et M. Mitterrand récusent comme étant du racisme »*.

A cette jeunesse sur laquelle il compte, car il la sait pleine d'*« enthousiasme »* et de *« force d'aimer »*, pour y mettre bon ordre en toute rigueur humaniste, M. Chirac n'a pas pu ne pas offrir un nouveau développement du traumatisme du débat. Le brusque éclatement de la *« confiance »* brisée depuis l'incident oratoire Gordji taraude le premier ministre. Plongeant plus loin encore dans l'abîme du souvenir, M. Chirac a fait remonter *« du passé [...] quelque intuitions. La réflexion sur toute la vie du candidat du Parti socialiste m'avait parfois laissé comme un goût amer, une incertitude* (le Monde) *»*.

Sur le goût du dimanche à venir, M. Chirac fut tout au long de la journée moins disert. Il est trop tôt, il est vrai, pour se souvenir et pour l'interpréter.

MICHEL KAJMAN.

Des officiers généraux du cadre de réserve pour M. Chirac

Quarante-cinq officiers généraux du cadre de réserve ont signé un appel en faveur de M. Jacques Chirac. Parmi les signataires, on relève les noms du général Delaunay, de l'amiral Flohic, des généraux Fourquet, Grigaut, Houdet, Hublot, des amiraux Joire-Noulens, de Joybert, du général Lagarde, de l'amiral Lannuzel, des généraux François Maurin, Philippe Maurin, Méry, de Mautandoin, Saint-Cricq, de l'amiral Storelli, du général Thiry.

Cet appel juge que *« les positions ambiguës et contradictoires de M. Mitterrand sur le problème du désarmement risquent de mettre en péril notre sécurité »* et affirme qu'*« en estimant qu'il n'y a pas de choix pour nous entre « désarmement » et « surarmement »* [M. Mitterrand] *pose un faux problème »*. Les signataires concluent que *« M. Chirac est le seul en qui ils ont confiance pour mener une politique de défense réaliste et moderne dans le monde instable où nous vivons, qui reste dangereux malgré certaines apparences »*.

[Le général Delaunay a été chef d'état-major de l'armée de terre ; l'amiral Flohic, ancien aide de camp du général de Gaulle ; le général Fourquet, ancien délégué ministériel pour l'armement, puis ancien chef d'état-major des armées ; le général Grigaut, ancien chef d'état-major de l'armée de l'air ; le général Houdet, ancien « patron » du 2e corps d'armée en Allemagne fédérale ; le général Hublot, ancien commandant de la Ire armée ; les amiraux Joire-Noulens et de Joybert, anciens chefs d'état-major de la marine ; le général Lagarde, ancien chef d'état-major de l'armée de terre ; l'amiral Lannuzel, ancien chef d'état-major de la marine ; le général François Maurin, ancien chef d'état-major des armées ; le général Philippe Maurin, ancien chef d'état-major de l'armée de l'air ; le général Méry, ancien chef d'état-major des armées ; le général de Montaudouin, ancien chef de l'état-major particulier de M. Valéry Giscard d'Estaing à l'Elysée ; le général Saint-Cricq, ancien chef d'état-major de l'armée de l'air ; l'amiral Storelli, ancien chef d'état-major de la marine, et le général Thiry, ancien directeur des centres d'expérimentations nucléaires du Pacifique.]

PROPOS DE CAMPAGNE

M. Lionel Jospin

Déstabilisation

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a affirmé, le lundi 2 mai sur A2, qu'il ne voudrait pas *« qu'on assiste en France à une déstabilisation politique dans certaines forces, y compris une déstabilisation dans les partis de droite classiques »*. Selon lui, les récents propos de M. Pasqua sur la communauté de valeurs entre la majorité parlementaire et le FN risquent de *« déstabiliser »* son camp.

M. Léo Hamon

Complaisance

M. Léo Hamon, ancien ministre et ancien président de l'association Initiative Républicaine et Socialiste (gaullistes de gauche) refuse à la fois *« la complaisance »* envers le Front national et *« l'exploitation »* des *« réactions de rejet »* suscitées par la montée du FN. M. Hamon rappelle *« l'incompatibilité [...] évidente »* entre *« le gaullisme, sa tradition et son message »* et les thèmes du FN. *« L'oublier*, ajoute-t-il, *serait s'exclure de notre famille de pensée »*, mais l'ancien ministre précise que *« nous sommes tous interpellés par les problèmes sociaux et le légitime souci de l'identité nationale »*.

M. Hamon conclut en préconisant un *« vaste rassemblement »* qui ne saurait se faire *« sur l'appel au rejet de l'autre, dans l'exclusion d'une des grandes familles politiques ou d'une catégorie de Français »*.

M. Bruno Megret

Bienvenue

M. Bruno Megret, directeur de la campagne présidentielle de Jean-Marie Le Pen, a estimé, le lundi 2 mai, que *« si Charles Pasqua considère qu'il a pour l'essentiel les mêmes valeurs que nous »*, il doit *« rejoindre le Front national »*, où il *« sera le bienvenu »*. M. Megret a prédit que *« de toute façon, tôt ou tard, cela se passera »*.

Le comte de Paris

Mitterrand

Le comte de Paris, dans une déclaration écrite, s'est prononcé, le lundi 2 mai, en faveur de M. François Mitterrand. Il a souhaité que le président de la République *« puisse poursuivre, après le 8 mai, l'œuvre qu'il a entreprise »*, car il estime que *« le projet de justice, de liberté et d'unité* [de M. Mitterrand] *et la perspective de rassemblement qu'il a tracée, rejoignent* [ses] *propres espérances »*.

هكذا من الأصل



présidentielle

posé sur la marmite

PROPOS DE CAMPAGNE

M. Bruno Mégret

LE CHOC

Politique

Une enquête du CNRS sur les leaders d'opinion

Un collège invisible

Cette recherche sur les leaders d'opinion, comme les travaux précédents sur les enjeux de l'élection présidentielle *(le Monde* du 15 avril), la couverture de la campagne par les médias *(le Monde* des 21 et 30 avril) est menée en collaboration avec *le Monde* et avec Bull-BVA pour le sondage sortie des urnes *(le Monde* du 27 avril) dans le cadre du programme sur les sciences de la communication du CNRS.

par Dominique Wolton
directeur de recherche
au CNRS

Comment se forme l'opinion des observateurs politiques qui, tous les jours, contribuent par leurs commentaires à former notre propre opinion ? Comment travaillent ces spécialistes qui étudient le jeu politique et informent un large public qui leur fait *a priori* confiance ?

Qui sont-ils ? Des journalistes, des sondeurs et quelques universitaires, c'est-à-dire des professionnels dont le métier est d'observer et de commenter la vie politique. Les publicitaires, les spécialistes du marketing politique ne font pas partie de ce groupe car ils n'ont pas pour tâche de commenter régulièrement la vie politique et les journalistes ou universitaires retenus dans ce panel n'épuisent pas ce que l'on appelle l'élite universitaire ou journalistique.

Rôle et identité

Sans avoir pour vocation de « conduire » l'opinion publique, ces experts ont cependant une certaine influence auprès d'elle car ils sont au cœur de la communication politique, c'est-à-dire des relations entre les hommes politiques, les médias et l'opinion publique.

Dans une situation qui évolue rapidement — surtout en période électorale, — leur rôle essentiel est de mettre en forme et de construire un cadre d'appréhension de la réalité. Ils *donnent le « la »* et ils *contribuent à* chaque instant à construire le climat d'opinion en sélectionnant dans un espace ouvert et changeant les éléments, selon eux, décisifs. Sans offrir une synthèse, ils donnent une certaine cohérence aux phases successives et tentent d'organiser les enjeux du moment, quitte à changer d'analyse dès que les faits, les sondages, ou les discours des acteurs politiques dessinent un nouvel équilibre. La conclusion est qu'ils sont en définitive des agents de rationalisation à court terme du jeu politique.

Une constatation s'impose : leur souplesse d'adaptation, leur capacité à rendre compte des changements, et leur peu de dogmatisme qui est une force. Leurs affinités politiques jouent d'ailleurs un rôle moins déterminant que l'on aurait pu le penser *puisqu'ils n'hésitent pas, dans leurs* commentaires, à distinguer ce qui relève de leur choix ou de leur métier. Ils se sentent libres, capables de *résister* aux rumeurs et aux campagnes de désinformation, assez isolés, travaillant seuls et revendiquant cette place tout en ayant conscience d'être en concurrence assez nette les uns avec les autres. Très individualistes, ils ne souhaitent guère se fondre dans un groupe si ce n'est pour *40 % d'entre eux, qui revendiquent* leur appartenance à une communauté de leader d'opinion, les autres se définissant plutôt comme des observateurs ou des experts.

Ce groupe a peu d'unité, chacun conservant souvent le langage et la culture de son milieu professionnel d'origine et les règles qui le régissent. Les réponses comme les attitudes des uns et des autres reflètent ces différences, moins en ce qui concerne leur centre d'intérêt réciproque que pour la façon de se situer par rapport à l'actualité. Toutefois, en période électorale, *une prééminence* accordée dans l'analyse des situations aux sondeurs et aux sondages. A la question posée en mars sur la nature de leur travail, les deux tiers ont répondu que leur rôle était la synthèse et l'anticipation de l'opinion publique, moins d'un tiers choisissant de refléter celle-ci, ce qui confirme indirectement que tout en ne souhaitant pas explicitement être des leaders d'opinion, ils ont cependant une certaine conscience de leur spécificité.

Le paradoxe de ce groupe est d'avoir une certaine cohérence quant aux préoccupations et aux analyses, alors même que son unité semble difficilement saisissable au fur et à mesure que l'on s'en rapproche. Il constitue une sorte de collège invisible.

La difficulté de leur tâche apparaît très nettement après cinq mois d'observation de leur travail où un fait essentiel se dégage : la campagne reste un jeu ouvert, imprévisible tant au niveau des thèmes que des enjeux ou des clivages. Leurs prévisions du début ont souvent été infir*mées deux mois plus tard, personne,* pas même les hommes politiques ne maîtrisant réellement la dynamique d'une campagne. Cette difficulté à analyser objectivement les éléments d'une situation mouvante *n'est pas* perçue par l'opinion publique, tant les différents acteurs tentent de faire croire le contraire.

Trois brefs exemples :

— Le premier porte sur les thèmes importants qui de leur point de vue *risquaient de ne pas être* traités par les hommes politiques dans la campagne. Interrogés sur ce *thème en janvier et février, les deux* tiers des observateurs dressaient la liste suivante : le chômage ; la protection sociale ; la *formation* ; les problèmes internationaux ; la sécurité ; la fiscalité. Ces thèmes se *confondirent presque deux mois plus* tard, en avril, avec la liste de ceux réellement débattus lors de la campagne, *car* entre-temps celle-ci avait changé de contenu et de style, modifiant complètement les pronostics.

— Le deuxième *porte* sur leurs erreurs d'analyse pendant la campagne. A cette question posée entre le 11 et le 18 avril, les deux tiers ont reconnu avoir sous-estimé le score de M. Le Pen et la stabilisation de M. Mitterrand malgré sa déclaration de candidature et surestimé la chute de M. Barre. Or ces faits ont constitué, *pour une bonne part*, la surprise de cette élection, illustrant la difficulté de la prévision de la part de ceux qui semblent pourtant les mieux placés pour en faire. Si eux-mêmes restent très prudents sur les prévisions, il n'empêche que le nombre et la diversité des informations qu'ils maîtrisent tendent à réduire la distance entre l'analyse et la prévision *pour se rapprocher* de l'activité favorite mais souvent déçue de toute élection : l'*anticipation des résultats.*

— La troisième concerne le score de M. Le Pen. Entre le 15 et le 18 mars, la question du score prévisible fut posée. Vingt-quatre sur vingt-sept ont annoncé une fourchette entre 10 % et 11 % en s'appuyant d'ailleurs sur les sondages. Ce décalage suscite deux réflexions. *La première est qu'en* matière d'analyse ils sont trop largement tributaires des intentions de vote qui sont corrigées par les résultats électoraux antérieurs, mais qui ne peuvent pas prendre en compte *les éléments nouveaux survenus* depuis les dernières consultations. C'est ce qu'il s'est produit *le 24 avril* avec le vote Le Pen, soulignant toujours la contradiction dans ce que l'on attend des sondages : ils sont *des instruments du présent alors que* c'est leur valeur prédictive qui intéresse tout le monde !

Le second est que tout en suivant *les thèmes essentiels d'une* campagne, ces observateurs sont eux-*mêmes plus sensibles à certains* thèmes qu'à d'autres : leur calendrier identique de préoccupations ne recoupe pas exactement celui de l'opinion publique ni celui des hommes politiques. C'est ainsi par *exemple qu'ils ont marqué un intérêt* relativement faible à l'égard de la cohabitation, du score du PCF ou de celui de M. Le Pen, car il s'agissait de questions qu'ils avaient amplement débattues en 1986, voire en 1984, *et qui leurs semblaient avoir déjà été* analysées.

Ces décalages montrent qu'en dépit de la multiplication des outils d'analyse l'évolution du corps électoral reste en bonne partie imprévisible, *même si les analyses a posteriori* sont souvent plus brillantes.

La communication politique

Une des questions les plus *intéressantes* concerne la place de ces leaders dans la communication politique. Pour eux, ce sont finalement les hommes politiques qui maîtrisent le calendrier de la campagne, tout en reconnaissant que *le* poids de l'opinion publique par le truchement des sondages et celui des médias par leur manière de privilégier certains thèmes introduisent des éléments de concurrence. Il faut beaucoup de rigueur aux hommes politiques pour maintenir ce autour de quoi ils veulent organiser le débat politique, sous peine de se laisser imposer d'autres *agendas que les leurs.*

Dans une campagne dont la dynamique va toujours très vite, les trois catégories d'information que sont les sondages, les informations et les commentaires n'ont pas la même influence...

Les premiers contribuent au processus de réduction et de rationalisation en privilégiant les thèmes qui apparemment préoccupent le plus les citoyens. Les informations sont au contraire plutôt du côté de l'ouverture puisqu'elles rendent compte de tous les événements. C'est ainsi par exemple que leur récit du discours des hommes politiques contribue à *la dynamique* de la campagne en obligeant les acteurs, comme par un effet de boomerang, à tenir compte des positions de leurs protagonistes. La rapidité des médias est d'ailleurs un complément utile au processus *nécessairement plus lent des sondages.*

Les observateurs, de par leur position de commentateur, jouent un rôle essentiel pour maintenir un certain équilibre entre ces deux logiques *complémentaires de fermeture* et d'ouverture, d'autant moins facile à respecter que, dans le tohu-bohu de la campagne, les sondages paraissent plus « objectifs » que les informations fournies par les médias, y compris parfois de la part des journalistes.

Il risque alors de se produire une sorte de déséquilibre au profit des sondages qui, largement relayés par les médias, peuvent avoir une influence sur les candidats, surtout si sondages et médias vont dans le même sens. Nul doute que MM. Chirac et Mitterrand ont bénéficié de cette dynamique commune et *que M. Barre en a pâti.*

La rationalisation du jeu politique opérée par ces observateurs est difficile ; il existe une contradiction entre le fait qu'une campagne électorale se refermant progressivement sur elle-même donne le sentiment de pouvoir être analysée et parfois même maîtrisée sans pour autant qu'une quelconque certitude de prévisibilité sur le comportement réel du corps électoral puisse en être tirée.

Le panel et la méthode

C'est à ma connaissance la première fois qu'une étude de ce type est entreprise. Elle vise à étudier en situation, le comportement professionnel de personnalités qui jouent un rôle au carre*four de la vie politique et dont le* nombre réduit interdit une approche strictement chiffrée ou statistique.

Le panel est constitué de journalistes (presse écrite, radio et télévision), de professionnels des sondages, et aussi d'universitaires qui interviennent régulièrement dans les médias. S'il ne prétend pas à la représentativité — impossible dans ce domaine, — il tente cependant de respecter les critères traditionnels.

Sur quarante personnalités, trente-trois ont accepté en sachant qu'elles devraient répondre à cinq vagues de sondages de janvier à avril 1988, par téléphone, avec le même enquêteur les cinq fois, pour une durée de trente à quarante-cinq minutes. Les questions semi-ouvertes, au nombre d'une vingtaine par questionnaire, *portaient sur* trois thèmes : l'analyse de la campagne et de ses incidences sur la vie politique ; l'utilisation par les experts des médias et des sondages ; une étude sur leur façon de travailler et de concevoir leur statut.

Le panel a été constitué de Philippe Alexandre, Paul Amar, Henri Amouroux, Philippe Bauchard, Jean Boissonnat, Jean Bothorel, Michel Brulé, Roland Cayrol, Noël Copin, Jean-Marie Colombani, Michelle Cotta, Alain Duhamel, Olivier Duhamel, André Fontaine, Franz-Olivier Giesbert, Claude Imbert, Jérôme Jaffré, Dominique Jamet, Jacques Julliard, Jean-François Kahn, Annie Kriegel, Alain Lancelot, Jean-Marc Lech, Ivan Levaï, Dominique de Montvalon, Christine Ockrent, Jean-Luc Parodi, Louis Pauwells, Marguerite Pulh Demange, René Rémond, Anne Sinclair, Philippe Tesson, Alain Touraine.

Do. W.

La Seine-Saint-Denis, du communisme au Front national

Les « taupes » lepénistes sous le béton

(Suite de la première page.)

A situation dramatique, remèdes simples : *voici quelques années, M. Bernard* a purement et simplement décidé d'interdire aux enfants étrangers l'accès des écoles de sa commune. Aux parents qui sont venus protester, il n'a pas fait mystère d'être « raciste », *« car il faut être stupide pour ne pas reconnaître qu'il y a des différences entre les races. Qu'est-ce qu'ils vont apprendre, nos gamins, dans ces écoles ? Les dialectes du Bénin et du Burkina-Faso ? »* Récemment condamné par le tribunal de Paris, M. Bernard n'en continue pas moins de croire à son bon droit, et d'interdire aux petits étrangers l'accès aux maternelles, où la scolarité n'est pas obligatoire.

Montfermeil et la ville voisine Clichy-sous-Bois sont les deux communes de cet ex-département rouge qui, le 24 avril, ont donné son meilleur score (23 %) à Jean-Marie Le Pen. Mais il n'y a pas que Montfermeil et Clichy-sous-Bois. Le Pen, qui a rassemblé 19,81 % des voix dans le département, a réussi à catalyser les mille facettes du mal des banlieues. Les cages d'escalier des Bosquets, aux odeurs d'urine, ont voté Le Pen. Mais aussi les sages rues pavillonnaires de Villepinte, parce que les immigrés sont à côté, qu'on les voit dans le train et au centre commercial. Les maraîchers de Coubron, la seule commune du département où subsiste une activité agricole, ont voté Le Pen : leurs enfants vont au CES de Clichy-sous-Bois, où ils se retrouvent noyés dans la médina des cités voisines.

Le Pen a réconcilié la ville et les champs, le cigare et la gitane maïs, le jeune chômeur de Bondy et la retraitée de La Plaine-Saint-Denis, effarée de voir proliférer, dans sa rue, les marchands de sommeil. L'ouvrier de l'usine d'Aubervilliers a voté Le Pen, ce qui ne l'empêche pas à midi d'aller déguster son couscous chez Hocine en plaisantant avec le patron. Mais une bonne partie du patronat local a aussi choisi le Front national, comme l'attestent les mailings du Front, bien souvent passés à la machine à timbrer dans les entreprises.

Quand Robert Pandraud, ministre de la sécurité et élu du département, est allé expliquer aux commerçants juifs des Lilas qu'il n'était pas question de faire des concessions au Front national, ils l'ont à peine écouté, et ne lui ont parlé que des territoires occupés. *« Eux aussi, c'est sûr, ont voté Le Pen »*, soupire-t-on au RPR, où l'on soupçonne même une bonne partie de la communauté antillaise, lasse d'être confondue avec des Africains, d'avoir choisi le Front national. Et jusqu'aux gendarmes : dans le bureau où vote le célèbre PC de Rosny-sous-Bois, Le Pen frôle les 40 %.

Comment aurait-elle pu le crier plus clairement ? La Seine-Saint-Denis déborde. De haines rentrées, d'angoisse, de mal vivre, de rancœurs accumulées à l'égard de Paris, si proche et si indifférent. De mille griefs composites : *« Quand Paris vire les dealers de l'îlot Chalon, c'est très bien ! »* s'exclame un élu, *mais où croyez-vous qu'ils arrivent ? Ici. »* Bien avant qu'il se fasse élire député, son expérience policière avait appris à Robert Pandraud que le département, avec ses commissariats débordés, ses boîtes aux lettres défoncées au bas des escaliers, son *turnover* à donner le tournis, constitue un sanctuaire idéal pour les délinquants et les terroristes de tout poil.

Fuir dans le Val-d'Oise

La Seine-Saint-Denis n'est pas un département : c'est une gare de triage. On y arrive de sa province ou de son pays, paumé, perdu, déboussolé. Et, très vite, on s'accroche à une obsession : fuir. Fuir vers le Val-d'Oise pour s'y faire — consécration — construire un pavillon dans une ville nouvelle. Fuir ces rocades engorgées, ces bus problématiques, cet horizon plombé, fuir le bruit et le béton. Et fuir la famille malienne de l'étage du dessus qui, chaque week-end, fait la fête jusqu'à l'aube. *« Est-ce que vous connaissez le petit bruit de la canette de bière dans le vide-ordures à 3 heures du matin ? »* demande le maire de Montfermeil.

Dans la cité des Bosquets, il y avait trois boulangeries. Toutes trois sont aujourd'hui fermées. Les épiceries qui subsistent proposent des fruits, des légumes, des conserves exotiques. De plus en plus de cantines scolaires, pour éviter les complications, ont cessé de servir du jambon et des côtes de porc. Peu importe : les enfants les plus pauvres, bien souvent, n'y viennent pas. *« Aux familles qui sont vraiment dans la difficulté,* explique-t-on à la *mairie communiste de Saint-Denis, nous offrons la cantine à 3 francs. Mais les parents n'osent pas solliciter les tarifs les plus modiques et, par honte, préfèrent faire déjeuner les enfants à la maison. Les immigrés, eux, qui sont en général en ascension sociale, n'ont pas de ces pudeurs. »*

Quand le préfet est venu visiter l'hôpital Robert-Ballanger d'Aulnay, il est tombé, dans plusieurs chambres, sur des photos de Khomeiny, apportées par des enfants malades. *« On a essayé de les convaincre de les enlever pour votre visite, mais ils n'ont rien voulu savoir »*, se sont excusé les infirmières.

« Je ne sais pas comment le dire, soupire Eric Montès, président départemental de SOS-Racisme en baissant soudain la voix, *mais c'est vrai qu'il y a beaucoup d'étrangers. Parfois, je me mets à la place d'un Français de souche, dont les deux fils de vingt ans sont au chômage, qui vient un samedi sur le marché de Saint-Denis et qui entend ensuite à la télé Le Pen lui expliquer qu'il n'est plus chez lui. Comment voulez-vous que cela ne fasse pas tilt ?*

Abandonnés des technocrates

Seuls, abandonnés par les technocrates à leurs longues heures de transport, comment les banlieusards ne développeraient-ils pas le syndrome du « homeland » (1), selon le mot de Frank Timmermans, responsable départemental du Front national ? *« Depuis dix ans,* souligne amèrement Claude Frennet, ouvrier et nouvelle recrue du FN à Saint-Denis, *les travaux de l'A 86, qui doit désengorger le périphérique, n'ont pas beaucoup progressé dans le département. »* Est-ce un hasard si Le Pen frôle les 30 % à La Plaine-Saint-Denis, ce quartier éventré depuis 1962 par l'autoroute du Nord, monstrueuse aorte de la capitale qui charrie son flot ininterrompu sous les yeux de ceux qui, à leur fenêtre, en attendent depuis près de trente ans la problématique couverture ?

Cette « demande sociale », assourdissante mais morcelée en mille malaises éparpillés, et qui n'a jamais trouvé par quel canal s'exprimer — de quelle voix peut crier cet agrégat de cités-dortoirs ? — la V[e] République a choisi de l'ignorer. Bastion rouge, la Seine-Saint-Denis a été cantonnée par les aménageurs à son destin implicite de déversoir humain. Que les communistes s'en débrouillent donc !

Quant aux municipalités, sur place, toutes tendances politiques confondues, elles ont opté, dans ce système de pénurie, pour la gestion hypocrite de la ségrégation raciale. Toutes s'efforcent, évidemment sans le reconnaître, de réserver un quota de logements ou de places de colonies de vacances à des familles françaises « blanches » — par exemple en inscrivant « 97 » en marge des demandes des familles antillaises, — passant outre aux critères officiels (revenus, nombre d'enfants), qui favorisent objectivement les familles étrangères. Avant de se faire rappeler à l'ordre par le ministère de l'éducation et par son parti, la municipalité communiste de Clichy-sous-Bois avait commencé à emboîter le pas à sa voisine de Montfermeil, et à faire mine de refuser dans les maternelles les enfants étrangers.

Assurément, la classe politique du département — à l'exception du PS, qui se repaît des dépouilles du PC, — paie aujourd'hui une erreur, mais laquelle ? Est-ce d'avoir, sans oser l'avouer, *« fait du Le Pen »*, ou de n'en avoir pas fait assez ? *« Quand tu mènes la politique de Le Pen sans le dire, les gens préfèrent voter carrément pour lui »*, analyse Eric Montès, de SOS-Racisme. On s'en doute, les élus du RPR fourbissent une explication opposée : *« Ici,* explique Eric Raoult, jeune député RPR, *il ne faut pas parler comme Juppé de la baisse du taux marginal de la délinquance, mais dire comme Pasqua, « les voyous au trou ! ». Pendant cette campagne, nous avons essayé de parler de l'Europe, mais les gens d'ici, quand ils entendent 92, ils comprennent Hauts-de-Seine. »*

Et d'adresser au gouvernement deux reproches bien précis : *« Nous avons commis deux fautes,* assure Eric Raoult. *Le rapport Hannoun, et la reculade dans l'affaire Mitolo. »* Lycéen congolais en situation irrégulière, Serge Mitolo avait été sauvé *in extremis* de l'expulsion par un commando des Jeunesses communistes à Roissy. Après quelques semaines, le gouvernement avait finalement décidé de régulariser sa situation. *« Cela nous a fait perdre tout le bénéfice politique du charter des cent un Maliens. »*

Et nous ?

Quant au rapport sur l'intégration des immigrés du député RPR Michel Hannoun, le Front national, dans le département, l'a exploité jusqu'au dernier alinéa. Débité en tranches dans les boîtes aux lettres, disséqué dans les meetings, décortiqué dans les tracts, il a certainement constitué le meilleur support de propagande des lepénistes. Des lettres de personnes âgées sont arrivées dans les permanences RPR, demandant s'il était exact qu'on s'apprêtait à réorienter en direction de La Mecque toutes les tombes du département. *« Est-il vraiment judicieux de préconiser l'enseignement des langues étrangères, alors que les enfants français commencent à utiliser des mots arabes dans leurs rédactions ? »* s'emporte Eric Raoult. *« Et nous ? Il n'y a pas de rapport, sur nous ? »* sont venus demander des chômeurs français aux élus de la majorité.

Alors que l'embarras des municipalités lui déblayait le terrain idéologique, le Front national a vu s'ouvrir devant lui un boulevard *percé par la chute,* les unes après les autres, des forteresses communistes. L'effondrement du modèle communiste municipal, constitué d'un réseau serré d'associations de locataires, de femmes, de loisirs, de Bretons, de boulistes, d'anciens combattants, noyautés par les militants du Parti a laissé libre un terrain que ni le PS ni la droite traditionnelle n'ont su occuper. Les élus du PS ou du RPR, qui, le 24 avril, ont fait la traditionnelle tournée des bureaux de vote, y ont découvert, assesseurs ou délégués du Front national, d'honnêtes citoyens jusqu'alors apolitiques, mais qu'ils avaient déjà rencontrés à la tête de délégations de parents d'élèves ou d'associations contre le bruit de la RN 3.

Leur surprise, à vrai dire, n'a pas été totale. Depuis plusieurs années déjà, l'hémorragie des notables des partis modérés vers le Front national se poursuit tranquillement : dès les cantonales de 1985, sur vingt candidats lepénistes, quinze venaient du RPR. Mais, assurément, le recrutement militant des lepénistes a dû s'accélérer plus vite que ne le laissait supposer la modestie de leur présence sur le terrain. Sur les marchés du dimanche matin, personne. *« Vous les avez vus, les marchés ? Bien qu'étant chez nous, nous ne voulons pas créer de provocation »*, se récrie Frank Timmermans, responsable départemental du Front.

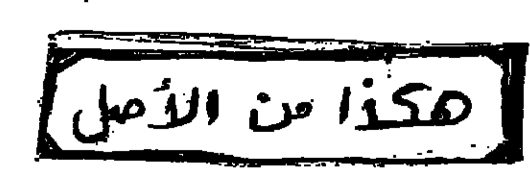
A Saint-Denis, l'UDF avait tenté d'ouvrir une permanence. Elle a été cinq fois fracturée. Les lepénistes ont compris la leçon, et se sont réfugiés au quatrième étage d'un modeste immeuble du centre-ville, où ils se réunissent dans les 15 mètres carrés d'un minuscule deux pièces. Un ouvrier, une chômeuse, ancienne vendeuse de supermarché, un cadre *dans une maison d'édition*, une commerçante en électroménager du centre-ville : *« On fait comme les communistes au début,* disent-ils en riant. *On est des taupes. »*

Et, sous le béton, les taupes creusent leurs galeries. A l'occasion de cette campagne, les affiches de Le Pen ont fait leur apparition dans les centres-villes, et non plus seulement le long des grands axes comme la nationale 3, collées par des équipes parisiennes. Incontestablement, les militants locaux s'activent. La section de Saint-Denis se remémore avec fierté la visite-surprise, organisée comme une opération de commando, de Jean-Marie Le Pen en personne dans la basilique, à deux pas de la mairie, au cœur même de la forteresse ennemie.

Alors que cette forteresse rouge semble faire les yeux doux au lepénisme, comment ne pas repenser à Jacques Doriot, maire communiste de Saint-Denis dans les années 30, passé au fascisme en entraînant son électorat avec lui ? *« Ce département aime la force,* analyse Pierre Olivieri, rédacteur en chef du journal municipal de Saint-Denis. *Hier, la force, c'était le PCF. Aujourd'hui, pour beaucoup de gens, c'est le Front national. »* Depuis des décennies, le PCF, pour encadrer le département, avait deux atouts imparables : une idéologie qui sonnait clair, avec son paradis et ses lendemains qui chantent, et un quadrillage sans faille. Les lepénistes, dans leurs bagages, apportent une idéologie tout aussi simple. Le reste suivra peut-être.

DANIEL SCHNEIDERMANN.

(1) Bantoustan d'Afrique du Sud.



le béton

La campagne de M. François Mitterrand

Le président-candidat demande aux socialistes pour le 9 mai, de ne pas « refuser tout concours qui s'offre honnêtement »

M. Mitterrand a lancé le lundi 2 mai à Strasbourg un nouvel appel à l'ouverture politique pour le 9 mai. *« L'heure est venue où d'autres, qui ne sont pas des nôtres, sauront nous rejoindre »*, a-t-il dit en invitant ses amis, devant environ 20 000 personnes, à ne pas *« refuser tout concours qui s'offre honnêtement. »*

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

Renaud a chauffé la salle à sa manière, sans détours, sans précautions, à coups de mots rugueux, lancés en rafales, lorsqu'il a chanté l'un de ses plus vieux textes — *l'Hexagone*, — aujourd'hui destiné à *« la France des collabos, la France de Vichy, la France des versaillais, la France de la bêtise et de la haine, la France de Le Pen »*. Puis il a ménagé avec un peu plus de douceur la transition en chantant : *« Où est la Kanaky ? Combien de flics, de soldats, pour tenir Nouméa, pour flinguer Eloi [...]. J'en sais rien, j'donne ma langue au chagrin. »*

M. Mitterrand est alors entré, cérémonial bouleversé, et a traversé la foule, non pas sur son accompagnement habituel, mais sur la musique de Renaud, qui, comme on dit, « déménage ». Le président-candidat a lui aussi « déménagé un maximum » sur un autre registre, rassembleur comme jamais, tout au long d'un discours d'une heure et quart, plus court de trente minutes que sa distance coutumière.

« Je ne sais pas, a-t-il dit, *si, à partir du 9 mai, on aura le temps de souffler.* » Apparemment non, car le président-candidat, si la victoire lui sourit à nouveau, ne veut pas que l'on *« perde du temps à se réjouir »*. Il a en tête une ouverture politique. Cela est dit à demi-mots. *« Nous ne voulons écarter personne,* a-t-il déclaré. *Nous ne voulons pas faire la France pour nous. Pas de chasse aux sorcières. L'heure est venue où d'autres, qui ne sont pas des nôtres, sauront nous rejoindre, nous convaincre de ce qu'il faut comprendre chez eux. Cela ne peut se faire en laissant sur le bord de la route notre propre héritage. On ne peut pas attendre de nous que nous reniions notre histoire. C'est dans la synthèse que nous réussirons le destin de la France [...]. Je suis d'abord fidèle à mes amis. Je leur demande d'avoir avec moi les yeux ouverts, les mains aussi. A compter du moment où s'ils sont appelés à prendre part avec moi à la direction de la France, ils n'ont pas le droit de refuser tout concours qui s'offre honnêtement dès lors qu'on ne nous demande pas de renoncer à ce que nous sommes. »*

Vivement demain !

Dans l'assistance, un homme a alors crié : *« Vas-y Tonton ! »* François Mitterrand a réprimé un hoquet de rire, puis il a enchaîné : *« Puisque vous m'encouragez sur un ton familial, alors que le cercle de famille s'agrandisse ! Chacun y jouera son rôle [...]. Quand on croit à son pays, aux principes que l'on sert, à soi-même, qu'est-ce qui pourrait nous résister ? »*.

Auparavant, M. Mitterrand avait ironisé quelques instants, en tout début de meeting — pour les journaux de 20 heures de la télévision, — sur M. Chirac. *« Quand je pense à la manière dont on me pressait d'être candidat plus tôt,* a-t-il remarqué. *Quand je pense au sort de ce malheureux candidat qui, depuis quatre mois, arpente les grandes routes, quand je pense à mon propre itinéraire, je dois dire que le 8 mai est bien venu. »* Tout au long de son discours, le président-candidat a fait référence à cet *« avenir qui commence lundi »*. Sans doute le slogan utilisé par M. Chirac pendant la campagne des législatives de 1986 — *« Vivement demain ! »* — lui brûlait-il les lèvres.

A Strasbourg, il ne pouvait pas manquer de parler de l'Europe. Il s'y est longuement attardé en évoquant, comme à son habitude, mais avec plus d'insistance, la conférence de La Haye de 1948. *« Avec les quelques parlementaires venus des pays qui, la veille, étaient ennemis, sous la présidence de Churchill, nous avons lancé les premiers serments pour surmonter les antagonismes historiques, les haines, les déchirures de nos familles* [qui se sont produits] *sous la poussée d'idéologies que l'on croyait disparues et dont on perçoit ici et là les résurgences. Trois ans après une guerre mondiale, il fallait que les inspirateurs — dont je n'étais pas — de cette réunion eussent la vue longue. On va célébrer cela samedi prochain. J'y serai, point d'orgue involontaire d'une campagne présidentielle qui lui donnera sa signification. »*

Après avoir évoqué en présence de M. Brice Lalonde la défense de l'environnement dans une région qui y est particulièrement sensible (1), M. Mitterrand a présenté à son auditoire une défense et illustration du rôle de l'Etat dans la formation des hommes, pour le développement de la recherche, dans la marche de l'économie, pour l'égalité des chances, la promotion des lois sociales, la défense de la Sécurité sociale et les négociations économiques internationales. Le reste, a-t-il souligné, relève des chefs d'entreprise qu'il a invités à *« rechercher le dialogue »*, puisque *« la modernisation de l'entreprise passe par la cohésion sociale »*. Au passage, M. Mitterrand a calmé quelques mouvements d'humeur dans l'assistance : *« Il ne faut pas,* a-t-il dit, *siffler, les chefs d'entreprise. On en a besoin. Il faut siffler l'absence de dialogue. »*

JEAN-YVES LHOMEAU.

(1) M. Waechter a obtenu 9,37 % des suffrages dans le Bas-Rhin et 9,24 % dans le Haut-Rhin. A Strasbourg (Bas-Rhin), il a recueilli 8,72 % des suffrages exprimés au premier tour.

Les VUES *de Raymond Depardon*



MAGNUM

2 Mai, Strasbourg, 20 heures

Danièle Mitterrand remonte l'allée principale
seule, dix minutes avant son mari.
Elle porte un tailleur bleu marine de chez Grès.
Vedette américaine pour quelques minutes,
elle sourit, serre des mains
la foule l'acclame
discrète, elle remplit son rôle
assise au premier rang
à côté de Roger Hanin et de Renaud,
elle écoute le président.
Dans la salle, Joëlle Kauffmann attend toujours.
Pourrait-on un jour rêver qu'il n'y ait plus
de service d'ordre dans les meetings
ou qu'on distribue aux photographes,
comme aux Etats-Unis,
une aspirine avec le laisser-passer ?

Entrée des artistes

Ils sont deux cent cinquante qui, depuis trois semaines, sillonnent la France pour préparer les meetings de M. Mitterrand. Electriciens, décorateurs, cuisiniers, architectes, éclairagistes fameux ou « consoliers-poussistes » anonymes, ils viennent du show-biz, du PS ou d'Afrique. Ils ont fait Aznavour, « Sacrée soirée » ou le pape.

Beaucoup d'entre eux ont fait un *« un Barre ou un Chirac »* entre *« deux Mitterrand »*. Certains, comme Patrice, chef d'équipe des monteurs de chapiteaux, culpabilisent : *« J'ai même monté une tente pour Le Pen, dans sa propriété. Alors, comme chez nous c'est des Arabes ou des Noirs qui font tourner la boîte, on a des ennuis quand on bosse pour ce jobard. Y a rien à faire, j'aime pas bâcher pour un type comme Le Pen, mais qu'est-ce que vous voulez, y a l'argent, la concurrence... »*

Il est 15 heures. Charles Trenet a mis ses lunettes noires. Il fredonne *Douce France* sous des projecteurs rouges et bleus. Edouard Robba jette un dernier coup d'œil à son œuvre : une tente de 12 mètres de haut et de 100 mètres de long. C'est le plus féroce des concurrents de Patrice mais, aujourd'hui, ils sont sur le même chantier.

« Le Beau Edouard » vient du Zoo Circus Bostock. Il a été trapéziste, dompteur, et excellait surtout dans la voltige à cheval. Sa mère est la cousine germaine du clown Achille Zavatta, et son père le cousin d'Alexis Grüss, maître écuyer. Mais, dans les années 70, le cirque est en crise, et c'est le recyclage inévitable dans les installations de chapitaux. Pour Air France, le père Robba organise des galas de variétés. Et voilà le fils voltigeur parachuté dans tous les aéroports de France, trimant pour monter des tentes qui accueilleront Richard Anthony, Nicoletta... Bientôt, c'est le vertige : la foire exposition de Moscou, le Printemps de Bourges, Supertramp, la fête de l'Huma : quarante chapiteaux qui tournent en France et en Europe, un dépôt de 40 hectares, une centaine d'ouvriers, un parc de cent vingt-cinq véhicules. *« Qu'est-ce qu'on est ? On est des marginaux, très heureux comme ça, et puis aussi on est des cosmopolites. Le racisme, pour nous, ça ne veut rien dire. »*

« C'est de la soie ? »

15 h 45 : derrière la scène, un homme, un fer à repasser à la main, hésite : *« Ces drapeaux, c'est de la soie ? »*

Pendant ce temps, Louis Cochet, *« quatre fois vingt ans »*, palabre avec le chef opérateur, Henry Alekan. Alekan et Cochet ont travaillé sur l'*Austerlitz* d'Abel Gance, éclairé des films de Marcel Carné, et de Wim Wenders. Quarante années de travail en commun dans le cinéma, quarante années avec les plus grands cinéastes.

Les meetings ? *« C'est différent. Il y a l'énormité des surfaces à éclairer. Et puis le sens psychologique n'est pas le même que pour les films. »* Bien sûr, ils ne feraient pas n'importe quel meeting : *« C'est la même chose pour les films d'ailleurs. Là, on a un certain attachement à la personne du président. »*

16 h 15 : des balayeurs de la ville promènent leur rateau sur le sol. Un Algérien d'une soixantaine d'années, chemise blanche et cravate verte, vient s'asseoir au premier rang. Il tient sa canne entre ses jambes.

« Et vous, qu'est ce que vous faites ?

— Je suis venu voir le président.

— Mais vous êtes en avance...

— Je suis venu voir le président. »

Une femme, dûment badgée « présidentielle 88 » s'avance. Sur le dossier de la chaise où l'Algérien s'est assis, elle colle une étiquette Mauroy, puis sur les chaises d'à côté, Fabius, Rocard, Bérégovoy... Jean-Marie, qui suit le candidat depuis Rennes avec ses trois semi-remorques de chaises, ronchonne : *« C'est dingue le nombre de grosses légumes qu'ils vous demandent de caser ! »*

Il aura fallu deux jours et demi pour monter les chapiteaux, une journée pour le seul décor. Ils auront passé des heures à tirer des câbles afin que les projecteurs s'allument. Ils ont accroché quatre écrans à l'intérieur, mais à l'extérieur il n'y en aura pas.

17 h 30 : un homme donne un dernier coup de bombe de peinture dorée sur les mâts des drapeaux tricolores du fond de scène. L'Algérien a disparu. Le « consolier-poussiste » s'est assis derrière sa console. *« J'ai un plan avec l'implantation des projecteurs et les numéros des consoles. C'est la troisième fois que je le fais. Il ne se passe pas grand-chose : entrée du président, discours,* Marseillaise, *sortie du président... La routine, quoi ! Cela dit, c'est pas comme dans un rock'n roll. Ici, pas de droit à l'erreur. »*

Au son, en revanche, c'est le stress : le réglage définitif se fait pendant les trois premières minutes du discours.

20 heures : les deux énormes téléscanes, des projecteurs de poursuite à miroirs mobiles télécommandés, se braquent sur l'entrée de François Mitterrand et le suivent jusqu'à la tribune. Robba peut aller somnoler au fond de sa caravane. Le président-candidat parlera, comme d'habitude, un peu moins de deux heures. Pour la prochaine fois, il veut une montre sur son pupitre. Jean-Marie est satisfait : *« Mon seul moment de détente, c'est quand le président est à la tribune. A Montpellier, je n'ai même pas eu le temps d'aller voir la mer... »*.

M. J.

Ange et bourreau

Dimanche, au pied de la statue de Jeanne d'Arc, Raymond Depardon a vu — cru voir — l'« Ange blanc », catcheur fameux des années 60, parmi les gardes du corps de Jean-Marie Le Pen (*le Monde* du 3 mai). Il s'agissait, en vérité, du non moins fameux « Bourreau de Béthune ». Une sainte, passe encore, mais un ange...

Le PCF et les rénovateurs communistes se posent la même question : que faire de la défaite ?

Que faire de la défaite ? Cette question vaut autant pour M. André Lajoinie que pour M. Pierre Juquin. Elle se pose aussi bien au PCF, et singulièrement à son équipe de direction, qu'aux différentes forces qui soutenaient l'ancien dirigeant communiste, et particulièrement à ses amis rénovateurs. Si le débat est déjà engagé, avec sévérité mais lucidité dans le camp de M. Juquin, il en va tout différemment dans celui de M. Lajoinie. L'équipe de M. Marchais attend l'offensive de ses adversaires de l'intérieur.

Réunie à Paris le samedi 30 avril, la coordination des rénovateurs communistes, composée de membres qui ont quitté le parti ou en ont été exclus, a amorcé un processus de rupture programmatique avec M. Juquin. Si la soixantaine de personnes présentes ont reconnu à l'ancien porte-parole du PCF le mérite, sinon le courage, d'avoir catalysé des espérances électorales en début de campagne, ils n'en ont pas moins affirmé que *« l'image du candidat s'est brouillée »* en fin de parcours.

Dirigeant *« autocrate »* pour les uns, *« bonapartiste »* pour les autres, l'ancien membre du bureau politique n'a pas, selon certains intervenants, pris en compte les remarques des rénovateurs qui, il faut bien le reconnaître, n'ont pas su s'imposer à lui. L'un reproduisait une méthode de direction, les autres réécrivaient la théorie de la soumission passive. Au bout du compte, les rénovateurs ont décidé de reprendre leur *« autonomie »*, tout en restant partie prenante des comités de soutien qui ont vu le jour pendant la campagne.

Cette clarification s'accompagne d'un calendrier devant aboutir, en octobre prochain, à Lille, à des assises nationales du mouvement des rénovateurs. A l'évidence, ce double mouvement d'autonomisation-structuration est un clin d'œil aux communistes critiques qui demeurent à l'intérieur du PCF et qui étaient plus que réservés sur la tournure prise par le « projet » politique de M. Juquin. Au fil des jours, ces partisans de la « rénovation interne » voient disparaître, une nouvelle fois, leurs espoirs.

Selon l'équipe de M. Marchais, le PCF devait, tout à la fois, amorcer sa remontée, réaliser, selon le mot bien imprudent d'un dirigeant, un score *« sans précédent »*, et distancer largement M. Jean-Marie Le Pen. Toutes ces prédictions devaient se réaliser car *« le parti n'a jamais été aussi uni autour de sa politique et de sa direction »*.

Des urnes, une tout autre réalité est sortie. *« Sans précédent »*, le score l'a été puisque depuis 1920 le PCF n'a jamais enregistré une telle catastrophe électorale. Sur les quatre millions et demi de voix recueillies par M. Marchais en 1981, M. Lajoinie en a perdu plus de la moitié, et le dirigeant de l'extrême droite française s'est offert un inquiétant triomphe.

Pas une voix ne s'est élevée au comité central pour émettre ne serait-ce que l'ombre d'un doute sur la pertinence des affirmations préélectorales et l'indigence des explications postélectorales. Le résultat n'est pas satisfaisant, un point c'est tout. Et comme il ne reflète pas, selon la thèse de la direction, l'influence réelle du parti, on peut donc en conclure que cette influence supposée, qui est sûrement beaucoup plus satisfaisante, est suffisante pour rassurer tout le monde.

La réalité observée ne pèse plus d'un grand poids dans les rangs de la direction : la fiction fait office de discours politique. Pas de débat sur cet effondrement électoral que même la presse soviétique appelle par son nom. Le dernier débat engageant le parti s'est déroulé au vingt-sixième congrès, en décembre 1987, et le prochain aura lieu en... 1991.

Dans ces conditions, la section du Val-de-Chiers regroupant les cellules d'Unimétal-Longwy qui reproche à la direction du PCF d'occulter *« les vrais problèmes et ses propres responsabilités pourtant largement engagées »*, a peu de chance d'être entendue. Pas plus que le comité de section de Orne-Woignot, également en Meurthe-et-Moselle, qui en appelle au débat.

Le seul véritable enjeu qui se fera jour après le 8 mai, sera de savoir quelles jonctions vont effectuer tous les rénovateurs communistes... de l'intérieur et de l'extérieur.

OLIVIER BIFFAUD.

« Les communistes n'ont pas de programme » *estiment les « Izvestia »*

Moscou (*AFP*). — Analysant, le lundi 2 mai, le premier tour de l'élection présidentielle en France, Alexander Bovine, commentateur des *Izvestia*, se montre sévère pour le Parti communiste dont il souligne *« la grosse défaite »*. M. Lajoinie *« ayant obtenu moins de la moitié des voix de Georges Marchais en 1981 »*. *« Les communistes n'ont pas de programme, pas de slogans susceptibles d'attirer de larges couches populaires. Leur stratégie et leur tactique sont nettement en retard par rapport aux nouvelles conditions créées par la* perestroïka *(restructuration) du capitalisme »*, estime M. Bovine. Il ajoute également que le parti français connaît *« les processus négatifs et les phénomènes pendant longtemps caractéristiques de notre pays »*, une formule généralement employée dans le discours soviétique pour dénoncer la sclérose de la direction politique à l'époque de Leonid Brejnev.

Soulignant, d'autre part, le *« succès sensationnel de Jean-Marie Le Pen »* au premier tour, A. Bovine l'explique par *« le désarroi des électeurs devant les difficultés économiques chroniques et leur méfiance vis-à-vis des partis politiques traditionnels, y compris le Parti communiste »*. *« Nous espérons que les Français auront assez de bon sens pour l'arrêter ainsi que ses partisans »*, écrit le quotidien du gouvernement soviétique.

Société

Après une période de baisse en 1985 et 1986

La délinquance dans le métro parisien a enregistré une nette progression en 1987

L'évolution de la délinquance dans le métro parisien, nettement en baisse en 1985 et 1986, se serait-elle inversée ? Selon un rapport confidentiel de la RATP en date du 29 janvier 1988, l'année 1987 a marqué une notable remontée de la délinquance sur l'ensemble du réseau, tant en ce qui concerne les agressions contre les voyageurs ou les agents du métro que les actes de vandalisme ou les cambriolages. En 1987, le chiffre des agressions commises contre les voyageurs a enregistré 12,6 % de hausse par rapport à l'année précédente ; le nombre d'agressions contre les agents du métro était lui aussi en augmentation.

Selon le rapport de la direction du réseau ferré (dix feuillets et onze annexes) les services de la RATP ont recensé 2686 agressions commises en 1987 contre les voyageurs, soit une augmentation de 12,6 % par rapport à 1986. *« La moyenne journalière,* écrivent les auteurs du rapport, *s'établit à 7,3 % ; elle était de 6,5 % en 1986. »*

Les agressions contre les agents des trains et des stations ont augmenté, pour leur part, de 10 % Le nombre d'agents de contrôle et d'agents de la surveillance générale victimes d'agressions été en augmentation respectvement de 26 % et 35 %, le plus souvent à la suite d'incidents avec des fraudeurs.

Les agressions commises contre les voyageurs ont diversement évolué : si les attaques accompagnées de racket ont été moins nombreuses en 1987 qu'en 1986 (19 contre 23), les vols avec violences, en revanche, ont augmenté de 15 % (1 506 en 1987 contre 1 311 en 1986), représentant 56 % des agressions constatées cette année-là. *Seule consolation,* les vols de bijoux accompagnés de violences ont continué de baisser (715 en 1987, 717 en 1986, 1 465 en 1985).

La RATP a aussi noté une augmentation de 6,5 % des agressions avec coups et blessures volontaires (617 en 1987, contre 579 en 1986), tandis que les agressions commises à l'aide d'une arme ou d'un objet quelconque ont augmenté de 30 % (567 au lieu de 437). *« L'analyse de la répartition selon le lieu de l'agression confirme la tendance déjà constatée de l'accroissement des cas d'agressions survenant sur les quais,* écrivent les rédacteurs du rapport. *De même, l'évolution en pourcentage par type de service (jour, mixte, nuit) met en évidence une remontée des agressions commises en service de nuit. »*

Les dix points noirs du réseau

La répartition géographique fait, d'autre part, apparaître que toutes les stations n'ont pas été touchées de la même manière. Dix stations totalisent chacune plus de cinquante agressions dans l'année : Châtelet (92), Nation (89), République (76), Saint-Lazare (67), Strasbourg - Saint-Denis (66), Bonne-Nouvelle (62), Havre-Caumartin (59), Opéra (55), Auber (51), Charles-de-Gaulle (51). *« Toutes ces stations ont un nombre d'agressions plus élevé que l'an dernier,* constate la RATP, *à l'exception de Strasbourg - Saint-Denis (agressions). Réaumur-Sébastopol, qui figurait dans les cinq stations en tête en 1986, enregistre une baisse légère (– 3). Ce résultat, relativement satisfaisant pour le secteur sensible de Châtelet - Les Halles à Strasbourg - Saint-Denis est le fruit des efforts conjugués de la police, de la surveillance générale et du personnel de station, notamment de la ligne 4. »*

Graffiti et ventes à la sauvette

Rare sujet de satisfaction : *« Le nombre de vols à la tire est en légère baisse, de 3,6 % »*, chiffre qui traduit *« l'impact de l'opération réalisée au cours du mois d'août 1986 par la brigade de répression du banditisme, qui a procédé à l'arrestation de quatre chefs de clan de la population d'origine yougoslave, responsable de la prolifération des vols à la tire sur le réseau depuis de nombreuses années »*.

Enfin si les infractions à la législation sur les stupéfiants n'ont pas augmenté, on a remarqué, un fort accroissement des ports d'armes prohibées, ainsi que du nombre des étrangers en situation irrégulière.

Phénomène multiforme à évolution rapide, la délinquance dans l'enceinte du métro laisse souvent la RATP désarmée quant aux moyens à utiliser. Que faire contre les actes de vandalisme, en augmentation ininterrompue depuis plusieurs années ? Aux lacérations de sièges dans les voitures s'ajoutent désormais les graffiti, *« phénomène envahissant qui a continué à s'amplifier malgré une mobilisation des moyens, tant sur le plan du nettoiement des surfaces atteintes [...] que pour la répression et les poursuites envers les délinquants »*. C'est ainsi que, entre le 15 juin et le 31 juillet 1987, la RATP a mobilisé quarante-cinq gardiens accompagnés de chiens dans les terminus du métro et du RER pour empêcher une offensive d'été particulièrement redoutée. Apparemment, sans grand succès.

L'augmentation de la délinquance dans le métro annonce-t-elle une évolution parallèle de la délinquance de surface ? Les deux courbes avaient, en effet, suivi un tracé comparable les années précédentes : forte augmentation de 1982 à 1984, stabilisation, puis, à partir de 1985, baisse. Si cette similitude devait se prolonger, la délinquance de surface pourrait s'accroître à nouveau, le point d'inflexion se manifestant plus tardivement que sous terre.

A moins que l'augmentation constatée ne soit que la conséquence des changements intervenus dans la répartition des forces de police. Après une mobilisation sans précédent surtout due aux attentats du printemps et de l'automne 1986, les effectifs engagés en sous-sol ont nettement diminué l'année suivante, notamment par la suppression, les huit derniers mois de 1987, des gendarmes mobiles appelés à épauler les gardiens de la paix du service de *protection et de sécurité du métro.*

GEORGES MARION.

SCIENCES

Le mathématicien français Alexandre Grothendieck refuse le prix Crafoord

Le mathématicien français Alexandre Grothendieck, qui obtint en 1966 la médaille Fields, l'équivalent du prix Nobel en mathématiques, vient de refuser le prix Crafoord que l'Académie royale des sciences de Suède avait décidé de lui décerner (*le Monde* daté 17-18 avril). Ce prix, d'une valeur de 270 000 dollars (1,54 millions de francs), qu'il devait partager avec l'un de ses anciens élèves, le Belge Pierre Deligne, récompense depuis 1982 des chercheurs travaillant dans le domaine des mathématiques, des sciences de la Terre, de l'astronomie et de la biologie. Le géophysicien français Claude Allègre en fut le lauréat 1986. Dans le texte qui suit et qui est adressé au secrétaire perpétuel de l'Académie royale des sciences de Suède, M. Alexandre Grothendieck explique les raisons de son refus.

Les dérives de la « science officielle »

Je suis sensible à l'honneur que me fait l'Académie royale des sciences de Suède en décidant d'attribuer le prix Crafoord pour cette année, assorti d'une somme importante, en commun à Pierre Deligne (qui fut mon élève) et à moi-même. Cependant je suis au regret de vous informer que je ne souhaite pas recevoir ce prix (ni d'ailleurs aucun autre), et ceci pour les raisons suivantes.

1) Mon salaire de professeur, et même ma retraite à partir du mois d'octobre prochain, est beaucoup plus que suffisant pour mes besoins matériels et pour ceux dont j'ai la charge ; donc je n'ai aucun besoin d'argent. Pour ce qui est de la distinction accordée à certains de mes travaux de fondements, je suis persuadé que la seule épreuve décisive pour la fécondité d'idées ou d'une vision nouvelles est celle du temps. La fécondité se reconnaît par la progéniture, et non par les honneurs.

2) *Je constate par ailleurs que les chercheurs de haut niveau auxquels s'adresse un prix prestigieux comme le prix Grafoord sont tous d'un statut social tel qu'ils ont déjà en abondance et le bien-être matériel et le prestige scientifique, ainsi que tous les pouvoirs et prérogatives qui vont avec. Mais n'est-il pas clair que la surabondance des uns ne peut se faire qu'aux dépens du nécessaire des autres ?*

2) *Les travaux qui me valent la bienveillante attention de l'Académie royale datent d'il y a vingt-cinq ans, d'une époque où je faisais partie du milieu scientifique et où je partageais pour l'essentiel son esprit et ses valeurs. J'ai quitté ce milieu en 1970 et, sans renoncer pour autant à ma passion pour la recherche scientifique, je me suis éloigné intérieurement de plus en plus du milieu des scientifiques.*

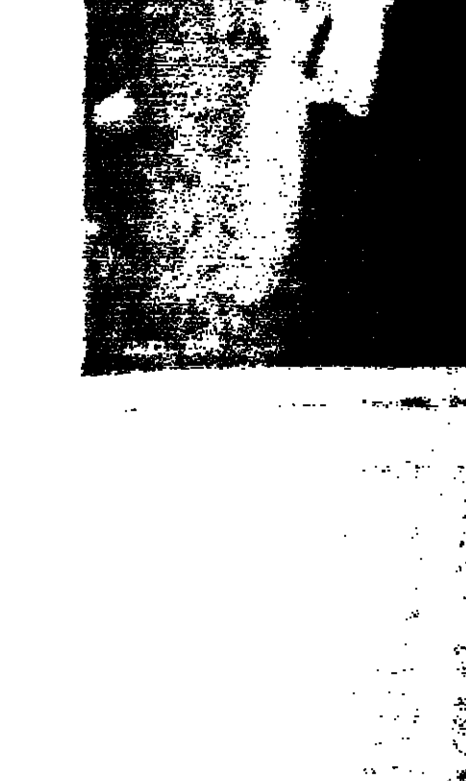
Or, *dans les deux décennies écoulées* l'éthique du métier scientifique (tout au moins parmi les mathématiciens) s'est dégradée à un degré tel que le pillage pur et simple entre confrères (et surtout aux dépens de ceux qui ne sont pas en position de pouvoir se défendre) est devenu quasiment une règle générale, et il est en tout cas toléré par tous, y compris dans les cas les plus flagrants et les plus iniques.

Sous ces conditions, accepter d'entrer dans le jeu des prix et récompenses serait aussi donner ma caution à un esprit et à une évolution, dans le monde scientifique, que je reconnais comme profondément malsains, et d'ailleurs condamnés à disparaître à brève échéance tant ils sont suicidaires spirituellement, et même intellectuellement *et* matériellement.

C'est cette troisième raison qui est pour moi, et de loin, la plus sérieuse. Si j'en fais état, ce n'est nullement dans le but de critiquer les intentions de l'Académie royale dans l'administration des fonds qui lui sont confiés. Je ne doute pas qu'avant la fin du siècle des bouleversements entièrement imprévus vont transformer de fond en comble la notion même que nous avons de la « science », ses grands objectifs et l'esprit dans lequel s'accomplit le travail scientifique. Nul doute que l'Académie royale fera alors partie des institutions et des personnages qui auront un rôle utile à jouer dans un renouveau sans précédent, après une fin de civilisation également sans précédent...

Je suis désolé de la contrariété que peut représenter pour vous-même et pour l'Académie royale mon refus du prix Crafoord, alors qu'il semblerait qu'une certaine publicité ait d'ores et déjà été donnée à cette attribution, sans l'assurance au préalable de l'accord des lauréats désignés. Pourtant, je n'ai pas manqué de faire mon possible *pour donner à connaître* dans le milieu scientifique, et tout particulièrement parmi mes anciens amis et élèves dans le monde mathématique, mes dispositions vis-à-vis de ce milieu et de la « science officielle » d'aujourd'hui.

Il s'agit d'une longue réflexion, *Récoltes et Semailles*, sur ma vie de mathématicien, sur la création (et plus particulièrement la création scientifique) en général, qui est devenue en même temps, inopinément, un « tableau de mœurs » du monde mathématique entre 1950 et aujourd'hui. Un tirage provisoire (en attendant sa parution sous forme de livre), fait par les soins de mon université en deux cents exemplaires, a été distribué presque en totalité parmi mes collègues mathématiciens, et plus particulièrement parmi les géomètres algébristes (qui m'ont fait l'honneur de se souvenir de moi). Pour votre information personnelle, je me permets de vous en envoyer deux fascicules introductifs, sous une enveloppe séparée.



JUSTICE

Aux assises de la Gironde

François Korber ou les effets d'une « maladresse »

BORDEAUX
de notre correspondante

« C'est une affaire très simple, qui fut réglée en très peu de temps ; trois semaines après la découverte du cadavre, les auteurs étaient identifiés », a expliqué, le lundi 2 mai, sans hésiter, le commandant Gérard Nivelet aux assises de la Gironde. La déclaration de l'ancien patron de la section de recherches de la gendarmerie à Bordeaux avait quelque chose d'incongru : tant d'évidente simplicité, après une semaine de débats sans en venir aux faits !

Depuis le 25 avril, le feuilleton de l'affaire Korber se déroule en effet avec une infinie lenteur. On s'est d'abord attardé en divers gros plans sur la personnalité de François Korber, ex-jeune loup du RPR, encouragé par les caciques du cru – dont Jacques Chaban-Delmas – à jeter sa gourme dans des joutes électorales perdues d'avance.

On a examiné ses difficultés financières qui l'auraient conduit, en raison de ses dettes de campagne, à se livrer – sur les conseils de ses amis politiques – à un trafic d'or et de devises au Luxembourg. On a détaillé cette fameuse affaire du Luxembourg, jugée en juin 1987, à laquelle participaient Roger Ambeau (qui se trouve dans le box des accusés avec François Korber) et Jacky Eichers, la victime.

« J'avais confiance en lui »

Enfin, on a évoqué, sous un jour peu flatteur, la personnalité d'Eichers, alias « Bob Jones », un demi-sel à la solde de François Korber. Son cadavre a été retrouvé le 15 mars 1982 au bord de la Dordogne, mal enveloppé dans un bout de moquette, deux balles de 22 long rifle dans la tête. Pour la maréchaussée, qui mena l'enquête, la culpabilité de Roger Ambeau et de François Korber ne fait aucun doute. Le commandant Nivelet en veut pour preuve les aveux de Roger Ambeau, le 8 avril 1982, recueillis par ses hommes. *« François,* dit Ambeau, *m'attendait au bureau du rez-de-chaussée de sa permanence électorale. Il m'a dit que Bob* (Eichers) *allait venir et que, dès qu'il serait là, je pourrais l'empêcher de nuire en le tuant. »*

Mais n'anticipons pas ! La cour n'a en effet commencé véritablement l'examen détaillé des faits que lundi 2 mai vers 15 h 30.

« Est-ce vous qui avez tiré sur Eichers ? » a demandé en préambule le président Bourdoncle à Roger Ambeau. *« Oui* a répondu ce dernier, sans hésiter, levant ainsi les derniers doutes sur ce point. Après quoi, on a évoqué les circonstances du drame.

D'abord les rapports de Korber et d'Ambeau. François Korber, si prolixe la semaine dernière, si prompt à éclairer les méandres de sa carrière et leurs imbrications avec la vie politique bordelaise, n'intervient plus que rarement. Il n'a, dit-il en substance, fait la connaissance d'Ambeau que le 11 mars 1982, soit trois jours avant la mort d'Eichers. *« Exact,* dit Ambeau. *Lorsque j'ai participé à l'expédition du Luxembourg, je ne savais que son prénom et qu'il était un homme important à Bordeaux. » « Le premier jour où Korber me voit,* précise-t-il, *il me demande si je peux récupérer une arme. Je n'ai pas été surpris ; j'étais déjà mouillé dans l'affaire du Luxembourg et j'avais confiance en lui. »*

François Korber confirme : *« J'ai effectivement demandé une arme à Roger Ambeau ; mais il y a une énorme différence entre se procurer une arme pour se protéger ou pour tuer quelqu'un. »* François Korber en tient, lui, pour la première version. Il aurait maladroitement « viré » Eichers de sa station de radion, Canal 33, provoquant ainsi la fureur du « gros bras », qui se targuait de fréquenter le show-biz. Et ce n'est qu'après avoir vainement réclamé l'aide et la protection, d'abord du commissariat de police puis du palais de justice, qu'il aurait eu recours aux services de Roger Ambeau.

Les circonstances de l'assassinat d'Eichers doivent être évoqués le 3 mai.

GINETTE DE MATHA.

● **Inculpation d'un cinquième membre présumé de l'ETA.** – Après quatre autres personnes soupçonnées d'appartenir à l'organisation séparatiste basque et arrêtés la semaine dernière (*le Monde* du 3 mai), Aitor Oteza Olazabal, vingt-six ans, a été inculpé lundi 2 mai à Paris d'*« association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste »* par le juge d'instruction Michel Legrand et placé sous mandat de dépôt.

● **RECTIFICATIF.** – C'est M[e] Christian Bourguet et non Bourget, qui était l'avocat de M. Sayed Solaiman, ressortissant du Bangladesh auquel le tribunal de Bobigny a reconnu la qualité de réfugié politique (*le Monde* du 3 mai).

Un colloque du SAF sur l'instruction

Les avocats s'accordent sur un renforcement des droits de la défense

A l'issue d'un colloque, réuni les 29 et 30 avril à Marseille, sur le thème « L'instruction sous contrôle judiciaire », le Syndicat des avocats de France (1) a élaboré vingt propositions visant à réformer l'instruction. Le SAF, qui réclame l'abrogation de la loi Chalandon, voudrait revaloriser les droits de la défense, mis à mal dans un système inquisitoire qui fait la part trop belle à l'accusation. Au cours de leurs débats, les participants, divisés sur l'intérêt de mettre en place un système anglo-saxon (procédure accusatoire), n'ont pas ménagé leurs critiques à l'égard des magistrats instructeurs, « super-flics » et « grands pourvoyeurs *de mandats de dépôt* ».

MARSEILLE
de notre envoyée spéciale

Que la réforme Chalandon n'ait pas la faveur des membres du SAF n'est pas une surprise. Comme toutes les organisations représentant les professions judiciaires, le SAF avait déjà fait connaître son hostilité à ce texte qui, s'il devait entrer en vigueur en 1989, ferait dépendre le placement initial en détention d'une chambre composée de trois membres, le juge d'instruction chargé de l'affaire en étant exclu.

Après avoir soutenu la réforme Badinter, qui prévoyait d'instaurer une véritable collégialité de l'instruction, ces avocats de gauche n'ont pas été convaincus par l'actuel garde des sceaux lorsqu'il a justifié son texte par le souci de faire baisser le nombre des détenus provisoires alors que, dans le même temps, un effort sans précédent était consacré à la construction de quinze mille places de prison. Persuadés que la réforme de M. Chalandon – faute de moyens et grâce à un changement politique qu'ils appellent de leur vœu – ne sera pas appliquée, les membres du SAF ont donc tenté de faire des contre-propositions. Mais ils sont loin d'être unanimes.

Faut-il prôner un système à l'anglo-saxonne, comme le fait M[e] Daniel Soulez-Larivière, dans lequel la procédure accusatoire remplace la procédure inquisitoire, chère au droit français ? Faut-il concentrer sa réflexion sur le renforcement des pouvoirs de la défense tout en restant dans le cadre d'un système *« qui a sa souche dans le système ecclésiastique moyenâgeux »*, comme le rappelait M[e] Henri Leclerc ? Faut-il soutenir une forme de collégialité ou celle-ci n'est-elle qu'un alibi ? De tout cela, les avocats du SAF ont débattu, mettant au jour des divergences profondes, bien tranchées dans les exposés de M[es] Alain Molla, du barreau d'Aix-en-Provence, et Frank Natali, du barreau d'Evry. Le premier refuse de *« démembrer »* le juge d'instruction en lui retirant le pouvoir d'incarcération ; le second, au contraire, souhaite la création d'un juge contrôle de l'instruction et n'accepte pas que le juge d'instruction soit à la fois juge et enquêteur.

Faute de dégager une position tout à fait claire, le SAF a tenu à faire des propositions qui, au-delà de l'abrogation *de la loi Chalandon*, visent toutes à renforcer les droits de la défense : présence de l'avocat lors de la présentation au parquet avant l'audience de première comparution devant le juge d'instruction, communication et copie gratuite du dossier à tout moment de la procédure, droit d'investigation reconnu à la défense tel celui de rencontrer des témoins et de demander des expertises, modification des délais de détention provisoire et fixation d'un délai maximal sans possibilité de prolongation à titre exceptionnel, modification des critères de mise en détention et, notamment celui de trouble à l'ordre public, notion extensible et floue...

Le SAF est encore favorable à une levée totale du secret de l'instruction et demande la suppression de la détention provisoire des mineurs de dix-huit ans, même en matière criminelle. Quant à la collégialité proposée, elle ressemble fort à celle qu'avait définie M. Robert Badinter et serait chargée de tout le contentieux de la détention, mais siégerait en audience publique, de même que la chambre d'accusation.

Agressifs à l'égard des juges d'instruction, qu'ils transforment un peu vite en boucs émissaires, souvent provocateurs dans leurs propositions, les avocats du SAF ont aussi montré leur désarroi face à une machine judiciaire qui, de 1981 à 1988, a fait passer le nombre de détenus de 41 000 à plus de 52 000, mettant ainsi en évidence la fragilité de leur propre rôle.

AGATHE LOGEART.

(1) Le SAF compte 1 200 adhérents sur les 7 000 avocats français et a recueilli un peu moins d'un tiers des suffrages aux dernières élections professionnelles.

DÉFENSE

Le programme S-4 d'un nouveau missile stratégique est officiellement lancé

Le ministère de la défense vient de notifier à la société Aérospatiale le contrat de développement du nouveau missile nucléaire stratégique S-4. M. Henri Martre, président-directeur général de l'Aérospatiale, l'a annoncé lundi 2 mai, à Paris, en indiquant que sa société avait reçu notification du contrat il y a environ un mois.

En signant ce contrat, qui définit la première phase du développement du S-4, le ministre de la défense exécute une décision prévue par le budget de 1988. Cette initiative marque l'engagement d'un nouveau programme nucléaire important qui vise à moderniser la génération des armes nucléaires du plateau d'Albion, en Haute-Provence.

Le programme S-4 d'un missile léger (environ 9 tonnes de masse) et capable de distances continentales en Europe avec des têtes explosives multiples avait fait l'objet d'un différent entre le chef de l'Etat et le premier ministre. Le premier entend implanter le S-4 dans les silos des missiles S-3 actuels en Haute-Provence ; le second, ainsi que son ministre de la défense, préconise de rendre le S-4 le plus mobile possible pour garantir son invulnérabilité à des coups directs adverses sur le sol national.

Selon des informations recueillies auprès de la direction de l'Aérospatiale, le contrat de développement ne préjuge pas du mode de déploiement opérationnel du nouveau missile. Le S-4, en effet, devrait être prêt pour 1996 et, dans ces conditions, les modalités opérationnelles d'un tel programme, dont le coût global est évalué à 30 milliards de francs, pourront être déterminées ultérieurement.

RELIGIONS

● **Naples : saint Janvier était en retard.** – Le miracle de Saint-Janvier, dont le sang conservé en relique à Naples se liquéfie chaque année le samedi précédant le 1[er] mai, a eu lieu cette fois le lundi 2 mai, soit avec quarante-huit heures de retard (*le Monde* du 3 mai). Bien qu'il n'ait jamais été possible d'attribuer à saint Janvier telle ou telle catastrophe, Naples identifie toujours les caprices de son saint préféré à l'imminence d'un grand malheur.

Culture

THÉATRE

La deuxième Nuit des molières, au Châtelet

Honneurs aux grands servants

Edwige Feuillère et Jeanne Moreau, François Périer et Laurent Terzieff. Honneurs aux grands donc lors de la deuxième Nuit des molières.

Si certains, dont nous sommes, s'inquiétaient de l'utilité de cette deuxième édition de la Nuit des molières, le spectacle d'une salle rassemblant deux mille professionnels du théâtre français saluant, debout, Edwige Feuillère, présidente d'un soir, François Périer, récompensé pour l'ensemble d'une carrière fertile en rôles d'importance, ovationnant Laurent Terzieff, Zizi Jeanmaire et labru pour son *Hurluberlu* sous la forme d'un hommage à Jean Anouilh sauvé de l'inacceptable par Suzanne Flon et Bernard Blier. On en arrive à souhaiter que, pour le prochain rendez-vous, on confie à d'autres – et peut-être même ailleurs, – le soin d'organiser cette soirée. Changeons chaque année de théâtre, changeons chaque année de metteur en scène, la diversité des salles parisiennes le permet !

Seuls deux spectacles ont lors de cette cérémonie réussit le doublé, quoiqu'à des degrés très différents : *Ce que voit Fox*, meilleur spectacle de l'année sur une scène privée, qui a valu à Laurent Terzieff le molière du meilleur metteur en scène, et *George Dandin*, distingué pour ses décors et ses costumes (Ezio Frigerio et Jacques Schmidt). Ces deux spectacles sont d'ailleurs toujours à l'affiche : *Ce que voit Fox*, de James Saunders, au Théâtre La Bruyère à Paris, et *George Dandin*, mis en scène par Roger Planchon autour de Claude Brasseur, ces jours-ci à Grenoble avant Le Havre, Brest et Berlin.

La récompense la plus juste et la plus surprenante à la fois est allée à Jeanne Moreau, pour son rôle dans *le Récit de la servante Zerline*, mis en scène par Klaus-Michael Grüber. La plus juste car le monde entier a reçu et applaudi ce spectacle ; la plus surprenante car Jeanne Moreau avait déjà été nommée l'an passé pour le même rôle sans susciter l'engouement de ses pairs. Injustice heureusement effacée. Jacques Dufilho, meilleur acteur de l'année pour son rôle dans *Je ne suis pas Rappaport*, d'Herb Gardner, à l'affiche du Théâtre de l'Œuvre.

Hommage aussi aux auteurs du siècle : Bernanos, qui vaut à Thierry Fortineau un molière de la révélation théâtrale de l'année pour *le Journal d'un curé de campagne*, bientôt repris à Paris, et à Catherine Salviat celui de la meilleure comédienne dans un second rôle pour *le Dialogue des carmélites* ; Claudel, qui voit son immense *Soulier de satin*, mis en scène par Antoine Vitez autour de Robin Renucci et Ludmila Mikaël, élu meilleur spectacle de l'année sur une scène publique.

Les mille six cent soixante professionnels qui ont pris part au vote cette année (ils étaient deux mille l'an passé) ont fait une fois encore la part belle aux productions du théâtre public – neuf récompenses contre six à celles du théâtre privé – et ont boudé les « grosses machines » des scènes commerciales : *la Double Inconstance*, de Marivaux, mis en scène par Bernard Murat autour de Daniel Auteuil, *les Cahiers tango*, de Françoise Dorin, mis en scène par Andréas Voutsinas, *la Métamorphose*, d'après Kafka, mis en scène par Steven Berkoff autour de Roman Polanski, ou *l'Affaire du courrier de Lyon*, mis en scène par Robert Hossein, tous nommés une ou plusieurs fois, n'ont pas été récompensés.

Certains entrepreneurs de spectacles devront méditer la leçon : les hommes et femmes de théâtre préfèrent à l'argent facile le risque de la création dramatique authentique même s'ils savent, comme l'a dit avec tant de cœur Laurent Terzieff, que le théâtre n'est riche que de sa diversité et de sa pluralité.

OLIVIER SCHMITT.



MARC ENGUERAND

De gauche à droite : Georges Cravenne, Antoine Vitez, Marcel Maréchal, Jacques Dufilho, Jeanne Moreau et Loleh Bellon

ARTS

A Lille

Les peintres à la mairie

Révolution à l'hôtel de ville de Lille : cinq peintres actuels ont décoré salons et escalier. Le résultat est singulier.

Jusqu'à présent, la mairie de Lille, colossal bâtiment mi-art déco, mi-néoclassique inauguré en 1929, se distinguait par sa majesté plus que par son élégance. Son auteur, l'architecte Emile Dubuisson, l'avait voulu immense et traversé de corridors larges comme des tunnels de chemin de fer, et aussi sombres qu'eux. Mais cet excellent homme ne s'était guère soucié du décor, exception faite de quelques ferroneries à volutes et de rares statues néo-romanes en béton.

Résultat un demi-siècle plus tard : des couloirs badigeonnés en jaune beurre rance et parsemés des effigies des édiles locaux, à dominante chocolat, et des salles où triomphent velours moirés et lustres byzantino-hollandais. Un effort d'amélioration était nécessaire, assurément, effort que la bonne habitude prise depuis cinq ans de réserver 1 % du budget municipal aux arts a aidé à accomplir.

Cinq artistes ont été conviés à travailler dans, et sur, les murs de l'hôtel de ville : Erro dans la salle des conseils municipaux, Klasen et Dado dans des vestibules de dimensions respectables, Messagier et Kijno dans le grand escalier. Tous se sont mesurés à une architecture peu accueillante, à des espaces brisés par des colonnes et à des surfaces à contours courbes. L'un d'eux, Dado, n'a pas joué le jeu : il a accroché deux toiles sur une paroi, voilà tout. Klasen l'a joué, mais à demi : il a garni de toiles juxtaposées bord à bord la totalité des murs dont il disposait, de manière à constituer une sorte de frise. Ses motifs favoris s'y retrouvent, de la bâche de camion au silb de produit chimique, sans que l'exercice ait modifié ou renouvelé son inspiration et son style.

Les trois autres ont pris plus de risques. Erro, fidèle à sa stratégie de l'encombrement maximal de l'image, a conçu une énorme bande dessinée rutilante qui entend raconter l'histoire de Lille. Citations et collages forment une rapsodie pas toujours compréhensible, mais d'une énergie peu douteuse. Par endroits, allusions et portraits se reconnaissent plus aisément, de Philippe le Bon à Pierre Mauroy en passant par Napoléon Ier et Charles de Gaulle, sans que l'on sache cependant pourquoi Erro a introduit Frankenstein dans son panorama de la ville au dix-septième siècle. On espère que les conseillers municipaux auront assez de sérieux pour ne pas se laisser distraire de leurs délibérations par ces comics en délire. Mais l'idée est bonne, et pourrait servir ailleurs.

Messagier et Kijno ont souhaité réunir leurs œuvres tout au long de l'escalier d'honneur. Il est dommage que les efforts décoratifs du premier, qui a pris en compte les exigences de l'endroit, souffrent du voisinage des toiles du second, démesurées et, pour tout dire, bien peu séduisantes. On peut mesurer là la difficulté de l'entreprise, qui exige des artistes le respect du bâtiment. Traité comme un simple support, celui-ci rejette la toile dont on le déguise. Il reste que l'on doit se réjouir de voir une mairie et un maire permettre aux peintres contemporains de s'essayer enfin et de nouveau à la peinture décorative.

A force d'aménagements, les Lillois auront peut-être un jour une belle mairie. Ils auront en tout cas un beau musée. Le Palais des beaux-arts, tombé dans une décrépitude honteuse ces dernières années, est promis à la restauration et à l'embellissement. Lille, ayant obtenu de conserver vingt-six de ces plans-reliefs qui ont suscité ces dernières années une bataille homérique, a obtenu de conserver aussi la subvention de 37 millions qui devait servir à améliorer leur présentation. Ces 37 millions de Paris plus les millions de la ville et de la région feront au total les 90 millions nécessaires aux travaux. Ceux-ci devraient, en principe, s'achever à la fin de 1992. On pourra de nouveau admirer convenablement Rubens et Goya. C'est un miracle.

Ph. D.

VENTES

Van Gogh toujours !

Encore un ! Après *les Tournesols*, *le Pont de Trinquetaille*, et *les Iris*, voici le *Portrait d'Adeline Ravoux*, de Van Gogh. Il sera mis en vente le 11 mai prochain à New-York. Exécuté un mois avant la mort du peintre, il représente une jeune fille de profil, aux contours nets rehaussés par des touches épaisses de couleurs vives.

Dans ses Mémoires, Adeline Ravoux se souvient : « *Habillée de bleu, j'étais assise sur une chaise. Un ruban bleu retenait mes cheveux en arrière, et parce que j'avais les yeux bleus, il utilisa le bleu pour le fond du portrait. Cela devint une symphonie de bleu.* »

Adeline décrit le peintre comme un homme de bonne taille, aux épaules légèrement inclinées vers son oreille mutilée. « *Il avait un regard doux, tranquille et intelligent, mais il n'était pas très sociable. Il ne se mêlait jamais aux clients du café. Nous l'appelions familièrement Monsieur Vincent.* » Durant les deux derniers mois de sa vie, Van Gogh, rongé par l'angoisse de nouvelles crises de démence, sera saisi d'une rage de peindre. Il exécutera pendant cette courte période plus de soixante-dix toiles.

Van Gogh mettra un terme à ses peurs en tentant de se suicider le 27 juillet 1890, dans un champ de blé aux alentours d'Auvers-sur-Oise. Mourant, il se traînera pourtant jusqu'à l'auberge Ravoux, où il sera veillé par Adeline et son père. Il s'éteindra deux jours plus tard en présence de son frère Théo, à qui il avait dédié une des trois variantes du portrait d'Adeline. A l'heure actuelle, une version se trouve au Musée d'art de Cleveland aux Etats-Unis, l'autre dans une collection privée en Suisse.

Estimée à plus de 15 millions de dollars, soit près de 90 millions de francs, cette toile pourrait bien battre les trois records absolus de ventes aux enchères détenus par l'artiste. Belle revanche pour ce peintre qui, de son vivant, n'avait vendu qu'une seule toile.

ALICE SEDAR.

★ Vente : le 11 mai à New-York chez Christie's.

● **Les affiches de mai 68.** – Franc succès pour la vente d'affiches (le 27 avril 1988) sur les événements de mai 68 qui ont été en majorité vendues à des collectionneurs et galeries françaises, les musées français ne préemptant aucune des affiches. L'affiche la plus chère a été le *Retour à la normale*, illustrant un troupeau de moutons pour 2 200 F. *L'ordre règne* a trouvé acquéreur pour 850 F. Quant aux trois pavés garantis d'origine, ils sont partis pour 220 F pièce ! Les affiches de l'après-68, ont en revanche, été délaissées.

● **Le cinéma Accatone** (20, rue Cujas, 75005 Paris) présente, le mardi 3 mai à 20 heures, un film polonais inédit en France : *Illumination*, de Krzystof Zanussi, Grand Prix (Léopard d'or), Prix de la FIPRESCI et Prix du jury œcuménique au Festival de Locarno 1973. La projection sera suivie d'une rencontre avec le réalisateur.

COULISSES

Autocélébration de Vasarely

Victor Vasarely, l'un des représentants les plus connus de l'art cinétique, vient d'annoncer l'ouverture prochaine à Paris – du côté de Bercy – d'un musée consacré à son œuvre. Il devra accueillir quelque cent cinquante œuvres, a précisé l'artiste aujourd'hui âgé de quatre-vingts ans. Ce sera la cinquième institution culturelle que Vasarely consacre à ses propres travaux. Deux fonctionnent dans son pays natal, la Hongrie, et deux autres sont ouverts à Gordes et à Aix-en-Provence.

Vente du vrai-faux Renoir

Un *Nu au coussin vert* signé Renoir a été vendu mercredi 27 avril à un habitant du Nord (qui souhaite garder l'anonymat) pour une somme qui dépasserait les 10 millions de francs.

L'authenticité du tableau, qui avait été fortement mise en doute par certains spécialistes, n'a cependant pas été certifiée. François Daulte, l'expert le plus connu en la matière, avait émis les « *plus sérieuses réserves* » sur l'identité de son auteur, estimant qu'« *il ne ressemblait en rien* » à l'œuvre de Renoir. Bien que le mystère subsiste, l'ancienne propriétaire du tableau, une Roubaisienne de soixante-dix ans, qui souhaitait mettre un terme à cette controverse, utilisera le bénéfice de cette transaction pour rénover un couvent des Petites Sœurs des pauvres en Bretagne.

EXPOSITIONS

Au Musée Guimet

L'envers du japonisme

L'art japonais a influencé l'Occident au dix-neuvième siècle. Mais l'Occident n'avait-il pas d'abord influencé le Japon ? Une exposition remarquable pose la question.

Toutes les histoires de l'art le disent : l'ouverture du Japon aux Occidentaux à la fin des années 1850 et l'instauration de l'ère du Meiji en 1868 a eu pour plus directe conséquence la vogue de l'art nippon en Europe, la diffusion des estampes et donc le japonisme de Manet, de Degas, de leurs contemporains et de leurs disciples. Le fait est trop évident pour souffrir contestation – et l'on admet donc que les peintres et les graphistes européens ont été bouleversés par la découverte de peintures et de graphismes absolument nouveaux et absolument étrangers.

Etaient-ils si radicalement étrangers ? On ferait volontiersl'économie de ce doute troublant, si une exposition discrètement paradoxale ne démontrait que l'on aurait grand tort de tenir les estampes de l'empire du Soleil-Levant pour les purs produits d'une technique purement autochtone. Qu'il n'en soit plus ainsi dès 1853, c'est-à-dire dès l'arrivée des « bateaux noirs » du commodore Perry, la chose est claire. Marchandises et vaisseaux américains, britanniques, hollandais et français envahissent Nagasaki et Yokohama. Quelques marchands créent comptoirs et entrepôts. Avec les denrées pénètrent les images occidentales, illustrations de journaux ou gravures, et avec elles de nouveaux sujets et d'autres manières. Ce que l'on appelle « estampes de Yokohama » regroupe une quantité inattendue d'œuvres exécutées en partie à la japonaise, en partie à l'occidentale, et d'après des motifs d'importation. D'habiles artisans imaginent *le Port de Londres en Angleterre* et *Paris capitale de la France*, laquelle capitale a l'apparence d'un port de mer orné de coupoles ottomanes.

Quelques lieux communs se répandent. Toute vision de l'Amérique doit inclure un ou plusieurs dirigeables décorés de drapeaux, alors que les vues de Londres s'enrichissent de silhouettes de bateaux de ligne du plus beau style dix-huitième. Peut-être Yoshitora et Hiroshige II – petit-fils par alliance du grand Hiroshige – n'ont-ils alors pour modèles que des estampes datant du siècle précédent, qu'ils copient avec une admirable docilité tout en les rehaussant de couleurs vives que l'on croirait plus « authentiques » et qui sont obtenues grâce aux mélanges à base d'aniline importés d'Occident. Ces mixtes de styles et de cultures sont plus singuliers que séduisants, et plus proches de l'imagerie d'Epinal que d'Hokusai.

Passée la période d'adaptation, le Meiji et la volonté de glorifier le grand Japon renaissant aidant, la décadence se précipite. L'estampe est ravalée au rang de la planche en couleurs du *Petit Parisien* ou de *l'Illustration*. A l'occasion de la guerre sino-japonaise de 1894-1895, la mode s'impose des vues d'actualité – actualité de propagande – aux tons éteints et au dessin de plus en plus académique. Les Neuville et Detaille d'Edo se nomment Toshikata ou Kiyochika et ils ont le pinceau tout aussi patriotique et ennuyeux que leurs frères d'Europe. Cette modernisation des arts sert à exalter l'autre modernisation, celle de l'armée réorganisée sur le modèle prussien qui triomphe aisément des Chinois archaïques avant d'infliger dix ans après un déshonneur mémorable à la Sainte Russie. On reste navré, et presque honteux, d'une dégradation si cruelle et si délibérée de l'estampe traditionnelle chère aux japonisants parisiens.

Couleurs plates et fortes

Ceux-ci ne soupçonnaient pas que leur paradis de couleurs plates et fortes dépérissait. Ils soupçonnaient encore moins que les œuvres qu'ils admiraient le plus devaient à l'Europe un peu de leur force. Dans une première partie de l'exposition, la plus captivante mais aussi la plus brève, ont été accrochées quelques estampes dites « en perspective ». Celles de Toyoharu, initiateur de cette méthode au dix-huitième siècle, doivent leur géométrie précise aux exemples hollandais diffusés depuis l'îlot artificiel de Dejima, face à Nagasaki, seul point de contact alors autorisé par le shogun.

En 1774, un ouvrage d'anatomie hollandais fut traduit et publié. Quelques livres circulaient, et donc quelques images. Toyoharu les a imitées ; il a même figuré le Grand Canal de Venise d'après une *veduta* italienne – et il a ensuite transmis sa dextérité à Hokusai ou à Hiroshige : aux grands Japonais du siècle suivant. Telle admirable estampe nocturne de Kuniyoshi des années 1850 préfigure assurément le nabisme de Bonnard. Mais Kuniyoshi possédait plusieurs centaines d'œuvres de style occidental, principalement tirées de journaux illustrés... Faudrait-il réécrire aussi l'histoire du japonisme ?

PHILIPPE DAGEN.

★ Musée Guimet, 6, place d'Iéna, jusqu'au 25 juillet.

Kyoto aux Galeries

S'isolant pour quelques instants du brouhaha du grand magasin parisien, huit à dix mille personnes visitent chaque jour le « musée de Kyoto » installé, jusqu'au 14 mai, au quatrième étage des Galeries Lafayette.

Ambiance assourdie, lumières filtrées, voici chaque fois, dûment commentés par le profane, quelques chefs-d'œuvre tirés des collections publiques et privées de l'ancienne capitale impériale japonaise. Vêtements d'apparat, habits de cour, vases et poupées, services à thé et éventails, sans oublier, surtout, une série remarquable de paravents peints, longs panoramiques où s'inscrivent en miniature les mille détails de la vie quotidienne.

Cette exposition préparée et patronnée par les autorités municipales et les responsables commerciaux des deux pays n'est que le point d'orgue de la vaste opération de promotion lancée par les Galeries. Durant cinq semaines elles auront mis leurs magasins parisiens – ce sera bientôt le tour des succursales provinciales – à l'heure du Japon. Un Japon présent à tous les rayons – c'est une première – et sous tous ses aspects, les plus traditionalistes comme les plus modernistes.

Tout le monde sait aujourd'hui que ce qui fait l'originalité et, sans doute, explique le succès de ce pays, c'est cette coexistence sans heurt, sensible jusque dans les démarches les plus quotidiennes, d'un mode de vie ancestral et d'une pratique économique et technique d'avant-garde. On en aura, boulevard Haussmann, des illustrations si l'on peut dire à tous les étages. Dans la mode par exemple, qu'elle s'intéresse au prêt-à-porter – Kenzo est là en force – à la lingerie, aux accessoires, à l'ameublement, aux arts de la table... Les designers japonais ont su – allongeant ou ramassant les formes, jouant sur le noir dans tous ses tons – créer un style perceptible, jusque dans les objets les plus usuels : vaisselles, meubles, stylos ou cahiers d'écolier. On trouvera aux Galeries les objets d'art les plus originaux et... les plus chers mais aussi de quoi rajeunir à moindre prix sa batterie de cuisine.

C'est au sous-sol enfin que sont présentées quelques illustrations de ces technologies de pointe dans lesquelles excellent les ingénieurs de l'archipel : l'audio-visuel, bien sûr, la robotique, mais aussi moins connue la céramique, ce nouveau matériau dont l'utilisation entraîne déjà dans plusieurs domaines une véritable révolution industrielle.

Les Japonais nous connaissent beaucoup mieux que nous ne les connaissons. Ils nous enverront cette année 500 000 touristes alors qu'ils n'accueilleront guère plus de 25 000 de nos compatriotes. Une initiative comme celle des Galeries permet de combler une partie au moins de ce déficit de curiosité.

J.-F. S.

Le mathématicien français Alexandre Grothendieck refuse le prix Crafoord

Les dérives de la « science officielle »

Le programme S-4 : un nouveau missile stratégique est officiellement lancé

RELIGIONS

Culture

DANSE

« Dark », de Carolyn Carlson

Pour préparer ce ballet, nous dit-on, Carolyn Carlson a lu pendant des mois la Bible, les prophéties de Merlin, les poésies mystiques d'Emerson, de William Blake... Que de grandes sources pour une si petite rivière ! Rivière est encore beaucoup dire : une eau stagnante plutôt, tant les choses se déroulent au ralenti, se répètent à l'infini.

Le sol est recouvert d'une herbe grise, désolée. Une femme est couchée sur un lit à colonnes. S'assied. Un curé tire les draps de lamé or, se *couche. Surgit une autre femme en* robe longue sans manches ; non, c'est un barbu. Il se dispute avec le curé. Apparaissent peu à peu *d'autres personnages, des femmes en* robe longue, des êtres indéterminés en longues redingotes noires. Tous sont échevelés. Bruyante musique de *piano « live » déformée plus ou* moins par console électronique. Le lit s'élève dans les airs. Tiens ! l'une des hirsutes est Carolyn soi-même, on la reconnaît dans la pénombre à sa petite tête de mort et à son corps interminable, bien que dissimulé par un vilain costume.

On est pris d'espoir : va-t-elle danser, ce qu'elle fait si bien ? Non. Comme les autres, elle ne fera que gesticuler des bras, secouer violemment la tête, errer, courir, être prise de convulsions ou de coliques. Entre deux paroxysmes, le piano se tait : inévitables grillons. Au bout d'une heure et quarante-cinq minutes, le barbu plante une épée *dans le sol*, de la fumée jaillit. L'onirisme surréaliste de Carlson fait long feu, depuis tant d'années. Un des spectacles les plus ennuyeux *de la saison. Gros* succès.

S. de N.

★ Théâtre de la Ville, jusqu'au 14 mai.

The Dance Theatre of Harlem. – Fondée en 1969 par Arthur Mitchell, brillant soliste du New York *City Ballet de Balanchine, une com*pagnie de niveau très honnête, exclusivement composée de danseurs noirs. Elle présentera des œuvres de chorégraphes américains : *Troy Game*, de Robert North, *Toccata e due canzoni*, de John McFall, *Concerto en fa*, de Billy Wilson et *Footprints dressed in Red*, de Garth Fagan.

★ TMP Châtelet, du 3 mai au 8 mai, 42-33-44-44.

Ballet Karol Armitage. – L'incandescente « punk ballerina » propose deux nouvelles pièces : *Duck Dance, Crucifixus, Oh my God* et *Kammerdisco*, à côté d'une pièce célèbre, *Last Gone Dance*.

★ Nouveau Théâtre d'Angers, 5 et 6 mai, 41-87-80-80.

Ecole de danse de l'Opéra. – Les « rats » de Claude Bessy dans *Conservatoire*, de Bournonville, *le Bal des cadets*, de Lichine et une création de Gigi Caciuleanu, *Sarah les yeux grands ouverts*.

★ Théâtre des Champs-Elysées, 4 mai, 6 mai et 7 mai, 47-20-36-37.

Tanz mit Manner. – De Roxane Huilmand, une jeune chorégraphe allemande qui a travaillé chez Anne Teresa De Keersmacker.

★ Théâtre de la Bastille, 3 mai, 4 mai et 5 mai, 43-57-42-14.

VARIÉTÉS

Kassav au Zénith

Une musique zouc en devenir

En sortant la musique antillaise du Club Med, des kermesses et des bals locaux, Kassav est devenu un groupe écouté dans le monde entier.

Kassav, c'est en Guadeloupe le nom d'un gâteau à base de manioc. C'est aussi, depuis huit ans, le nom du groupe qui a pris la tête d'une vague musicale antillaise submergeant tous les continents.

Kassav a repris en main une musique des îles antillaises françaises mêlant les traditions d'origine africaine et d'origine coloniale, imprégnée de malice populaire, marquée par le sens du transitoire, par une manière libre de prendre la vie. Réussissant une synthèse de biguine, de gros ka (la percussion antillaise) et de funk, l'auteur-compositeur Pierre-Edouard Decimus, le bassiste Georges Decimus et le guitariste Jacob Desvarieux ont fait surgir le zouc, c'est-à-dire une musique métissée de concert, susceptible d'être mieux reçue, mieux comprise par des oreilles non carribéennes.

Remettant au goût du jour des *thèmes traditionnels, faisant revivre* une mémoire collective antillaise plus ou moins perdue, Kassav a produit au début des années 80 un très grand nombre d'albums, ficelés tant bien que mal mais intégrant au fil des réalisations de nouveaux éléments, des musiciens souvent « jazzy », un trio de chanteurs, des danseuses et s'enrichissant de synthétiseurs.

Devenue une solide machine à *rythme offrant un spectacle* haut en couleur, le groupe a commencé à changer les mentalités aux Antilles : singulièrement à faire admettre que la musique n'est pas cantonnée dans less kermesses et dans les bals.

La première vraie rencontre avec le public aura lieu en Haïti en 1984. Depuis, le groupe a connu une étonnante ascension et a fait voyager la belle langue créole, riche d'humour, de poésie et de figures rythmiques, aussi bien en Afrique, en Europe qu'au Japon et même aux Etats-Unis, là où résident des centaines de milliers de Haïtiens venus par vagues successives dans les années 60 et 70.

A Paris, le rendez-vous du Zénith au mois de mai est devenu annuel depuis 1985. La première année, le public était essentiellement antillais. Aujourd'hui, la majorité des spectateurs est composée de Blancs.

Avec l'élargissement de son audience, Kassav a pris conscience de la nécessité d'une plus grande sophistication de sa musique, de celle de travailler plus longtemps en studio, de ne pas jouer seulement sur un climat, une notion de fête, d'aller jusqu'au bout d'une idée musicale. Leur prochain album sera préparé avec la collaboration de Miles Davis tombé amoureux fou de la musique zouc.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Zénith, 20 h 30.

DIGRESSIONS par Bernard Frank

« Deux ans, ça suffit ! »

1 *Les immigrés de l'intérieur*

L'autre jeudi, à 20 h 30 précises, d'une corbeille de la salle Richelieu, j'aurais dû assister au *début de la représentation* de deux pièces de Marivaux, *le Legs* et *le Jeu de l'amour et du hasard*, dans une mise en scène de Jacques Rosny. Je me demande si la Comédie-Française pourra jamais me pardonner d'avoir fait faux bond à ses comtesses, chevaliers et marquis, à ses Lisette, Arlequin, Dorante et Sylvia, au plus subtil parler de la littérature française, pour leur préférer, certes en compagnie de Mme Francine Gomez, de Waterman, de Paul-Loup Sulitzer, qui a pratiquement plus de lecteurs que son candidat n'a obtenu de suffrages, d'Antoine Waechter, qui, en écologiste courtois, but un verre d'eau minérale et grappilla quelques grains de raisin, et de mon confrère en gauche et en Flammarion, le gentil Yves Navarre, le duel Chirac-Mitterrand dans l'un des bureaux que l'œcuménique rédaction du *Journal du dimanche* avait mis à notre disposition pour que nous fassions, si possible, les fous et les drôles.

Quand j'écoutais avec mon recueillement naturel les propos des deux candidats et les *commentaires bruyants qu'ils suscitaient, je* me disais que tous nous aurions pu tirer profit de ce mot du père de Sylvia dans *le Jeu de l'amour et du hasard : « Dans ce monde il faut être un peu trop bon pour l'être assez. »* Nous étions loin du compte ! La veille du premier tour des élections, M. Alain Peyrefitte, qui est le président du comité éditorial du *Figaro*, avait titré *son papier par un sonore et* vengeur : « Sept ans, ça suffit. » Il me semble que le 24 avril la France lui a fait écho, mais à sa manière, par un : « Deux ans, ça suffit ! » Et comme *beaucoup de personnes, je pense que* cet écho se répercutera le 8 mai. Depuis le 24 avril, nous savons que la vraie surprise, ce ne fut pas le pourcentage de voix obtenues par *M. Le Pen, ce serait l'impossible victoire* de M. Chirac. A un ou deux pour cent près dans un sens ou dans un autre, l'on pouvait s'attendre *raisonnablement* aux résultats de *M. Le Pen même s'ils gênaient notre confort.*

Car c'est notre confort de bourgeois éclairés qui est atteint par ce succès du gros vin rouge qui tache. En matière électorale, nous aimons les jardins à la française. *Le libéralisme* de gauche ou de droite, qui supporte assez bien le chômage quand il concerne les autres, l'afflux des immigrés quand il ne salit pas son noble paillasson, bref les odeurs un peu fortes de l'existence, est en état de choc, tourne de l'œil quand l'intrus, l'étranger, fait son apparition aux législatives ou aux présidentielles ! L'anticommunisme « primaire » ne s'effrayait guère, il n'y a pas si longtemps, d'un Parti communiste à 18 % ou 20 %, il en avait l'habitude, le PC faisait partie des meubles. Mais que le FN surgisse sur la place publique, soit en mesure avec ses 14 % de dicter ses conditions aux partis bourgeois, aux partis de l'ordre, et nous claquons des dents !

Beaucoup de Français qui ont voté pour Le Pen l'ont fait en désespoir de cause, pour être *respectés*. Ils voulaient attirer l'attention *sur eux. Quand on n'est pas écouté, quand on* n'arrive pas à dire ce que l'on voudrait dire il ne reste plus qu'à susciter la peur chez ceux qui ont l'air de tout comprendre, de tout admettre. On a parlé du vote des immigrés. *Mais le vote des immigrés, il a eu lieu. Les* électeurs du Front national ont joué, si je puis dire, les nègres, les peaux basanées, dans ces élections. Ce qui est grave, ce n'est pas ce vote, c'est de voir M. Chirac *et son parti se* décomposer, prêts à tout pour sauver leur pauvre face. Jusqu'au 8 mai inclus, je ne me fais pas trop de souci sur la forme et le mental de notre premier ministre. *Tant qu'il s'agite*, tant qu'il va d'un meeting à l'autre, M. Chirac est hors de danger, le cirque est son élément. M. Pasqua, qui est un peu le Vautrin de ce Rubempré de cinquante-six ans aux plats cheveux dont il se sent depuis si longtemps le responsable – son échec sera le sien, – voit plus loin. Il se ronge les sangs, ce qui n'est guère dans sa nature, quand il songe à l'après-8 mai, à la décompression fatale qui va s'ensuivre : c'est comme s'il entendait le sifflement d'un pneu crevé qui se dégonfle.

2 *Quand Pasqua perd son gaullisme !*

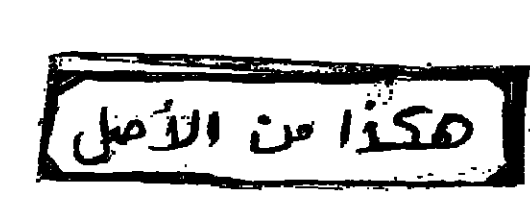
Il faut être simple et se répéter dans le *commentaire. Quelles que soient nos sympathies*, nos détestations, ce qui nous semble bon pour la France, l'Europe, l'économie, nos intérêts privés, ce que le 24 avril nous a *appris, c'est que M. Chirac avec ses 19 %* n'était plus dans la course ou si vous préférez n'était pas spécialement qualifié pour devenir le prochain président de la République élu au *suffrage universel. Le reste, l'écologie, qui ne* se porte pas si mal ; M. Le Pen, qui fait un relatif tabac ; M. Barre, qui aurait eu besoin de quinze jours de plus et que ses amis ne lui *sabotent pas sa campagne ; le PC, qui se* ratatine ; M. Mitterrand, qui a obtenu 34 % des voix, et non pas 36 %, comme l'auraient souhaité ses plus ardents partisans, et non *pas 29 % comme l'auraient voulu ses adver*saires ; les petits partis, qui finalement ont fait les grands ruisseaux, c'est intéressant, ça a suscité, cela suscitera, de judicieuses ana*lyses, cela suscite même les miennes*, mais le seul détail – et l'on sait que je n'aime guère employer ce mot ! – qui compte c'est l'échec « incontournable » du challengeur qui n'a réuni *sur son nom et sa politique* après deux ans de gouvernement, où il s'est vraiment dépensé, que moins d'un Français sur cinq.

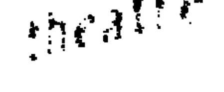
Je comprends qu'à la mi-temps, sonnés par ces résultats, M. Chirac et ses amis en aient perdu leur gaullisme, leur Ve République, et qu'en désespoir de cause ils aient donné leur langue à la IVe, car c'est un langage « IVe République » qu'ils nous tiennent en additionnant fébrilement les voix de M. Le Pen. et celles de M. Barre, des « bons » écologistes et des communistes qui n'auraient pas oublié que c'est sous de Gaulle en 1945 qu'ils sont devenus ministres en France. Ah ! M. Pasqua, comme vous m'avez déçu ! J'y croyais, moi, à votre ferveur gaulliste. Votre vieil étendard, vous ne le ménagez pas, vous le traînez n'importe où. Que la magouille fasse partie du jeu politique, je le conçois, qu'il n'y ait pas de *bons ou mauvais électeurs, c'est exact*, que vous comptiez sur toutes les voix qui passent sinon pour l'emporter du moins pour éviter la fin d'un vieux rêve languissant, c'est normal, mais aviez-vous pour autant besoin de plier le *genou devant le Front national comme* vous l'avez fait ces jours-ci par presse interposée...

La fin justifie les moyens, mais l'échec ? Je m'étais moqué ici même de cette publicité où l'on voyait le pauvre amiral faire voter son père pour Chirac. Ce n'était qu'un début, je vois. Puisque Le Pen est déjà au mieux avec Jeanne d'Arc, pourquoi dans la foulée *le Figaro-Magazine*, qui, faute de pouvoir porter les couleurs du candidat du Front national dont il expose avec nostalgie la photo à la une de sa couverture, en est réduit à soutenir encore Chirac, n'affirmerait-il pas que de Gaulle aurait voté pour Le Pen ? Après tout, comme on disait dans nos milieux en 1936 et en 1940, plutôt Le Pen que Mitterrand ! Comme les choses ont été vite dans cette campagne que chacun prédisait terne. Dans l'échec, Chirac s'est replié sur Le Pen conduisant son camp, dont il avait *pris* étourdiment la tête, à une défaite presque certaine. Mitterrand, s'il remporte une ultime victoire, aura le bonheur d'incarner plus *que* sa personne, plus *que sa cause – je m'arrêterai là pour éviter* les effets de manche, – autrement dit, il se retrouvera dans cette situation rêvée par tous les hommes d'Etat et où pourtant plus rien ne *leur est pardonné !*

3 *Autour d'un prix*

Le prix Jean Freustié a été décerné la semaine *dernière* à Angelo Rinaldi pour son roman *les Roses de Pline* (Gallimard, 88 francs) dans l'un des salons du Prince de Galles. En couronnant ce livre de qualité qui avait *depuis huit mois* échappé à la sagacité des autres prix, le jury, dont je suis l'un des onze membres, avait voulu avant tout se faire plaisir. Le lauréat risque, en effet, de refuser sa couronne ou de la juger indigne de sa renommée, le public de ne pas faire attention à cette petite cérémonie, il est donc important que le jury soit content de son choix. Il me semble que les grands prix (Goncourt, Femina, Renaudot, Interallié, etc.) n'ont plus de ces préoccupations. Ils se disent à juste titre que les écrivains qu'ils ont primés sont forcément contents puisqu'ils se vendent, que les lecteurs ne le sont pas moins puisque, bon an mal an, ils achètent la marchandise proposée, que la presse (et la télévision) y trouve son compte puisqu'elle commente leurs choix, alors ces grands jurys devant une réussite qui les dépasse ont cessé depuis longtemps de se demander s'ils auraient *vraiment envie de lire* ce qu'ils donnent en pâture aux autres. Je crois que pour couronner un livre qui ait quelque intérêt, un jury ne doit tenir aucun compte des objections *qu'il se fait au nom du bon* sens. Par exemple si l'auteur en est à son coup d'essai et que son premier livre a le malheur d'être bon, aussitôt la majorité du jury s'écriera : *« On ne peut pas couronner l'œuvrette d'un débutant. Il y a des jurys pour ça. Il faut attendre que le grain lève. »* Effectivement, on couronnera notre auteur à son septième ouvrage quand la mécanique aura limé le talent. J'ai des dizaines d'exemples de cette eau à vous servir.





Spectacles

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX

LECTURES DE LETTRES D'AMOUR. Café de la danse (43-57-05-35), 18 h 30.
LES VOISINS. Th. du Marais (42-78-03-53), 21 h.
A MONSIEUR O. Café de la danse (43-57-05-35), 22 h.
L'ASTRONOME. Th. de l'Arlequin (45-89-43-22), 20 h 30.
MON HERBERT. Petit Odéon (43-25-70-32), 18 h.
QUE LA LUMIÈRE FUT. Th. du Ranelagh (42-88-64-44), 20 h 30.
LA VIE D'ANDRE COLIN. Th. Grévin (42-46-84-47), 21 h.
LE CUISCUIS. Berry (43-57-51-55), 22 h 15.
ANGEL CITY. Th. Mario-Stuart (45-08-17-80).
ALICE CARROLL (d'après A travers le miroir. Bobigny. Maison de la culture (48-31-11-45), 20 h 30.
LE MERLE BLANC. Th. des Déchargeurs (42-36-00-02), 19 h.

Les autres salles

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). Les Cahiers tango : 20 h 30.
ARLEQUIN (RESTAURANT-THÉATRE) (45-89-43-22). ◇ L'Astronome : 20 h 30.
ARTS-HÉBERTOT (43-87-23-23). Le Malade imaginaire : 21 h.
ATELIER (46-06-49-24). La Double Inconstance : 21 h.
ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle C. Bérard. ◇ C'est quoi l'écriture ? (Conversations d'artistes) : 20 h. Salle Louis Jouvet. ◇ Succubation d'incube (Conversations d'artistes) : 20 h. ◇ A la recherche d'une conversation (Conversations d'artistes) : 20 h. ◇ Journal de Janos (Conversations d'artistes) : 20 h.
BERRY (43-57-51-55). Poèmes : 18 h 30. Boris Godounov : 20 h 30. ◇ Le Cuiscuis : 22 h 15.
BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). La petite chatte est morte : 18 h 30. Bacchus : 20 h 30.
CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35). ◇ Lectures de lettres d'amour : 18 h 30. ◇ A Monsieur O : 22 h.
CARTOUCHERIE THÉATRE DE L'AQUARIUM (43-74-72-74). ◇ Les Occupants : 20 h 30.
CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Et vote... la galère !... : 21 h.
CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). Prince des nuées dénué de tout : 20 h 45.
CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). La Galerie. Rip : 20 h 30 et 22 h. La Resserre. Le Délire du serpent : 20 h 30.
COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Reviens dormir à l'Elysée : 21 h.
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire' Folies : 21 h.
COMÉDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. ◇ Le Jeu de l'amour et du hasard Suivi par le Legs : 20 h 30. ◇ Le Legs précédé par le Jeu de l'amour et du hasard : 20 h 30.
DAUNOU (42-61-69-14). Monsieur Masure : 21 h.
DEUX ANES (46-06-10-26). Elysée...moi : 21 h.
EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Les Liaisons dangereuses : 21 h.
ESPACE MARAIS (42-71-10-19). La Mouette : 20 h 30.
ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). Salle I. Oui mais non : 18 h 30. Chat qui peut : 21 h.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Joe Egg : 20 h 45.
GALERIE 55-THE ENGLISH THEATRE OF PARIS (43-26-63-51). You're good man Charlie Brown : 20 h 30.
GRAND HALL MONTORGUEIL (42-96-04-06). Créanciers : 20 h 30.
GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Lettre d'une inconnue : 18 h 45. La Sorcière : 20 h 30.
GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). La Métamorphose : 21 h.
HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. Proust : j'avais toujours quatre ans pour elle : 21 h 30.
LA BASTILLE (43-57-42-14). Combien de nuits faudra-t-il marcher dans la ville : 21 h 15.
LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Ce que voit Fox (Fall) : 21 h.
LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Bien dégagé autour des oreilles, s'il vous plaît : 20 h. Pierre Péchin : 21 h 45.
LES DÉCHARGEURS (42-36-00-02). Spectacle de magie : 21 h.
LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 20 h. Nous, Théo et Vincent Van Gogh : 21 h 15. Théâtre rouge. Veuve martiniquaise cherche catholique chauve : 20 h 15. La Ronde : 21 h 30.
MADELEINE (42-65-07-09). Au bord du lit : 21 h.
MAISON DE LA POÉSIE (42-36-27-53). Hommage à Federico Garcia Lorca Duende : 20 h 30.
MARAIS (42-78-03-53). Les Voisins : 21 h.
MARIE STUART (45-08-17-80). ◇ Angels City : 20 h.
MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). La Menteuse : 21 h.
MICHEL (42-65-35-02). Pyjama pour six : 21 h 15.
MICHODIÈRE (42-66-26-94). Show André Lamy L'Ami public nº1 : 20 h 30.
MONTPARNASSE (43-22-77-74). Le Secret : 21 h.
ODÉON (PETIT) (43-25-70-32). ◇ Mon Herbert : 18 h 30.
ŒUVRE (48-74-42-52). Je ne suis pas Rappaport : 20 h 45.
PALAIS DES GLACES (46-07-49-93). Grande salle. ◇ La Madeleine Proust à Paris : 21 h. Petite salle. J'ai pas le choix, je chante Boby Lapointe : 20 h 30.
PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Judas-Pilate (d'après Figures et Paraboles) : 21 h.
PORTE SAINT-MARTIN (46-07-37-53). La Taupe : 20 h 45.
RANELAGH (42-88-64-44). ◇ Que la lumière fut : 20 h 30.
SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Drôle de couple : 20 h 45.
SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Divas sur canapé : 20 h 30.

Mardi 3 mai

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). Jango Edwards explose au Splendid' : 20 h 30.
THÉATRE DE DIX HEURES (42-64-35-90). Enfin Bénureau : 20 h 30. 22, v'la du fric : 22 h.
THÉATRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80). Père : 20 h 30.
THÉATRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle I. ◇ L'Ecume des jours : 20 h 30.
THÉATRE GRÉVIN (42-46-84-47). ◇ La Vie d'André Colin : 21 h.
THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Grand Foyer. Paroles en voyage : 14 h 30 et 10 h. Théâtre Gémier. Sous les boulingrins bleus : 20 h 30.
THÉATRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande salle. L'Inconvenant : 20 h 30. Petite salle. Les Chaises : 21 h.
THÉATRE RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70). Petite salle. Fièvre romaine : 21 h.
TINTAMARRE (48-87-33-82). Il était temps que j'arrive : 20 h 15. Smaïn : 21 h 30.
TOURTOUR (48-87-82-48). Istanbul Hôtel : 19 h. Les Fourmidiables : 20 h 30.
TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). El Secundo (Bill Baxter) : 20 h 30.
VARIÉTÉS (42-33-09-93). C'est encore mieux l'après-midi : 20 h 30.
ZINGARO (CHAPITEAU CHAUFFÉ) ALEXANDRE-DUMAS (43-71-28-28). Zingaro : 20 h 15.

Les concerts

AUDITORIUM DES HALLES. Hubert du Plessis, 20 h 30, mar. Récital de piano. Œuvres de Beethoven, Rachmaninov.
EGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE (42-23-55-28). A Piacere. 20 h 30, Œuvres de Vivaldi, Mozart, Carulli, Telemann, Haydn, Trulhar, Weber, Schubert.
SALLE GAVEAU (45-63-20-30). Françoise Thinat, Jacques Bernier. 20 h 30, mar. Duo de pianos. Œuvres de Stravinski, Debussy, Ravel, Brahms. Caroline Delaporte, Claire Desert. 18 h 30, mar. Soprano, piano. « Jeunes solistes », dir. A. Louvier. Œuvres de Rachmaninov et Moussorski. Entrée libre.
SALLE PLEYEL (45-63-88-73). Ensemble orchestral de Paris. 20 h 30, mar. Dir. A. Jordan. Ensemble vocal M. Piquemal, Maria Joao Pires (piano). Œuvres de Beethoven, Wagner, Brahms.
THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-36-37). Samuel Ramey-Warren Jones. 20 h 30, mar. Basse, piano. Œuvres de Haendel, Purcell, Schubert, Rossini, Britten, Ravel, Ives.

cinéma

La Cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

Sortilèges (1945), de Christian-Jacque, 16 h ; les étudiants de l'IDHEC présentent : Attention, peinture fraîche, de Laure Dollfus, le Lien, de Thierry Boscheron, No love, no lost, de Pierre Coural, Coupe, de Nicolas Plateau, 19 h ; Acte d'amour, de Patrick Chaize, Orange, d'Adriana Komives, 19 h ; la Cinémathèque de la danse présente, 21 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-35-57)

Relâche.

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-37-29)

Relâche.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (40-26-34-30)

Paris, Mai 68 : Beat Generation : Antoine chante les élucubrations (1966) de A. Brunet, le Beatnik et le Minet (1966) de R. Leenhardt, Masculin-Féminin (1969) de Jean-Luc Godard, 14 h 30 ; 68 vu par Gaumont : Actualités Gaumont, 16 h 30 ; Emancipation : Cocktail Molotov (1979) de Diane Kurys, Comme il faut (1980) de H. Bérard, 18 h 30 ; Flash-Back sur 68 : Que s'est-il passé en mai ? (1968) de J.-P. Savignac, Grands Soirs et Petits Matins (1978) de William Klein, 20 h 30.

Les exclusivités

L'AFFAIRE DU CANON NOIR (Chin., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).
LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).
LES ANNÉES SANDWICHES (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79).
AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-All.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).
LES AVENTURES DE CHATRAN (Jap., v.f.) : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).
BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).
BERNADETTE (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).
BEYROUTH, THE LAST HOME MOVIE (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).
BLANC DE CHINE (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).
LA BOHÈME (Fr., v.o.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94).
BRÈVES RENCONTRES (Sov., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).
BROADCAST NEWS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
CHINA GIRL (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93).
CHOUANS (Fr.) : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).
CORENTIN (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
CRY FREEDOM (Brit., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).
DANCERS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; Pathé Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).
LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43).
LA DERNIÈRE IMPÉRATRICE (Chin., v.o.) : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).
260 CHRONO (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).
ECLAIR DE LUNE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).
ECRIT SUR DU VENT (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).
EMPIRE DU SOLEIL (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).
ENGRENAGES (A., v.o.) : Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).
ETROITE SURVEILLANCE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
FATAL BEAUTY (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Maxevilles, 9e (47-70-72-86) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06).
FRANTIC (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
FRÉQUENCE MEURTRE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).
GANDAHAR (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).
LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).
LE GRAND CHEMIN (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).
HIDDEN (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Maxevilles, 9e (47-70-72-86).
L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).
LIAISON FATALE (*) (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).
LONGUE VIE A LA SIGNORA (It., v.o.) : Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).
MA VIE DE CHIEN (Su., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).
MARAVILLAS (Esp., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).
NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).
PONDICHÉRY JUSTE AVANT L'OUBLI (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).
PRICK UP YOUR EARS (*) (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
PRINCE DES TÉNÈBRES (*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).
PRINCESS BRIDE (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).
RUNNING MAN (*) (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).
SAMMY ET ROSIE S'ENVOIENT EN L'AIR (Brit., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81).
SEPTEMBER (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).
SUR LA ROUTE DE NAIROBI (Brit., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).
TRAQUÉE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
36 FILLETTE (*) (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).
LES TRIBULATIONS DE MON GRAND-PÈRE ANGLAIS... (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).
TWIST AND SHOUT (Dan., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
UN ENFANT DE CALABRE (It.-Fr., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
UN ZOO LA NUIT (*) (Can., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; v.f. : Miramar, 14e (43-20-89-52).
URGENCES (Fr.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).
LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

Les grandes reprises

A BOUT DE SOUFFLE (Fr.) : Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).
L'EMPIRE DES SENS (**) (Fr.-Jap., v.o.) : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25).
JE T'AIME, MOI NON PLUS (**) (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Reflet Médicis Logos, 5e (43-54-42-34) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).
JOY AND JOAN (**) (Fr., v.f.) : Maxevilles, 9e (47-70-72-86).
JUDEX (Fr.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40).
LES LONGS ADIEUX (Sov., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).
MACBETH (Brit., v.o.) : Le Champo, 5e (43-54-51-60).
MADE IN HEAVEN (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).
MOLIÈRE (Fr.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97).
LE PROCÈS (Fr., v.o.) : Reflet Médicis Logos, 5e (43-54-42-34).
RUSTY JAMES (A., v.f.) : Club, 9e ().
SUPERMAN IV (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).
SWEET MOVIE (**) (Fr.-Can., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71).
LA VIE PRIVÉE DE SHERLOCK HOLMES (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

6e FESTIVAL DU FILM ARABE
Films présentés le 3 mai

CLUNY-PALACE (43-54-07-76)

14 h : les Hors-la-loi, de T. Farès ; 16 h 30, Moissons d'acier, de B. Ghaouti ; 19 h, le Mari de ma femme, de N. Mustapha ; 21 h 30, Clôture, film surprise.

LES FILMS NOUVEAUX

ALOUETTE JE TE PLUMERAI. Film français de Pierre Zucca : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79).
ARDIENTE PACIENCIA. Film allemand d'Antonio Skarmeta, v.o. : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).
CHERRY 2000. Film américain de Steve de Jarnatt, v.o. : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).
MASCARA. (*) Film belgo-français de Patrick Conrad, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).
MATADOR. (*) Film espagnol de Pedro Almodovar, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Images, 18e (45-22-47-94).
MES AMOURS DE 68. Film yougoslave de Goran Paskaljevic, v.o. : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Saint-Germain Studio, 5e (46-33-63-20) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
RENDEZ-VOUS AVEC LA MORT. Film américain de Michael Winner, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Saint-Germain Village, 5e (46-33-63-20) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Maxevilles, 9e (47-70-72-86) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).
SHADOWS IN PARADISE. Film finlandais d'Aki Kaurismäki, v.o. : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34).
UNE FEMME EN PÉRIL. Film américain de Peter Yates, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

PARIS EN VISITES

MERCREDI 4 MAI

« Winterhalter », 13 h 30, Petit Palais, avenue Winston-Churchill (Approche de l'art).

« Le Marais, de l'hôtel de Marle à l'hôtel de Soubise par la rue du Parc-Royal », 14 h 30, 68, rue François-Miron (Sauvegarde et mise en valeur du Paris historique.

« Le Palais de Justice en activité », 14 h 30, devant les grilles (Michèle Pohyer).

« Jardins et hôtels de la rue du Cherche-Midi », 14 h 30, métro Vaneau (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du Passé).

« Le musée instrumental » (avec audition et démonstration), 15 heures, 14, rue de Madrid (Paris et son histoire).

« L'hôtel de Lauzun », 14 h 45, métro Pont-Marie (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

Monuments historiques

« L'ancien village de Montmartre », 15 heures, sortie métro Abbesses.

« Les Halles d'hier et d'aujourd'hui : la Bourse du commerce », 15 heures, entrée rue de Viarmes.

« La cour Carrée du Louvre », 15 heures, angle Pont des Arts-quai du Louvre.

CONFÉRENCES

4, rue de Chevreuse, 14 h 30 : « Aspects internationaux de la question israélo-arabe », avec Bahgat Korany, Camille Mansour, Alain Dieckhoff et Ghassan Salame. (Rencontres du CERI.)

17, rue de la Sorbonne (amphithéâtre Descartes), 18 h 15 : « Point de vue d'un astrophysicien : les conditions d'apparition de la vie », par Evry Schatzman. (Mouvement de la responsabilité scientifique.)

30, avenue Corentin-Cariou (salle Jean-Bertin), 18 h 30 : « Myopathe en 88 », avec le professeur J.-C. Kaplan, Claire Hamon, Claudette Eddrei et le professeur M. Fardeau, entrée libre. (Cité des sciences et de l'industrie.)

3, rue Rousselet, 19 heures : « l'Ethiopie chrétienne » (Arcus), Centre Georges-Pompidou (petite salle, 1er sous-sol), 21 heures : Au risque de la jeunesse 68/88 : la jeunesse se lève à l'Est ? », avec Elisabeth D. (reporter à « Actuel »), Maria Mailat, Véronique Soulé, Karol Bartosek, Krzysztof Rutkowski et Armand Sarian. (Entrée libre.)

Radio-Télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 3 mai

TF1

20.40 Cinéma : Poulet au vinaigre. ■■ Film français de Claude Chabrol (1985). Avec Jean Poiret, Stéphane Audran, Michel Bouquet, Caroline Cellier. **22.30 Magazine : Vérités interdites.** De Michel Follin et Anne Hoang. 2. Les traces d'une injustice : l'affaire Philippe Gantois. **23.25 Le Bébête-show** (rediff.). **23.30 Journal. 23.40 La Bourse. 23.45 Magazine : Minuit sport.** Automobile : le *Tour de Corse ; boxe au Madison Square Garden ; triathlon :* le triple Iron Man. **0.45 Documentaire : Haroun Tazieff raconte sa terre.** 7. Haroun Tazieff et les volcans (suite).

A 2

20.35 *Mardi cinéma : Conseil de famille.* ■■ Film français de Costa-Gavras (1986). Avec Johnny Hallyday, Fanny Ardant, Guy Marchand. **22.15 Les jeux de Mardi cinéma.** Présentés par Fabrice. Avec Clémentine Célarié, André Dussolier, Catherine Rouvel : de « Sable et de sang », de Jeanne Labrune ; Stephane Bonnet : « Adieu je t'aime », de Claude-Bernard Aubert. **23.30 Informations : 24 heures sur la 2.**

FR 3

20.30 La dernière séance : Le grand Sam. ■■ Film américain d'Henry Hathaway (1960). Avec John Wayne, Stewart *Granger, Ernie Kovacs.* **22.40** *Dessins animés. Tom et* Jerry ; Tex Avery. **23.00 Journal. 23.30 2e film : Les trois troupiers.** ■■ Film américain de Tay Garnett (1951). Avec Stewart Granger, Walter Pidgeon, David Niven, Robert Newton.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : F/X effet de choc. ■ Film américain de Robert Mandel (1986). Avec Bryan Brown, Brian Dennehy, Diane Venora, Cliff de Young. **22.15 Flash d'informations. 22.20 Cinéma : Cocoon.** ■■ Film américain de Ron *Howard* (1985). Avec Don Ameche, Wilford Brimley, Hume Cronyn (v.o.). **0.10 Cinéma : Ténèbres.** ■ Film italien de Dario Argento (1982). Avec Anthony Franciosa, Daria Nicolodi, John Saxon, Giuliano Gemma. **1.50 Série : Un flic dans la Mafia.**

LA 5

20.30 Cinéma : Outland. ■■ Film américain de Peter Hyams (1981). Avec *Sean Connery*, Peter Boyle, Frances Sternhagen. **22.30 Série : Spenser. 23.20 Mission impossible** (rediff.). **0.00 Journal de minuit. 0.05 Mission impossible** (suite). **0.20 Série : Kojak** (rediff.). **1.25 Série : La grande vallée** (rediff.). **2.35 Le journal de la nuit. 2.40 Série : Les globe-trotters. 3.05 Aria de rêve. 4.05** *Série : Les dossiers de l'agence O.*

M 6

20.00 Série : Les routes du paradis. Les blessures. **20.50 Cinéma : Les suspects.** ■ Film français de Michel Wynn (1974). Avec Paul Meurisse, Michel Bouquet, Mimsy Farmer, Bruno Cremer. **22.35 Série : Hawaï police d'Etat.** La bête. **23.25 Six minutes d'informations. 23.35 Magazine : Club 6.** De Pierre Bouteiller. Avec Marie-Christine Barrault (« Adieu je t'aime »), Georges Berstein, André Lamy, *Caroline Carlson, Joachim Kuhn.* **0.20 Fréquenstar** (rediff.). **1.10 Musique : boulevard des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel science. Dossier : les plus anciens anthropoïdes. *21.30 Spécial présidentielle. Le jury des experts.* **22.40 Nuits magnétiques.** Le cinéma des premiers temps (1re partie). **0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : coda.** Cordes à cris.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 8 avril 1988 au Grand Auditorium) : Le Bourgeois gentilhomme, suite d'orchestre, op. 60, de R. Strauss ; Prélude à l'après-midi d'un faune, de Debussy ; Le baiser de la fée, ballet de Stravinski, par *l'Orchestre national de France, dir. Emil Tchakarov.* **23.07 Club d'archives.** Hommage à Serge Koussevitsky : Symphonie nº 9 en ré majeur avec chœur final sur l'Ode à la joie op. 125 de Beethoven ; Les premiers enregistrements de la musique de Stravinski : Apollon Musagète.

Mercredi 4 mai

TF 1

13.45 Feuilleton : Côte ouest. La chance de sa vie. **14.30 Club Dorothée.** Bioman ; Gigi ; Goldorak ; Les Minipouss ; GI Joe ; Silverhawks ; Jem ; Bioman ; Le top junior ; Le Jacky sean ; Les chevaliers du zodiaque ; Le mot mystérieux. **18.00 Série : Agence tous risques.** Le jugement dernier (1re partie). **18.55 Météo. 19.00 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.30 Jeu : La roue de la fortune. 19.50 Tirage du Tac-O-Tac. 19.52 Le Bébête show. 20.00 Journal et météo. 20.35 Tapis vert et Loto. 20.45 Variétés : Sacrée soirée.** Emission *présentée par Jean-Pierre Foucault.* Sacrés couples : Gérard Rinaldi et Julie Arnold, Jean-Luc Lahaye et Aurélie, Eddie Barclay et Caroline. Variétés : Niagara, Sandra, Kassav', Rick Astley, Maxime Le Forestier, Frédéric Chateau. **22.35 Magazine : Destins.** De Frédéric Mitterrand et Patrick Jeudy. Grace Kelly. **23.35 Magazine : Rapido.** D'Antoine de Caunes. Spécial rire : Les 3 Stooges ; Peter Sellers ; Cheech and Chong ; Franck Flennenlauter ; Eddy Murphy. **0.05 Le Bébête show** (rediff.). **0.10 Journal. 0.20 La Bourse. 0.25 Magazine : Minuit sport.** Tour de Corse ; 24 heures motonautiques de Rouen ; Passeport pulsion ; Expédition TF 1 Annapurna. **1.25 Documentaire : Histoires naturelles.** La balle du chasseur blanc ou la grande chasse au Cameroun.

A 2

13.45 Feuilleton : Jeunes docteurs. 14.35 Récré A 2. Les cosmocats ; Les mystérieuses cités d'or ; La comédie de Récré A 2 ; Cobra ; Au-delà de la peur ; C'est chouette ; Galaxy rangers ; Le masque de fer. **17.20 Série : Au fil des jours.** En route pour le succès. **17.50 Flash d'informations. 17.55 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.** Mais qui est Steed ? *18.35 Jeu : Des chiffres et des lettres.* D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont. **18.55 INC.** Les hausses de loyer. **19.00 Campagne électorale. 19.35 Où est donc cachée la caméra invisible ?** Emission de Jacques Rouland. **20.00 Journal. 20.30 Météo. 20.35 Théâtre : Croque Monsieur.** Pièce de Marcel Mithois, mise en scène de Yannick Andreï. Avec Jacqueline Maillan, Henri Virlojeux, Jacques Jouanneau, Jean-Pierre Delage. *Un grand succès du Boulevard.* **22.15 Magazine : Des sourires et des hommes.** Guide des bonnes manières ; Les négligés de l'histoire : Barbe-Bleue ; Emission littéraire ; Comment séduire l'élu de votre cœur. **23.15 Informations : 24 heures sur la 2.**

FR 3

13.30 Magazine : La vie à pleines dents. Présenté par Eddy K 7. Spécial jeunes. **14.00 Magazine : Une pêche d'enfer.** Le magazine des quinze-vingt-cinq ans. Spécial jeune Europe. **14.30 Feuilleton : La dynastie des Forsyte.** La cuillère d'argent (2e partie). **15.00 Flash d'informations. 15.03 Jeu : On va gagner.** Présenté par Vincent Perrot et Cerise Leclerc. **17.00 Flash d'informations. 17.03 Dessin animé : Inspecteur Gadget. 17.10 Dessin animé : Les Gnomes.** *17.30 Magazine : Astr3nnute.* Le magazine de l'espace, de Jacques Degray et Anne Ray, présenté par Patrice Drevet. **17.55 Magazine : Flash mag.** De Patrice Drevet. **18.00 Feuilleton : Flamingo road.** Défauts en tous genres. **19.00 Le 19-20 de l'information.** De 19.10 à 19.30, actualités régionales. **19.53 Dessin animé : Diplodo.** Conflits de générations. **20.05 Jeux : La classe.** Présentés par Fabrice. ► **20.30 Opéra : Pelléas et Mélisande.** Drame lyrique en cinq actes et treize tableaux, de Maurice Maeterlinck, musique de Claude Debussy, par l'Orchestre et les Chœurs de l'Opéra de Lyon, dirigés par John Eliot Gardiner (diffusé simultanément en stéréo sur France-Musique). **23.05 Quinze minutes Chirac, quinze minutes Mitterrand. 23.35 Journal. 23.55 Musiques, musique.** Le clavier bien tempéré, de Bach, par Pascal Rogé, piano (Prélude et fugue en ré majeur).

CANAL PLUS

14.00 Dessin animé : Victor. 14.10 Série : Un flic dans la Mafia. 15.00 Documentaire : Les allumés du sport. Le triathlon des cimes. **15.30 Série : Sueurs froides.** Présentée par Claude Chabrol. **17.00 Documentaire : Les bâtisseurs à plumes. 17.20 Série : Max Headroom. 17.50 Série : Throb. 18.15 Flash d'informations. 18.16 Dessins animés.** *18.25 Dessin animé : Le piaf. 18.26 Top 30.* Présenté par Marc Toesca. **18.55 Starquizz.** Présenté par Alexandra Kazan. Invités : Jean-Marie Proslier, Nadine de Boist, Michel Delpech. **19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.** Présenté par Philippe Gildas et les Nuls. **20.35 Bandes annonces cinéma dans les salles. 21.00 Cinéma : Le moustachu.** □ Film français de Dominique Chaussois (1986). Avec Jean Rochefort, Grace de Capitani, Jean-Claude Brialy, Jean-Louis Trintignant. *Un agent secret, chargé de s'infiltrer dans un groupe terroriste, est manipulé, pris dans les rivalités de la DST et de la DGSE. Presque tout le film, qui manque totalement d'originalité, se passe sur un tronçon d'autoroute.* **22.25 Flash d'informations. 22.30 Cinéma : La montagne ensorcelée.** ■ Film américain de John Hough (1974). Avec Ray Milland, Eddie Albert, Donald Pleasence, Kims Richards. **0.05 Cinéma : La puritaine.** ■ Film français de Jacques Doillon (1986). Avec Michel Piccoli, Sabine Azéma, Sandrine Bonnaire, Laurent Mallet. **1.30 Cinéma : Papa et moi.** ■ Film franco-italien de Giorgio Capitani (1988). Avec Ugo Tognazzi, Ricky Tognazzi, Catherine Alric, Anouk Aimée.

LA 5

13.35 Série : Matthew star. 14.30 Série : Galactica. 15.50 Série : Superminds. 16.10 Variétés : Childéric. 16.55 Dessin animé : Vanessa. 17.20 Dessin animé : Jeanne et Serge. 17.45 Dessin animé : Princesse Sarah. 18.10 Dessin animé : Sandy Jonquille. 18.30 Série : Captain Power. 18.55 Journal images. 19.02 Jeu : La porte magique. 19.30 Boulevard Bouvard. 20.00 Journal. 20.30 Téléfilm : Qui est Julia ? *Deux jeunes femmes dans un état désespéré. Le chirurgien décide d'en sauver une en faisant une transplantation de cerveau...* **22.15 Série : La loi de Los Angeles. 23.10 Série : Mission impossible. 0.00 Journal de minuit. 0.05 Série : Matthew star** (rediff.). **1.05 Série : Galactica** (rediff.). **2.00 Variétés : Childéric** (rediff.). **2.45 Le journal de la nuit. 2.50 Aria de rêve. 3.05 Série : Les globe-trotters. 3.30 Série : Docteur Caraïbes. 4.05 Série : Les dossiers de l'Agence O.**

LA 6

13.35 Série : Falcon Crest. 14.25 Variétés : Skydance. 14.50 Magazine : Ciné 6 première. 15.20 Magazine : Mediator. 15.50 Hit, hit, hit, hourra ! 17.05 Série : Daktari. 18.00 Journal. 18.10 Météo. 18.15 Série : La petite maison dans la prairie. Le sabre et la tête. **19.00 Série : L'incroyable Hulk. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Espion modèle.** Le grand méchant loup. **20.50 Feuilleton : Dynastie.** Le gâchis. **21.45 Magazine : Libre et change.** Emission littéraire de Michel Polac. Sur le thème : O sole mio ! L'Italie de Venise à Palerme. Sont invités : Alvize Zorzi (La république du lion), Dominique Fernandez (Le radeau de la Gorgone), Alain Elkan (responsable des Editions Mondadori), Patrick Mauries (directeur des Editions Le Promeneur). **23.00 Série : Hawaï, police d'Etat.** Sombre dimanche. **23.50 Six minutes d'informations. 0.00 Magazine : Club 6.** De Pierre Bouteiller. Avec Pierre Sallinger, Joelle Léandre, Adrienne, Patrick Lemarchand (pour les revues Speak up et Tintin en version anglaise). **0.45 Musique : Boulevard des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Tire ta langue. L'actualité de la langue française dans le monde. **21.30 Correspondances.** Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse. **22.00 Communauté des radios publiques de langue française.** La vie rurale traditionnelle dans la vallée du Saint-Laurent. **22.40 Nuits magnétiques.** Le cinéma des premiers temps (2e partie). **0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.** Cordes à cris.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert *(retransmis en simultané sur FR 3, coproduit* par la SEPT, FR 3, Erato Film, Radio France et l'Opéra de Lyon) : Pelléas et Mélisande, drame lyrique en cinq actes et douze tableaux, de Debussy, par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra de Lyon, dir. John Eliot Gardiner ; sol. Colette Alliot-Lugaz, soprano, François Le Roux, baryton, José Van Dam, baryton, Jocelyne Taillon, mezzo-soprano. **23.07 Jazz-club.** En direct du Bilboquet : le guitariste Mundell Lowe.

Audience TV du 2 mai 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, région parisienne 1 point = 32 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	42.2	Santa Barbara 18.7	Campagne 4.8	Actual. région. 8.6	Nulle part 3.7	Porte magique 4.3	Gorille blanc 2.1
19 h 45	48.7	Roue fortune 23.0	Caméra invis. 4.8	Actual. région. 4.3	Nulle part 7.0	Bd Bouvard 7.0	Gorille blanc 2.7
20 h 16	66.3	Journal 28.9	Journal 13.9	La classe 10.2	Nulle part 4.8	Journal 4.8	Homme de fer 3.7
20 h 55	72.2	Zone rouge 28.3	Nuit Molières 9.6	Vos gueules 16.6	Tron 3.7	Nuit masques 8.6	La nuit porte... 7.5
22 h 08	61.5	Zone rouge 33.2	Nuit Molières 9.1	Journal 3.7	Canal foot 1.1	Nuit masques 9.6	La nuit porte... 6.4
22 h 44	33.7	Sacré à la Une 9.1	Info 8.0	Océaniques 3.2	Les KO de C + 1.6	Arabesque 9.1	Hawaï Police 2.7

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 183 reçoivent la 5 et 147 reçoivent M6 dans de bonnes conditions.

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 3 mai à 0 heure UTC et le dimanche 8 mai à 24 heures UTC.

Un court épisode plus chaud et lourd va s'étendre sur le pays en milieu de semaine.

Les nuages plus nombreux arriveront par le Sud-Ouest à partir de mercredi, succédant à un temps variable. Une évolution orageuse se précisera à partir de jeudi soir.

Cependant, dès samedi, les orages commenceront à s'évacuer, et les températures se rapprocheront des normales saisonnières. Les éclaircies se feront plus nombreuses.

Mercredi : soleil, nuages et ondées. Sur la Bretagne, la Normandie et le Nord-Pas-de-Calais, le temps sera encore très changeant, avec de courtes averses séparées par des périodes ensoleillées.

Sur le Centre, le Bassin parisien, Champagne-Ardennes, *la Lorraine et la* Bourgogne, les nuages épars du matin se transformeront en nuages d'averses au cours de la journée. Cela n'empêchera cependant pas le soleil d'être de la partie.

Sur les Vosges, l'Alsace, la Franche-Comté et le nord des Alpes, des résidus pluvio-orageux persisteront encore le matin. Dans la journée, éclaircies et nuages alterneront, avec encore quelques averses sur les Vosges et l'Alsace. Sur le Massif Central et l'ensemble du Sud-Ouest, la matinée sera plutôt ensoleillée, après la dispersion de quelques brouillards. A partir de la mi-journée, des nuages arriveront *par le Sud*, et des ondes orageuses éparses se produiront en fin de journée.

Sur les régions méditerranéennes, la journée sera ensoleillée, malgré la présence de quelques nuages.

Les températures minimales seront pratiquement partout comprises entre 7 et 9 degrés, à l'exclusion des régions méditerranéennes où elles seront légèrement supérieures à 10 degrés.

Les températures maximales seront voisines de 14 degrés près des côtes de la Manche. Sur tout le reste de la moitié Nord, elles seront comprises entre 16 et 19 degrés. Sur la moitié Sud, elles atteindront souvent les 20 degrés et pourront même les dépasser légèrement.

Le vent de sud-ouest soufflera encore fort sur les côtes de la Manche, tandis qu'il restera modéré ailleurs.

Jeudi : généralisation à l'ensemble du pays d'un temps nuageux et plus chaud.

Dès le matin, le temps sera nuageux à couvert sur les Pyrénées, le Sud-Ouest, les Charentes ainsi que le Languedoc. Ces nuages progresseront vers le nord-est en cours de journée, succédant en général à un temps variable où les éclaircies prédominent. Les pluies devraient surtout toucher les régions allant des Pyrénées aux Vosges.

Les pays méditerranéens devraient bénéficier de la hausse des températures sans être trop affectés par l'aggravation.

De même la Bretagne et la Manche occidentale ne seront touchées qu'en soirée.

L'après-midi déjà une tendance orageuse se dessinera sur le Sud-Ouest.

Vendredi : temps nuageux à caractère orageux sur l'ensemble du pays.

Ces régions méditerranéennes bénéficieront d'éclaircies nombreuses.

Dans la plupart des autres régions, ce sont les nuages qui prédomineront, avec un temps nuageux. Les orages seront plutôt épars, plus nombreux toutefois sur la façade atlantique et le Sud-Ouest.

En cours d'après-midi, relative amélioration par l'ouest avec un temps plus variable, la zone pluvio-orageuse se décalant vers l'est.

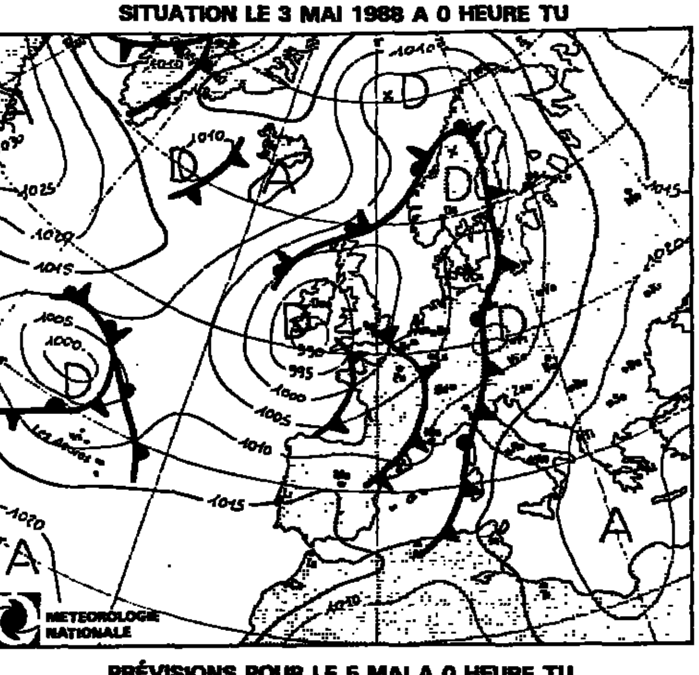
Samedi et dimanche : des nuages et des orages encore sur la moitié Est, un temps variable se généralise.

Samedi ce temps chaud et orageux continue de se décaler vers l'est, pour se limiter en fin de journée à la bordure est de la France, affectant en passant les régions méditerranéennes.

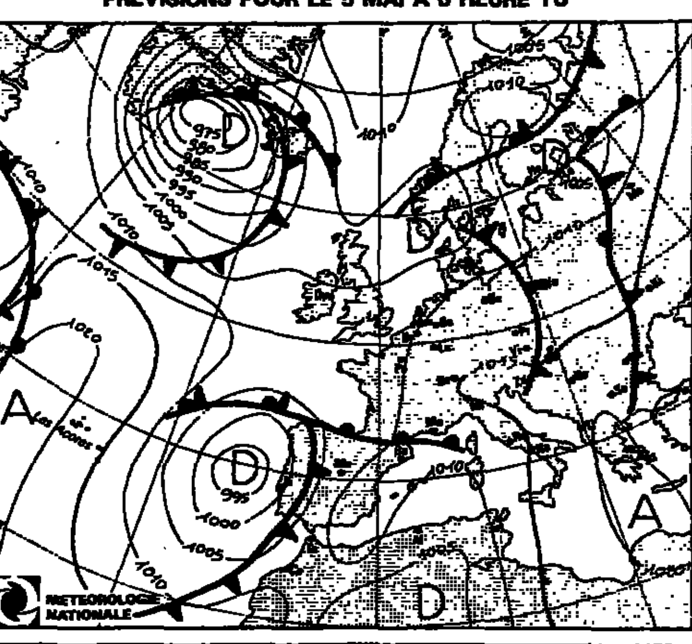
Sur les régions plus à l'ouest, les températures baisseront un peu, et les éclaircies se feront de plus en plus nombreuses.

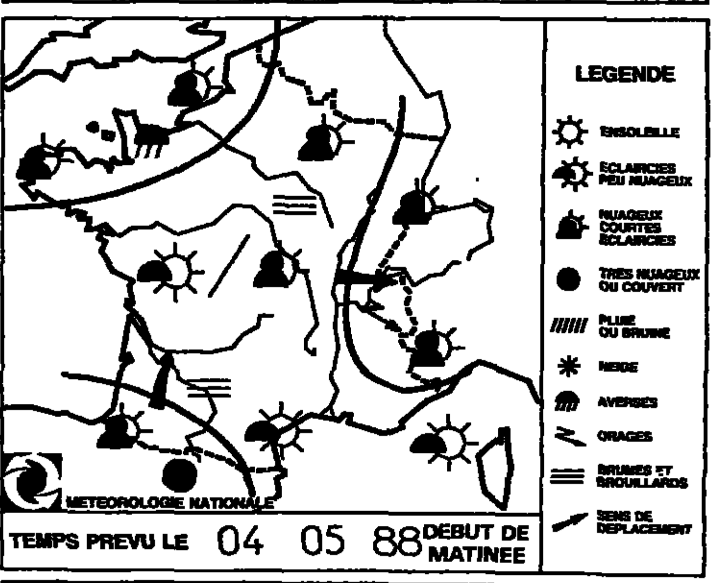
Dimanche, assez belle journée qui verra cependant l'arrivée de nouveaux nuages sur l'Ouest l'après-midi.

SITUATION LE 3 MAI 1988 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 5 MAI A 0 HEURE TU





TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 2-5-1988 à 6 heures TU et le 3-5-1988 à 6 heures TU — le 3-5-1988

FRANCE

Ville	Max	Min	Temps
AJACCIO	27	14	N
BIARRITZ	19	9	D
BORDEAUX	20	10	N
BOURGES	19	7	A
BREST	13	11	A
CAEN	17	9	C
CHERBOURG	15	9	A
CLERMONT-FERR.	17	7	C
DIJON	10	7	C
GRENOBLE St-M-H	23	8	D
LILLE	18	8	A
LIMOGES	17	7	A
LYON	17	7	P
MARSEILLE-MAR.	19	12	D
NANCY	17	8	N
NANTES	17	11	A
NICE	19	13	C
PARIS-MONTS.	19	9	P
PAU	20	7	D
PERPIGNAN	20	10	C
RENNES	17	11	A
ST-ÉTIENNE	14	6	C
STRASBOURG	18	9	C
TOURS	17	10	A
TOULOUSE	21	8	D
POINTE-A-PITRE	32	24	A

ÉTRANGER

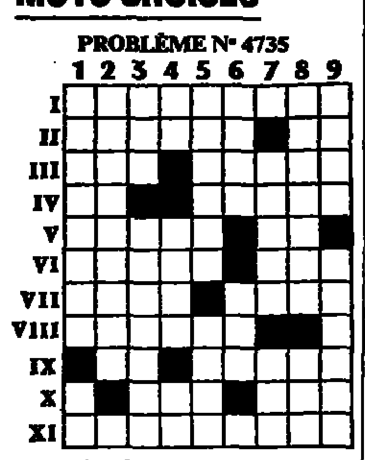
Ville	Max	Min	Temps
ALGER	25	11	C
AMSTERDAM	18	9	A
ATHÈNES	20	9	D
BANGKOK	33	27	P
BARCELONE	20	10	P
BELGRADE	24	10	A
BERLIN	22	9	A
BRUXELLES	18	10	D
LE CAIRE	30	21	D
COPENHAGUE	16	7	P
DAKAR	25	20	N
DELHI	40	27	D
DJERBA	28	19	D
GENÈVE	18	5	D
HONGKONG	29	24	A
ISTANBUL	14	6	D
JÉRUSALEM	19	6	D
LISBONNE	18	12	N
LONDRES	16	8	P
LOS ANGELES	25	11	D
LUXEMBOURG	16	8	P
MADRID	14	4	D
MARRAKECH	26	12	D
MEXICO	29	12	D
MILAN	20	13	P
MONTRÉAL	12	5	A
MOSCOU	20	6	D
NAIROBI	25	19	O
NEW-YORK	13	8	A
OSLO	13	5	C
PALMA-DE-MAJ.	22	12	C
PÉKIN	16	9	D
RIO-DE-JANEIRO	29	20	D
ROME	21	13	C
SINGAPOUR	33	26	O
STOCKHOLM	17	8	D
SYDNEY	19	16	C
TOKYO	27	14	C
TUNIS	28	13	N
VARSOVIE	24	10	N
VENISE	19	15	C
VIENNE	24	10	N

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 4735



HORIZONTALEMENT

I. Le fait d'avoir les jetons ne leur fait pas perdre contenance. – II. Altère la qualité d'un disque. Conjonction. – *III. Il nous faut la* rendre quand vient le moment de partir. Plus il est grand et plus il « court » bien. – IV. Orientation. Se voit parfois abandonnée après avoir été épousée. – V. Avec lui, nombreux sont ceux qui sont amenés à manger le morceau. Premier de cordée. – VI. Il est certain qu'il y a quelque chose à en tirer. Intervient dans des préparations qui ne se font pas sans agitation. – VII. Reste à une bonne température. Il n'est pas rare qu'elle soit de glace. – VIII. Où il est facile de jeter la pierre à autrui. – IX. Quelque chose de « barbant ». Peut nous passer sous le nez en s'échappant. – X. Mainte ménagère l'emploie pour frotter. Bête dans les deux sens du terme. – XI. Sont utiles pour faire le « marché ».

VERTICALEMENT

1. Un qui peut être amené à courir deux lièvres à la fois. Où il est *désormais plus facile de mettre* les pieds. – 2. Se propose de repasser. – 3. Partie de couronne. Ce n'est évidemment pas l'union qui fait la force. – 4. Indéfini. Pas le moindre vermisseau. Symbole chimique. – 5. Répandues en crachant. A beaucoup fait trembler sur son passage. – 6. Où certains ont l'habitude de travailler à la loupe. Agent de voyages. – 7. Voyage par air. Est visible en de nombreux points. – 8. D'aucuns en ont fait leur cheval de bataille. Sert à accrocher. – 9. Chassée par le hérisson. Condamnés à une peine.

Solution du problème nº 4734

Horizontalement

I. Amoureuse. – II. Iambe. Nul. – III. Nave. Ci. – IV. Unicolore. – V. Lésée. – VI. Loustic. – VII. Lus. Esaü. – VIII. Et. Réa. – IX. Urus. Li. – X. Rebattues. – XI. Usées.

Verticalement

1. Aiguilleurs. – 2. Ma. Outré. – 3. Omnibus. Ubu. – 4. Ubac. Osas. – 5. Révolte. Té. – 6. Elcis. Eté. – 7. Un. Oscar. Us. – 8. Sucre. Usé. – 9. Elisées. Aisé.

GUY BROUTY.

هكذا من الأصل

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

Criquets : le saut dans l'inconnu

Les acridiens menacent la moitié du continent africain. Tout est en place pour une invasion généralisée.

LES criquets pèlerins *(Schistocerca gregaria)* menacent maintenant le centre et le sud de la Mauritanie. Le cri d'alarme (et l'appel à l'aide internationale) lancé le 25 avril par les autorités de Nouakchott est un écho de l'état de la situation (*le Monde* du 27 avril). Un écho fidèle, mais malheureusement très local, qui ne rend pas compte de la gravité de la menace qui pèse maintenant sur toute la moitié nord de l'Afrique et, éventuellement, sur le Proche-Orient.

Des conditions météorologiques exceptionnelles – et un état permanent de rébellion contre le pouvoir central – ont permis la pullulation des criquets pèlerins en Ethiopie au tout début de l'été 1987. Pendant les mois suivants, les criquets ont gagné le sud du Soudan puis les massifs montagneux sahariens et le Sahara occidental, régions où se déroulent aussi des combats réguliers ou sporadiques.

Deux mois

A l'automne de 1987, les essaims étaient parvenus au Niger et au Mali puis dans le Sud algérien, au Maroc et en Mauritanie. En février 1988, ils sont arrivés dans le Maghreb (Maroc, Algérie, Tunisie), en mars dans les îles du Cap-Vert et même sur les côtes italiennes. Les pays d'Afrique du Nord ont mené et mènent toujours la lutte anti-acridienne avec beaucoup d'énergie et d'efficacité.

Ils vont sans doute crier victoire d'ici peu. Et ils n'ont pas tort à leur échelle régionale. Mais les criquets pèlerins menacent, en fait, très gravement l'ensemble du demi-continent africain.

Au cours de leurs déplacements, les criquets pèlerins, en effet, pondent. Les larves, qui éclosent après une quinzaine de jours d'incubation, sont ainsi présentes dans de très nombreuses régions. Rappelons, à ce propos, que, si les conditions sont favorables, une génération de criquets pèlerins (de ponte à ponte) n'a besoin que de deux mois pour accomplir son cycle complet.

Déjà, des criquets ailés de la dernière génération sont parvenus dans la vallée du fleuve Sénégal et même en Gambie. Mais d'innombrables larves sont très probablement en train de se développer dans les zones désertiques allant de la Mauritanie centrale aux rivages de la Mer Rouge en passant par le Hoggar. D'autant plus que des pluies exceptionnelles sont tombées au tout début de mars en Mauritanie et au Hoggar. Et d'autant plus, aussi, que toute intervention humaine est quasi impossible dans des zones inhabitées très difficiles d'accès parce que dépourvues de bases logistiques.

La chaleur et la sécheresse estivales vont inciter les criquets pèlerins du Sahara et ceux d'Afrique du Nord (les rescapés des traitements ou les nouvelles générations) à aller vers le Sahel, où la saison des pluies commence, en général, aux alentours du 15 mai. L'invasion se fera probablement sous la forme plus diffuse d'essaims éclatés ou de groupes assez discrets, beaucoup plus difficilement repérables et « traitables » que les gros essaims.

La moitié nord de l'Afrique est ainsi maintenant sous la menace de véritables « bombes à fragmentation », pour reprendre la formule d'un spécialiste de la lutte anti-acridienne. Les éclats des colonies initiales – et les descendants de celles-ci – sont actuellement en bonne position pour envahir le Sahel dès le début de la saison des pluies.

La ruée vers l'ouest

En outre, les criquets pèlerins qui ne sont pas tous encore en phase grégaire (*le Monde* du 11 juin 1986) se déplacent d'est en ouest : on l'a vu en 1987 et au début de cette année.

YVONNE REBEYROL.

(Lire la suite page 21.)



BLONDIN/SIPA

Au Maroc, en avril 1988 : des compétences trop rares et des bonnes volontés innombrables.

SANG IMPUR

LA mode est aux colloques prenant pour thème le SIDA et les comportements ségrégatifs. L'actualité politique aussi, compte tenu des prises de position de l'extrême droite française sur ce difficile sujet. Après les cas récents de menaces – et d'exclusion – professionnelles concernant un instituteur et un cadre d'une société de marketing, une nouvelle affaire illustre de manière concrète comment les choses peuvent en pratique se dérouler.

Cela se passe à Montpellier. *« Le service de santé scolaire du département exige d'un hémophile, candidat à un poste d'instituteur, le résultat d'un test de détection du SIDA,* écrivait, le 6 novembre dernier, M. André Leroux, président de l'Association française des hémophiles, à M. René Monory, ministre de l'éducation nationale. *Ce cas illustre les menaces d'exclusion qui pèsent sur les personnes séropositives, même lorsqu'elles sont asymptomatiques. Nous ne donnons aucune publicité à cette affaire pour ne pas soulever l'émotion et la protestation générales que sa gravité justifierait, car nous espérons que les autorités gouvernementales, qui se sont toujours élevées contre les mesures d'exclusion des personnes séropositives, donneront les instructions nécessaires pour que cette position soit rectifiée, et n'ait pas de suite. »*

La même information fut donnée à Mme Michèle Barzach, ministre délégué chargé de la santé. Deux semaines plus tard, réponse embarrassée de M. Louis Baladier, directeur des écoles, dans une sorte de *mea culpa* administratif assurant qu'*« il est bien évident que le ministre de l'éducation nationale n'a reçu ni donné aucune instruction pour la détection du virus du SIDA chez les postulants à un emploi d'instituteur ».*

L'affaire aurait pu être étouffée et les responsables de la bavure de l'Hérault discrètement sermonnés. C'était compter sans une autre affaire : la décision prise par arrêté interministériel (du 28 janvier 1980) d'interdire aux hémophiles l'accès aux fonctions d'instituteur. Or l'Association française des hémophiles en conteste formellement, en l'état actuel du droit, la valeur juridique et fait remarquer à Mme Barzach que le dépistage de la contamination par le virus du SIDA avait été demandé alors même que le candidat instituteur était en parfaite santé, comme nombre d'hémophiles correctement traités.

L'affaire est aujourd'hui devant le tribunal administratif. Constatant le vide juridique actuel et dans l'attente des textes définitifs à venir, le président de l'Association des hémophiles vient d'écrire à Mme Barzach : *« Si ces textes envisageaient de classer l'hémophilie parmi les affections incompatibles avec les fonctions d'enseignant, nous nous plaisons à espérer qu'en 1988 le ministère de la santé ne leur donnerait plus son approbation. »*

Le traitement de l'hémophilie a considérablement évolué, et le terme lui-même recouvre de très nombreuses formes, de telle manière qu'une exclusion globale serait, sans même parler d'injustice, une erreur. Reste un aspect essentiel que personne, ou presque, n'ose publiquement aborder : la contamination d'une proportion importante d'entre eux par le virus du SIDA à partir de produits de traitement infectés. Quelle aide les pouvoirs publics songent-ils à apporter à ces malades et à leur famille ? Sous quelle forme ?

JEAN-YVES NAU.

Corée du Sud : le test ou la prison

A la veille des JO, la Corée du Sud prend de sévères mesures pour enrayer l'épidémie de SIDA.

SÉOUL
de notre envoyé spécial

JUSQU'A présent pratiquement épargnée par le SIDA, la Corée du Sud, qui en septembre prochain doit accueillir les Jeux olympiques, a adopté des dispositions légales particulièrement sévères destinées à enrayer la diffusion de cette maladie : test de dépistage obligatoire pour certaines catégories sociales considérées « à risque », assorti de peine de prison.

« Cette loi, la première à ma connaissance prise par un pays du camp occidental, est une initiative courageuse de notre gouvernement. Elle répond à de fortes pressions de l'opinion publique exprimées notamment au Parlement », nous dit le docteur Lee Sung-woo, directeur du bureau de l'hygiène publique au ministère de la santé et des affaires sociales. Tout en admettant que des dispositions légales ne sont pas suffisantes pour enrayer le développement du SIDA, le docteur Lee estime que *« cette loi constitue avant tout une mise en garde ».*

Jusqu'à présent, dix-sept Coréens (neuf hommes et huit femmes) sont séropositifs, dont deux présentent les symptômes de la maladie. Deux autres en sont morts. Selon le docteur Lee, la faible diffusion du SIDA s'explique par la quasi-absence de drogués, une communauté homosexuelle relativement restreinte, comparée à celle du Japon ou des pays occidentaux, et surtout peut-être l'utilisation, pour les transfusions, de sang produit localement et non importé : le seul hémophile coréen atteint du SIDA a été contaminé aux Etats-Unis. Selon certaines sources médicales, il y aurait en fait davantage de cas mais le test de dépistage étant encore peu répandu, ils ne sont pas connus.

La nouvelle loi votée par l'Assemblée nationale en novembre dernier, et dont les décrets d'application entreront en vigueur incessamment, tient compte des particularités de la diffusion du SIDA en Corée, précise le docteur Lee : *« En se basant sur les cas déclarés, il y a deux groupes à risque : les prostituées (sept cas sur huit femmes contaminées) et les résidents à long terme à l'étranger (marins et travailleurs émigrés : quatre cas chez les hommes). »* En ce qui concerne les marins, un décret en attente de promulgation les astreindra au test obligatoire. Pour les prostituées, les dispositions légales sont déjà en vigueur.

Aux termes de la nouvelle loi, les malades du SIDA, qui, bien que se sachant contaminés, ont des relations sexuelles avec des personnes saines, sont passibles de peines de *trois ans de prison.* Les propriétaires de bars, clubs et autres établissements assimilés qui emploient des jeunes femmes atteintes de cette maladie ou séropositives sont également passibles d'un an d'emprisonnement.

Un décret de mars 1987 avait inclus le SIDA dans la liste des maladies infectieuses et, depuis septembre de la même année, un autre décret a rendu le test de dépistage obligatoire pour les employées des night-clubs et des bars ainsi que pour les prostituées, soit au total quelque 150 000 personnes.

Bien que la prostitution soit illégale en Corée, beaucoup de professionnelles ont des cartes portant nom, photographie et une série de tampons, avec une mise en garde en coréen et en anglais : *« Souvenez-vous : si le cachet est rouge, ne faites pas l'amour avec la porteuse de cette carte ; s'il est bleu, cela dépend de vous, mais soyez prudent ! »* Le cachet indique le résultat des examens hebdomadaires de dépistage des maladies vénériennes. Une nouvelle carte est actuellement en cours de délivrance aux péripatéticiennes : elle comporte en outre les résultats du test de dépistage du SIDA qu'elles doivent obligatoirement subir deux fois par an.

Le docteur Helen Chu qui mène depuis dix ans une activité pionnière auprès des prostituées de deux quartiers chauds de Séoul, Itaewon et Yongsan, proches de la base de la VIIIe Armée américaine, est à l'origine de l'institution de ces cartes.

L'amour, avec qui ?

Depuis 1985, elle a cherché à persuader les prostituées, qui se rendent au centre d'hygiène publique de Yongsan qu'elle dirige, de faire régulièrement des tests de dépistage du SIDA. Mais elle ne cache pas son scepticisme à l'égard des nouvelles dispositions légales. *« En tant que médecin, je ne les approuve pas. Elles vont à l'encontre des droits de l'homme et de la dignité du malade. De toute façon, elles sont inapplicables : comment vérifier qui fait l'amour avec qui ? La seule solution est l'information, l'éducation et le dépistage. »*

« En 1985, sans aucune loi, j'ai pratiqué quatre cents tests, poursuit-elle. *Trois mille l'année dernière et plus de deux mille depuis le début de cette année. Pratiquement, 60 % des jeunes femmes travaillant dans le quartier ont subi le test. Cette nouvelle loi comporte surtout une grave lacune : elle ne prévoit rien sinon l'isolement dans des hôpitaux spéciaux qui vont être construits pour les malades découverts. »*

La nouvelle loi et les décrets d'application en cours d'élaboration risquent en fait de criminaliser les malades et d'aggraver une discrimination déjà perceptible, font valoir les défenseurs des droits de l'homme : *« Cette loi est un monument d'insensibilité bureaucratique »*, écrivit une éditorialiste lorsqu'elle fut adoptée. La discrimination est rampante : le premier malade du SIDA, un homme, victime de l'ostracisme de son voisinage, a été d'hôpitaux privés en hôpitaux publics avant d'être finalement admis dans un centre sanitaire où l'on ignore la maladie dont il souffre, raconte le docteur Lee. A Pusan, le grand port du sud de la péninsule, un jeune homme de vingt-six ans tenta de se suicider en mettant le feu à sa maison lorsqu'il se crut atteint du SIDA. Une crainte qui se révéla infondée.

Discrimination et criminalisation latente de la maladie peuvent conduire à dissuader des groupes « à risque » de subir le test, estiment des médecins. C'est notamment vrai pour la communauté homosexuelle qui, à la suite de la découverte des premiers cas, est devenue plus secrète, plus souterraine. De manière symptomatique, la plupart des « gay bars » des quartiers d'Itaewon ou de Chongno ont fermé. Société confucéenne, la Corée comme la Chine feint de croire que l'homosexualité est un problème « étranger ».

« En ce qui concerne les prostituées, ajoute le docteur Chu, *je ne pense pas que les peines de prison soient efficaces. La prostitution est une réalité en Corée. Je suis en faveur de sa légalisation : c'est un modus operandi pour surveiller l'hygiène des prostituées et leur apprendre comment éviter, dans la mesure du possible, la contamination, y compris par le SIDA. Seul un patient travail d'éducation est payant. »*

D'abord rejetée, menacée, le docteur Chu a fini par se faire admettre dans le monde des professionnelles d'Itaewon et de Yongsan. Elle y a même créé deux associations d'entraide malgré l'opposition des tenanciers de bars. *« Le monde des « business girls » est désormais mon univers, c'est là que j'ai mes vraies amies »*, nous dit cette jeune femme issue d'une bonne famille qui, il y a dix ans, découvrit par hasard la vie des prostituées. Presque chaque soir, se fondant dans la faune de la nuit, elle arpente les rues chaudes, bavardant, plaisantant ou conseillant celles qui hésitent à venir jusqu'à elle. On l'y sent chez elle. Parmi les filles, elle est désormais connue comme « docteur SIDA » : lentement, son message est entendu.

PHILIPPE PONS.

La polémique sur L'ARC

Les premiers éléments de l'enquête que nous consacrons à l'ARC (Association pour la recherche sur le cancer) suscitent de très nombreuses réactions. Nous publions ici un long texte que le président de l'ARC nous fait valoir au titre du droit de réponse. Nous publions d'autre part deux « points de vue » sur cette affaire.

1. – *En qualité de président de l'ARC, je n'exerce aucun « pouvoir théocratique ».* Toutes les décisions sont prises sous la responsabilité d'un conseil d'administration, de conseillers scientifiques et de commissions scientifiques et médicales regroupant des personnalités dont l'autorité morale et scientifique ne saurait être mise en cause, qui veillent à répartir sous forme de subventions accordées aux chercheurs les fonds collectés par l'association, provenant des dons et legs de ses adhérents. Cette responsabilité vis-à-vis de ceux qui, sur leurs deniers, acceptent d'aider et de soutenir la recherche sur le cancer implique nécessairement ce que les rédacteur du *Monde* appellent une « médiatisation » afin de faire connaître au grand public les progrès enregistrés dans le domaine de la recherche et de faire en sorte qu'ils soient informés, au-delà des assemblées générales qui réunissent chaque année les adhérents de l'ARC, des réalisations et des progrès de l'association.

2. – *Sur les « méthodes mises en œuvre qui risqueraient de jeter à court terme le discrédit sur les appels à la charité publique ».*

Les campagnes nationales d'appel à la générosité publique pour soutenir la recherche sur le cancer s'inscrivent dans le cadre normal du fonctionnement d'une association caritative.

Elles font appel à des méthodes en tous points semblables aux méthodes modernes d'information et de sensibilisation que peuvent pratiquer d'autres associations ou organisations à caractère humanitaire en France comme à l'étranger.

3. – *Les rédacteurs du Monde soulèvent par ailleurs la question de « l'harmonisation des initiatives de l'ARC et la politique du service public » et, dénoncent par ailleurs l'attribution de « crédits très personnalisés »*

Loin de saluer ce qui à l'évidence est le succès de l'ARC – l'ensemble de ses réalisations depuis 1962, – les rédacteurs du *Monde* tentent de jeter un discrédit sur son action, là où cette dernière s'avère indispensable comme le rappelait Mme le ministre de la santé dans une interview accordée à RTL.

En effet, depuis 1980, l'ARC a attribué 1 milliard 240 millions de francs à la recherche sur le cancer, a soutenu l'action de 800 laboratoires de recherches et a attribué annuellement 300 bourses ou contrats à durée déterminée ou missions à l'étranger et en France. J'ai suffisamment souligné la complémentarité du rôle de l'Etat et des grandes associations privées de recherche sur le cancer pour ne pas être indifférent à la question soulevée par les rédacteurs du *Monde* en des termes plus ou moins ambigus. L'argument de la concurrence de l'ARC avec les services publics ne tient pas, d'une part par la différence des contraintes inhérentes à la définition et à l'action d'organismes de service public et deuxièmement par la nature même de l'association pour la recherche sur le cancer. Ce que l'Etat ne peut assumer, une association comme l'ARC sur la base des conclusions de ses commissions scientifiques peut efficacement l'assumer, participant ainsi au nom de ses 3 millions d'adhérents au gigantesque effort de solidarité collective qu'implique la recherche médicale de haut niveau.

En ce sens l'ARC ne convoite pas « *quelque monopole* » que ce soit dans la lutte contre le cancer et cherche bien en l'espèce, à favoriser au mieux les progrès de la recherche scientifique.

La coordination de l'aide accordée par l'ARC aux chercheurs et aux laboratoires avec celle que l'Etat assume par ailleurs au travers des CHU, de l'INSERM, du CNRS, s'effectue ainsi tant au niveau régional que national. En effet, les trois commissions nationales de l'ARC comprennent quarante-huit membres nommés pour un tiers par le CNRS, un tiers par l'INSERM, un tiers par l'association. Il y a donc bien coordination entre les organismes publics de recherche. En ce qui concerne les commissions régionales, elles comprennent forcément des professeurs qui appartiennent au CNRS, à l'INSERM, aux centres anticancéreux ou aux CHU et souvent sont membres des commissions nationales du CNRS ou de l'INSERM.

4. – *Sur les rapports entre l'ARC et la Ligue nationale française contre le cancer*, je rappellerai que j'ai proposé, il y a une dizaine d'années, que le président de la Ligue française contre le cancer devienne vice-président de l'ARC et que le président de l'ARC devienne vice-président de la Ligue française contre le cancer et ceci afin de bien montrer que le cancer ne pouvait en aucun cas être un objet de polémique stérile ou de « compétition acharnée ». Cette proposition n'a pas eu de suite. Je le déplore. Est-il besoin de préciser, au surplus, que la plupart des pays comptent de nombreuses associations privées d'aide à la recherche sur le cancer. – 4 à 10 en moyenne par pays.

5. – *M. Jean-Yves Nau accuse d'autre part l'ARC d'avoir « subtilisé » un fichier des donateurs qu'elle avait établi en 1978 avec la Ligue française contre le cancer.*

Ce fichier fut établi au sein du comité Espoir et géré conjointement par la Ligue et l'ARC et le même jour à la même heure des copies ont été remises à ces deux associations.

6. – *M. Jean-Yves Nau souligne que dans le « cadre de son développement », l'ARC ne s'intéressa plus seulement à la recherche mais entreprit finalement des travaux cliniques de prévention et de dépistage qui ne concernent plus essentiellement le cancer.* Je rappellerai que les frontières qui séparent aujourd'hui la recherche fondamentale de la recherche clinique sont parfois minces et que l'une et l'autre se trouvent aujourd'hui être liées dans l'intérêt des malades. Je rappellerai également que sans « médiatisation » ou « personnalisation excessive », l'ARC fut la première grande association privée d'aide à la recherche sur le cancer à apporter son soutien aux chercheurs qui travaillent aujourd'hui sur le virus du SIDA. Cette maladie développe en effet de nombreux cancers secondaires et de plus en plus sous l'effet de médicaments du type de l'azidothymidine (AZT).

Je préciserai d'autre part que contrairement aux allégations du *Monde*, je n'ai jamais souhaité que l'on adopte à l'égard des sidéens et séropositifs une attitude de rejet et d'exclusion, que j'ai notamment précisé sur RTL, pendant la campagne nationale, que j'étais personnellement hostile à un contrôle ou un dépistage lors des visites de recrutement ou d'embauche de personnel dans les entreprises et les administrations. Enfin, sous le contrôle du secret médical le plus absolu, il faut soigner les séropositifs ou sidéens en attendant la découverte d'un vaccin.

Cherche-t-on à nous reprocher d'avoir trop fait ou tenté de bien faire à l'heure où tant de gens sont frappés ou risquent d'être frappés par ce nouveau fléau ?

7. – *Contrairement à ce qui est affirmé dans* le Monde, *M. Roger Goetze, ancien inspecteur général des finances, ancien gouverneur général du Crédit foncier, est membre actif de l'ARC*, ce qui implique qu'il est solidaire des grandes actions de l'ARC. Notamment, il a versé à l'ARC une contribution personnelle financière importante en 1986 et 1987, ce qui retire tout esprit polémique à l'interprétation qu'on a pu faire de ses propos.

8. – *La mise en cause de M. Nau porte aussi sur l'acquisition par l'ARC de* « matériels à diagnostic particulièrement coûteux » *comme un appareil de résonance magnétique nucléaire.* Comment peut-on reprocher à l'ARC d'avoir équipé un laboratoire de l'hôpital du Kremlin-Bicêtre d'un appareil de résonance magnétique nucléaire permettant la spectroscopie, vision en trois dimensions, coûtant 22 millions, dont les pouvoirs publics nous ont demandé d'assurer le financement !

9. – *Sous le titre* « Prévoir l'imprévisible », *les rédacteurs du* Monde *s'en prennent aussi au projet du Centre européen de recherches appliquées à la prévention et au dépistage précoce des cancers* que l'ARC va construire cette année en affirmant que « *ce dernier soulève de nombreuses objections parmi les cancérologues, certains d'entre eux allant jusqu'à affirmer qu'il ne présente aucun intérêt scientifique* ». J'apprécie la compétence scientifique de « FN » – signataire de cet article, – mais me permets de lui rappeler que le directeur du NCI, l'organisme médical le plus important de recherches sur le cancer situé à Washington, a exprimé ses félicitations à l'ARC pour avoir envisagé de créer un tel centre. Il faut dire que l'ensemble des chercheurs du NCI ont la même conviction : grâce au dépistage et à la prévention, d'ici quelques années, 75 % des cancers seront sans doute guéris. Cet espoir est aujourd'hui partagé par les meilleurs cancérologues français, qu'il s'agisse de scientifiques confirmés à l'autorité indiscutable ou de chercheurs plus jeunes, qui constitueront demain la relève de la cancérologie moderne.

JACQUES CROZEMARIE
Président de l'Association pour la recherche sur le cancer
Directeur du Centre technique pour le soutien de la recherche sur le cancer du CNRS à Villejuif-Unité 47
Ingénieur de recherche hors-classe
Conseiller de la recherche au CNRS.

[Le texte de M. Crozemarie – qui a toujours refusé nos demandes d'interview – n'apporte, sur le fond, aucun élément nouveau quant aux différents problèmes de l'association qu'il préside. Il comporte d'autre part plusieurs inexactitudes graves. Nous n'avons jamais affirmé que M. Roger Goetze n'était pas adhérent de l'ARC. Nous n'avons cité M. Goetze que pour faire état du rapport confidentiel – très critique – qu'il avait rédigé en 1978 à la demande de M. Raymond Barre sur le vif conflit qui opposait l'ARC à la Ligue nationale contre le cancer. De la même manière, les affirmations de M. Crozemarie sur la « subtilisation » du fichier des donateurs à la campagne Espoir sont contredites à la fois dans la note de MM. Jean Allain et Guy Grégoire, membres de l'IGAS (Inspection générale des affaires sociales) (mission n° 456 du 21 juillet 1978) et dans le rapport classé « confidentiel » daté de janvier 1979. Analysant dans le détail cette affaire, les inspecteurs de l'IGAS écrivaient : « *Elle donne une idée sur les façons d'agir de M. Crozemarie et de la mauvaise foi dont il n'a cessé de faire preuve en mettant tout en œuvre (...) pour masquer les faits en répondant aux demandes et aux questions par des insinuations, des menaces et des accusations.* » – J.-Y. N. et F.N.]

La « cancer connection »

Comment l'excès d'argent peut-il nuire à la recherche ?

par le professeur GEORGES MATHÉ (*)

J'AI appris dans *le Monde* du 16 avril 1988 que M. Jacques Crozemarie allait retirer, après ma retraite, la subvention et les salaires des personnels qu'il attribue à l'Institut du cancer et d'immunogénétique (ICIG), que je dirige.

M. Jacques Crozemarie ne peut se venger sur mes collaborateurs et malades du fait que j'ai cru devoir, pour respecter la déontologie médicale et mon éthique de la vérité, me désolidariser de la campagne-quête qu'il a menée en 1987.

Les cancérologues ou prétendus tels doivent cesser de clamer sur les ondes que « *le cancer a d'autant plus de chances d'être vaincu, et dans une proportion de ses cas d'autant plus élevée qu'ils auront davantage d'argent* ».

Nous l'avons cru et répété pendant quarante ans. En enrichissant la *chimiothérapie* par la multiplication des médicaments dits « cytostatiques », les cancérologues ont guéri presque 75 % des tumeurs des enfants, des adolescents et quelques cancers portant sur les mêmes types de cellules, des jeunes adultes (maladie de Hodgkin, tumeurs des testicules).

Mais, malgré la victoire de cette bataille, celle contre les tumeurs des adultes âgés de plus de cinquante ans doit être, après une quarantaine d'années d'efforts surhumains reconnue perdue.

D'ailleurs, la mortalité globale par cancer ne cesse de s'élever.

La question n'est pas : l'excès d'argent nuit-il ? Elle est : comment nuit-il ? Ma réponse n'est pas ambiguë : l'excès d'expérimentation humaine a joué un rôle notable ; l'abus thérapeutique a fait le reste.

On doit se demander *pourquoi* tant de malades sont soumis à tant d'abus thérapeutiques : la réponse tient au fait que ceux qui sont traités dans les hôpitaux universitaires publics, ne reçoivent pas cette radiothérapie post-opératoire systématiquement, mais seulement si le besoin est démontré, alors que ceux qui le sont dans les centres anticancéreux (CAC), établissements privés dits à but non lucratif mais à visée d'équilibre budgétaire, y sont trop soumis.

Ainsi, les pratiques de l'Institut Gustave-Roussy, le plus grand des grands centres anticancéreux, sont celles d'une « usine ». A tel point que le futur directeur sera un statisticien. Ces pratiques viennent enfin d'être dénoncées par l'Inspection générale des affaires sociales. Dans cet institut, le recrutement des praticiens ne dépend que d'une cooptation « trop souvent familiale ». L'institut compte presque autant de statisticiens que de médecins, ses infirmières reçoivent des salaires mensuels de 10 000 F supérieurs à ceux des infirmières œuvrant dans la même discipline au sein des hôpitaux publics. En dépit du fait qu'une consultation (de n'importe quel praticien) y coûte 1 000 F, soit dix fois plus que celle d'une consultation d'un professeur à l'hôpital Paul-Brousse (inférieure à 100 F), et en dépit du fait qu'on s'y livre à la prédation de malades en donnant des consultations dites « avancées » en province, quand elles ne sont pas privées, comme certains le font en Italie, l'Institut Gustave-Roussy connaît des problèmes budgétaires.

Pour les résoudre, l'Institut Gustave-Roussy fit appel à M. Crozemarie.

Mais, lorsque, en 1987, je refusai de collaborer à la publicité, trop bruyante à mes yeux, du « *business cancer* », M. Crozemarie non seulement me mit au piquet, mais il me remplaça, pour ses relations publiques, par l'un de mes assistants, le docteur Léon Schwarzenberg.

L'ennui est que, celui-ci n'étant pas médecin des hôpitaux, mais biologiste (ex-transfuseur), il proposa naïvement que l'ARC se livre au dépistage du cancer par correspondance, ce qui aboutit à une pratique pour le moins contestable en médecine (la consultation coûtant 100 F), et à un grand éclat de rire lorsque les clients montrèrent à leurs médecins de famille les réponses qu'ils reçurent.

M. Crozemarie peut-il encore sauver sa création ? Je le crois, s'il sait accepter le rajeunissement de l'ARC. Et les trois instituts de Villejuif doivent, quant à eux, trouver un *modus cohabitanti*. L'Institut Gustave-Roussy, archi-équipé, doit être étatisé (*stricto sensu*) et reconverti en un institut de haute technologie, d'informatique et de statistiques médicales, qui œuvrera au service de tous les hôpitaux publics et des cliniques privées, qui gâchent leurs budgets à vouloir entretenir des « plateaux techniques » ruineux, non seulement du fait de leur coût exorbitant, et que les générations des machines se succèdent en moyenne tous les deux ans, mais du fait de l'abus d'examens auxquels, pour leur « rentabilité », ils poussent les médecins.

(*) Professeur de cancérologie à l'hôpital Paul-Brousse, Villejuif.

MAUVAIS CONSEIL

par PIERRE CHAMBON (*)

J'AI, à plusieurs reprises au cours des dernières années, rendu publiquement hommage à l'action du président de l'ARC, qui, par son dynamisme et son imagination, a su cristalliser la générosité des Français pour une cause qui nous concerne tous. Cette générosité a été, et reste, plus que jamais, indispensable pour pallier les insuffisances et les lourdeurs des organismes publics de la recherche. Pour de nombreux laboratoires français travaillant dans le domaine biomédical, le financement de l'ARC représente 20 % du budget de fonctionnement. Les bourses attribuées jouent un rôle peut-être encore plus déterminant, car elles permettent à de nombreux jeunes chercheurs de survivre ou de partir en stage post-doctoral.

On peut se féliciter ou regretter que l'ARC joue aujourd'hui un rôle essentiel dans le financement de la recherche biomédicale française, et pas seulement à Villejuif et son environnement immédiat. Mais c'est un fait. Sans des compensations immédiates par les pouvoirs publics, la disparition de l'ARC toucherait à mort un certain nombre de laboratoires français et mettrait au chômage présent ou futur d'excellents jeunes chercheurs.

Je suis connu pour la liberté de mes propos et la clarté de mes démarches, et n'aurais pas hésité à démissionner de mes fonctions à l'ARC, si j'avais pensé que les modalités de fonctionnement de l'ARC étaient globalement inacceptables. Contrairement à ce qui a pu être écrit, je ne dirige pas l'une des commissions scientifiques de l'ARC. Je n'en suis que l'un des membres, nommé par la direction du CNRS. Soyons clairs. Une fraction des sommes collectées est attribuée aux laboratoires français par des commissions, dont le niveau scientifique et l'intégrité sont reconnus par tous (y siègent, en particulier, les représentants officiellement nommés par le CNRS et l'INSERM). Les mêmes commissions attribuent les bourses aux jeunes chercheurs et aux chercheurs post-doctoraux étrangers

Ce qui est plus contestable, et je l'ai dit à plusieurs reprises, c'est le mode de fonctionnement du conseil d'administration. Sa conception même me paraît dépassée. L'ARC a considérablement évolué au cours des dix dernières années. D'une association locale, centrée à Villejuif, elle est devenue une association nationale, voire multinationale. Les fonds collectés ont augmenté dans des proportions considérables. En donnant généreusement, les Françaises et les Français ont le sentiment d'aider la recherche française sur le cancer dans sa globalité. Ils ont bien compris que la recherche sur le cancer concerne des secteurs géographiques qui dépassent Villejuif et l'Ile-de-France, et des domaines de la recherche qui ne se limitent pas au malade cancéreux et à la cellule cancéreuse.

Il est nécessaire, comme je l'ai suggéré, que la composition du conseil d'administration soit « désenclavée » géographiquement. Il devrait comprendre de très grands médecins et scientifiques extérieurs au cercle de Villejuif et de l'Ile-de-France, notamment des étrangers. C'est ainsi que sont composés les conseils d'administration des grandes fondations anglo-saxonnes comparables.

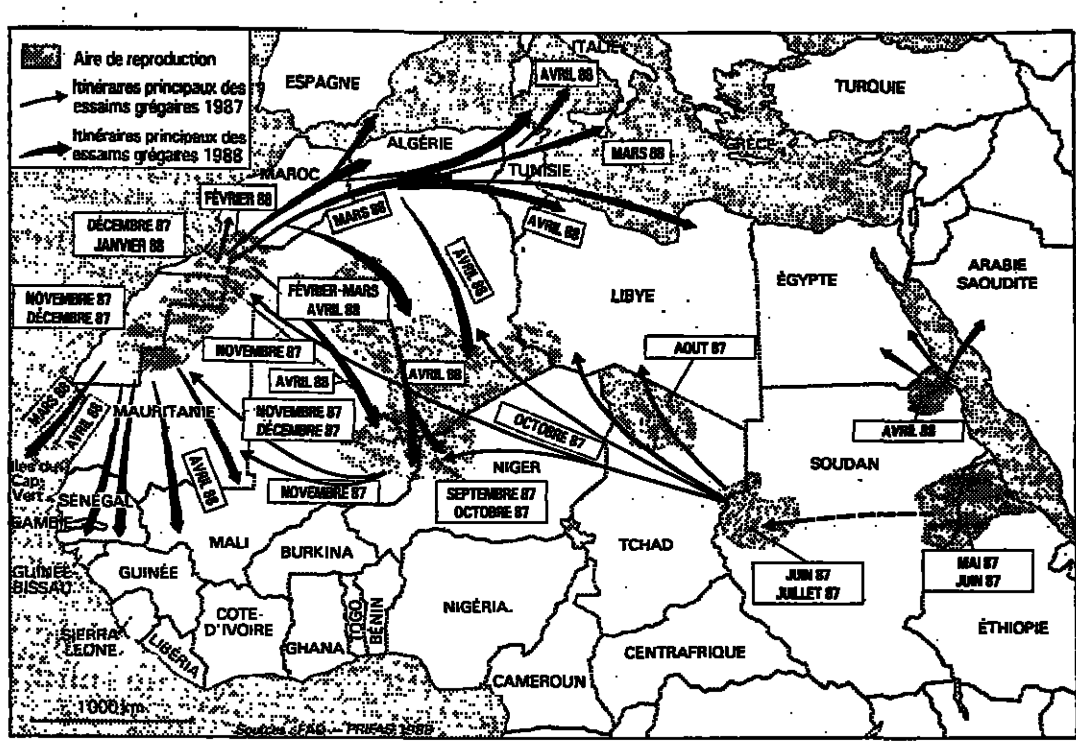
La recherche biomédicale française en général, et celle sur le cancer en particulier, n'ont rien à gagner dans des polémiques et des joutes stériles. C'est peut-être divertissant. Encore faudrait-il en mesurer les conséquences. Faut-il supprimer tout ce qui n'est pas parfait ? Pour ma part, j'ai choisi la voie de la réforme. Une réelle enquête auprès des chercheurs serait plus utile à cet égard que l'exégèse polémique des rapports, nécessairement désincarnés, de l'administration. Sachons reconnaître ce qui est positif. Essayons d'améliorer ce qui peut et doit l'être.

(*) Membre de l'Institut.



هكذا من الأصل

Le saut dans l'inconnu



(Suite de la page 19.)

Mais les insectes qui sont passés en phase grégaire ont tendance, eux, à voyager d'ouest en est. Les criquets pèlerins qui se développent actuellement au Sahara *risquent donc* d'aller très prochainement réensemencer les zones de reproduction d'Afrique orientale, en particulier celles qui sont proches de la mer Rouge, et d'être ainsi prêts à envahir en force l'Arabie saoudite, puis tout le Proche-Orient jusqu'au Pakistan et à l'Inde. Un essaim de 30 kilomètres carrés a déjà été repéré et traité en Arabie saoudite, où de fortes pluies – génératrices de végétation – sont tombées du 10 au 20 avril.

L'invasion généralisée de criquets pèlerins n'est pas encore déclenchée. La situation actuelle n'est pas comparable à celle qu'on a connue de 1949 à 1963. Mais tout est prêt pour le déclenchement d'une invasion généralisée qui sera forcément de longue durée.

L'aire couverte par les criquets pèlerins en phase grégaire est probablement le double de celle occupée par les mêmes insectes en phase solitaire. Ce qui multiplie *les chances, pour les criquets pèlerins*, de trouver sur leur chemin des zones favorables à leur reproduction et ce qui rend la lutte anti-acridienne d'autant moins efficace. En outre, la phase grégaire se maintient pendant des années, même si la très grande majorité des criquets pèlerins est repassée en phase solitaire.

Les facteurs humains vont très probablement jouer un rôle important dans le développement de l'invasion des criquets pèlerins. Certes, les pays donateurs ont déjà apporté pour 70 millions de dollars (400 millions de francs environ) d'aides en argent ou en matériels, et ils sont sûrement prêts à fournir des aides supplémentaires. Mais la lutte n'est pas assez coordonnée à l'échelle du demi-continent africain ; elle est trop souvent menée dans le cadre de coopérations bilatérales, donc beaucoup trop limitées dans l'espace et le temps, alors que les criquets pèlerins en phase grégaire ignorent les frontières et ont une sorte de génie extraordinaire pour « deviner » où sont les zones couvertes de végétation. En outre, les compétences sont sûrement trop rares, même si les bonnes volontés sont innombrables. Et répétons encore une fois que de nombreuses aires de reproduction sont situées dans des zones où la guerre ou la guérilla interdisent toute surveillance et tout traitement.

YVONNE REBEYROL.

Demain

Casques antibruit

Pour lutter plus efficacement contre le bruit dans l'environnement, le laboratoire de mécanique et d'acoustique du CNRS à Marseille a développé un casque antibruit d'un nouveau type. Contrairement aux casques classiques, dits « passifs », qui atténuent le bruit au moyen d'une coque en plastique placée sur chaque oreille, le csque développé par le CNRS est dit *« à absorption acoustique active »*. Il capte en effet les sons non atténués par la coque en plastique au moyen d'un microphone inséré dans le casque, les traite électroniquement, puis les réintroduit, mais transformés en un bruit opposé à celui que l'on veut combattre, dans le mini-haut-parleur du casque.

L'addition algébrique du bruit et de son antibruit produit un effet de minimisation. Les atténuations obtenues au niveau du tympan sont de l'ordre de 20 à 40 décibels suivant les fréquences sonores. Cette atténuation n'empêche pas les porteurs de ce nouveau casque de communiquer entre eux par l'intermédiaire du haut-parleur. Les militaires ainsi que des industriels français, anglais et américains sont intéressés par ce nouveau principe de lutte antibruit.

Allô ! Plus vite

Les nouveaux systèmes du réseau téléphonique pour mieux établir « la communication ».

LORSQUE vous appelez au téléphone un abonné, pour une communication interurbaine, il s'écoule en général une quinzaine de secondes entre la fin de la numérotation et le déclenchement chez lui de la sonnerie d'appel. Dans quelques années, ce temps devrait être réduit à trois ou quatre secondes. Telle sera la conséquence la plus visible *d'une transformation* profonde du réseau téléphonique : la mise en place d'une signalisation par « canal sémaphore ».

Il faut bien voir que l'essentiel du « travail » des systèmes de télécommunications se fait dans cette période préparatoire. Il faut décoder le numéro, le transmettre aux divers centraux par lesquels transitera la communication, établir les connexions, déclencher la sonnerie d'appel chez l'abonné demandé... Toutes ces opérations qui constituent la « signalisation ». Quand le demandé a répondu, tout se passe comme si deux fils spécifiques avaient été tendus entre les deux correspondants. Les centraux sont devenus transparents ; le seul organe encore actif est celui qui, sur le central du commandeur, mesure le temps de communication pour établir la taxation.

C'est cette séparation qui permet au réseau téléphonique actuel d'utiliser les mêmes circuits pour ces deux phases. Mais cette solution n'est pas optimale. La conversation téléphonique ne requiert qu'un bas débit d'information, le message vocal est noyé dans des « fritures » diverses. La signalisation exige au contraire des transmissions sans erreur. Cela oblige à utiliser des méthodes à forte redondance, donc lentes : il faut 2,5 secondes pour transmettre le numéro demandé au central, et il en faudra autant pour chaque liaison entre commutateurs sur le chemin qui conduira vers l'abonné *demandé*.

Avec la technique du canal sémaphore, où cette transmission utilise des circuits spéciaux, durée est réduite à 0,1 seconde. Le gain de temps est important. De plus, on peut envoyer des messages de signalisation plus complexes, définis par une norme internationale, le code CCITT nº 7. Cela permet, par exemple, de détecter très vite, bien avant que la liaison ne soit établie, que l'appelé n'est pas disponible. On peut alors immédiatement renvoyer le signal d'occupation à l'appelant et abandonner l'établissement de la liaison, ce qui réduit la charge de travail des commutateurs.

D'autre part, l'existence de voies indépendantes pour la signalisation et la conversation. Cela ouvre la voie à divers services nouveaux. Ainsi il sera ultérieurement possible de prévenir un abonné, pendant qu'il téléphone, qu'un autre correspondant le demande, et même de lui indiquer le numéro de la personne qui l'appelle.

Une chaîne de magasins pourra disposer pour son service après-vente d'un numéro unique. L'appel sera automatiquement orienté vers la succursale la plus proche de l'appelant. Seront aussi simplifiés l'utilisation de la carte Pastel (ancienne carte Telecom), qui facilite l'usage des cabines téléphoniques, et le Numéro vert, qui permet de facturer la communication à l'appelé et non à l'appelant.

La signalisation par canal sémaphore a été mise en service fin 1987, à titre expérimental, sur six centraux de la région parisienne. Elle a ensuite été étendue à des communications avec Marseille et Lyon. L'expérimentation étant positive, la décision de la généraliser vient d'être prise. En 1988, elle sera généralisée pour les liaisons entre centres de transit interurbain, puis, en 1990 et 1991, étendue aux autres centraux électroniques. Ce qui permettra alors à 60 % des abonnés d'en bénéficier.

Cette réalisation se fait dans le cadre de l'établissement en cours du réseau numérique à intégration de service (RNIS). Permettant d'acheminer de la voix, des images, des textes, des données numériques sur les mêmes circuits, le RNIS exige une signalisation beaucoup plus riche, que rend possible le canal sémaphore. Une autre exigence pour le RNIS est une parfaite synchronisation des quelque mille deux cents commutateurs électroniques temporels. Celle-ci est réalisée depuis quelques semaines à partir de deux ensembles d'horloges atomiques installées à Paris et à Lyon.

MAURICE ARVONNY.



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

INGENIEURS D'ETUDES

ARTS ET METIERS... + EXPERIENCE

Filiale d'un grand groupe d'ingénierie, notre société de constructions mécaniques fabrique des machines de travaux publics, des matériels de construction, manutention...

Dans ce cadre, vous prendrez dans un premier temps la responsabilité de l'étude et de la mise au point des nouvelles gammes de produits. Vous serez ensuite le patron de notre bureau d'études avec une équipe d'une dizaine de personnes.

Votre mission implique quelques déplacements en France et à l'étranger.

Votre formation supérieure (A & M, ESTP option Mécanique...) complétée par une expérience de 3 à 5 ans en construction mécanique vous permettra d'être rapidement opérationnel.

Lieu de travail : 100 km de PARIS.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence 5368/LM, à

MEDIA PA

53, av. Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

MEDIA PA

UNIMECS FRANCE, filiale d'un groupe international en pleine expansion spécialisé dans l'engineering et l'assistance technique dans le monde entier, recherche URGENT pour NANTERRE

• RESPONSABLE DU RECRUTEMENT réf. R.R.
• RESPONSABLE DES VENTES réf. R.V.

Nous sommes une société de consultants industriels, dynamique et en pleine expansion, spécialisée dans plusieurs domaines (pétrole, énergie, chimie, pharmacie et industries de production).

Le groupe est implanté à l'échelle internationale, avec des filiales à Monaco, en Hollande, en Angleterre, en France et en Afrique du Sud.

Les candidats, âgés de 28 à 45 ans, auront une première expérience dans une société de services ou dans un bureau de consultants et seront bilingues anglais.

Pour nous rencontrer, merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prét.) en précisant la référence du poste à UNIMECS FRANCE, Service Recrutement, Le Vermont, 119/125, rue des 3 Fontanot, 92000 NANTERRE ou téléphoner à Max BOTTREAU au (1) 47 78 13 09.

UNIMECS
CONSULTANTS INDUSTRIELS

Importante société de construction
RECHERCHE

• Pour son siège région parisienne

UN CHEF DE PRODUIT

Il se verra confier la responsabilité commerciale et la gestion d'un service de construction métallique.
Ingénieur âgé de 40-45 ans environ, 10 ans d'expérience en construction métallique et entreprise générale de BTP sont souhaités.
Déplacements à prévoir.

UN INGÉNIEUR MONTAGE

En étroite relation avec le responsable de l'activité montage, il animera une équipe et mettra au point les méthodes de montage.
Agé de 35-45 ans environ, 10 ans d'expérience dans ce domaine sont souhaités.
Anglais indispensable.
Déplacements en France et à l'étranger.

• Pour la création d'une agence en province

UN INGÉNIEUR

A la fois commerçant et gestionnaire, il aura la responsabilité de l'agence.
Agé de 35 ans minimum, 10 ans d'expérience, études et réalisation sont nécessaires.
Disponible rapidement.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions au MONDE PUBLICITÉ, sous nº 8 563, 5, rue Monttessuy, 75007 Paris.

GROUPE IMMOBILIER
NANTERRE - DÉFENSE

(RER Nanterre Préfecture)

recrute

ADJOINT AU DIRECTEUR COMPTABLE

DECS ou équivalent
et expérience de 5 ans dans une fonction similaire.

Il assistera le Directeur dans l'intégralité des tâches comptables et encadrera 6 personnes.

L'expérience du secteur immobilier et la bonne connaissance de l'informatique seraient des atouts appréciés.

Env. lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions s/nº 8562 M, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, PARIS-7e.

SUD DE LA FRANCE

Groupe international de 1er plan dans le domaine de l'électronique (18000 personnes, CA 6 milliards de F), notre direction administrative et financière basée sur l'un de nos plus importants sites de production du Sud de la France gère, contrôle, analyse et coordonne les activités financières des 7 sites français (CA 2,6 milliards de F). Elle recherche

Jeune cadre comptable

Vous possédez une solide formation comptable (école de commerce ou équivalent + DECS) complétée par une expérience de 4 ans environ. Aujourd'hui, vous maîtrisez la fiscalité et le fonctionnement des entreprises multi-sites. A la tête d'une équipe, vous assurerez : • la comptabilisation de l'ensemble des opérations fiscales, • le suivi des marchés d'études (facturation et prévisions de trésorerie), • les relations avec les Administrations (enquêtes gouvernementales, contrôle des prix), • la comptabilité fournisseurs du site. (réf. 30558/AM).

Adjoint du trésorier

Diplômé d'une école de commerce (ou équivalent) option finances, vous recherchez l'entreprise capable de mettre à profit votre rigueur, votre sens de l'autonomie et de la négociation. Après une période d'intégration, vous travaillerez principalement sur la prévision et la gestion de trésorerie et serez étroitement associé aux responsabilités du trésorier. Vous participerez également à la consolidation de trésorerie de quelques structures étrangères. (réf. 30558/BM).

Le contexte particulièrement diversifié et en plein développement qui est le nôtre suppose de larges possibilités d'évolution et nécessite des candidats à fort potentiel, très à l'aise avec l'outil informatique et maîtrisant l'anglais.

Adressez lettre, CV, photo, prétentions (sous réf. choisie) à Média-System, 6/8 Impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

MÉDIA-SYSTEM

Ingénieur technico-commercial

ARTS ET METIERS...

Après quelques années d'expérience commerciale dans une entreprise liée au marché automobile, vous souhaitez aujourd'hui rejoindre un groupe qui saura donner de l'envergure à votre carrière.

PECHINEY vous propose d'intégrer l'une de ses filiales qui, avec plus de 1 900 personnes et 450 MF de C.A., figure parmi les leaders européens dans son domaine : les pièces mécaniques frittées.

Pour ces produits de pointe connaissant une forte progression, vous serez l'interlocuteur privilégié de l'un des grands constructeurs automobiles français avec pour fonctions principales :
- la négociation et le suivi des pièces en série avec sa centrale d'achat,
- le développement de vos produits en fonction des demandes des bureaux d'études et méthodes de votre client,
- le suivi des prototypes, des commandes et des livraisons,
- l'étude des marchés et de leurs tendances.

Lieu de travail : PARIS.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + C.V. + photo), sous la réf. F/05, à notre Service Recrutement

PECHINEY
23, rue Balzac
75008 PARIS

PECHINEY

MEDIA BA.

ACTIMAN

Créé à Paris en mai 1985, notre Cabinet de Conseil en recrutement par annonces et par approche directe comprend 6 Consultants à Paris, Lyon et Monaco.

Nous voulons poursuivre notre développement en renforçant nos implantations actuelles et en en créant de nouvelles partout en France.

Nous recherchons donc des

CONSULTANTS CONFIRMES H/F

Vous avez au minimum 30 ans, une brillante formation supérieure. Une expérience réussie en entreprise et si possible en cabinet vous a donné une excellente compréhension de l'organisation et de la vie des entreprises.

Bien sûr, vous avez des qualités relationnelles et commerciales évidentes ainsi qu'un esprit méthodique et rigoureux... ce qui n'exclut pas le sens de l'humour.

La maîtrise de l'anglais ou d'une autre langue européenne est très souhaitable.

Merci de nous écrire sous référence ACT2 M en précisant votre projet personnel : renforcer une équipe actuelle ou créer avec notre aide un nouveau bureau.

20 rue Pergolèse - 75116 Paris

Actiman

Société d'aménagement, recherche

RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT

Direction et animation du département chargé du Traitement des Tissus Urbains (OPAH, RHI, DSQ, maîtrise urbaine et sociale). Interlocuteur privilégié des collectivités locales, il aura à développer ses activités sur l'ensemble du département du Nord. Membre du comité de direction, 10 années d'expérience professionnelle.
Lieu de travail : ROUBAIX.

Envoyer c.v. et prétentions à Monsieur le Directeur du personnel de la SAEN, 39, rue Jean-Sans-Peur, 59800 Lille.



Important éditeur de guides touristiques de renommée mondiale, nous recherchons aujourd'hui notre Rédacteur en Chef.

Vous possédez une solide culture générale (Histoire de l'Art, Histoire et Géographie) et une excellente « plume ».

Vos qualités d'animateur et la connaissance de l'édition seraient des atouts supplémentaires.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence 203, à INTERMEDIA - 9 bis, rue Labie - 75017 PARIS, qui transmettra.

MEDIA BA.

Magazine professionnel, bimensuel, leader sur le secteur des industries graphiques (groupe CEP)

RECHERCHE

JOURNALISTE CONFIRMÉ

30-35 ans environ

ayant plusieurs années d'expérience presse quotidienne et/ou spécialisée, bonne connaissance des sujets économiques et sociaux, capable de s'adapter rapidement aux problèmes techniques de l'imprimerie et à ses développements. Anglais indispensable, allemand souhaité.

Envoyer c.v. et manuscrit et prétentions à : INFORMATION ET PROFESSIONS Une Société du Groupe CEP Communication Direction Générale, 1, cité Bergère, 75009 Paris.

MENSUEL DE VOYAGES HAUT de GAMME – PARIS
recherche

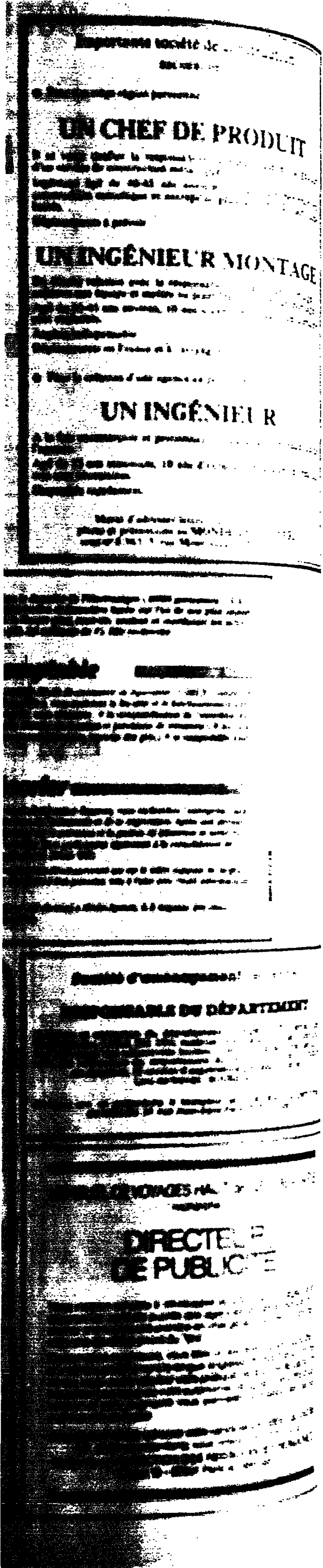
DIRECTEUR DE PUBLICITÉ

Votre mission consiste à développer la publicité du magazine en assurant les contacts auprès des agences et des annonceurs, à animer une équipe et à prendre en charge la promotion commerciale et le développement du "titre".

De formation supérieure, vous êtes un excellent communicateur et maîtrisez parfaitement la langue anglaise. Après 5 ans d'expérience, vous voulez valoriser votre pratique de la publicité dans une structure dynamique où votre autonomie, la rigueur de votre organisation et votre pugnacité vous permettront d'assumer pleinement un rôle de leader.

Merci de bien vouloir adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence DP/S/LM à :
Marie Vioux – DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES
Cedex 19 – 92081 Paris la Défense

PR Blay



Le Monde CADRES

Groupe sociétés financières rech. pour ses délégations régionales de MARSEILLE et REIMS

COLLABORAT.(TRICES)

ayant une bonne formation bancaire (branche entreprises) de bonnes connaissances comptable, fiscale et juridique, la pratique et le goût des contacts.
Adr. c.v., photo et prét. sous réf. 4 447 à Pierre LICHAU, 10, rue de Louvois, 75002 PARIS qui transmettra.

Recherchons urgent 1 TRADUCTEUR français vers américain. Habilité confidentiel, défense. Lib. de suite, 47-84-74-52.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ secteur agro-industriel recherche,

UN CADRE DE FORMATION COMPTABLE

sans enfant à charge, pr poste responsabilités en Afrique noire francophone, sur contrat d'expatrié. Le candidat devra justifier du niveau DECS, d'une expérience min. de 5 ans en Cabinet ou PME et être disponible immédiatement.

Adr. lettre man. + CV avec photo et prét. s/réf. 4237 à Lévi-Tourney-Asscom, 31, bd Bonne-Nouvelle 75002 Paris (qui trans.).

Sté de services recrute pour important organisme financier : postes à responsabilités niveau classe V-VI.

CONSERVATION-OST BOURSE ÉTRANGÈRE

Env. CV à A. ASSAYAG EROM, 84, rue de Richelieu, Paris 2e.

GROUPE DE PRESSE

professionnelle en pleine expansion recherche

JOURNALISTES

Pour ses revues :
● PACK-INFO : bi-mensuel Technique de l'emballage. Pour ce poste une formation technique ou scientifique supérieure ainsi qu'une bonne conn. de l'anglais sont indispens. Réf. P.I.J.

● BRICOLAGE-SERVICES Mensuel de la distribution, bricolage et accessoires automobiles. Une bonne connaissance du milieu grande distribution est indispensable. Réf. B.S.J.

Ces deux postes basés à Paris sont disp. imméd. Env. c.v., photo et prét. au GROUPE SEPAIC, 42, rue du Louvre, 75001 PARIS en indiquant la réf. choisie.

Le nº 1, dans un marché porteur, recherche pour Paris et région parisienne
15 CONSEILLERS COMMERCIAUX H./F.
— Rémunération motivante.
— Formation assurée.
Tél. pr r.-vs 45-00-24-03.

ASSOCIATION GEST. DE FOYERS D'HÉBERGEMENT pour travailleurs immigrés recherche pour ses foyers

GESTIONNAIRES DE FOYERS

ayant le sens du contact. Gestion informatisée. Logement de fonction sur foyer dans appt confortable.

Env. CV dét., lettre manuscr. et photo ainsi que prétentions sous réf. 8655 M à ICA, 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris qui trans.

INGÉNIEURS

pour calculs de structures pour éléments finis SYSIM, 9, rue Benoît-Malon, 92158 Suresnes Cedex.

STÉ DE PROMOTION rech.

JURISTE H./F.

GÉNÉRALISTE immobilier expér. exigée pour traiter tout dossier si rapportant. Tél. 42-71-68-97.

Société de crédit bail recherche

INSPECTEUR CONTENTIEUX

pour assurer la gestion d'un important portefeuille. Ce collaborateur(trice) devra posséder de solides qualités dans la négociation et les rapports humains. Expérience demandée dans le domaine crédit bail (2 ans minimum).
Adr. c.v., photo et prét. s/réf 4 448 à Pierre LICHAU, 10, rue de Louvois, 75002 PARIS qui transmettra.

Fondation créé en 1984

C.A. 5 000 000 F. 14 pers. Documentation sociale, publications organisation de réunions

RECHERCHE

DIRECTEUR ADJOINT

(H./F. 40 ans)

(futur directeur) pour assurer fonctions administratives, gestion personnel, coordination activités et assurer développement qualités rédactionnelles, rigueur, analyse, contacts. Connaissance moyens informatisés indispensable. Expériences milieu social, formation professionnelle souhaitées.

Adr. lettre manuscrite et c.v. avec photo à CEDIAS Musée social, 5, rue Las-Cases, 75007 PARIS. Création poste : 1-9-88.

DEMANDES D'EMPLOIS

J.H. 23 ans, dégagé O.M., permis VL

CAP ÉLECTROTECHNIQUE

niveau bac technique F3 recherche poste stable.

DÉPANNEUR ÉLECTROMÉNAGER

Paris, banlieue nord. Ecrire sous nº 6 022 LE MONDE PUBLICITÉ 5, r. Monttessuy, Paris-7e.

J.F. 21 ans recherche EMPLOI STABLE SECRÉTAIRE DÉBUTANTE. Appeler après 19 heures au 43-64-55-88.

INGÉNIEUR CONTROLEUR DE GESTION (INSA, ICG)

H. 24 ans, exp. PME/PMI dont 10 a. C.D. gestion, près direct. gale ingénierie, cherche dans ENTREPRISES responsabilités de contrôleur de gestion.
Tél. 42-02-35-81 le matin ou à partir de 18 h 30.

INGÉNIEUR CHIMISTE, forte expérience en traitement de surface et peintures industrielles. Tant du point de vue de l'étude et développement de nouveaux produits que de la connaissance des matériels d'application et de séchage et mise en application en production, recherche poste correspondant à ses capacités, de préf. de rég. paris. Ecrire au MONDE PUBLICITÉ s/nº ??? 5, rue Monttessuy, Paris-7e.

MANAGER 40 ans

15 a. exp. de direction et gestion de PME, spécialiste en communicat. extérieure, maîtrise parf. de la PUB et des R.P. de haut niveau, charisme, négociat., ambitieux, offre sa compétence à entreprise dynamique et performante. T. 48-09-03-79.

Après 15 ans d'expérience au service du personnel, J. F., 38 ans, cherche poste dynamique et motivant dans gestion des ressources humaines. Ecrire sous le nº 6 023 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

SECRÉT. INDÉP. RECH. TRAVX DE DACTYLO, TRAIT. DE TEXTE, ÉQUIPÉE, COMPATIBLE IBM PC... 64-80-94-99.

Le Monde IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

3e arrdt

R. DES F.-DU-CALVAIRE 2/3 P., 1 270 000 F.
43-38-33-62.

5e arrdt

QUARTIER LATIN duplex charme sol. 65 m² env. liv., 3 ch., tt cft, 2 150 000 F S. Kayser (1) 43-29-60-60.

GOBELINS CHARME Séj. + 2 chbres, cuisine équipée, bains, refait neuf, imm. pierre de taille, 1 290 000 F, 46-67-66-16.

12e arrdt

Splendide appt 32, rue de Lyon, 12e, 2e ét., 140 m² environ avec balcon + cave. Visite tous les jours l'après-midi, 43-43-28-72.

AV. DAUMESNIL pte Dorée liv. + ch 47 m² bns lux cuis. meub. chf. cent. 770 000 F 45-06-63-84 60-60-64-94.

15e arrdt

Mº VAUGIRARD

82 m² + terr. 25 m², park. 4/5 p., 110 m², 7e ét., box. Lux. 140 m² + terr. 90 m² dernier étage, 2 parkings. France conseil : 48-28-00-75.

Mº CONVENTION

Gd. 2 p., style ATELIER D'ARTISTE pierre de t., ét. élevé, très bon état INONDÉ DE LUMIÈRE, 820 000 F France Conseil 48-28-00-75.

VUE SEINE, VERDURE

Bel imm. 1926, 3 p. 70 m² tt cft 2e étage ascenseur. 45-88-49-34.

16e arrdt

RUE LA FONTAINE

120 + serv. ETAT NEUF. P. de T., gd stand., ch. centr. indiv., prof. lib. aut. France conseil : 48-28-00-75.

92 Hauts-de-Seine

ISSY — LIMITE 15e

80 m² réc., 4e, asc., dble expo. Tout s/jard., dble liv. 32 m² + 2 chbres, gde cuis., balcon. Box en loc. Px : 1 490 000 F. France conseil : 48-28-00-75.

locations non meublées offres

Région parisienne

SAINT-CLOUD 92 parkings à louer 700 F/mois + TVA. Tél. du lundi au vendredi de 9 h 30 à 12 heures et de 14 h à 18 heures. Mme Dubois 46-02-38-61.

CHENNEVIÈRES dans résidence de standing beau 4 p. 2e étage (89 m²) avec box 3 596 F + 738 F charges. POG 45-67-71-00.

ARGENTEUIL dans résidence de standing beau 3 pièces libres de suite 2 360 F + 905 F charges, 39-82-72-93.

FRESNES, de résidence de stand. beau studio 2e ét. Libre de suite. 2.280 F + 455 F ch. 42-37-15-67.

CHAMPIGNY De résidence de stand. beau 5 p. avec balc., libre de suite. 3.851,83 F + 1.320 F ch. S'adresser chez la gardienne 15, rue ALBERT-VINÇON.

locations non meublées demandes

Paris

INTERNATIONAL SERVICE

rech. pr BQUES, STÉS MULTINAT. et DIPL. GDS APPTS de standing, 5, 6, 7 p. Tél. 42-80-20-42.

appartements achats

Rech. 2 à 4 p. PARIS préf. RIVE GAUCHE, avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire, 48-73-48-07, même le soir.

EMBASSY SERVICE

recherche achat APPTS HAUT DE GAMME et HOTELS PARTICULIERS, PARIS RÉSIDENTIEL.

T. (1) 45-62-16-40.

pavillons

A 2 km du golf de BUSSY-ST-GEORGES à vendre sur 780 m² pavillon traditionnel, 144 m² habitable + garage. Séjour 50 m² (poutres apparentes + cheminée), cuisine équipée, s. de bains et s. d'eau, 2 w.c., 3 chambres + mezzanine donnant sur le séjour.
Prix : 1.050.000 F.
Tél. : 64-02-26-91 après 19 h.

maisons de campagne

A vendre ravissante maison ancienne restaurée, région sud Périgord (Biron). Joli séjour, cuisine, 2 chbres, salle de bains, chauff. cent., terrasses, terrain aménagé Prix 350 000 F. Cabinet Marcelle Fournier. Gavaudun, 47150 Monflanquin. T. 53-71-21-85.

immeubles

IMP. GROUPE FINANCIER recherche IMMEUBLES LIBRES OU OCCUPÉS, habitation ou bureaux PARIS ET PR. BANLIEUE 48-28-61-69.

viagers

F. CRUZ : 42-66-19-00

8, r. La Boétie, particuliers votre dossier viager. Estimation gratuite. 48 ans d'expérience. Garant. financ. : 3 000 000 F.

bureaux

Locations

DOMIC. DEPUIS 80 F MS. Paris 1er, 8e, 9e, 12e ou 15e. CONST. SARL 1 500 F HT. INTER DOM 43-40-31-45.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

SARL — RC — RM
Constitutions de sociétés. Démarches et tous serv. Perman. téléphoniques.

43-55-17-50.

Votre adresse commerciale ou

SIÈGE SOCIAL

bureaux, secrétariat, télex

CONSTITUTION STÉS

Prix compét. Délais rapides.

ASPAC 42-93-60-50 +

DOMICILIATIONS

Forum des Halles - Bureaux Constitution de sociétés Télex - Secrétariat ACCESS 40-26-15-12.

L'AGENDA

Bijoux

BIJOUX BRILLANTS

Le plus formidable choix « Que des affaires exceptionnelles » écrit le Guide Paris pas cher en alliances, brillants, solitaires, etc., bagues, rubis, saphirs, émeraudes, bijoux, or, argenterie

PERRONO OPÉRA

angle bd des Italiens, 4, Chaussée-d'Antin. Achat tous bijoux ou échanges. Autre magasin autre gd choix Etoile 37, av. Victor-Hugo.

Vacances

Tourisme

LE GRAU-DU-ROI (30) part. loue studio plain-pied tt cft, pour couple 1 enfant, avec coin cabine, 100 m de la plage tt comm. très proche. Juil. 4 800 F ; août 4 800 F ; sept. 2 500 F. Tél. au : (16) 75-58-55-38.

Deauville/Bénerville 300 m plage, à louer mois d'août appt, séj. + 2 ch., 2 s. de bains, cuisine aménagée, lave-vaisselle, lave-linge, terrasse ensoleillée. Tél. hres bur. 46-75-30-74 ou le soir 47-34-17-13.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

R9 AUTOMATIQUE

année 1984, 43 000 km, coul. gris métal., pneus nfs, état impec., 30 000 F, 60-17-20-45, après 18 h.

FORMATION PROFESSIONNELLE

ÉCOLE COMMERCIALE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

dans le cadre du Conseil Général de Paris
formation à temps plein (860 h)
du 16 mai au 31 décembre 1988

CONTROLE DE GESTION
(stage gratuit et rémunéré)

— Au profit de demandeurs d'emploi.
— Résidant à Paris depuis au moins 1 an.
— Age souhaité : 22 ans à 30 ans.
— Niveau de formation bac + 2 minimum.

Renseignements et inscriptions sur place
3, rue Armand-Moisant, 75015 PARIS.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Le Carnet du Monde

Naissances

— Dominique et Francis MOATY sont heureux d'annoncer la naissance, le 28 avril 1988, de

Mathilde, Hannah, Esther,
sœur de Louise.

65, rue du Moulin-des-Prés,
75013 Paris.

Fiançailles

— M. Serge DASSAULT
et Mme, née Nicole Raffel,
Le docteur Philippe HABERT
et Mme, née Jacqueline Houël,

sont heureux de faire part des fiançailles de leurs enfants

Marie-Hélène
et
Benoît.

Décès

— Nous apprenons le décès, survenu le lundi 2 mai à Saint-Cheron (Essonne), de

l'amiral (CR) Paul DE BIGAULT DE CAZANOVE,

dont les obsèques seront célébrées le vendredi 6 mai en l'église de l'Hôtel national des Invalides, à Paris, avant l'inhumation au cimetière de Saint-Cheron.

[Né le 30 décembre 1921 à Sallespisse (Pyrénées-Atlantiques), Paul de Bigault de Cazanove entend l'appel du 18 juin 1940 du général de Gaulle, alors qu'il est à Saint-Jean-de-Luz d'où il s'embarque pour rallier Londres à bord d'un transport de troupes polonais. Il est élève à l'Ecole navale de Dartmouth, en Angleterre, en 1941. Jeune enseigne de vaisseau, il va servir dans les Forces navales françaises libres (FNFL) à bord de vedettes lance-torpilles qui effectuent, comme *le Beniguet* et le Motorlaunch MTB 227 qu'il commande, des patrouilles en Manche.

En 1945, Paul de Bigault de Cazanove sert en Indochine, notamment à la base navale de Haïphong jusqu'en 1949. Après une série d'embarquements, à bord, par exemple, du porte-avions *Bois Belleau*, il exercera plusieurs commandements successifs (l'aviso *Commandant de Pimodan*, l'escorteur *le Vendéen*, l'aviso-escorteur *Victor Schoelcher*) avant d'entrer, en 1968, au cabinet militaire du ministre des armées (M. Pierre Messmer), puis d'être nommé commandant de l'Ecole navale jusqu'en 1972. Avec le grade de contre-amiral, il est ensuite chef du cabinet militaire des premiers ministres qui se succèdent à Matignon, M. Messmer et M. Jacques Chirac. En 1976, il est nommé commandant l'escadre de la Méditerranée à Toulon.

De 1979 à 1981, date à laquelle il est admis dans le cadre de réserve avec le rang de vice-amiral d'escadre, Paul de Bigault de Cazanove est préfet maritime de Brest et commandant en chef pour l'Atlantique.

Titulaire de nombreuses décorations étrangères, dont la DCS britannique, l'amiral de Bigault de Cazanove était grand officier de la Légion d'honneur.]

— La direction des Editions Baillière et de la *Revue du praticien*,
Le comité de rédaction
et l'ensemble du personnel,
ont le regret de faire part du décès du

professeur Paul CASTAIGNE,
président du comité de rédaction,

survenu le 29 avril 1988.

— Beate et Serge Klarsfeld
et l'association Les Fils et Filles des Déportés juifs de France (FFDJF),
ont l'immense chagrin de faire part du décès, le 2 mai 1988, dans sa quatre-vingt-cinquième année de

Mme Ita-Rosa HALLAUNBRENNER.

Les obsèques auront lieu le mercredi 4 mai, à 10 heures, au cimetière parisien de Bagneux (rendez-vous porte principale).

Ni fleurs ni couronnes.

[Mme Hallaunbrenner avait perdu son mari Jacob, fusillé par la Gestapo de Lyon, son fils aîné Léon (treize ans), déporté à Auschwitz en 1943, et ses filles Mina (huit ans) et Claudine (cinq ans), déportées après la rafle du foyer d'enfants juifs d'Izieu, le 6 avril 1944, par la Gestapo de Lyon. Elle avait milité à La Paz en 1972 avec Beate Klarsfeld pour obtenir l'extradition de Klaus Barbie. Elles furent alors expulsées de Bolivie. La déposition de Ita-Rosa Hallaunbrenner au procès Barbie à Lyon en juin 1987 avait été particulièrement émouvante. Son personnage de mère martyre et héroïque a été interprété à l'écran par la grande actrice américaine Geraldine Page.]

— Les docteurs Madeleine et Maurice Huneman,
ses enfants,
M. Philippe Huneman,
son petit-fils,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Esther Huneman,
née Goldstein,

survenu le 30 avril 1988, à Paris.

Les obsèques auront lieu le jeudi 5 mai à 10 h 30, au cimetière de Bagneux parisien.

— Mme Xavier Droulers,
sa fille,
Frédéric, Daniel et Françoise,
Patricia, Caroline, Priscilla Droulers,
ses petits-enfants,
Julien, Fabrice, Julia Droulers,
Akam Tredez,
Djibril Diakite,
ses arrière-petits-enfants,
M. et Mme Gérald Clode,
ses neveu et nièce,
Régis Dho, Bernard Lenon,
France Praz, Michelle Guillaume,
ses fidèles amis,
ont l'infinie tristesse d'annoncer la disparition, le 1er mai 1988, à Paris, de

Mme Yvonne LACOURIÈRE,

à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

Elle était la sœur du maître graveur

Roger LACOURIÈRE,
chevalier de la Légion d'honneur,
décédé en 1966.

Cérémonie religieuse à St-Pierre-de-Montmartre, *le mercredi 4 mai*, à 8 h 30, suivie de l'inhumation au cimetière St-Vincent.

10, rue Cardinet,
75017 Paris.

— M. et Mme Yves Le Tilly,
M. et Mme Pierre Le Tilly,
ses enfants,
Yann et Frédérique, Philippe, Loïc et Anne,
ses petits-enfants,
M. et Mme Pierre Guillemot,
ses frère et belle-sœur,
font part du décès de

Mme veuve Henri LE TILLY,
née Simone Guillemot,

survenu le 30 avril, à l'âge de soixante-sept ans.

Les obsèques ont été célébrées à Ploemeur (Morbihan), le lundi 2 mai, dans l'intimité.

Route du Couregant,
Kerroch, 56270 Ploemeur.

— M. et Mme Marc Sator,
M. et Mme Gilles Desbordes
et leurs enfants,
Karim, Damien, Nicolas, Marie et Vincent,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jeanne SATOR,
née Montagné,

survenu le 2 mai 1988 dans sa soixante-dix-neuvième année.

Les obsèques auront lieu mercredi 4 mai, à 16 heures, au cimetière de Saint-Martin-Osmonville (Seine-Maritime).

5, square de Port-Royal,
75013 Paris.
6, rue Saint-Michel,
76000 Rouen.

— M. Bernard Tarot,
Mme Françoise Tarot,
Le docteur et Mme Jean-Pierre Garcin,
M. et Mme Gérard Tarot,
Me J.-C. Arbeau-Barreau et Mme,
Mme Jean-Jacques Galey,
M. Didier Tarot,
ses enfants,
Françoise, Jean-Pierre, Florence,
Et ses vingt-trois autres petits-enfants et leurs conjoints,
Ses vingt-deux arrière-petits-enfants,
nous prient d'annoncer le retour à Dieu de

Mme Pierre TAROT,
Marie Berenita,

le vendredi 29 avril 1988, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Elle a rejoint dans la paix du Seigneur son époux

Pierre TAROT,

décédé en 1957,
et son fils

Roger TAROT,

décédé en 1954.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale à La Chapelle-d'Andaine (Orne), le jeudi 5 mai, à 15 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

13, rue de Siam,
75016 Paris.

— Mme Arlette Vogel,
Les docteurs Claude et Nicole Sentilhes,
ses enfants,
Grégoire, Damien, Perrine, Gabrielle Sentilhes,
ses petits-enfants,
Mme Sylvia Rosen,
sa sœur,
Claude et Rodica Rosen,
Vlad et Connie Rosen,
Anca et Raymond Fabre,
ses neveux et nièces,
Ses amis de la colonie roumaine,
ont la tristesse d'annoncer le décès, le 1er mai 1988, dans sa soixante-quatorzième année, de

Mme Cicy VOGEL,
épouse de Samy Vogel,
avocat à la cour de Bucarest,
décédé le 20 septembre 1962.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale.

163, rue de Charenton,
75012 Paris.
20, rue de Vergennes,
78000 Versailles.

Remerciements

— Mme Robert Gonzenbach,
Ses enfants,
Et toute sa famille,
remercient sincèrement tous ceux qui se sont associés à leur peine lors du décès de

M. Robert GONZENBACH.

— Mme Carlo Guttieres,
Ses enfants et petits-enfants,
Parents et alliés,
remercient toutes les personnes qui, par leur présence et leurs messages, se sont associées à leur douleur lors des obsèques de leur adoré époux, père et grand-père,

Carlo GUTTIERES.

Les prières du mois auront lieu le samedi 7 mai, à 11 heures, à la synagogue, rue Tapis-Vert, à Marseille.

Anniversaires

— Il y a un an disparaissait

André SAUZIN.

Une pensée affectueuse est demandée à tous ceux qui l'ont connu, en union avec la messe qui sera célébrée le 5 mai, à 18 heures, en l'église N.-D.-de-Grâce de Passy.

— APARTS poursuit son œuvre en rappelant qu'il y a un an disparaissait, dans de tragiques circonstances, le

docteur Didier SEUX,
vice-président-fondateur d'APARTS
(Appartements de relais thérapeutique et social pour les malades du SIDA).

Les membres et les amis d'APARTS n'ont pas oublié.

Messes anniversaires

— La messe traditionnelle à la mémoire de l'

empereur NAPOLÉON Ier,

et des soldats morts pour la France,

sera célébrée en la chapelle du Dôme des Invalides, le jeudi 5 mai 1988, à 18 heures, en présence de LL. AA. II. le prince et la princesse Napoléon.

Entrée libre.

Des places seront réservées aux membres des associations.

Les portes seront fermées à 17 h 45 précises.

Soutenances de thèses

— Institut d'études politiques, le jeudi 5 mai, à 13 h 30, salle André-Siegfried, 6e étage, 30, rue Saint-Guillaume, Paris-7e, M. Claude Perinel : « Réforme et décision dans l'Eglise catholique de France ».

— Université Paris-I, le jeudi 5 mai, à 14 h 30, salle 308, entrée, 1, rue Victor-Cousin, escalier J.-B.-Dumas, escalier L, M. Mohamed Aballagh : « RAF Al-Hijab d'Ibn Al-Banna. Edition critique. Traduction. Etude philosophique et analyse mathématique ».

— Université Paris-II, le jeudi 5 mai, à 17 h 30, salle des commissions, M. Beccha Maatar : « Analyse du commerce extérieur de la Tunisie. Etude économétrique et prévision ».

— Université Paris-I, le vendredi 6 mai, à 14 heures, salle 308, entrée : 1, rue V.-Cousin, galerie J.-B. Dumas, escalier L, M. Wajih Harira : « La théorie du rêve chez Avicenne. Etudes et publication de textes inédits ».

— Université Paris-I, le lundi 9 mai, à 14 heures, salle Liard, entrée : 17, rue de la Sorbonne, M. Yacouba Konate : « Identité et non-identité africaines. De l'esthétique à la politique. Aspects ivoiriens ».

— Université Paris-X-Nanterre, le lundi 9 mai, à 14 heures, salle C 24, M. Armel Huet : « La raison urbaine : communiqué et socialité ».

— Université Paris-VII, le mercredi 11 mai, à 9 heures, salle des thèses de l'université, Paris-VII, tour 25, rez-de-chaussée, M. Jean-Louis Bonnat : « Ecriture(s) et peinture dans l'œuvre de Vincent Willem Van Gogh ».

— Université Paris-I, le samedi 21 mai, à 14 heures, amphithéâtre Turgot, Mme Marie Drew-Bear : « Hermoupolis-la-Grande à l'époque de Gallien. Recherches sur l'histoire d'une cité de l'Egypte romaine à la lumière des archives de son conseil ».

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 30 avril :

DES DÉCRETS

● Nº 88-469 du 29 avril 1988 portant création du Conseil supérieur de la danse.

● Nº 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante.

● Nº 88-478 du 29 avril 1988 portant création et organisation du Centre national d'études vétérinaires et alimentaires.

UN ARRÊTÉ

● Du 15 avril 1988 relatif aux programmes de langues régionales des lycées.

UNE CIRCULAIRE

● Du 16 avril 1988 prise en application du décret nº 87-775 du 24 septembre 1987 relatif au régime général des liaisons spécialisées et au régime des réseaux télématiques ouverts à des tiers utilisant des liaisons spécialisées.

Communication

Le Marché international des programmes de télévision

Face à la domination anglo-saxonne

CANNES
de nos envoyés spéciaux

L'Europe de l'image regimbe, et son nationalisme, drapé dans la bannière bleue étoilée flottant sur le Palais des Festivals à Cannes, a fait une apparition remarquée au vingt-cinquième Marché international des programmes de télévision (MIP TV). Nationalisme tonitruant du milliardaire britannique Robert Maxwell, qui, dimanche 1er mai, voulait que *« soit réservé le marché européen aux Européens »*. Nationalisme plus policé avec le commissaire européen Carlo Ripa Di Meana, qui déclarait lundi 2 mai que le patron anglais avait *« totalement raison »*. Nationalisme culturel encore de Mme Simone Veil, présidente de l'Année européenne du cinéma et de la télévision, qui au même moment estimait urgent *« d'intensifier le message de l'Europe sur nos écrans »* pour faire de l'audiovisuel le *« vecteur de l'identité de notre continent »*.

L'Europe regimbe mais le bilan de clôture de ce MIP TV est venu lui rappeler qu'il y avait loin encore du désir à la réalité. Des Américains omniprésents, des Australiens déboulant tambour battant, des Britanniques efficaces : le monde anglo-saxon a ces derniers jours affiché sa superbe et sa prospérité. Du *Star Trek* produit par la Paramount aux deux produits vedettes d'Harmy Gold, *The King of The Olympics* et *The Man Who Lived At The Ritz* (coproduit d'ailleurs par les Italiens de Reté-Europa et la SFP), la fiction originaire d'outre-Atlantique a une nouvelle fois dominé le marché. L'Australien Grundy a confirmé de son côté son image de roi des séries populaires avec le succès de *Young Doctor* (présenté sur A 2) et surtout *Neighbour*.

Face à ce déferlement, les Espagnols – très courtisés – ont bien tiré leur épingle du jeu, notamment avec le *Lorca* présenté par la RTVE. Les Allemands de la Westdeutschrundfunk ont impressionné avec leur documentaire sur la nature (un genre très demandé). Les Français, enfin, ont obtenu un succès d'estime – mérité – avec le *de Gaulle* produit par TF 1, Sigma et l'INA, et créé la surprise avec la présentation par Ellipse, la filiale de Canal Plus, du dessin animé *Babar*.

Mais curieusement, c'est de Chine communiste qu'est venue la principale contestation de la domination américaine. Piquée au vif sans doute par le succès au cinéma du *Dernier Empereur*, de Bernardo Bertolucci, la télévision chinoise a fait beaucoup parler d'elle avec sa série à grand spectacle sur la vie de Pu Yi.

PIERRE-ANGEL GAY.

« Dernier Empereur », version chinoise

« La véritable histoire de Pu-Yi. Et la seule ! » Petite, le chignon serré et la robe longue traditionnelle, Mme Ruan Ruo Lin est bien décidée à ne pas laisser le film de Bertolucci faire trop d'ombre à la plus prestigieuse série de télévision jamais produite en Chine. *« Nous avons mis en œuvre le projet dès 1982, travaillé le scénario, préparé des milliers de costumes et fait les repérages pour que les scènes se tournent sur le lieu même des événements, y compris dans la Cité interdite. M. Bertolucci est venu plus tard et a d'ailleurs utilisé l'aide de Wong Shuyuan, le scénariste de notre série. »*

Responsable internationale de la Télévision chinoise, Mme Ruan Ruo Lin connaît cependant trop bien le marché mondial pour n'avoir pas conscience du formidable coup de pouce que les neuf oscars du film de Bertolucci peuvent donner à sa série.

De fait, ces vingt-huit épisodes d'une cinquantaine de minutes tournés à la vidéo avec pléthore de figurants, font bonne figure à côté du long métrage. C'est même l'occasion attendue depuis longtemps par la Chine pour entrer enfin sur le grand marché international de la télévision. Plusieurs pays européens se sont montrés intéressés – en France, FR3, – les responsables chinois étant prêts à créer autour d'un éventuel lancement en Europe un grand événement culturel avec exposition des costumes, voire le premier déplacement hors de Chine du frère de Pu-Yi, un vieux monsieur de quatre-vingts ans qui roule toujours à bicyclette dans les rues de Pékin et exerce les fonctions de représentant du peuple.

A. Co.

En diffusant un programme quotidien en Californie

TF 1 et Perrier tentent l'aventure américaine

Le 2 mai, KSEI, une station de télévision indépendante de Los Angeles, devait diffuser le premier programme quotidien de TF 1 aux Etats-Unis : une heure et demie de magazines et de documentaires avec, à 18 heures, quinze minutes de journal télévisé spécialement montées pour la diffusion outre-Atlantique. Avec en prime, le 8 mai, la retransmission de la soirée de l'élection présidentielle organisée à l'hôtel Méridien de Newport-Beach par M. Bernard Miyet, consul de France à Los Angeles et ancien responsable du lancement de la Cinq en 1986.

Emettre en français dans la capitale de la production audiovisuelle américaine : l'opération est d'abord un joli coup médiatique. Mais TF 1 et Perrier, qui se sont associés dans l'aventure, en espérent davantage. La Une poursuit son développement international après l'annonce du lancement d'une chaîne cryptée au Maroc. Perrier, actionnaire de Canal Plus, s'intéresse à l'audiovisuel mais appuie aussi la commercialisation de la petite bouteille ronde aux Etats-Unis.

Il ne s'agit encore que d'un test modeste. KSEI est une station locale spécialisée dans la location du temps d'antenne (2 000 dollars l'heure) à des programmes destinés à différentes communautés ethniques. Un programme en japonais occupe déjà le *prime-time*. Elle diffuse de Santa-Barbara à San-Diego pour une audience potentielle de 10 à 15 millions de foyers et ses émissions sont reprises par les différents réseaux câblés de la région. Une région où l'on dénombre environ 50 000 Français et entre 150 000 et 300 000 francophones (Iraniens, Arméniens, Libanais, Indochinois). Mais dès septembre KSEI a l'intention de proposer ses programmes à d'autres stations indépendantes sur tout le territoire des Etats-Unis.

Ce n'est pas la première fois que des opérateurs français tentent l'aventure américaine. Dès 1977, un réseau câblé new-yorkais proposait un programme en langue française. Il recevait l'appui du holding d'Etat SOFIRAD, en 1980, après la visite de M. Raymond Barre, alors premier ministre, à New-York.

En 1982, Téléfrance USA, dont la gestion était reprise par Gaumont, louait un satellite pour proposer le programme à tous les réseaux câblés américains. Mais l'épopée s'achevait l'année suivante faute de moyens : 3 millions de dollars de charge pour seulement 150 000 dollars de recettes commerciales. Apparemment, les entreprises françaises boudaient ce support de publicité aux Etats-Unis. La Une dispose sans doute aujourd'hui de plus d'arguments pour séduire les annonceurs.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Après l'attentat contre RFO-Martinique

Le PDG de la chaîne invoque la responsabilité de « professionnels »

FORT-DE-FRANCE
de notre correspondant

Le PDG de RFO, M. Jean-Claude Michaud estime entre 20 et 30 millions de francs les dégâts causés à la station RFO-Martinique par l'attentat du 29 avril (*le Monde* du 30 avril). Il a insisté sur le fait que les auteurs de l'attentat sont des « professionnels » sachant viser les matériels dont le remplacement sera le plus long et le plus coûteux.

Ces matériels n'étaient pas nécessaires à la ré-émission des programmes reçus de France mais indispensables à la production locale, qui en subira les conséquences *« pendant plusieurs mois »*, a ajouté M. Michaud. Il y a dans le choix de ces objectifs, s'il est bien le fait de professionnels avisés, un indice pour orienter les recherches dans une autre direction que l'extrême gauche. Les enquêteurs n'excluent pas l'hypothèse d'une action soit de l'extrême droite soit d'un service secret. Les quelques militants indépendantistes susceptibles d'organiser un tel attentat se savent trop étroitement surveillés pour risquer une action de ce type. Le dossier a été confié à la 14e section criminelle du parquet de Paris, spécialisée dans les affaires de terrorisme.

ETIENNE MARIE.

Sports

OMNISPORTS : les Jeux de la bonne volonté

Les plus forts des deux Grands

Après la première édition qui eut lieu en 1986 à Moscou, les Jeux de la bonne volonté (Goodwill Games) auront lieu du 20 juillet au 5 août 1990 à Seattle (Etat de Washington). Le réseau américain de télédiffusion Turner (TBS) et le Comité soviétique pour la radio et la télévision (Gosteleradio) ont signé l'accord en ce sens, le lundi 2 mai, au cours d'une téléconférence entre Moscou, Atlanta, New-York, Los Angeles, Mexico et Cannes. Outre un Américain et un Soviétique, les six meilleurs athlètes mondiaux de vingt-deux disciplines sportives concourront pour permettre la réalisation de quatre-vingts heures de reportages.

CANNES
de notre envoyé spécial

La télévision est une fée médiatique qui peut changer les citrouilles en carrosses. Tous les participants du MIP-TV – marché de l'illusion diffusée – de Cannes en sont persuadés. Et Ted Turner a voulu le prouver en conviant des journalistes sportifs de la CEE à une téléconférence entre l'Europe, les Etats-Unis, l'URSS et le Mexique.

Le propriétaire du réseau câblé TBS est un homme très religieux, qui vit dans l'angoisse de l'Apocalypse, c'est-à-dire d'un conflit mondial nucléaire. Il veut donc contribuer à un rapprochement entre l'Est et l'Ouest, seul capable, à son avis, d'éviter le pire. Mais Ted Turner est aussi un homme d'affaires, qui enrage de ne pas pouvoir diffuser sur son réseau les Jeux olympiques. L'occasion de satisfaire ses deux obsessions lui a été fournie par les boycottages successifs de 1976 à 1984. Il a eu l'idée de proposer à Moscou l'organisation *« télé en main »* de jeux de remplacement, baptisés Goodwill Games, dans un esprit de paix.

Absents de Los Angeles, les Soviétiques ne résistèrent pas à cette offre, qui leur permettait de mettre en scène, à Moscou, leurs meilleurs sportifs contre les Américains.

Rendez-vous fut donc pris pour l'été 1986. En bouleversant les calendriers officiels, cette rencontre tombait comme un cheveu sur la soupe pour de nombreuxp pays. Des pressions furent exercées sur de nombreuses fédérations sportives pour qu'elles sélectionnent néanmoins des équipes.

Finalement, trois mille athlètes de soixante-dix-neuf pays participèrent et six records du monde furent établis. En dépit des quelque cent heures de programmes que TBS consacra aux compétitions, il était évident que le public ne s'était pas laissé prendre : les Goodwill Games, version 1986, étaient aux Jeux olympiques ce que la saccharine est au sucre, un méchant ersatz.

Une enquête d'opinion auprès des médias européens aboutit à la même conclusion : la presse sportive dans son ensemble n'était pas disposée au torpillage des Jeux olympiques. Convaincu que les Goodwill Games étaient, tout à la fois bons, pour ses affaires et bons pour la paix mondiale, Ted Turner chercha alors une autre formule. Et il a abouti à une solution typiquement américaine : un immense Masters, c'est-à-dire une confrontation entre les meilleurs de chaque discipline.

De telles compétitions permettraient d'avoir les avantages des JO et des championnats du monde sans leurs inconvénients. Plus d'interminables séries éliminatoires, plus de délégations de « touristes » et plus d'aléas diplomatiques. Le système repose en effet sur l'organisation en alternance par l'URSS et les Etats-Unis des Goodwill Games. Les ficelles sont énormes.

Deux risques majeurs

Le projet est-il trop manichéen pour réussir ? Les Goodwill Games fourniront aux champions une occasion de monnayer leur talent, sans prendre le risque de voir leur notoriété entachée par une défaite contre des inconnus. Les fédérations recevront une part des droits de télévision, qui atténueront les problèmes de conscience provoqués éventuellement par l'amputation de leurs prérogatives de sélection.

Ted Turner semble ainsi avoir tous les atouts en main pour réussir. Pourtant, son entreprise court deux risques majeurs. Le premier tient à la nature de ces Jeux : en organisant une confrontation entre les puissants, il ne laisse aucun moyen d'expression aux petits, essentiellement les pays en développement, qui attendent du sport une reconnaissance internationale. Le second risque est inhérent à l'environnement politique du sport : en agissant parallèlement aux instances sportives officielles, Ted Turner ne s'abstrait pas pour autant du contexte géopolitique qui a empoisonné les Jeux olympiques depuis 1976.

Que les rapports Est-Ouest se refroidissent, que les fédérations internationales refusent un empiètement de leurs prérogatives, et il sera minuit pour le docteur Turner : le carrosse médiatique redeviendra une citrouille d'ambitions confuses.

ALAIN GIRAUDO.

Père du voilier Australia II

Ben Lexcen est mort

L'architecte naval australien Ben Lexcen (de son vrai nom Bob Miller) est mort le lundi 2 mai des suites d'une crise cardiaque à l'hôpital Manly à Sydney.

Agé de cinquante-deux ans, Ben Lexcen, qui avait commencé sa carrière en dessinant des voiles, et qui avait fait parler pour la première fois de lui en 1974 en révolutionnant la classe maxi avec *Revoluhoo*, était devenu un héros national en septembre 1983 : grâce à la quille à ailettes qu'il avait conçue pour le 12 mètres JI *Australia-II* d'Alen Bond, l'Australie avait remporté la Coupe de l'America détenue depuis cent trente-deux ans par le Yacht Club de New-York.

Ben Lexcen, qui avait représenté l'Australie en voile lors de plusieurs Jeux olympiques, venait de dessiner une planche à roulettes pour les enfants, préparait les plans d'un voilier de 90 pieds et envisageait de cesser ses activités pour se consacrer à la peinture.

En lui rendant hommage, le premier ministre australien, M. Bob Hawke, a souligné le caractère *« coloré et controversé »* de Ben Lexcen qu'il n'a pas hésité à qualifier de *« génie »*.

CAMPUS

Vingt ans de droit à Sceaux

EXPOSITION, concerts, rencontres sportives, conférences, *forum, colloque... L'administration, les enseignants et les* étudiants de la faculté de droit de Sceaux (Hauts-de-Seine) ont bien fait les choses pour célébrer, du 21 au 29 avril, le vingtième anniversaire de leur établissement. Né de la nécessité de décongestionner Paris, la fac de Sceaux, qui fait partie de l'université *Paris-Sud*, s'est efforcée de marquer sa spécificité grâce à la création de diplômes originaux : DEA de politique criminelle et droits de l'homme, de droit canonique. DESS d'entreprises publiques ; d'administration des organisations internationales ; de droit de la santé ; de fiscalité internationale (en commun avec HEC). Formation de juristes internationaux donnée en partie aux Etats-Unis, en Angleterre, en Allemagne ou en Espagne...

Cette diversification confirme le constats optimiste sur l'insertion professionnelle des juristes, qui ressort d'une enquête nationale non encore publiée du CEREQ (Centre d'étude et de recherche sur les qualifications), dont M. Charlot a donné les premiers résultats, lors du colloque sur l'adaptation des études à l'emploi, organisé avec le soutien du *Monde*. Malgré la crise, la situation des diplômés en droit s'est améliorée entre 1981 et 1987, 80 % des diplômés trouvant du travail en moins d'un an. M. Salon, ancien sous-directeur à la fonction publique, a fait observer que *« le droit revient en force dans la fonction publique »* et qu'on manque de bons juristes. Et M. Leclercq, directeur des affaires juridiques à la Banque française du commerce extérieur, a indiqué que le développement des activités contractuelles et des échanges internationaux conduit les entreprises à étoffer leurs services juridiques.

Ce développement place *toutefois* les formateurs devant deux exigences contradictoires, comme l'a souligné M. Lemoyne de Forges, doyen de la faculté : on leur demande, à la fois, de renforcer la formation juridique de base, pour améliorer les compétences des futurs *professionnels, et de* spécialiser davantage les études, pour tenir compte des nouveaux champs d'intervention des juristes, dans les domaines technique, international, financier ou social... Difficultés qui expliquent en partie le débat autour du projet mort-né de réforme des études de droit lancé récemment par M. Valade.

Faculté de droit, 54, boulevard Desgranges, 92331 Sceaux Cedex. Tél. : 46-61-33-00.)

J.-P. C.

● MIAGE

Les journées nationales des MIAGE (maîtrise de méthodes informatiques appliquées à la gestion) auront lieu les 25 et 26 mai à l'université Paris-Val-de-Marne. Le thème de ces journées sera « Le défi qualité et ses exigences ».

(UER de sciences économiques et de gestion, 58, avenue Didier, 94210 La-Varenne-Saint-Hilaire. Tél. : 48-86-11-79.)

● Création d'entreprises

Le club Réflexion et ventilation, association d'étudiants de l'université Paris-Dauphine, organise les 17 et 18 mai le premier forum de la création d'entreprise.

(Université Paris-Dauphine, place du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny, 75775 Paris Cedex 16. Tél. : 45-05-14-10.)

● Négociations chinoises

Les étudiants du magistère « négociation et décision » d'Aix-en-Provence organisent, jeudi 5 mai, une « journée rencontre » sur « stratégies commerciales et négociations en Chine et en Asie ».

(Université de Provence, « magistère », 29, avenue Robert-Schumann, 13621 Aix-en-Provence.)

Environnement

La Guinée-Bissau, dépotoir des pays industrialisés ?

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

La Guinée-Bissau va-t-elle devenir le dépotoir des déchets produits par les pays industrialisés ? Les écologistes européens dénoncent le scandale. La Commission de Bruxelles enquête. A en croire l'Entente européenne pour l'environnement (EEE), l'affaire risque de prendre des proportions spectaculaires : trois millions de tonnes de résidus toxiques par an entreposés sur trois cents à quatre cents hectares, pour au moins une période quinquennale.

S'appuyant sur des documents signés par M. Henrique Menezez d'Alva, directeur du Centre de recherches et de technologies appliquées de Guinée-Bissau, l'EEE fait état de contacts multiples de démarcheurs européens et américains auprès du gouvernement guinéen depuis plus d'un an. La note de M. Menezez parle d'offres identiques : déchets contenus dans des fûts de deux cents litres enfouis entre six et quinze mètres, avec une rétribution de quarante dollars la tonne pour Bissau.

Le document du responsable guinéen précise que *« les résidus industriels ne sont pas radioactifs, mais bien éventuellement toxiques »*. L'EEE tire la conclusion que les industriels occidentaux ont créé, de fait, une organisation commune pour exporter leurs déchets. C'est peut-être aller un peu vite en besogne mais toujours est-il que, selon le fonctionnaire guinéen, son gouvernement a signé deux contrats avec des compagnies de transport : le premier avec une société de Fribourg (Suisse), Impresa Intercontrat, pour cinquante mille à cinq cent mille tonnes de résidus annuellement ; le deuxième avec Empresa-bis (Londres) et Hobday (île de Man) pour des quantités comprises entre un et trois millions de tonnes par an.

D'après la même source, Bissau s'est attaché les services du bureau français Veritas (Paris) pour assurer l'*« exécution technique »* des contrats. De son côté, la Commission a mobilisé ses services et son antenne en Guinée. Les recherches de Bruxelles (s'efforcent) d'évaluer si le dépôt de déchets dans les sites envisagés n'est pas dommmageable pour l'environnement. Les responsables européens, qui estiment que le territoire guinéen est particulièrement *« inapproprié »* pour ce genre d'opération, manifestent les pires craintes au sujet de l'un des deux sites choisis, celui de Farim, près de la frontière avec le Sénégal, où le Fonds européen de développement finance un projet de pêche fluviale.

MARCEL SCOTTO.

Shell en accusation pour l'incendie de Lyon

Un rapport de la direction régionale de l'industrie et de la recherche (DRIR) fait état d'au moins quatre infractions de la part de la société Shell, propriétaire des cuves d'hydrocarbures qui ont brûlé le 2 juin 1987 au port Edouard-Herriot de Lyon, faisant deux morts et cinq blessés graves.

Selon ce rapport de la DRIR, *« les installations de préparation d'additifs pour carburant n'étaient plus autorisées au titre de la législation sur les installations classées »*. Ensuite, *« d'importants travaux de modification étaient en cours sans autorisation ni déclaration »*. Enfin, le rapport note que le mur de béton des bacs de rétention de deux caves avait été partiellement démonté pour le passage des engins de chantier, et que des ouvertures avaient été pratiquées dans un autre bac de rétention pour faire passer de nouvelles tuyauteries, ce qui a *« très probablement contribué à la progression de l'incendie vers le sud »*.

Alerte au mercure en Seine-et-Marne

Les 1 500 habitants de la commune de Sainte-Colombe, près de Provins (Seine-et-Marne), ne peuvent plus boire l'eau du réseau municipal depuis le 1er mai. Une analyse a montré un taux de mercure dix fois supérieur à la normale au captage de la source. Il a fallu mettre en place des branchements de secours sur les réseaux voisins ainsi que des citernes d'eau potable. On ignore encore la cause de cette pollution, mais on soupçonne quelque déchet industriel oublié.

Economie

SOMMAIRE

■ **Confusion à l'OPEP.** Après l'échec des négociations avec les producteurs indépendants, on s'interroge sur la stratégie de l'Arabie saoudite et sur la solidité de l'organisation (*lire ci-dessous*).

■ Le dernier vote de l'Assemblée constituante marque le retour au nationalisme brésilien et limite la marge de manœuvre des investisseurs étrangers, notamment dans le secteur minier (*lire page 28*).

■ La réorganisation de la Sonacotra, qui gère 340 foyers de travailleurs immigrés, se traduit par la suppression du service de nettoyage. Un transfert vers des sociétés spécialisées a été proposé aux 884 personnes concernées. Mais 50 % d'entre elles, seulement, auraient accepté de changer d'employeur (*lire page 26*).

ÉNERGIE

Après l'échec de ses négociations avec les exportateurs indépendants

L'OPEP plus déchirée que jamais

VIENNE
de notre envoyée spéciale

Confusion. Le mot est faible pour décrire l'état de stupeur affligée dans lequel est plongé le monde pétrolier après l'échec de la réunion la plus déroutante que l'OPEP ait tenue depuis longtemps.

Tandis qu'à New-York les cours du brut, soutenus depuis un mois par l'espoir d'un accord permettant d'apurer le marché, s'effondraient, le lundi 2 mai, perdant près d'un dollar en une séance (1), à Vienne, les ministres saoudiens et koweïtiens du pétrole se félicitaient des résultats très « *positifs à long terme* » de cette conférence. Dans les couloirs, on croisait des négociants hagards, les yeux rougis par le manque de sommeil, qui s'interrogeaient douloureusement sur le sens à donner à ces propos.

Ballottés depuis cinq ans, les marchés pétroliers croyaient avoir connu le pire. Pourtant, le résultat de la réunion de Vienne les a pris totalement par surprise. Nul n'imaginait que, après avoir pendant des années appelé les producteurs indépendants à soutenir ses efforts pour défendre les prix, l'OPEP pourrait refuser leur offre de coopération lorsqu'ils se décideraient. C'est pourtant ce qui s'est passé. L'Organisation a été incapable de surmonter l'opposition de l'Arabie saoudite et de ses trois alliés du Golfe, et, faute d'unanimité, a repoussé au mois de juin l'étude d'une coopération élargie (*le Monde* du 2 mai).

Chez les sept producteurs qui étaient venus le 26 avril offrir leur appui, la perplexité l'emporte sur la déception. Plus encore que l'indécision de l'Organisation, c'est la détermination saoudienne qui les surprend. « *Que veulent-ils ?* » s'interroge en privé un représentant mexicain, « *ils pouvaient pour des broutilles enrôler sept nouveaux producteurs et les entraîner sur leur terrain. Est-ce que cela ne les intéresse pas ?* » Au Caire, le ministre égyptien du pétrole lui aussi s'interroge. « *Le pétrole*, a-t-il dit *n'est pas un monopole* [...]. *C'était une bonne occasion que tout le monde a perdue. Cela pourrait être très difficile désormais de rassembler ces sept pays car l'expérience a été négative.* » Jusque-là pourtant les « NOPEP » ont réservé leur réponse : « *Cela dépendra de l'interprétation qu'on donne à cette réunion* », assure un délégué.

Il est clair en effet que les leçons ne sont pas aisées à tirer. A court terme, au-delà des réactions épidermiques du marché, nul n'est capable de savoir si un nouvel effondrement des prix du brut est ou non possible, tant les estimations de l'état réel du marché et des stocks diffèrent. « *Je ne vois pas pourquoi ls prix chuteraient*, assure Hisham Naser, le ministre saoudien du pétrole, *je constate que les données fondamentales de l'offre et de la demande s'améliorent. Un grand nombre d'analystes ont révisé leurs prévisions à la hausse.* » Mais le ministre équatorien est beaucoup moins optimiste. « *Cette vue des choses n'est partagée que par les quatre mousquetaires du Golfe* », dit-il, la mine découragée.

Un message clair

A plus longue échéance, la situation paraît tout aussi confuse, qu'il s'agisse de la coopération avec les « NOPEP », de la maîtrise du marché ou de l'évolution des pouvoirs au sein de l'OPEP. Une seule chose paraît certaine : l'Arabie saoudite a voulu infliger une novelle leçon à ses partenaires, et son message est clair. Les propositions faites au cours de la conférence, reconnaît Hisham Naser, visaient « *à faire comprendre aux autres Etats membres qu'une baisse* [de production] *est une baisse et que cela fait mal* ». Désormais, explique-t-il en subtance, il n'est plus question pour Ryad d'accepter un nouveau ralentissement, si faible soit-il, de son rythme d'extraction, tant que la discipline la plus absolue ne régnera pas dans l'OPEP. « *Un nouvel horizon se dessine pour l'OPEP*, ajoute-t-il, *car il y a un désir de sortir du cercle vicieux que nous avons connu et qui consiste à se réunir pour réduire le plafond de production, puis à repartir chez nous surproduire, ce qui provoque le besoin d'une nouvelle baisse, etc.* »

Comme son collègue koweïtien, le ministre saoudien n'a de cesse d'expliquer qu'il est temps de s'attaquer aux problèmes de fond de l'Organisation : indiscipline, définition exacte de ce qu'on intègre dans la production de chaque Etat, exclusion de l'Irak, etc. « *Il vaut mieux tenter de résoudre les problèmes de fond que prendre des tranquillisants* », dit-il.

Quant aux « NOPEP », l'occasion manquée de Vienne n'est pas, assurent les « mousquetaires » du Golfe, une fin de non-recevoir. Une coopération, quelle qu'en soit la forme, « *mérite réflexion* », assure le Koweïtien. Nous voulons que plus de pays se joignent au groupe, que leurs propositions soient plus substantielles et qu'on parle des moyens de contrôler la production, ajoute Hisham Naser.

Ce triomphalisme paraît pourtant être de mauvais aloi. Car si la victoire du clan saoudien a été totale au cours de cette réunion, elle laisse l'OPEP plus déchirée que jamais et augure mal de la prochaine conférence ordinaire de l'Organisation en juin prochain. Les « *problèmes de fond* » évoqués par le ministre saoudien sont autant de points sensibles, qui se sont avérés jusqu'ici insolubles. Et l'amertume des autres pays membres risque d'être encore avivée si, comme on peut le craindre, les sept « NOPEP » échaudés refusent de revenir s'asseoir à la table des *négociations, et si les prix du brut*, entre-temps, s'effondrent.

En prenant le risque d'un blocage, Ryad a joué gros jeu. S'il gagne, le royaume aura réussi à réaffirmer avec force son autorité sur le cartel. Mais s'il échoue, c'est l'éclatement, voire la mort de l'OPEP. Il est vrai que la faiblesse relative de l'Iran, depuis peu sanctionnée par les succès militaires de l'Irak à Fao, ont ôté à Téhéran beaucoup de son pouvoir de négociation et ont manifestement insufflé un courage tout neuf à son grand rival. Or ce n'est que sous la menace iranienne que l'Arabie saoudite avait accepté en 1986 de mettre fin à la guerre des prix et de reprendre le fardeau de la défense des cours. Fait significatif : il n'a été à aucun moment fait allusion au prix officiel de référence de 18 dollars par baril – ni même aux prix tout court – pendant la dernière conférence...

VÉRONIQUE MAURUS.

(1) Le prix du baril de WTI (qualité de référence) a baissé de 85 cents pour *coter 17,14 dollars. A Rotterdam*, le brent de la mer du Nord a perdu 75 cents à 15,90 dollars.

BILLET

Avions fatigués

Les deux-cent-cinquante-huit passagers et membres d'équipage d'un Boeing-747 d'United Airlines ont eu très peur. Lundi 2 mai, le pilote de l'appareil a été contraint de couper deux des quatre réacteurs, à 200 kilomètres de l'aéroport de Tokyo-Narita, vers lequel il se dirigeait. Quelques minutes avant de se *poser, il annonçait à la tour de* contrôle qu'un troisième moteur était inutilisable et qu'il demandait la procédure d'urgence après avoir ordonné aux passagers d'endosser leurs gilets de sauvetage. Le pilote est parvenu à atterrir avec un seul réacteur, brutalement mais sans dommages, sous les applaudissements des passagers.

Il est rarissime qu'un quadriréacteur se trouve privé de trois de ses moteurs, même s'il est prévu qu'il puisse continuer à voler dans cette situation.

L'heureuse fin de l'aventure du 747 d'United Airlines ne dispensera pas cette compagnie, le constructeur Boeing et le motoriste dont les réacteurs équipaient l'avion, de trouver l'origine de ces pannes. Les instruments signalant une défaillance de l'alimentation en carburant ont-ils fonctionné à tort ou à raison ? L'entretien du système a-t-il été correctement effectué ? Sa conception ne présente-t-elle aucun défaut ?

Un problème d'entretien ?

C'est la même recherche de l'enchaînement des causes qui est en cours à propos d'une autre « presque catastrophe » aérienne : celle du Boeing-737 de la compagnie Aloha Airlines, qui a perdu, le 28 avril, à 8 000 mètres d'altitude au-dessus du Pacifique, 5 mètres d'une partie du fuselage, juste derrière la cabine de pilotage. Une hôtesse a été éjectée. Son corps n'a pas été retrouvé. L'avion a pu se poser sans encombre (*le Monde* du 30 avril).

Les enquêteurs soupçonnent le métal entourant les rivets qui maintenaient les morceaux du fuselage arraché d'avoir cédé sous l'effort résultant, à cette altitude, de la différence de pression entre l'intérieur de la cabine pressurisée et l'extérieur. Le Boeing *accidenté était* l'un des plus anciens de ce modèle. Des fissures avaient déjà été détectées et réparées sur une autre partie de l'avion, conformément aux procédures de vérification de Boeing.

Plusieurs dizaines d'anciens Boeing-737 sont immobilisés au sol à travers le monde afin que soit vérifié si la fatigue de leur fuselage n'a pas atteint le seuil critique et qu'ils ne risquent pas de se changer, en vol, en avions décapotables...

La peur des passagers des deux Boeing n'aura pas été vaine : ces « presque accidents » permettront de prévenir d'éventuelles catastrophes.

AL. F.

REPÈRES

Conjoncture

Rebond des commandes industrielles aux Etats-Unis

Les commandes de biens durables passées aux industries américaines ont augmenté de 1,6 % en mars par rapport à février. Ce chiffre rectifie le premier calcul de l'administration publié il y a une semaine et qui annonçait une stagnation des commandes en mars. Le chiffre de février avait lui-même été fortement rectifié en hausse, puisqu'il faisait apparaître une progression de 0,1 % par rapport à janvier alors qu'avait d'abord été annoncée une baisse de 1,1 %.

Le résultat de mars a surpris, dans la mesure où il témoigne d'une grande vigueur de l'économie américaine. Les commandes ont tout spécialement porté sur les métaux de base, les biens d'équipement et le matériel de transport. Comme dans le même temps les dépenses de construction progressaient de 1,5 % par rapport à février – leur plus forte hausse depuis avril 1987, – de nombreux économistes soulignent les risques d'une accélération de la hausse des prix, l'économie américaine arrivant aux limites de ses capacités de production.

La croissance américaine reste ferme

L'indicateur composite, censé préfigurer la conjoncture à court terme aux Etats-Unis, a encore progressé de 0,8 % en mars, indique le département du commerce. Six des neuf indices qui le composent sont en hausse particulièrement le cours des valeurs mobilières.

Cette hausse intervient après l'augmentation révisée à 1,3 % pour février afin de tenir compte du gonflement du crédit, qui en fait la plus forte poussée de l'indicateur depuis décembre 1986. Le département du commerce a également révisé la chute de janvier, ramenée à 0,7 % et non 0,9 % comme précédemment annoncé, pour tenir compte d'une contraction des stocks, moins sensible que ne le faissaient croire les premières estimations.

Investissements

Ralentissement des placements japonais à l'étranger

La diminution de l'excédent de la balance des paiements japonaise, 8,12 milliards de dollars en mars contre 8,49 milliards un an plus tôt, recouvre une tendance préoccupante, notamment pour les Etats-Unis.

Les placements à l'étranger – essentiellement en bons du Trésor américain – n'ont représenté que 3,25 milliards de dollars, moins de la moitié des 8,27 milliards de février ou des 8,31 milliards de mars 1987.

Une tendance qui devrait se poursuivre, les investisseurs japonais craignant une baisse des cours des obligations américaines au cas où les risques inflationnistes pousseraient les autorités à relever les taux d'intérêt.

AFFAIRES

En dépit de la baisse du dollar

L'Aérospatiale a deux ans de production en portefeuille

Le chiffre d'affaires de la société Aérospatiale, en 1987, s'est élevé à 24 890 millions de francs, soit une diminution de 2,1 % en francs courants par rapport à l'année précédente. Mais, selon M. Henri Martre, président-directeur général, qui a exposé les résultats de sa société devant la presse, lundi 2 mai, l'accroissement de ce chiffre d'affaires en volume est de 1,5 %, compte tenu de la variation des monnaies et, plus spécialement, celle du dollar, qui est la monnaie d'échange dans l'aéronautique.

En 1987, les prises de commandes ont atteint 29 150 millions de francs, dont 66,2 % à l'exportation, ce qui porte le carnet de commandes de la société à 53 milliards de francs, représentant deux années pleines d'activités. M. Martre a précisé que, dans ces conditions, l'Aérospatiale a laissé, compte tenu de ses propres importations, un solde positif de 16 milliards à la balance commerciale nationale.

Des quatre principales divisions de la société, c'est la division « engins tactiques » (missiles) dont le chiffre d'affaires (5 651 millions de francs) baisse le plus nettement par rapport aux années antérieures, en raison du tassement des commandes moyen-orientales. Ce qui oblige l'Aérospatiale à rapatrier des sous-traitances confiées à l'extérieur.

M. Martre a, d'autre part, confirmé que les conversations étaient « *très avancées* » avec la société américaine McDonnell Douglas pour une « alliance » avec le consortium européen Airbus industries, en vue de proposer à la clientèle des compagnies aériennes « *un catalogue de produits complémentaires* ». Enfin, les discussions avec la société Canadair pourraient conduire l'industriel canadien à prendre 4 % de la cellule des Airbus A-330 et A-340.

La standardisation des logiciels d'ordinateur

Bull dans le concert Unix

Bull parie sur Unix : le constructeur informatique français a annoncé, le lundi 2 mai, le lancement d'une gamme complète d'ordinateurs fonctionnant avec ce système d'exploitation, conçu en 1969 dans les laboratoires du téléphoniste américain ATT, qui remporte l'adhésion croissante des constructeurs et des utilisateurs. Unix est un standard qui permet en quelque sorte de transférer d'une machine à l'autre les applications d'un ordinateur, quelle que soit sa marque. Le risque de dépendance des utilisateurs à l'égard de tel ou tel constructeur est ainsi limité, ce que n'ont pas manqué de remarquer les grandes administrations américaines. De leur côté, les constructeurs y ont vu la possibilité d'offrir une solution de rechange au système du très encombrant numéro un mondial de l'informatique, IBM.

Cinq industriels européens ont constitué en 1984 un groupe, dénommé X-Open, afin de définir les spécifications communes, au niveau européen, du système d'exploitation Unix. X-Open a fait son chemin, puisque, aujourd'hui, treize industriels y adhèrent. Unix a également progressé : les augures tablent sur un taux annuel de croissance moyen de 38 % jusqu'en 1991, année où le marché devrait s'élever à 24 milliards de dollars (contre 4,8 milliards en 1986). Bull, qui a joué un rôle actif dans X-Open, avait déjà présenté l'an dernier une station de travail tournant sous Unix ainsi qu'un ordinateur scientifique. Aujourd'hui, le champion tricolore va plus loin en proposant toute une gamme d'ordinateurs – baptisée DPX – et en affichant sa volonté de se hisser parmi les cinq premiers mondiaux en 1990. Bull unira ses efforts à ceux de la filiale italienne d'Honeywell-Bull, et consacrera 600 millions de francs sur trois ans à la recherche-développement pour élaborer une nouvelle gamme qui devrait voir le jour en 1990.

F. V.

● **Un nouveau vice-président au CNPF.** – M. Arnaud Leenhardt, PDG de la Société métallurgique de Vallourec et président de l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM), a été nommé, le lundi 2 mai, sur proposition de M. François Périgot, vice-président du CNPF.

● **RENAULT : la CEE repousse la plainte allemande.** – La Commission européenne a confirmé son approbation de l'effacement des dettes publiques de la régie Renault en refusant la plainte du ministre ouest-allemand de l'économie. Le porte-parole de la Commission a précisé que la décision était assortie de promesses du gouvernement français dont l'arrêt de toute aide publique et la transformation de Renault en société anonyme.

Économie

SOCIAL

Dans les foyers pour travailleurs immigrés

La SONACOTRA se sépare de 844 salariés et transfère son activité de nettoyage

Le lundi 2 mai restera une date importante dans l'histoire de la SONACOTRA, une société d'économie mixte créée il y a une trentaine d'années et détenue à 56 % par l'Etat. Spécialisée dans le logement des travailleurs immigrés, avec 340 foyers pour une capacité d'environ 70 000 lits, la SONACOTRA va se séparer de plus du tiers de son personnel. Sans bruit, ou presque.

Un signe des temps. Entre les deux tours de l'élection présidentielle, M. Michel Gagneux, ancien directeur de cabinet de Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales dans le gouvernement Fabius, aujourd'hui PDG de la SONACOTRA, arrive au terme d'un long processus d'adaptation de ce qu'on appelle maintenant une «entreprise». Il atteint son objectif : réduire les effectifs et réaliser des économies substantielles.

A compter du 2 mai, les 844 salariés chargés d'effectuer le ménage dans les foyers, sur un total de 2 048 personnes – sans compter les 400 contrats à durée déterminée – employées par la SONACOTRA, n'appartiendront plus à la société. Ayant cinquante-cinq ans révolus, 115 partiront en préretraite avec une convention FNE. En théorie, les autres rejoindront les cinq entreprises de nettoyage sélectionnées sur l'ensemble du territoire pour assurer les travaux quotidiens d'hygiène et de propreté.

Des conventions dites «de transfert» ont été établies selon lesquelles le personnel volontaire pourra être repris avec le même salaire – hors les primes – et son ancienneté, toutefois ramenée aux règles moins avantageuses de la profession.

Dans la pratique, les conséquences de ce choix de gestion sont moins évidentes. Les syndicats comme la direction générale admettent que 50 % des employés de ménage, en majorité des femmes et des immigrés, n'accepteront pas leur nouveau contrat de travail et seront donc licenciés. Ceux-là refusent une perte de revenu, explique notamment la CFDT, mais surtout les futures conditions de travail. Attachés à un foyer, il leur faudrait désormais travailler sur deux ou trois «chantiers», chaque jour, selon des normes de production très exigeantes. Ils devraient supporter de larges amplitudes horaires, de 6 heures le matin à 22 heures, sans que les temps de déplacement soient rémunérés ni que les frais soient payés. Tout cela pour un salaire à peine supérieur au SMIC.

Un plan social « performant »

Sans nier l'hypothèse de 350 licenciements, à cette occasion, M. Gagneux insiste sur ce qu'il appelle «*un plan d'accompagnement social le plus performant possible*», ou ce que les notes internes à la SONACOTRA qualifient de «*social original (...) pour préserver l'emploi*».

«*Ils auront au moins eu le choix*» entre le licenciement et la poursuite du contrat de travail, dit-il. La SONACOTRA verse une indemnité de 15 000 F à chaque salarié qui rejoint une société de nettoyage, et y ajoute 1 000 F par année de présence. Elle s'engage en outre à payer l'indemnité de licenciement si, dans les trois mois, le volontaire renonce à cet emploi.

«*Le plan social est inexistant*», rétorquent les syndicalistes CFDT. Au-delà du sort des salariés eux-mêmes, cette affaire met en lumière des pratiques qui se multiplient. Ainsi que le répète M. Gagneux, les entreprises ont de plus en plus tendance à faire sous-traiter des travaux qui ne relèvent pas de leur métier. «*Les techniques évoluent*, souligne-t-il. *Nous ne pouvions acquérir des compétences dans le nettoyage ni investir dans un autre métier.*» La meilleure preuve ? Le recours à des sociétés spécialisées devrait lui permettre d'économiser 50 millions de francs par an, avec, prétend-il, une meilleure qualité du service rendu.

Bien sûr, les syndicalistes contestent cette version des faits. Ils doutent qu'on puisse faire mieux avec moitié moins de personnel et observent, en citant des professionnels de cette branche d'activité, que les entreprises de nettoyage présentent des devis minorés pour arracher de nouveaux marchés, puis se rattrapent.

Surtout si, comme c'est le cas selon eux, le cahier des charges pèche par son imprécision.

Les impératifs de rentabilité

En outre, ce dégraissage massif symbolise la fin d'une période, s'agissant du logement des travailleurs immigrés. Les impératifs de rentabilité s'imposent crûment et le reflux des immigrés oblige «*l'entreprise SONACOTRA*» à opérer une mutation. Environ 10 % des capacités d'accueil sont inutilisées.

Alors que 23,8 % des résidents sont au chômage, la solvabilité diminue et le stock des impayés, estime la direction générale, dépasse les 60 millions de francs en 1987. Le patrimoine immobilier est difficile à entretenir, à moderniser, et il faudrait investir beaucoup pour l'orienter vers d'autres usages. Des pertes importantes ont été subies avec la grève des loyers de 1974 à 1980, qui n'ont pas été résorbées, et les résultats d'exploitation demeurent négatifs, malgré une amélioration sensible depuis 1986 (187,1 millions de déficit). Ce sont les aides et les subventions qui permettent d'afficher un redressement avec des exercices positifs de 25,4 millions de francs en 1986 et de 30,4 millions de francs en 1987.

Ce qui se passe aujourd'hui rend la situation de la SONACOTRA vulnérable, et pour longtemps, alors que s'amorce une décrue des immigrés. A la tête de la société depuis deux ans, M. Cagneux rêve de lui faire prendre un virage et propose, à l'instar de tout manager moderne, «*une stratégie de l'entreprise*», un «*projet*». Il accompagne le tout d'un slogan, «*Nous logeons ceux qui bougent*», pour s'adresser à tous ceux qui traversent une période de mutation, de transition ou de migration dans leur vie professionnelle ou familiale, les étudiants, les travailleurs en mobilité, les parents isolés, les immmigrés, les stagiaires et les jeunes couples. «*Pour que ces objectifs soient plausibles*, ironisent les syndicalistes, *il faudrait encore que l'image de la SONACOTRA soit indiscutable et la qualité du service irréprochable. Peut-on y parvenir en licenciant la moitié du personnel de ménage ?*» Le social et l'économique sont liés.

ALAIN LEBAUBE.

EN BREF

● **Groupe Primistère : deux entrepôts occupés.** – Depuis le 2 mai, les entrepôts de Longjumeau (Essonne) et de La Courneuve (Seine-Saint-Denis), sont occupés par une partie du personnel du groupe Primistère-Radar-Félix Potin. Menée à l'appel de l'UFT (Union française du travail) et de la CGT, à La Courneuve, l'action vise à protester contre les projets de restructuration de l'entreprise, à la suite de mauvais résultats. Selon les syndicats, la vente de magasins et de supermarchés pourrait intervenir. Ils redoutent également des licenciements, évalués jusqu'à six mille, ainsi que des modifications dans le statut des gérants-mandataires. L'UFT a appelé le personnel à une grève illimitée.

● **SNECMA : conclusions du médiateur mercredi.** – Le tribunal de grande instance de Nanterre (Hauts-de-Seine) a reconduit la mission du médiateur, M. Jean-Pierre Mignot, dans le conflit de la Société nationale d'études et constructions de moteurs d'avions (SNECMA), jusqu'au mercredi 4 mai. La CGT a appelé «*tous les personnels*» du groupe à manifester ce même jour, qui marquera l'entrée dans la huitième semaine de grève, devant le siège de la SNECMA à Paris. Devant la presse, le 2 mai, M. André Sainjon, secrétaire général de la Fédération de la métallurgie CGT, s'en est pris au PDG de la SNECMA en estimant que «*le général Capillon se trompe lourdement s'il pense que les problèmes sociaux à la SNECMA se régleront à coups de commandement militaire*».

● **Deux ferries de P and O entre Douvres et Zeebrugge.** – La grève des marins britanniques a continué, le 2 mai, de s'étendre. Les ports de Weymouth, Falmouth et Southampton sur la côte sud ont été touchés, après Douvres. La compagnie P and O, toutefois, a remis en service, avec des équipages non grévistes, deux ferries entre Douvres et Zeebrugge. Une réunion est programmée, le 6 mai à Ostende, entre représentants des syndicats de marins britanniques, néerlandais, belges et français pour envisager d'éventuelles actions de solidarité.

● **RECTIFICATIF.** – Une erreur s'est glissée dans l'article sur le «morcellement syndical» du 1er mai, dans *le Monde* du 29 avril. Le mouvement PSA, proche de la CFDT, signifie «*Pour un syndicalisme autogestionnaire*» et non «Pour un socialisme autogestionnaire».

A Clermont-Ferrand

Manifestation le 5 mai des ouvriers de toutes les usines Michelin

Une grande manifestation des ouvriers des dix-neuf usines françaises de Michelin est prévue à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) pour le jeudi 5 mai à 14 heures. MM. François Duteil et Jean Kaspar, respectivement secrétaire de la CGT et secrétaire national de la CFDT, y participeront. Cette action a été décidée par les trois syndicats, CGT, CFDT, Force ouvrière, qui ne se sont toujours pas réunis en intersyndicale.

Depuis plus de deux semaines maintenant, les ouvriers de chez Michelin poursuivent, à Clermont-Ferrand, leur grève contre la politique salariale de l'entreprise. Après avoir bloqué les portes des usines pendant deux nuits et une journée, ils ont repris à la fin de la semaine dernière le cycle des débrayages par ateliers.

Les arrêts de travail sont désormais plus courts, et le rendez-vous de jeudi pourrait être décisif pour la suite du conflit. Alors que la direction maintient son refus de négocier, le personnel attend l'annonce des augmentations individuelles qui doivent intervenir au cours de ce mois de mai.

Après une réunion direction-syndicats

Menace de lock-out aux Houillères de Provence

La direction des Houillères des bassins du Centre et du Midi (HBCM, 1 730 salariés) à Gardanne (Bouches-du-Rhône) a indiqué le lundi 2 mai, à l'issue d'une réunion avec les syndicats, qu'elle fermerait l'entreprise si le travail ne reprenait pas rapidement.

Depuis le 7 avril, les mineurs observaient, à l'appel de la CGT, deux heures de grève par poste. Mais jeudi dernier ils avaient décrété, pour faire aboutir leurs revendications salariales, la grève totale après avoir appris qu'ils seraient payés pour trois heures de travail au lieu des six effectuées.

Pour la direction, 75 % des ouvriers de la mine et 40 % des ouvriers de la centrale thermique ont cessé le travail. Selon la CGT, majoritaire, rejointe le 2 mai par la CFDT, la grève est suivie par 95 % des ouvriers de la mine et de la centrale.

ETRANGER

En visite en Europe

M. Takeshita plaide en faveur du triangle Japon-Etats-Unis-CEE

Le premier ministre japonais, M. Noboru Takeshita, a terminé, le mardi 3 mai au matin, une visite de trois jours à Rome, première étape d'une tournée européenne destinée à faire évoluer les relations du Japon avec ses principaux partenaires : l'axe Tokyo-Washington, chargé de grands déséquilibres commerciaux, devrait céder progressivement la place au triangle Japon-Etats-Unis-CEE.

ROME

de notre correspondant

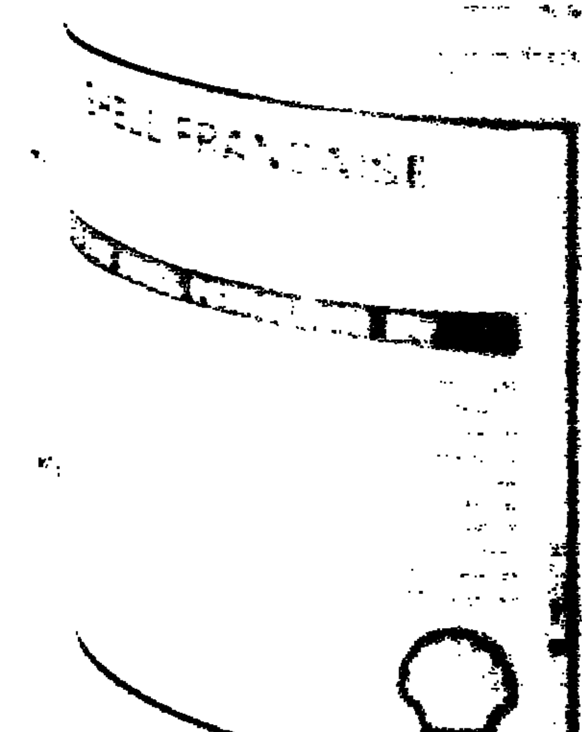
Les entretiens de M. Takeshita, dont c'est la première visite en Europe depuis son arrivée à la tête du gouvernement en novembre dernier, avec son homologue italien Ciriaco de Mita, lui ont permis de rappeler les appréhensions japonaises au sujet du marché unique de 1992. Le président du conseil italien a cherché à le rassurer : l'intégration européenne ne se fera pas au détriment de l'ouverture sur les pays tiers.

Mais M. de Mita était peut-être mal placé pour dénoncer le protectionnisme : contrairement à la plupart de ses partenaires de la CEE, l'Italie impose de stricts quotas sur quarante et une catégories de produits japonais, tout en dénonçant par ailleurs les barrières fiscales et sanitaires qui frappent les textiles, les vins ou le jambon italiens au pays du Soleil-Levant.

Les deux hommes n'en sont pas moins tombés d'accord pour souhaiter un renforcement des échanges italo-japonais, jugés trop modestes à Rome. Les deux pays ne s'accordent pas sur les chiffres. Selon Rome, qui inclut dans ses importations les produits nippons transitant par d'autres pays de la CEE, celles-ci se sont élevées en 1987 à 2 766 millions de dollars, aboutissant à un déficit de 843 millions au détriment de l'Italie. Pour Tokyo, la situation est inverse : les exportations vers l'Italie sont limitées à 2 103 millions de dollars, et le déficit, de 32 millions, est au détriment du Japon.

(Intérim.)





AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



NOTRE METIER : VOUS FINANCER

L'assemblée générale de SOVAC, réunie le 28 avril 1988 sous la présidence de M. Michel David-Weill, a approuvé les comptes de l'exercice 1987 qui lui ont été présentés par le directoire.

Les financements nouveaux consentis en 1987 par l'ensemble des sociétés du groupe s'élèvent à 21,5 milliards de francs, en augmentation de 21 % par rapport à l'exercice précédent.

Les encours gérés par ces mêmes sociétés au 31 décembre 1987 atteignent 43 milliards de francs, en progression de 11 % par rapport à fin 1986.

Comptes consolidés

Les encours consolidés du groupe au 31 décembre 1987 s'élèvent à 32,8 milliards de francs, contre 29,6 milliards de francs au 31 décembre 1986.

Part des tiers incluse, les résultats d'exploitation nets consolidés s'élèvent à 477,5 millions de francs, en progression de 3,5 %.

Part des tiers exclue, les résultats d'exploitation nets consolidés s'élèvent à 413,2 millions de francs, en progression de 3,5 % par rapport à 1986.

Par action SOVAC, le bénéfice d'exploitation s'élève à 103,30 F, sa progression étant la même que celle des résultats nets d'exploitation consolidés, part des tiers exclue.

Il est rappelé que pour faire face au flux de remboursements anticipés et de réaménagement de crédits immobiliers qui avaient été consentis au cours d'années passées, une restructuration du passif a été entreprise à hauteur de 2,7 milliards de francs. Son coût a été supporté ou provisionné dans les comptes de l'exercice.

L'incidence négative – sur les résultats consolidés nets – des profits et charges liés à ces opérations exceptionnelles s'établit à environ 30 millions de francs.

Résultats sociaux

Le bénéfice net d'exploitation de SOVAC s'élève an 1987 à 224,7 millions de francs contre 225,4 millions de francs en 1986, soit une augmentation de 22 %. A ce bénéfice net s'ajoutent, en 1987, des plus-values nettes à long terme de 16,1 millions de francs pour former un bénéfice total de 290,8 millions de francs, contre 225,4 millions de francs en 1986.

L'assemblée générale a décidé de distribuer un dividende net par action de 25 F, assorti d'un impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 12,50 F contre, respectivement, 23,10 F et 11,55 F au titre de l'exercice 1986. La distribution nette globale s'élève ainsi à 100 millions de francs, contre 92,4 millions de francs pour l'exercice précédent, le solde étant affecté aux réserves.

En réponse à des questions posées au cours de l'assemblée, M. André Wormser, président du directoire, a indiqué que si le volume des financements consentis par les sociétés du groupe au cours du premier trimestre 1988 s'est élevé à 4 916 millions de francs, en baisse de l'ordre de 1 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, celle-ci avait connu une progression exceptionnelle de 32 %. Toutefois l'activité s'est développée dans des conditions inégales selon les secteurs concernés.

Dans un marché automobile encore en progression, et notamment favorable aux marques Peugeot et Citroën, les filiales de Crédipar, holding détenue paritairement par SOVAC et Peugeot S.A., ont distribué des financements en progression de 5 % par rapport à la même période de l'an dernier qui avait elle-même enregistré une augmentation de 39 % par rapport à la période correspondante de l'exercice antérieur.

La vive concurrence déjà constatée l'exercice précédent dans les domaines du financement aux particuliers et de l'immobilier a conduit à un ralentissement, notamment dans les financements immobiliers ; à cet égard, le groupe a entrepris de reconquérir des parts de marché en mettant des produits nouveaux à la disposition de ses prescripteurs et de sa clientèle directe ; l'accueil très favorable réservé au nouveau crédit immobilier SOVAC Evolution – crédit à taux ajustable prenant en compte, dans des conditions favorables à l'emprunteur, les variations de taux sur une longue période – a permis à B.F. Im. SOVAC de faire progresser fortement ses acceptations en mars et en avril 1988.

Les financements aux entreprises enregistrent une progression de 20 %, après la forte augmentation constatée l'an dernier.

Enfin, la mise en place d'accords de partenariat avec le Printemps et France-Loisirs devrait permettre de proposer, en 1988, l'ensemble des produits de financement, d'épargne et de retraite du groupe à une clientèle nouvelle importante.



Le résultat consolidé de MMB s'établit au 31 décembre 1987 à 113 MF, en progression de 44 % sur celui de 1986. Il se compose des principaux éléments suivants :

En milliers de francs	*1986*	*1987*
Résultat courant	25 145	75 541
Résultat exceptionnel	30 375	(1 103)
Participation des salariés	(1 426)	(2 874)
Impôts sur les bénéfices	(11 120)	(12 789)
Part dans les sociétés mises en équivalence	45 814	74 386
Dotation aux amortissements des écarts d'acquisition	(6 142)	–
Intérêts minoritaires	(5 193)	(9 338)
Résultat consolidé (part du groupe)	78 971	112 731

Il convient de souligner que la croissance du résultat net provient en totalité de la croissance des éléments courants qui constituent ce résultat.

Ainsi on observe que :

– le résultat courant est multiplié par trois ;

– le résultat exceptionnel est voisin de zéro alors qu'il était fortement positif en 1986 ;

– la part de MMB dans les sociétés mises en équivalence (principalement Hachette) progresse de 62 %, le montant de 1986 comprenant 30 MF de profits exceptionnels alors que celui de 1987 n'en contient plus que 19 MF.

Par ailleurs, les écarts d'acquisition ont été imputés sur la différence de consolidation, conformément aux principes retenus par les groupes de presse dans le cadre de la mise en conformité avec la loi du 3 janvier 1985 sur les comptes consolidés. En 1986, la dotation aux amortissements des écarts d'acquisition (y compris celle contenue dans le résultat des sociétés mises en équivalence) s'est élevée à 10 469 KF.

Enfin, la société MMB rappelle qu'au titre de 1987 le conseil d'administration proposera à la prochaine assemblée générale qui aura lieu le 8 juin 1988, la mise en distribution d'un dividende de 6 F net par titre en augmentation de 50 % sur celui versé au titre de 1986.

Un communiqué publié le 29 mars 1988 a présenté les résultats sociaux de la société mère pour l'exercice écoulé.

Les comptes sociaux et consolidés de l'exercice 1987 ont été transmis au BALO pour publication et peuvent être consultés au 5, rue Beaujon, 75008 Paris.

SHELL FRANÇAISE

OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT SIMPLIFIEE

PAR SHELL PETROLEUM NV

A la date du 8 avril 1988, *une filiale de Shell Petroleum NV*, l'une des sociétés holdings principales du Groupe Royal Dutch-Shell a acheté 424.161 actions Shell Française. A la suite de cet achat, la participation de Shell Petroleum NV et de ses filiales représente 99,868 % du capital de Shell Française. En conséquence, Shell Petroleum NV propose aux actionnaires de Shell Française de racheter l'intégralité des 38.873 titres restant sur le marché par le biais de la procédure d'Offre Publique d'Achat Simplifiée, au cours de 135 francs par action. Ce cours, égal à la valeur nominale de l'action et compte tenu de la situation difficile du raffinage en France, se compare avantageusement aux capitaux propres de la Société tels qu'ils apparaissent dans les comptes de 1987 qui seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire : 94 francs par action. Cette offre est valable du 28 avril 1988 au 27 mai 1988.



MEDIA 94



HAUSSE DE 35 % DU RESULTAT NET CONSOLIDE
(276 millions de francs pour l'exercice 1987 en part du groupe)

Lors du conseil de surveillance du 28 avril 1988, le directoire, présidé par Jacques Letertre, a présenté les comptes consolidés du groupe Dumenil-Leblé pour l'exercice 1987.

Le bénéfice net consolidé s'établit à 279,9 millions de francs contre 208,3 millions pour l'exercice 1986, après une dotation nette aux provisions sur les portefeuilles de 107,6 millions de francs contre 24,3 millions en 1986. La part du groupe dans ce résultat ressort à 275,9 millions de francs contre 204,5 millions de francs, soit une augmentation de 35 % par rapport à l'exercice précédent. Le périmètre de consolidation s'est élargi de quatorze nouvelles sociétés dont notamment sept sociétés étrangères situées en Angleterre, en Belgique, en Suisse et aux Pays-Bas.

Il sera proposé à l'assemblée générale de Dumenil-Leblé S.A. qui se réunira le 26 mai à 17 h d'approuver les comptes sociaux, qui font ressortir un résultat de 164,9 millions de francs contre 127,7 millions en 1986, et de distribuer un dividende global de 47 francs avoir fiscal compris (contre 36 francs pour l'exercice 1986), soit un rendement global de 5,4 % sur la base du cours actuel de l'action.

La volonté du groupe de se développer sur l'ensemble de l'Europe se concrétise depuis le début de cette année 1988 par des investissements importants en Europe du Sud, notamment en Italie et prochainement en Espagne. Par ailleurs, la nouvelle organisation du groupe conduit, d'une part, à une concentration des participations stratégiques dans la société mère Dumenil-Leblé S.A. et, d'autre part, à un regroupement de l'ensemble des activités de gestions et de marchés au sein de la Banque parisienne d'investissement et d'arbitrage (BPIA), filiale détenue totalement par le groupe.



Le conseil d'administration, réuni le 28 avril 1988 sous la présidence de M. Philippe Midy, a approuvé les comptes sociaux et a pris connaissance des comptes consolidés du groupe pour l'exercice 1987.

Résultats consolidés

Compte tenu de la sortie du périmètre de consolidation, en début d'exercice, de Geladour et de la cession intervenue en fin d'exercice, de 51 % de la participation dans Legave et Pasquier, le chiffre d'affaires net consolidé hors taxes du groupe s'est élevé à 2 718 379 000 F, contre 3 478 546 000 F en 1986.

Le résultat courant consolidé est bénéficiaire de 50 606 000 F, contre 10 745 000 F en 1986.

Le résultat net consolidé, après prise en compte des plus-values exceptionnelles réalisées sur la cession des participations dans Chocolat Poulain, Nutrial SA et Nutrial & Cie, et provisions pour impôt et restructuration, est bénéficiaire de 911 852 000 F, contre 6 359 000 F en 1986.

La marge brute d'autofinancement consolidée hors plus-values s'élève à 101 500 000 F en 1987, contre 95 600 000 F en 1986.

Bistrial, Ciprial, Générale d'importation et Fanny Farmer ont réalisé en 1987 un chiffre d'affaires consolidé de 1 330 000 000 F et un résultat courant consolidé de 4 000 000 F, en amélioration de 21 000 000 F par rapport à 1986.

Comptes de la SA Midial

Le résultat de l'exercice, après plus-values exceptionnelles et provisions pour impôt et restructuration, s'est soldé par un bénéfice net de 1 042 625 000 F, alors que l'exercice précédent s'était soldé par un bénéfice net de 17 988 000 F.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires la distribution d'un dividende net de 17 F par action assorti d'un avoir *fiscal de 8,50 F représentant un revenu global de 25,50 F par action.*

Une assemblée générale extraordinaire et ordinaire convoquée extraordinairement se tiendra à l'issue de l'assemblée générale ordinaire afin d'autoriser le conseil d'administration à lever sur le marché financier les moyens de financement dont il pourrait avoir besoin.



L'assemblée générale annuelle des actionnaires, qui s'est tenue le 26 avril 1988, a approuvé les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 1987, qui se soldent par un bénéfice net de 31 127 692 F, en augmentation de plus de 43 % par rapport à 1986.

La croissance de l'activité de Factofrance Heller a été confortée de façon très significative par celle de ses sociétés filiales : Cofacrédit, Transfact et Factobail.

Avec un volume total de 14,5 milliards de créances achetées (contre 10,91 milliards de francs en 1986) par le groupe, Factofrance Heller confirme ainsi cette année encore sa position de numéro un de l'affacturage.

Le conseil d'administration qui s'est tenu à l'issue de cette assemblée générale a nommé en qualité de président du conseil d'administration M. Michel Aussavy. Il succède à M. Jacques de Seissan de Marignan, dont les mandats d'administrateur et de président, venus à expiration, n'ont pas, à sa demande, été renouvelés.

Banque ARJIL

Les actionnaires de la banque ARJIL, réunis en assemblée générale ordinaire le 26 avril 1988, ont approuvé les comptes de l'exercice 1987, tels qu'ils ont été présentés par le directoire.

M. Christian Giacomotto, président du directoire, a exposé les principales opérations que la banque ARJIL a réalisées depuis la création, en avril 1987, dans les trois domaines dans lesquels elle a vocation à intervenir :

– Les affaires financières, domaine dans lequel s'inscrivent les opérations de rapprochement d'entreprises et d'introductions en Bourse conduites par la banque et la création de la Compagnie industrielle et financière de Presbourg, société de portefeuille au capital de 750 000 000 de francs ;

– Les marchés de capitaux sur lesquels la banque est rapidement devenue un intervenant actif, agissant tant pour le compte de sa clientèle d'entreprises et d'institutionnels que pour son propre compte ;

– La gestion de portefeuille, avec un montant global de capitaux gérés dépassant en fin d'exercice 2,5 milliards de francs, essentiellement à travers les dix-sept sociétés et fonds d'investissements que la banque a créés à cet effet.

A l'issue de ce premier exercice, la banque ARJIL a réalisé, en huit mois et demi d'activités, un bénéfice net de 6,1 millions de francs. Au 31 décembre 1987, elle présentait un bilan d'un total de 2,1 milliards de francs et un hors bilan de 5,2 milliards de francs.

Compte tenu du niveau d'activité enregistré depuis le début de l'année 1988, le résultat de l'exercice en cours devrait connaître une augmentation très significative.



L'assemblée générale de Ficofrance (groupe maison familiale) a approuvé les comptes de l'exercice 1987.

Les encours de crédits à la clientèle, essentiellement constitués de crédits immobiliers à moyen et long terme, s'élèvent à 3,238 millions de francs, en croissance de 11 % malgré le niveau élevé des remboursements anticipés.

Le bénéfice de l'exercice s'élève à 34,7 millions de francs (après 31,1 millions de dotations aux provisions), contre 61,6 millions (après 16,8 millions de dotations aux provisions) en 1986.

Cette baisse des résultats s'explique en particulier par des remboursements anticipés et des renégociations de taux, *phénomènes* qui pénalisent lourdement l'ensemble des banques spécialisées dans le financement de l'immobilier.

Des provisions importantes ont encore été constituées, à ce titre, en 1987 pour couvrir dès maintenant l'impact de ce phénomène sur les comptes des années à venir ; par ailleurs, les risques sur créances douteuses ont été largement provisionnés.

Les résultats enregistrés au cours des premiers mois de l'exercice 1988 montrent une amélioration sensible des marges sur les nouveaux crédits consentis.

Cet emprunt ayant été entièrement souscrit, le présent avis est publié à titre d'information seulement.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

372.000.000 U.S. $

Placement Privé

de

Titres Subordonnés à Taux Variable

1988-1998

Le soussigné a eu l'honneur de diriger cette opération.

Merrill Lynch International & Co.

Avril 1988 *Nouvelle émission*



Économie

La revanche du nationalisme au Brésil

Les parlementaires brésiliens restreignent la marge de manœuvre des investisseurs étrangers

Le Brésil a été longtemps considéré comme un paradis pour les capitaux étrangers. Il ne l'est plus depuis plusieurs années et il le sera encore moins à l'avenir, à en juger d'après les dispositions qui viennent d'être adoptées par l'Assemblée constituante. Par deux votes successifs (le 28 et le 29 avril), celle-ci a restreint considérablement dans la nouvelle Charte fondamentale la marge de manœuvre des entreprises étrangères.

RIO-DE-JANEIRO
de notre correspondant

Certains journaux comme la *Folha de Sao Paulo* ont critiqué cette décision qu'ils jugent « *xénophobe* » et « *retardataire* ». Mais, au Congrès, les nationalistes l'ont acclamée comme une victoire, allant jusqu'à chanter l'hymne national. Une alliance s'est formée avant le vote entre la gauche traditionnelle, certains secteurs de l'armée et les milieux d'affaires qui comptent sur le protectionnisme pour prospérer.

La première bataille a été livrée sur une définition : quelle entreprise serait considérée à l'avenir comme étant de « *caractère national* » ? Il ne s'agissait pas d'une question de sémantique : les entreprises qui entreront dans cette catégorie bénéficieront d'avantages, allant des subventions à l'exportation aux marchés protégés, qui les favoriseront beaucoup par rapport à la concurrence.

Il a été décidé que seraient considérées comme « nationales » celles dont le contrôle effectif appartiendraient à des personnes physiques ou juridiques domiciliées au Brésil. En vertu de la nouvelle loi, les multinationales pourront être exclues du secteur entier de l'économie « *lorsque la sécurité nationale* » et « *le développement du pays* » seront en jeu, deux notions extensibles à l'avenir.

Domaines réservés

Première conséquence de ce vote, la recherche et l'exploitation minière seraient désormais réservées aux entreprises brésiliennes. Or c'est un secteur où les compagnies étrangères sont particulièrement dynamiques : elles y font les trois quarts des investissements, environ 40 % de la recherche, et sont responsables d'une bonne partie de la production, surtout pour les minerais exigeant un matériel d'extraction sophistiqué.

Des restrictions du même genre ont été adoptées pour la prospection et l'exploitation pétrolières. La compagnie d'Etat, la Petrobas, ne pourra plus signer désormais de contrats de prospection avec des sociétés étrangères, comme elle le faisait depuis une dizaine d'années. Les contrats en cours, au nombre de quarante-trois, seront exécutés malgré tout jusqu'à leur échéance. De même est-il prévu d'accorder un délai de cinq ans aux compagnies minières étrangères pour se retirer ou céder à des Brésiliens la majorité de leur capital.

Nul doute que ces votes, déjà qualifiés d'« *historiques* », vont provoquer des remous chez les investisseurs étrangers. Nombre de ceux-ci s'étaient déjà retirés face aux incertitudes et aux incohérences de la politique gouvernementale, et dans l'attente des décisions de la Constituante. Ce qu'ils redoutaient est arrivé : le nationalisme économique, tendance de fond de la société brésilienne, a pris sa revanche après les années d'ouverture et de libéralisme correspondant au régime militaire, du moins dans sa première phase. Déjà, en 1984, quand les généraux régnaient encore, le Congrès avait voté une loi instituant un domaine préservé dans l'informatique, qui avait suscité de nombreuses polémiques internes et s'était heurtée à l'hostilité déclarée des Etats-Unis. Avec la nouvelle Constitution, le protectionnisme risque de s'étendre à d'autres secteurs sensibles, comme la chimie fine et les biotechnologies.

Beaucoup, au Brésil, s'interrogeront sur le bien-fondé d'une telle politique. Le capital étranger participe actuellement au quart de la production industrielle et à 10% du PNB. Il fournit 18% des emplois de l'industrie. Est-ce exagéré? Ses défenseurs estiment que non, dans la mesure où l'épargne intérieure est insuffisante pour réaliser les objectifs de croissance du pays. Or les mesures protectionnistes qui viennent d'être adoptées risquent, dit-on, de décourager définitivement les entreprises étrangères, lesquelles, après avoir beaucoup misé sur le Brésil, donnent désormais la préférence à d'autres régions du monde comme l'Asie.

C. V.

Dette ivoirienne

Accord de rééchelonnement de 14,2 milliards de francs

La Côte-d'Ivoire a fini par boucler le cycle complet des négociations de rééchelonnement d'une dette extérieure de 10 milliards de dollars (57 milliards de francs). Après cinq mois de discussions sur la base des grandes lignes arrêtées en décembre 1987, les banques créancières d'Abidjan ont mis la dernière main, le vendredi 29 avril, à un accord permettant d'étaler sur quinze ans les paiements dus au titre des remboursements du principal de la dette contractée de 1983 à 1985. Ce réaménagement de la quasi-totalité de la dette non garantie, 14,2 milliards de francs, s'assortit d'un apport en argent frais de 860 millions de francs, soit à peu près la moitié des besoins de financement du gouvernement ivoirien pour affronter ses échéances 1988.

Cet accord, qui reporte à 1993 les premiers remboursements ivoiriens, permettra à Abidjan de reprendre le paiement des intérêts, suspendus depuis un an. Il offre une possibilité aux banques voulant se désengager de transformer leurs créances en obligations émises par l'Etat. La mise au point de cet accord avec le comité de coordination des quelque trois cent cinquante banques engagées en Côte-d'Ivoire prendra effet lorsque 90 % d'entre elles auront donné leur feu vert, ce qui devrait, en principe, être assez rapide. Après le rééchelonnement de 3,3 milliards de francs de dettes garanties par le Club de Paris, à la fin de 1987 (*le Monde* du 22 décembre 1987), le Fonds monétaire international va pouvoir débloquer le crédit *stand by* de 82,8 millions de DTS (1) et les 94 millions de DTS promis à titre de compensation de pertes à l'exportation.

(1) Un droit de tirage spécial = 7,88 francs français.

Record

Y a-t-il

(Suite de la première page.)

Et comme, à en croire M. John B. Wood, directeur adjoint de l'Institut des affaires économiques, « *le gouvernement est loin encore d'avoir établi l'avantage de travailler par rapport à celui de ne pas travailler* », la protection sociale ne sera pas oubliée dans un pays qui avait créé le Welfare State, et qui l'avait poussé plus loin qu'ailleurs. Trop loin sans doute.

Mais cette période de réformes ne serait pas possible si au désespoir et à la « *dérélicion* » du passé n'avait succédé désormais le « *sense of confidence* », une confiance qui semble avoir gagné les coins les plus reculés du Royaume, ceux qui avaient été touchés par la purge du premier mandat de « TINA » (pour « *There Is No Alternative* »).

Les quelques principes simples qui ont fondé l'action de Margaret Thatcher – contrôle de l'inflation, réduction du rôle de l'Etat par privatisation, déréglementation et suppression de subvention, croyance que le marché est mieux à même de répartir les richesses et de stimuler les initiatives, – après avoir eu pour effet de mettre sur le pavé deux millions de travailleurs (il y avait un million de chômeurs en 1979), portent aujourd'hui leurs fruits et font taire une partie des critiques qu'ils avaient soulevées tant à l'intérieur (on se souvient de la lettre de 350 économistes keynésiens au *Times* en 1981 pour dénoncer la politique alors menée comme suicidaire) qu'à l'extérieur. Comme le titre l'*Economist* : « *La bourgeoisie anglaise devient de nouveau riche* », « *sa prospérité retrouvée lui donne une confiance en soi que la Grande-Bretagne n'avait pas connue depuis Édouard VII.* »

Les changements structurels apportés au pays depuis bientôt neuf ans – le plus long terme d'un premier ministre britannique en ce siècle – n'ont pas seulement ramené la confiance. Ils ont obtenu des résultats. Comme on le souligne au Trésor, depuis le début de la décennie, la croissance est la plus forte des pays européens, avec près de 3 % en moyenne. En 1987-1988, elle a même atteint 4,8 %, soit le plus haut taux enregistré depuis la brève embellie de 1973 et ramené l'espoir que le « *stop-and-go* », si longtemps caractéristique de l'économie britannique, appartienne désormais aux livres d'histoire.

Parmi les « *bonnes nouvelles* » présentées tant à la Midland Bank qu'au CBI (patronat britannique) figurent aussi l'amélioration de la productivité (+ 4,2 % par an en moyenne entre 1979 et 1987), l'accélération de la profitabilité des entreprises, la baisse relative du coût unitaire de travail, la maîtrise de l'inflation, une augmentation de la part du marché mondial, et surtout la création d'emplois, plus de 1,3 million depuis 1983, ce qui a permis de faire retomber le chômage de plus de 13 % à quelque 9 % de la population active. Même si une partie de ces emplois sont à temps partiel, l'évolution, comparée notamment à la France, est impressionnante. De là à dire que « *la voie que nous avons suivie en Grande-Bretagne peut être bonne aussi pour la France* », il n'y a qu'un pas, que Margaret Thatcher a évidemment franchi.

Surchauffe ?

Pourtant, si la vision présentée par les organismes gouvernementaux est quasi idyllique, d'autres économistes soulignent l'arrivée de nuages sur le court terme comme sur le plus long terme. A la Midland Bank, M. Andrew Brain est formel : « *La demande croît trop vite, la surchauffe menace.* » Les revenus, avec une progression de 8,5 %, augmentent trop vite (les infirmières viennent même d'obtenir une hausse salariale de 15,3 %) et l'augmentation de 7 % des services et du logement dans l'indice du coût de la

هكذا من الأصل



de croissance et de création d'emplois

un modèle britannique ?

vie *« est bien la preuve que l'inflation guette »*.

D'autre part, la forte dégradation, pour les premiers mois de l'année, des comptes extérieurs malgré des exportations de pétrole encore importantes n'est pas sans inquiéter. *« J'ai le sentiment*, dit l'un des économistes du département d'économie appliquée de Cambridge, Ian Cregg, *de voir se rééditer le modèle américain des années 1983-1984 »*, avec une livre fort estimée par le marché, comme l'était le dollar naguère, des taux d'intérêt élevés, une demande intérieure forte et un déficit commercial qui s'accroît (il pourrait atteindre 2 % du PNB l'an prochain).

Même si la comparaison est jugée sans fondement au Trésor – *« le déficit américain finançait la consommation, ici il alimente l'investissement »*, – les difficultés monétaires accentuent indéniablement les problèmes de l'industrie britannique.

Des inégalités

Telle est bien la contradiction actuelle de la politique monétariste menée – sans beaucoup de rigueur il est vrai – à Londres. La lutte contre la surchauffe et la reprise de l'inflation nécessiterait le maintien de taux d'intérêt à court terme élevés quand la vigueur de la livre, jugée par beaucoup préjudiciable (le redressement britannique s'est fait pour partie grâce à une dévaluation non dite du sterling), devrait pousser à la baisse des taux. D'où la politique de petits pas menée par la Bank of England.

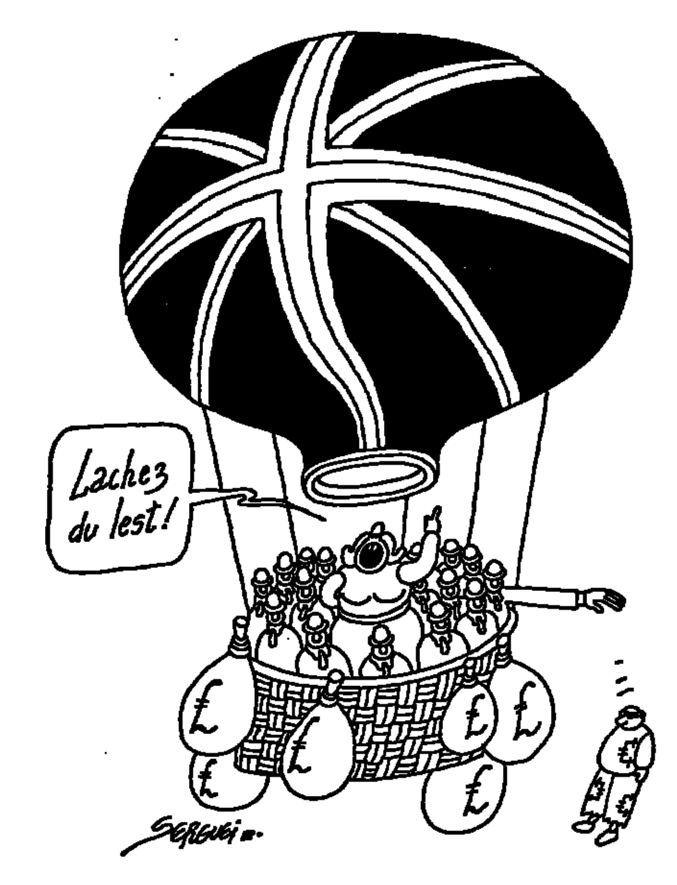
Sur le plus long terme, les inquiétudes ne manquent pas non plus. Ne serait-ce que du fait de la forte inégalité qui résulte du boom actuel.

Géographiquement d'abord. Une étude récemment publiée par l'université de Warwick montre la division qui s'accroît entre le Nord et le Sud.

Sur le terrain, toutefois, pour être sensible, l'inégalité du développement apparaît plus relative. Autour de Newcastle-upon-Tyne, région de mines – restructurées dès les années 60, – de chantiers navals et de la métallurgie, même les représentants syndicaux ont le sentiment que *« le plus dur est passé »*. Les chiffres du chômage, même s'ils sont jugés manipulés, montrent bien l'évolution en cours : de plus de 20 % aux heures les plus sombres, lorsque les chantiers navals licenciaient par milliers, ils sont retombés à à peine plus de 13 %. Les quais de la Tyne voient naître de nouvelles usines et le *« metrocentre »* – centre commercial le plus important d'Europe – est là pour montrer qu'ici *« ceux qui ont du travail vivent bien »*. L'arrivée de vingt et un investisseurs japonais – Nissan à Washington, Komatsu à Birtley – dans des activités plus proches de l'assemblage que de la production (si l'on en croit une rapide visite de l'usine d'engins de travaux publics de Komatsu) a permis de créer quelques milliers d'emplois.

Aussi, avec un mélange d'admiration et de répulsion, un professeur de l'université de Newcastle et un représentant local du TUC reconnaissent : *« La révolution de Margaret Thatcher, cela a été de s'attaquer à tous les « establishments ». Les syndicats bien sûr, mais aussi les propriétaires terriens, qui ici étaient très hostiles au développement. »* Bref, sans mésestimer les problèmes du Nord, l'optimisme revient.

Alors qu'à Cambridge, à 100 km à l'est de Londres, la surchauffe est là. *« Notre taux de chômage est de 3,5 % »*, dit-on chez Segal Quince Wicksteed, une firme de consultants qui a rédigé naguère un rapport sur *« The Cambridge Phenomenon »*, cette implantation en une décennie de quatre cent cinquante entreprises de haute technologie autour d'une université qui



compte dans son histoire plus de prix Nobel scientifiques que la France. Des firmes comme Schlumberger ou Northern Telecom côtoient de petites entreprises de software, de biotechnologie ou de robotique avancée dont le rythme de croissance approche 50 % l'an.

Le taux de croissance local (15 %), trois fois plus rapide que celui – déjà élevé – du pays, oblige pourtant à repenser la croissance. Déjà il est impossible de trouver les employés nécessaires aux hôtels et restaurants chargés d'accueillir les trois millions et demi de touristes qui viennent chaque année visiter l'université. Et la pénurie de logements est telle – les coûts ont augmenté de 30 % en un an – qu'il va falloir casser la ceinture verte qui fait le charme de la ville. Le phénomène Cambridge y résistera-t-il ?

Enrichissez-vous

La seconde inégalité, non moins criante, est sociale. Les travaillistes, au programme par ailleurs bien indigent, ont raison de dénoncer une politique par laquelle *« les riches deviennent plus riches et les pauvres plus pauvres »* (en tout cas relativement). La taxe d'habitation (poll tax), qui divise actuellement jusqu'aux conservateurs, étant individuelle et peu proportionnelle, pénalisera plus les membres d'une famille vivant dans un taudis qu'un lord célibataire habitant un château, et toute la réforme fiscale a pour but d'enrichir les riches. Une politique au demeurant, délibérée et non masquée, un côté *« enrichissez-vous »* très dix-neuvième siècle. Là réside l'efficacité économique selon Mme Thatcher. Dans un pays où jadis une réelle égalité a été réalisée par le bas, c'est-à-dire par l'appauvrissement de tous, l'enrichissement de la middle class tirera tout le monde vers le haut. *« Tant pis*, affirme un de nos interlocuteurs, *si la différence entre riches et pauvres doit pour cela s'accroître. »*

Encore ces inégalités – à même de désintégrer le tissu social – ne portent-elles pas forcément en elles l'arrêt du processus de redressement en cours. L'investissement et les dépenses de recherche-développement paraissent, en revanche, faibles au regard des performances économiques générales. Certes l'investissement privé continue de croître et devrait même être en 1988 (+ 10 %) l'un des moteurs de la croissance (et du déficit commercial), mais, comme l'investissement public ne cesse de baisser, c'est au Royaume-Uni que la proportion du PNB consacrée à la formation brute de capital fixe est la plus faible des grands pays industrialisés (13,7 % sur la période 1980-1985 contre 13,9 % aux Etats-Unis, 14,2 % à la France, 14,7 % à l'Allemagne fédérale et 23,8 % au Japon).

Les dépenses consacrées à la recherche civile et au développement sont, elles aussi, un bon critère de l'arbitrage entre court et long termes. Or, là encore, la Grande-Bretagne est à la traîne puisqu'elle y consacre 1,5 % de son PNB contre 2,5 % pour l'Allemagne fédérale.

Voilà qui laisse sceptique sur l'état actuel de l'industrie britannique, qui a certes retrouvé son taux de profit d'avant le premier choc pétrolier, mais qui soit bien amaigrie de sa cure d'austérité thatchérienne, un amaigrissement des industries traditionnelles souligné par le déficit commercial croissant de ces derniers mois et dont la haute technologie n'a pas pris le relais.

« C'est une grande erreur, affirme cependant M. Wood, *de penser que le Royaume-Uni est une nation manufacturière. C'est une perspective incorrecte de l'économie britannique. De 1810 à 1975 notre balance commerciale n'a enregistré un surplus qu'à trois reprises. Les « invisibles » ont toujours payé la moitié de nos importations. D'ailleurs l'industrie n'occupe que 6 millions des 26 millions de travailleurs du pays et ne compte que pour le tiers du PNB. »*

Les invisibles, ce sont d'abord les services financiers. La réforme de la Bourse de Londres (le Big Bang), un an avant le krach, n'en est pas moins jugée aujourd'hui positive. *« Elle a permis d'accroître la compétition, de réduire les coûts et de maintenir le rôle international de la place de Londres »*, explique A. Stuart Valentine au Stock Exchange, même s'il reconnaît que depuis le 19 octobre le volume des transactions a baissé de près d'un tiers, ce qui oblige la City à réduire son personnel. Et, souligne M. Wood, *« les Japonais sont jusqu'à présent restés discrets dans ce domaine, mais le Big Bang leur a ouvert la porte »*.

Succès et ombres de la politique Thatcher, qu'un journaliste résume en disant : *« Il y a désormais plus d'actionnaires que de syndiqués en Grande-Bretagne. »* Une révolution, sans nul doute. Mais un modèle ?

BRUNO DETHOMAS.

Marchés financiers

Les Américains dans la télévision par câble en France

ATT a raté son entrée dans l'Hexagone. Mais ses filles y parviennent... Après Bell South, associé à la Générale des eaux dans le tour de table de la nouvelle Compagnie française du radiotéléphone (*le Monde* du 2 mai), c'est au tour d'une autre des sociétés américaines régionales de téléphone issues du démantèlement d'ATT, US West, d'arriver en France par le biais d'une prise de participation de 10 % dans la Lyonnaise communications. Cette filiale de la Lyonnaise des eaux a été créée il y a deux ans pour coordonner les activités audiovisuelles (essentiellement le câble) du groupe.

Un autre nouvel actionnaire fait également son apparition dans le tour de table de Lyonnaise communications : le Crédit agricole, pour 15 %. En conséquence, la participation de la Lyonnaise des eaux dans Lyonnaise communications baissera de 85 % à 60 %, celle de Coditel, premier opérateur (belge) européen de câble, restant inchangée à 15 %.

Us West et la Lyonnaise avaient pris langue il y a plusieurs mois sur le radiotéléphone : ils étaient en effet associés pour présenter une candidature commune lors du choix d'un deuxième opérateur privé, mais la Générale des eaux avait remporté le marché. Les discussions se sont néanmoins poursuivies : US West, comme les autres sociétés américaines régionales de téléphone, cherche à entrer en Europe. Empêchée par la réglementation américaine de se lancer dans le câble aux Etats-Unis, elle pourra, grâce à cette participation dans Lyonnaise communications, le faire sur le Vieux Continent.

F. V.

La vente de VIAG clôt le programme de privatisation ouest-allemand

Le gouvernement ouest-allemand a annoncé le 2 mai la privatisation de VIAG AG, un conglomérat spécialisé dans l'énergie, l'aluminium et la chimie qui a réalisé en 1987 un chiffre d'affaires de 8,53 milliards de DM (28,9 milliards de francs). La totalité de la part de 60 % du capital de VIAG détenue par les pouvoirs publics sera mise en vente et devrait rapporter, selon le ministre fédéral des finances, M. Gerhard Stoltenberg, *« un peu plus d'un milliard de marks »*. Cette opération parachève le programme de privatisation engagé par le gouvernement ouest-allemand. Le nombre des participations directes et indirectes de l'Etat est passé de 802 en 1982, date de l'arrivée au pouvoir de la coalition chrétienne-libérale, à 309 à la fin mars 1988. Le groupe chimique Veba, récemment privatisé, est devenu le plus important par le nombre d'actionnaires (600 000 au total).

La Générale des Eaux en Grande-Bretagne

La Générale des Eaux a acquis 22,4 % de la compagnie britannique de distribution d'eau Bristol Waterworks, a-t-on appris, le 2 mai, auprès du groupe français. Cette prise de participation s'est effectuée en quelques semaines et *« en accord total avec les dirigeants de la compagnie »*, selon un porte-parole de la Générale. La Bristol Waterworks dessert trois millions d'habitants dans la région de Bristol, au sud-ouest du Royaume-Uni. La Générale des Eaux détient par ailleurs des participations dans trois autres compagnies britanniques de distribution d'eau : Colne Valley (28,2 %), Lee Valley (23,15 %) et North Surrey (18,9 %), a rappelé le porte-parole. Une autre compagnie française, la Lyonnaise des Eaux, vient d'acquérir 17 % du capital de la Bristol Waterworks.

NEW-YORK, 2 mai ↑

Bonne orientation

Après une évolution en dents de scie durant une grande partie de la séance, la Bourse de New-York a, en définitive, terminé la séance de lundi 2 mai sur une hausse de 10 points, l'indice Dow Jones atteignant le niveau des 2 043,27 points. Dans un marché encore calme, avec 136 millions d'actions échangées, les baisses l'ont néanmoins emporté en nombre : 879 contre 603 hausses et 480 au cours inchangé.

La baisse des cours du pétrole brut, après le désaccord au sein de l'OPEP, a estompé nettement les appréhensions d'une reprise de l'inflation et d'une remontée des taux d'intérêt que laissaient craindre certaines statistiques récentes. Il reste que l'ambiance est plutôt morne à Wall Street, où les bons résultats trimestriels publiés actuellement par les entreprises américaines ne semblent pas recevoir d'écho. Les valeurs pétrolières ont accusé le coup après le désaccord au sein de l'OPEP. En revanche, les titres des compagnies aériennes ont sensiblement progressé. American Cyanamid a été fermé sur de nouvelles rumeurs d'OPA. Le nom d'Elf-Aquitaine est fréquemment cité pour cette opération financière. Zenith Electronics, à qui l'on prête l'intention de vendre sa branche de biens de consommation, a gagné du terrain. Avon également, après la démission de son président.

VALEURS	Cours du 29 avril	Cours du 2 mai
Alcoa	44	44 1/2
Allegis (ex-UAL)	82	84 3/8
A.T.T.	26 1/2	26 1/2
Boeing	48	48 1/4
Chase Manhattan Bank	24 5/8	24 3/4
Du Pont de Nemours	85 3/4	86 3/8
Eastman Kodak	40 5/8	41 5/8
Exxon	44 7/8	44 5/8
Ford	47 1/4	47 5/8
General Electric	40 1/4	41
General Motors	75	75 3/4
Goodyear	62 5/8	63 1/8
I.B.M.	113 1/2	114 1/8
I.T.T.	46 5/8	47
Mobil Oil	45 3/4	46 1/4
Pfizer	56	55 1/8
Schlumberger	37 1/2	37
Texaco	50 1/8	49 5/8
Union Carbide	23 1/2	24
U.S.X.	32	31 5/8
Westinghouse	52 1/8	52 3/4
Xerox Corp.	54	54 1/2

LONDRES, 2 mai

Bank Holiday

Les marchés financiers étaient fermés lundi 2 mai en raison du Bank Holiday.

RFA

Baisse de 30 % des transactions en avril

En avril, les huit places boursières ouest-allemandes ont enregistré une baisse de 30 % des transactions par rapport au mois de mars, indiquent des chiffres publiés par le groupe de travail des Bourses ouest-allemandes à Francfort. Le volume total des transactions a atteint 163 milliards de deutschemarks (554 milliards de francs), contre 226,5 milliards de deutschemarks (770 milliards de francs) le mois précédent.

Environ 25 % des transactions, soit 41,5 milliards de deutschemarks (141 milliards de francs), ont été réalisés sur des actions. La valeur Volkswagen a été le titre le plus échangé, pour un volume de transactions de 2,3 milliards de deutschemarks. Sur le marché obligataire, les transactions se sont limitées à 122 milliards de deutschemarks (415 milliards de francs), contre 162,5 milliards de deutschemarks le mois précédent.

PARIS, 2 mai =

Calme

« Aujourd'hui, nous nous reposons », confiait un banquier adossé à l'un des piliers du palais Brongniart, en observant ses confrères désœuvrés. La semaine a donc débuté au ralenti et l'indicateur instantané affichait, en clôture, une toute petite hausse de 0,03 %. A l'origine de ce ralentissement notable de l'activité, l'absence des Anglo-Saxons qui fêtaient lundi le *Bank Holiday*. La tension observée sur les taux tant en Allemagne qu'aux Etats-Unis a aussi incité à la prudence les opérateurs. D'ailleurs, dans un marché calme, le contrat de juin sur le MATIF perdait 0,14 % à 101. Enfin, la situation politique française n'est pas propice à l'investissement, les boursiers préférant attendre dimanche 8 mai pour connaître l'issue des élections présidentielles, même si la grande majorité estiment que les jeux sont faits. Ils sont très nombreux à considérer comme acquise la victoire de François Mitterrand. Dans ce contexte, cependant, quelques valeurs se distinguaient à la hausse, comme Talcs de Luzenac, Club Méditerranée, Fromageries Bel et la Navigation mixte, qui demeure toujours très entourée. Les baisses étaient emmenées par de nombreux titres bancaires : CETELEM, la Parisienne de réescompte et les certificats d'investissement de la BNP et du Crédit lyonnais.

Après l'entrée de Matra dans le capital de la SAT à hauteur de 15 %, l'actionnaire principal, SAGEM, a conforté sa position en la portant au-delà de 50 %, à 53,4 % exactement. La société Auxitra a indiqué avoir cédé les 9,23 % qu'elle possédait dans les Aciéries et fonderies de l'Est.

Après la présentation des modalités exactes du processus de RES (reprise de l'entreprise par les salariés) qui s'engage chez Darty, la société SAMSE vient d'annoncer qu'elle aussi se fera racheter par ses salariés. Cette firme dauphinoise, négociant en matériaux de construction, qui possède des magasins (la Boîte à outils, Matecau, Christaud), a réalisé, en 1987, un chiffre d'affaires supérieur au milliard de francs, et un bénéfice de 14,4 millions.

TOKYO, 3 mai

Fermé

En raison d'une fête nationale, la Bourse de Tokyo va rester close du 2 au 5 mai inclus.

Lundi, le marché avait anticipé une nouvelle hausse des cours à sa réouverture, l'indice Nikkeï ayant clôturé au niveau des 27 669,72 yens.

Le krach boursier d'octobre a provoqué une baisse de 26,7 % des bénéfices avant impôt cumulés des quatre premières firmes de courtage japonaises au cours de la première moitié de l'année fiscale 1988. Le total des bénéfices avant impôt de Nomura, de Daïwa, de Nikko et de Yamaichi s'est établi à 468,99 milliards de yens (environ 19 milliards de francs), et les revenus d'exploitation ont chuté en moyenne de 15 % au cours du premier semestre de l'année qui s'achèvera le 30 septembre. Les quatre firmes espéraient des résultats en hausse de 80 % à 90 % pour cette année par rapport à celle de 1987.

FAITS ET RÉSULTATS

● **Mérieux renonce à CDC Life Sciences.** – L'Institut Mérieux (filiale de Rhône-Poulenc) a retiré, le lundi 2 mai, son offre publique d'achat sur 20 % du capital de la firme pharmaceutique canadienne CDC Life Sciences. Les commissions des valeurs mobilières du Québec et de l'Ontario avaient jugé, vendredi dernier, qu'un accord conclu entre Mérieux et la Caisse des dépôts et de placements du Québec (qui détient 19,95 % du capital de CDC Life Sciences) offrait un traitement préférentiel à cette dernière, au détriment des autres actionnaires. L'Institut Mérieux a indiqué qu'il étudiait d'autres possibilités d'offres sur le capital CDC, dont il détient déjà 12,6 %.

● **Progression du résultat courant de la COGEMA en 1987.** – La COGEMA (Compagnie générale des matières nucléaires) a enregistré, en 1987, un résultat courant consolidé avant impôts de 1,095 milliard de francs, contre 810 millions de francs en 1986, soit une progression de 35 %, pour un chiffre d'affaires consolidé voisin de 21,6 milliards de francs, en recul de 1,3 %. La compagnie attribue ces résultats à *« la bonne marche des sociétés du groupe, à la réduction des charges financières d'Eurodif et au rendement des placements de trésorerie »*. La perte de 269 millions de francs, subie par la COGEMA à la suite d'opérations engagées sur le MATIF (Marché à terme des instruments financiers), n'a pas empêché la progression du résultat courant.

● **Duménil-Leblé entre dans les assurances Latina.** – La banque d'affaires Duménil-Leblé, dont Cérus détient 26,5 % du capital, a pris une participation de 21 % dans la compagnie d'assurances Latina, déjà contrôlée par la Cofide du groupe De Benedetti. Duménil-Leblé souscrira pour 60 milliards de lires (274 millions de francs) en achetant 3 millions d'actions nouvelles. En outre, l'établissement financier acquerra aussi directement 5 millions de titres Latina. Cette opération intervient après l'entrée de la banque d'affaires à hauteur de 20 % dans le capital d'Euromobiliare, une autre affaire du groupe De Benedetti (*le Monde* du 9 avril).

● **Cérus augmentera son capital de 4 à 4,5 milliards de francs.** – Cérus, le holding français de Carlo De Benedetti, va procéder à un renforcement de ses fonds propres de 4 à 4,5 milliards de francs. Cérus devrait procéder à une augmentation de capital classique d'environ 3 milliards de francs garantie par la CIR, principal actionnaire à hauteur de 40 %. D'autre part, la firme émettra des obligations convertibles pour un montant de 1 à 1,5 milliard de francs. L'émission serait souscrite par les autres actionnaires du « noyau dur », auxquels pourraient s'ajouter de nouveaux partenaires.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P. S.A.	290	290	IM2	141	138
Arnault & Associés	400	400	Int. Metal Service	193	200
Asystel	295	283 o	La Commande Electro.	191	191
B.A.C.	425	420	Le gd livre du mois	240	235
B. Demachy & Assoc.	390	390	Loca Investissement	281	275
B.I.C.M.	620	622	Locamic	146	140
B.I.P.	436	422	Marlin Immobilier	297	297
Boiron	277	277	Metallurg. Minière	101	100
Bolloré Technologies	700	700	Métrologie Internat.	320	315
Buitoni	740	....	Métroservice	131	132
Câbles de Lyon	1160	1180	M.M.B.M.	448	448
Calberson	630	631	Molex	215	211 50
Canal Plus	487	490	Navale-Delmas	465	460
Cardif	1140	1160	Olivetti-Logabax	170	178 80
C.A. I.-de-Fr. (C.C.I.)	250	250	Om. Gest.Fin.	310	301
C.A.T.C.	127 80	127 10	Presbourg (C. In. & Fin.)	96 50	96 50
C.D.M.E.	790	770	Razel	790	785
C. Equip. Elect.	268 50	....	St-Gobain Emballage	1156	1185
C.E.G.I.D.	540	541	St-Honoré Matignon	154	154 50
C.E.G.E.P.	160	156	S.C.G.P.M.	140	140 o
C.E.P.-Communication	1200	1152	Segin	305	305
C.G.I. Informatique	568	556	Sema-Metra	639	639
Ciments d'Origny	481	486	S.E.P.	1185	1185
C.N.I.M.	296 50	287	S.E.P.R.	1100	....
Concept	288	277 40	Sligos	1385	1389
Conforama	550	572	S.M.T.Goupil	201	209
Creeks	347	345	Sodinforg	715	715
Dafsa	132 70	137 70	Supra	266	270
Dauphin	3430	3435	TF 1	190	190
Devanlay	995	995	Unilog	114 50	119 10
Deville	820	821	Union Financ. de Fr.	448 50	460
Duménil-Leblé	845	825	Valeurs de France	323	313
Editions Belfond	117 80	113 10			
Elysées Investiss.	20 80	21			
Finacor	420	436			
Guintoli	550	537			
Guy Degrenne	880	880			
I.C.C.	226	225			
IDIA	170	168 70			
I.G.F.	120	120			

Marché des options négociables le 2 mai 1988

Nombre de contrats : 5 622

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Juin dernier	OPTIONS D'ACHAT Septembre dernier	OPTIONS DE VENTE Juin dernier	OPTIONS DE VENTE Septembre dernier
Accor	400	32,50	52	–	–
CGE	280	3	7,50	–	–
Elf-Aquitaine	280	15	22	–	9,50
Lafarge-Coppée	1 000	150	–	12	31
Michelin	160	28,50	33	2,60	8
Midi	1 700	205	270	160	–
Paribas	280	71	76	3	–
Peugeot	1 100	39	80	87	125
Saint-Gobain	400	28,50	30	–	19
Thomson-CSF	152	25	28	3,50	10

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 2 mai 1988
Nombre de contrats : 45 762

COURS	ÉCHÉANCES Juin 88	ÉCHÉANCES Sept. 88	ÉCHÉANCES Déc. 88
Dernier	101	100,20	99,70
Précédent	101,15	100,40	99,85

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Juin 88	OPTIONS D'ACHAT Sept. 88	OPTIONS DE VENTE Juin 88	OPTIONS DE VENTE Sept. 88
100	1,55	2	0,37	1,63

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,7075 F ↓

Les marchés financiers étaient très calmes mardi 3 mai en raison notamment de la fermeture de la place japonaise. A Paris, le dollar perdait un peu de terrain au cours des premiers échanges, revenant à 5,7075 F, contre 5,7095 F à la clôture des échanges interbancaires lundi, et 5,7125 F au fixing du même jour.

FRANCFORT	2 mai	3 mai
Dollar (en DM)	1,68	1,6810

TOKYO	28 avril	2 mai
Dollar (en yens)	124,82	125,27

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (3 mai) .... 7 3/8-7 1/2 %
New-York (2 mai) .. 6 3/4-6 13/16 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

	29 avril	2 mai
Valeurs françaises	109,9	109,8
Valeurs étrangères	107,6	107,4

C[ie] des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)

	29 avril	2 mai
Indice général	312,5	310,2

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

	29 avril	2 mai
Industrielles	2 032,32	2 043,27

LONDRES (Indice « Financial Times »)

	29 avril	2 mai
Industrielles	1 443,9	Clos
Mines d'or	206,4	Clos
Fonds d'Etat	90,50	Clos

TOKYO

	2 mai	3 mai
Nikkeï Dow Jones	27 669,72	Clos
Indice général	2 213,08	Clos

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. + ou dép. –		DEUX MOIS Rep. + ou dép. –		SIX MOIS Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	5,7045	5,7060	+ 25	+ 40	+ 55	+ 80	+ 130	+ 210
$ can.	4,6284	4,6334	– 55	– 28	– 94	– 55	– 275	– 185
Yen (100)	4,5636	4,5685	+ 148	+ 179	+ 301	+ 340	+ 886	+ 990
DM	3,3955	3,3985	+ 120	+ 140	+ 244	+ 270	+ 734	+ 805
Florin	3,0279	3,0303	+ 94	+ 105	+ 188	+ 204	+ 572	+ 624
FB (100)	16,2429	16,2518	+ 222	+ 311	+ 481	+ 623	+1 479	+1 874
FS	4,0776	4,0815	+ 194	+ 214	+ 381	+ 408	+1 139	+1 224
L (1 000)	4,5627	4,5675	– 80	– 41	– 192	– 140	– 625	– 519
£	10,6503	10,6588	– 56	+ 11	– 91	– 22	– 340	– 140

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	6 7/8	7	7 1/16	7 3/16	7 1/8	7 1/4	7 1/2	7 5/8
DM	3 1/8	3 3/8	3 1/4	3 3/8	3 5/16	3 7/16	3 9/16	3 11/16
Florin	3 3/4	4 1/4	4	4 1/8	4	4 1/8	4 1/8	4 1/4
F.B. (100)	5 3/4	6 1/4	6 1/16	6 3/16	6 1/16	6 3/16	6 1/8	6 1/4
F.S.	2	2 1/2	2 1/16	2 3/16	2 1/8	2 1/4	2 7/16	2 9/16
L (1 000)	7 3/4	8 1/4	9 1/8	9 5/8	9 7/8	10 1/4	10 5/8	11
£	7 3/4	8	8	8 1/8	8 3/16	8 5/16	8 11/16	8 13/16
F. franç.	7 5/8	7 7/8	7 15/16	8 3/16	8 1/16	8 5/16	8 5/16	8 9/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Marchés financiers

BOURSE DU 2 MAI

Cours relevés à 17 h 32

Règlement mensuel

Comptant (sélection)

Obligations

Actions

SICAV (sélection)

2/5

Étrangères

Hors-cote

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 2/5	COURS DES BILLETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	5 671	5 712	5 500	5 900
ECU	7 051	7 053	....	....
Allemagne (100 DM)	338 910	339 790	328 500	349
Belgique (100 F)	16 243	16 252	15 650	16 600
Pays-Bas (100 fl.)	303 100	303 040	293	313
Danemark (100 krd)	88 300	88 280	85	92
Norvège (100 k)	92 270	92 400	86	93
Grande-Bretagne (£ 1)	10 690	10 692	10 350	11 100
Grèce (100 drachmes)	4 236	4 235	3 800	4 650
Italie (1 000 lires)	4 567	4 568	4 300	4 800
Suisse (100 fr.)	408 870	408 040	398	418
Suède (100 krs)	96 870	97 100	94	100
Autriche (100 sch)	48 365	48 340	46 850	49 850
Espagne (100 pes.)	5 137	5 142	4 900	5 400
Portugal (100 esc.)	4 151	4 152	3 800	4 650
Canada ($ can 1)	4 622	4 652	4 450	4 850
Japon (100 yens)	4 580	4 583	4 420	4 840

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 2/5
Or fin (kilo en barre)	81700	82000
Or fin (en lingot)	81700	81750
Pièce française (20 fr)	505	503
Pièce française (10 fr)	377	.....
Pièce suisse (20 fr)	526	527
Pièce latine (20 fr)	473	472
Souverain	594	598
Pièce de 20 dollars	2865	2840
Pièce de 10 dollars	1455	1455
Pièce de 5 dollars	825	.....
Pièce de 50 pesos	3115	3105
Pièce de 10 florins	486	486
Or Londres	449 95	.....
Or Zurich	450	448 50
Or Hongkong	449 95	.....
Argent Londres	.....	.....

c : coupon détaché – o : offert – * : droit détaché – d : demandé – ♦ : prix précédent – ★ : marché continu

Le Monde

La célébration interdite du 1er mai en Turquie

2 morts et 69 arrestations à Istanbul

ANKARA
de notre correspondant

Soixante-neuf arrestations ont été opérées à Istanbul lors de la célébration du 1er mai, qui reste interdite depuis le coup d'État du 12 septembre 1980. Cinq cents à mille personnes, dont de nombreux syndicalistes, ont été violemment dispersées par la police alors qu'elles tentaient de gagner la place Taksim, au centre de la ville. Huit députés du Parti social-démocrate (opposition), dont le président de la fédération syndicale de gauche interdite, le DISK, y ont déposé une gerbe au monument de la République, en mémoire des trente-quatre manifestants tombés au même endroit le 1er mai 1977. Deux militants d'un groupe d'extrême gauche ont par ailleurs trouvé la mort dans des circonstances mal élucidées au cours d'une perquisition de la police.

Ces événement ont été précédés deux jours plus tôt par des arrestations à la suite d'affrontements entre les étudiants et la police à l'université d'Istanbul. Elles interviennent dans un climat de mécontentement social accru par la proximité des congrès des principaux partis politiques. M. Inonu, président du Parti populiste social-démocrate (gauche), et M. Demirel, président du Parti de la juste voie (droite), ont rassemblé des foules importantes protestant contre la vie chère et demandant la démission du premier ministre, M. Turgut Ozal.

Ce regain de tension a été l'occasion pour le président Kenan Evren, l'instigateur du coup d'Etat de 1980, de rappeler que l'armée interviendrait *« pour sauver la démocratie »* si l'on en revenait *« au chaos et à la terreur »* qui ont précédé le coup d'Etat. Cette intervention a été vivement critiquée par les deux leaders de l'opposition, qui ont souligné que l' *« ère des interventions militaires est définitivement terminée »*.

M. F.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 3 mai

Atone

A l'image de lundi, le marché était très, très calme mardi durant les premiers échanges. L'indicateur de tendance se maintenait à + 0,07 %. Parmi les valeurs en hausse figuraient Pernod-Ricard (+ 4,1 %), Crouzet (+ 4 %), Merlin-Gérin (+ 4 %) et Club Méditerranée (+ 3 %). En baisse, on notait Marine Wendel (- 3 %), TRT (- 3 %), Alcatel (- 3 %) et Intertechnique (- 2 %).

● **Olida-Caby cède trois sociétés à Lesieur SA.** – Le groupe Olida-Caby va céder à Lesieur SA, filiale de Saint-Louis, la totalité des actions des sociétés agroalimentaires Gorcy (surgelés), Paul Chacun (conserve de poissons) et Comalin (distribution), pour un montant évalué à 788 millions de francs.

La situation en Nouvelle-Calédonie

MM. Chirac et Pasqua désignent un coupable : M. Mitterrand

Les événements de Nouvelle-Calédonie font désormais l'objet d'une polémique ouverte de la part de M. Chirac et du gouvernement, qui tentent à quelques jours de l'élection présidentielle d'imputer la responsabilité de la situation à M. Mitterrand. Cette démarche s'accompagne d'un refus catégorique opposé à la demande du FLNKS de nommer un médiateur en échange des otages d'Ouvéa. M. Pasqua a précisé, le mardi 3 mai, que les conditions du FLNKS ne sont pas négociables. Il a ajouté que l'on aurait dû *« dissoudre »* ce mouvement mais que cela n'a pas été fait parce que le chef de l'Etat *« s'y refuse »*. *« Si le FLNKS n'était pas persuadé qu'il a une oreille attentive auprès de M. Mitterrand et qu'il sera pardonné au lendemain du 8 mai, cette affaire aurait déjà été réglée »*, a-t-il ajouté. Le ministre de l'intérieur avait auparavant, dans un entretien publié par le bulletin de campagne des barristes *Barre-Hebdo*, assuré que *« les Français doivent se demander s'ils veulent conserver à la tête du pays l'interlocuteur des auteurs des massacres d'Ouvéa »*.

De son côté, M. Chirac a jugé lundi au cours d'un meeting à Montpellier que *« le candidat socialiste qui a fait tant de mal »* à la Nouvelle-Calédonie, n'en connaît pas véritablement la réalité.

En revanche, les Verts ont demandé l'envoi d'urgence d'une mission des Nations unies, ainsi que le rappel à Paris de M. Bernard Pons, ministre des DOM-TOM.

VOH
de notre envoyée spéciale

Dans les villes de l'Ouest calédonien, broussards et gens des tribus se garent devant le même supermarché puisqu'il n'y en a qu'un. Tout est calme, la route territoriale va droit à travers la prairie. Un virage de temps en temps, quelques stations d'élevage : *« un mauvais calme »*, dit un instituteur canaque en éveil devant sa CB. Les rares automobiles foncent, les restaurants pleurent les réservations annulées, les Européens ne sont pas venus dimanche à la plage à Koumac.

Les Mélanésiens, entre la « chaîne » et l'océan, sont majoritaires, mais pas suffisamment seuls pour s'attaquer au statut Pons et aux gendarmeries. Les tribus ont peu voté, peu bougé et si la circulation est coupée à Kaala-Gomen dix jours après le scrutin, c'est – mais Nouméa ne le croira pas – à cause de la pluie. Aucun dirigeant indépendantiste n'a pris la responsabilité d' *« assurer les morts »*, indique le maire (indépendantiste) de Gomen, M. Georges Levant. *« Dire que c'est pour la cause n'est pas encore suffisant. Ici, on a peur des balles. »*

Car les Blancs sont là, en force sinon en majorité. Le calme est plat mais la paix armée. Les « comités de lutte » veillent à l'entrée des tribus et les broussards dans leurs fermes. C'est l'équilibre de la terreur. *« L'allumette,* explique M. France Debien, éleveur RPCR de Voh, *est très près de la mèche. »*

Les caldoches de Voh (mille vingt-trois Mélanésiens, quatre cent trente-trois Européens) ont pris leurs dispositions depuis quinze jours. *« Les Canaques achetaient des paquets de riz à l'épicerie. Ils ne nous disaient plus bonjour de la même façon, ils avaient des têtes différentes »*, affirme M. Debien. Les broussards ont alors vérifié le matériel CB, réactivé les réseaux de 1984 et prévenu qu'ils ne resteraient pas *« sur la défensive à perpétuité. Il faut leur faire peur »*. Le père de France, Franklin, Winston, Joseph Debien né en janvier 1944 était *« un patriote »*. Le fils de l'éleveur reprendra la station de 300 hectares de terre et quatre cents bêtes.

Les dirigeants indépendantistes locaux, les anciens copains de foot et de bagarre continuent à passer sur ses terres sans prendre un coup de fusil, mais ils ont été avertis en conseil municipal : *« S'ils brûlent chez moi, j'irai brûler chez eux. J'irai raser toutes les demeures des voyous, des véroles, je les connais »*.

Une centaine de broussards, selon M. Debien, sont organisés à Voh et toutes les propriétés reliées par CB. Les jeunes sont affectés à la protection des personnes âgées isolées dans leurs fermes. Avant de faire *« quoi que ce soit »*, les éleveurs préviennent la gendarmerie en toute amitié : *« Si vous n'y allez pas, nous on y va »*. Les forces de l'ordre ne les arrêteront pas quand ils iront « brûler » : *« Les chemins, on les connaît mieux qu'eux. »*

En 1984, les indépendantistes avaient, par leurs barrages, isolé six familles européennes et la gendarmerie ne s'était pas déplacée. *« On leur a sauté sur le dos un soir à 17 heures, à quelques-uns. On a tiré trois cents ou quatre cents coups de fusil. Ils ont plongé à l'eau avec leurs jumelles. Avec un bull, nous avons barré la route jusqu'à ce qu'ils livrent les quatorze plus virulents. Ils nous les ont sortis. »* Il n'y a pas eu de blessés : les broussards, amateurs de chasse au cerf, savent ajuster leur tir. Les « comités de lutte » avaient tout juste l'âge de raison. *« Maintenant,* constate M. Debien, *cela ne suffirait plus. »*

« Vers la guerre civile »

Le maire de Voh, M. Gustave Lethezer, un socialiste, a choisi un premier adjoint FLNKS. Il s'est assuré que les indépendantistes ne bougeraient pas, sauf *« provocation »*. *« Rien n'est foutu encore »*, affirme-t-il. M. Lethezer conjure les broussards d'oublier Ouvéa et Canala, les gendarmes morts, les blessés. *« Mais c'est plus fort qu'eux, ils craignent de subir quelque chose. »* Le maire a demandé aussi à M. Justin Guillemard, figure anti-indépendantiste de la région, de ne pas venir dans sa commune échauffer les esprits.

Mais Voh vient d'enterrer José Lapetite, l'un des auteurs de la fusillade de Hienghène tué vendredi dans la chaîne. Mais la côte ouest, persuadée que l'éventuelle élection de M. François Mitterrand signifiera tôt ou tard *« la valise »*, comme dit M. Guillemard, se prépare à *« ne pas tomber sans résister »*. Mais Nouméa, déjà, bouge. *« On s'achemine vers la guerre civile »*, affirme M. Guillemard, qui est également conseiller régional.

A Koné (six cents Européens, deux mille Mélanésiens) le Front national comptait dix-sept électeurs en 1984. Aux dernières élections, il a obtenu 131 voix. *« Mes enfants sont la sixième génération installée sur le territoire*, dit le responsable local du parti, M. Philippe Marlier. *Il n'est pas question de partir. »* Machette en main, son père explique qu'il tenait un magasin d'alimentation, qui a brûlé le 30 octobre 1984. *« La France n'a qu'à nous donner l'indépendance*, dit-il, *on va se débrouiller avec nos Canaques, il n'y en aura pas pour longtemps. Jusqu'à quand faudra-t-il discuter ? Le Canaque est un petit gosse ; on lui donne un bonbon, il en veut un deuxième. »*

La sœur d'un commerçant de la commune téléphone de métropole, inquiète. Son frère est arrivé il y a vingt ans sur le territoire. En 1984, Il faisait partie de la milice RPCR de la commune. Il n'est plus que « chiraquien ». *« Ici, pour certains au RPCR, c'est le fric d'abord, la France après. »* le commerçant a surtout eu très peur lorsque les indépendantistes l'ont pourchassé et qu'il a dû se réfugier dans la rivière.

Ce jour-là, il a décidé de partir. Il a passé des heures au volant de sa voiture sans démarrer et finalement il est resté. Il a investi *« toutes ses économies »* dans le magasin. Il ne milite plus, il est devenu calédonien et marginal. A Koné comme ailleurs, le face-à-face ne souffre pas de neutralité.

« Les manifs avec drapeau blanc, c'est terminé », annonce M. Guillemard qui appelle, comme le Front national, à *« répondre à la violence par la violence »*. Les caldoches sont prêts. Une milice armée de matraques circulait lundi dans Nouméa, ville morte à l'appel du maire RPCR, M. Jean Lèques. *« Par mesure du maire »*, comme l'indiquait un restaurant.

CORINE LESNES.

Sur le vif

Qui suis-je ?

Hé ho ! Qu'est-ce qui se passe ? Je ne me reconnais plus dans la glace. Pas celle du lavabo, attention, là c'est pas brillant, mais, bon, à 5 heures du mat, quand on vient de tournicoter à quatre pattes à la recherche de son verre de contact entre le bidet et le bac à douche, c'est assez normal. Non, ce qui m'affole, c'est l'image que me renvoie le miroir de l'écran quand je m'affale en fin de journée sur mon coin de canapé.

C'est plus moi, ça, dites-donc ! Moi, je suis fine, mince, racée et musclée. J'assure en Rodier. Mon parfum discret et sexy tourne la tête de tous les membres de mon conseil d'administration. Quand je saute de ma Bentley de grand reporter sur la passerelle de l'avion pour Hong-kong, mon sac de gym, pardon, qu'est-ce que je raconte, ma machine à écrire extra-plate au bout du bras, le stewart me fait de l'œil, merci Cœur croisé.

Moi, qui suis rabrouée à longueur de journée par mes collègues de la rue des Italiens : Allez, couchée ! T'as rien compris ! Tu vas te taire, oui ! Là, faut voir sur quel ton je leur parle aux mecs : Dégagez, foutez-moi la paix, bas les pattes ! Passez-moi mes lunettes magiques, pour que je voie ce qu'il y a dans votre slip. Beurk... !

Paraît que je finissais par leur foutre la trouille à ces pauvres minables. J'ai lu toute une étude là-dessus dans la presse américaine. S'ils s'écrasent au lit, c'est parce qu'on les a trop écrabouillés au fil des écrans de publicité.

Résultat : retour à la case départ. Vous avez vu à quoi je ressemble, là, maintenant, à une mamie Nova, à plat ventre devant son petit fils, à une gamine attardée venue interviewer je ne sais plus quel camé à la Saint-Yorre : fais gaffe, je vais cogner... Et qui pleurniche et qui minaude : Aïe ! Houillioullioul ! Saint-Yorre, ça va fort !

A se demander pourquoi ils se disputent nos voix, mon Mimi et mon Jacquot. Remarquez, on a beau courir après notre véritable image à la télé, pour voter, pas besoin de carte d'identité. Suffit d'une carte d'électeur.

CLAUDE SARRAUTE.

La mort de Monica Vitti

La comédienne italienne Monica Vitti s'est donné la mort, le mardi 3 mai au matin. Elle était âgée de cinquante-six ans.

De son vrai nom Maria-Luisa Ceciarelli, Monica Vitti naît à Rome le 3 novembre 1931. A quinze ans, elle joue au théâtre en amateur puis s'inscrit à l'Académie nationale d'art dramatique. Monica Vitti fait ses vrais débuts dans des tournées théâtrales et dans les *reviste da camera* (revues à petit spectacle) d'Alberto Bonnuci. En 1955, elle apparaît dans un film comique. En 1956, elle rencontre Michelangelo Antonioni. Il lui demande d'être la voix italienne de l'actrice anglaise Dorian Gray dans son film *le Cri*. Rencontre décisive. Après une autre comédie, *le Dritte*, de Mario Amendola, en 1958, Monica Vitti va devenir l'interprète d'Antonioni, le personnage féminin par excellence des œuvres du cinéaste sur l'incommunicabilité, la difficulté d'être dans la société bourgeoise. Blonde, la voix rauque, l'allure mystérieuse, la voilà façonnée de plus en plus en symbole de l'angoisse et de la dérive.

L'Avventura, qui provoque au Festival de Cannes 1960 la fameuse bataille du cinéma moderne, lui vaut une foudroyante consécration. Pour *la Nuit* (1961), dont la vedette est Jeanne Moreau, elle obtient le Ruban d'argent (équivalent de l'Oscar en Italie) de la meilleure actrice de second plan. Antonioni la pousse à un jeu de plus en plus statique, intériorisé, dans *l'Eclipse* (1962), et surtout dans *le Désert rouge* (1964), son premier film en couleurs, où, dans un décor de zone industrielle futuriste, elle promène avec un très grand talent une névrose au bord de la folie.

Entre-temps, Monica Vitti a tourné en France dans *Dragées au poivre* de Jacques Baratier (1963) et *Château en Suède* de Roger Vadim (1963). Après la tétralogie d'Antonioni, elle éprouve le besoin de parodier son personnage dans un épisode de *Haute Fidélité* (Luciano Salce, 1964). Elle secoue l'angoisse, l'inquiétude, elle veut retrouver son vrai tempérament, elle veut être une femme vivante. Sa carrière s'oriente alors vers la « comédie italienne » et, en 1970, une nouvelle Monica Vitti éclate littéralement avec *Drame de la jalousie* d'Ettore Scola et *Nini Tire-bouchon* de Marcello Fondato. Physiquement, elle n'a pas changé, mais elle s'acharne à faire oublier l'image antonionienne en jouant la fantaisie et l'émotion, en exploitant ses propres dons comiques jusqu'à la satire (*Moi, la femme* de Dino Risi, 1971). Il semble qu'elle veuille être une nouvelle Anna Magnani, et elle applique à cette volonté tout son professionnalisme (*Une tosca pas comme les autres*, de Luigi Magni, 1973, *Poussières d'étoile*, d'Alberto Sordi, 1973, des films à sketches au cours des années 70), montrant toutefois d'autres possibilités dans *le Fantôme de la liberté*, de Luis Bunuel (1974) et *la Raison d'Etat*, d'André Cayatte (1978). Refusant de vieillir, au cours des années 80, elle ne trouve plus les rôles ni les réalisateurs qui lui conviennent. Le cinéma italien est touché par la crise.

De l'univers d'Antonioni à celui qu'elle avait en définitive choisie, Monica Vitti reste pour nous une actrice extraordinaire et, d'une certaine manière, un mythe.

JACQUES SICLIER.

La beauté et l'inquiétude

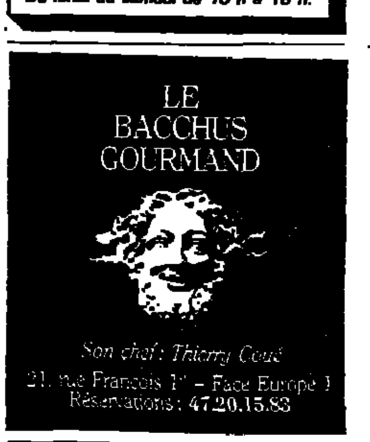
Les yeux transparents de Monica Vitti demeureront dans l'histoire du cinéma, grâce à Antonioni, qui a su en cerner le mystère. Et puis il y a le modelé de ses pommettes, sa silhouette sculpturale, son sourire timide de myope qui se sait belle.

A l'opposé des ravageuses italianissimes, Monica Vitti a joué avec un humour discret de sa beauté. On l'imagine douce, un peu mélancolique, avec des éclats de rire enfantins, mais inquiète d'elle-même, de ne pas savoir répondre à ce qu'on attendait d'elle.

Derrière l'harmonie, il y avait une faille, une blessure, dissimulée avec trop de pudeur sans doute. Monica Vitti a préféré quitter la vie, et nous n'avons pas su la retenir.

C.G.

Le numéro du « Monde » daté 3 mai 1988 a été tiré à 630 682 exemplaires



A B C D F G H